

# LE MONDE

N° 436 - 37<sup>e</sup> année

JUILLET 1990

32 pages - 17 F

Algérie : 10 DA  
DOM : 22 F  
Belgique : 110 FB  
Canada : 3,50 \$ C  
C-474 : 1.115 F CFA  
Espagne : 150 PTA  
USA (NY) : 2,75 \$ US  
USA (rest) : 2,50 \$ US  
Royaume-Uni : 1,75 £  
Abonnements : voir tarif page 15

## diplomatique

Publication mensuelle - 5, rue Antoine-Bourdelle, 75011 Paris Cedex 15



Le football est la guerre

### Du rideau de fer au mur d'argent

Par CLAUDE JULIEN

« **L**ORSQUE les sociétés qui vont sortir du communisme commenceront à se décomposer, vous n'échapperez pas à l'odeur de putréfaction. » Voilà deux ans déjà - bien avant les bouleversements du second semestre 1989 - que s'expriment ainsi un haut responsable soviétique. Aucune trace de cynisme dans son propos : le ton d'une froide évidence. Bien entendu, il savait que l'URSS elle-même n'échapperait pas à cette décomposition.

Le phénomène annoncé se déroule sous nos yeux, s'amplifie de mois en mois, atteignant chaque parcelle du territoire soviétique. Comme prévu, les aspirations nationales trop longtemps étouffées se mêlent aux frustrations culturelles, religieuses et sociales en un mélange explosif qui sape le pouvoir de Moscou et exacerbe les tensions à l'intérieur de chacune des quinze Républiques fédérées. L'attention générale se concentre sur les plus spectaculaires manifestations de crise, qu'elles soient ou non accompagnées de violences. Mais l'instabilité n'est pas moins grande dans les Républiques qui n'ont pas encore eu les honneurs des premières pages des journaux : des incidents mineurs, localisés, mais presque quotidiens, témoignent d'une dangereuse effervescence.

En Europe de l'Est, les remous ont pris une ampleur exceptionnelle dans le cas extrême de la Roumanie : une véritable démocratie ne peut s'édifier sur un sortin douteux qui a conduit à la sauvage répression de la mi-juin. En Bulgarie, la majorité parlementaire obtenue par les communistes porte en germe des contradictions dont nul ne peut assurer qu'elles resteront pacifiques. En Pologne, demandait-on voilà plusieurs mois, verra-t-on une grève, attisée par les communistes, secouer le pouvoir de Solidarnosc ? Cette prévision, que d'aucuns jugeaient indécoupe, s'est réalisée dans un très bref délai. D'autres épreuves attendent les Polonais : dans tous les pays de l'Est, pénuries alimentaires et flambées des prix assombrissent la vie de chaque jour. Quiconque en trouve les moyens parcourt de lon-

gues distances pour s'approvisionner dans les supermarchés de Berlin-Ouest et rentre chez lui pour revendre les marchandises en faisant sauter l'anse du panier. Venant surtout de Roumanie, mais aussi de Pologne, de Bulgarie et même d'URSS, des milliers de réfugiés affluent dans l'ex-RDA, son débordement économique inquiète les Allemands de l'Ouest, mais pour d'autres elle fait figure de pays de Cocagne, de véritable port du salut.

« **Déjà nous vivons mieux** », dit une femme pauvrement installée avec les dix membres de sa famille dans le camp de transit improvisé à la gare de Lichtenberg, à Berlin-Est (1).

L'attraction exercée par l'Allemagne de l'Est s'est encore renforcée après la signature, le 18 mai, du traité qui organise l'union économique et monétaire des deux États allemands. Négocié dans un délai record (un mois, à peine), cet accord - contrairement aux pratiques habituelles de la CEE - ne prévoit pas de prudentes étapes de transition. Écartant tout schéma d'intégration progressive, il a fixé au 2 juillet, pour l'essentiel, la fusion des deux systèmes économiques.

Entreprise incertaine, pari plein de risques ? C'est bien ce que pensaient les milieux financiers occidentaux. L'éclatement d'un mark de l'Est contre un mark de l'Ouest leur paraissait absurde et dangereux. Pour s'y opposer, ils ne manquaient pas de solides arguments techniques. Mais ils ont fini par s'incliner devant l'objectif politique auquel, sans trop de remords, ils ont sacrifié la rigueur économique dont, ailleurs, ils se font les gardiens intransigeants (voir page 12 l'article de Bernard Cassen).

Ce traité d'union monétaire entre les deux Allemagnes déclenche un « **bouleversement révolutionnaire** », qui, bien entendu, « **soulève des peurs** » car, écrit la *Stuttgarter Zeitung* (2),



WASSILY KANDINSKY (1922)

tung (2), il « **ébranlera le pays, obligera les habitants de la République fédérale à faire des sacrifices, réduira de nombreux habitants de la RDA au chômage et les insécurisera, malgré toutes les garanties sociales** ». Tant et si bien que, ajoute le journal, un tel traité « **serait irresponsable s'il n'était inéluctable** ».

Le gouvernement de Bonn se garde bien de manifester la même audace dès lors qu'il s'agit de l'union monétaire européenne. Au nom de l'orthodoxie financière, la RFA pose alors des conditions draconiennes. Les accepter serait soumettre la politique à l'économie, subordonner l'État à l'orthodoxie financière, ce qui, pour le gouvernement fédéral, n'est pas une perspective enviable. L'union européenne, elle, n'a pour- tant rien d'« **irresponsable** », et les discours publics s'accroissent à la déclaration « **inductible** ». Mais sans doute, aux yeux du chancelier Kohl, ne justifie-t-elle pas les « **sacrifices** » consentis sur l'astel de la patrie allemande.

(Lire la suite page 11.)

(1) « *The Eastern El Dorado, Refugees Flood the GDR* », *Newsweek*, 18 juin 1990. Voir aussi *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, 18 mai 1990, et *Süddeutsche Zeitung*, 21 mai 1990.  
(2) *Stuttgarter Zeitung*, 19 mai 1990.

### L'extrême droite sur les ruines d'une gauche sans projet

Conscient des risques, électoraux notamment, que présente la politique du gouvernement, M. François Mitterrand vient d'insister sur la nécessité de mieux traduire en actes les idéaux de justice sociale. Tout en rejetant sur les partis conservateurs la responsabilité de la très forte poussée de l'extrême droite, il sait parfaitement que les inégalités, (qui ne se résument pas aux statistiques de revenus) et les difficultés d'être (qui ne se traduisent pas par le seul racisme) sont porteuses de nœuds inévitables. Mais la « **logique** » des grands équilibres, la frénésie de la concurrence, le culte de la réussite individuelle au détriment de la solidarité, la mort de tout projet de transformation de la société, ne prédisposent en rien les citoyens à protéger la démocratie d'un dangereux effritement.

Par CHRISTIAN DE BRIE

**T**ÉTANISÉE, la France assiste impuissante à l'implosion successive et accélérée des grands partis qui, depuis des décennies, assuraient la représentation des forces sociales et des familles politiques composant la communauté nationale. Toit à tour, communistes du PCF, conservateurs modérés regroupés au sein de l'UDF, RPR héritiers du gaullisme et sociaux-démocrates du Parti socialiste subissent le même sort : appareils sevrés de militants, coupés de leur base électorale, responsables accablés par les luttes internes, déchirés entre factions rivales, incapables de proposer des projets politiques cohérents, clairement différenciés et identifiables.

Parce que la représentation pluraliste est une condition nécessaire de la démocratie, l'incapacité des partis à assumer ce rôle menace le fonctionnement des institutions républicaines auxquelles l'immense majorité des citoyens sont fondamentalement attachés. Si l'évolution se poursuit, ils risquent de se retrouver un jour enfermés dans le piège d'une confrontation ne laissant face à face que deux fronts du refus : refus du « **système** », incarné par le Front national (FN) ; refus du Front national par le congrégat hété-

roclite d'un quelconque Front républicain, laissant sur la touche une majorité d'abstentionnistes. Or l'expérience a amplement montré - lors des élections législatives de 1988 comme des partielles de Dreux ou de Villeurbanne - que l'abstention profite surtout au Front national, qui réalise ses meilleurs scores là où la participation est la plus faible (1).

Préparant cette situation, une pesante torpeur envahit la scène politique, périodiquement secouée par les convulsions partiales, les résultats de scrutins venant rappeler la progression de l'extrême droite, la banalisation des propos et des actes xénophobes et antisémites.

Dénatoire apparaît le jeu de mistigri par lequel chacun se défait de la responsabilité d'avoir enfanté le « **phénomène Le Pen** ».

(Lire la suite page 13.)

(1) Au premier tour des élections législatives de juin 1988, dans les vingt circonscriptions ayant connu les taux de participation les plus élevés, les scores du FN furent nettement inférieurs à sa moyenne nationale. Inversement, dans les vingt circonscriptions où la participation fut la plus faible, il réalisa des scores nettement supérieurs à sa moyenne nationale.

### DANS CE NUMERO : Deux poids, deux mesures

Au sommet de Dublin, les Douze sont convenus d'accélérer la construction politique de la Communauté, poussés par la hâte des Allemands à réaliser leur unité avant même la fin de cette année. Dans quelles conditions se fera l'Europe politique ? « **La démocratie européenne n'a aucune raison de s'incliner devant le géant du futur supermarché européen** », écrit Claude Julien (pages 1 et 11), car les petits pays risquent de faire les frais des ambitions de Bonn. Bernard Cassen explique alors (page 12) comment le chancelier Kohl fait deux poids, deux mesures selon qu'il traite de l'unité allemande ou de l'unité européenne.

En regard, les Deux Grands paraissent accablés par leurs difficultés internes. Les États-Unis doivent sortir du boudoir des dépenses militaires (pages 16 et 17) pour reconstruire une économie qui vient d'être frappée par le scandale des caisses d'épargne (page 18). En URSS, c'est le pouvoir de M. Gorbatchev qui doit s'accommoder de la déclaration de souveraineté de la plus grande République (Les Russes sont de retour, page 14). Un tel climat international est propice à la droite israélienne ; et pourtant, plus que jamais, le feu couve parmi les populations palestiniennes (lire le reportage d'Alain Grash, pages 8 et 9).

#### L'AFRIQUE ET LA FRANCE

Dans le tiers-monde, deux expériences de retour à la normale suscitent de fragiles espoirs : à Haïti, où l'ombre du doute plane sur la nouvelle démocratie (page 23), et au Pérou, où tout est à reconstruire (pages 24 et 25). Mais l'exigence de démocratie déclenche une véritable tempête sur la coopération franco-africaine (« **Démocratie, développement, ces mots piégés...** », page 4), tandis que la répression au Zaïre illustre l'incapacité des régimes en place à s'amender (page 6).

#### UNE CERTAINE SUFFISANCE

Au Sud comme au Nord, le football sert encore d'exutoire aux furies tenues dans la frustration (lire l'article d'Ignacio Ramonet, page 7). A moins que l'extrême droite ne se nourrisse, comme dans la France d'aujourd'hui (pages 1 et 13), des échecs sociaux de la gauche... Car les sociétés occidentales, pour être démocratiques, ne s'en laissent pas moins miner par les injustices (« **La peine de mort aux États-Unis** », page 22) et par de nouveaux risques inhérents aux progrès de la science (« **À la recherche du cobaye idéal** », page 18) ou aux insatiables appétits du commerce (« **Le droit d'auteur, un produit comme un autre** », page 32). Ce qui n'empêche pas leurs réactions de suffisance face aux autres civilisations (« **Dans la presse française** », page 13).

Lire le sommaire détaillé page 32.

M 2136 - 436 - 17 00 F



### Arabes



Le numéro de Juillet-Août d'Arabes le mensuel du monde arabe et de la francophonie. En vente en kiosques et en librairies. Abonnement : 300 FF - 250 FF étudiant. 78, rue Joffroy, 75017 Paris. Tél : 46 22 34 14, Telex : 290 708, Fax : 43 50 73 62.

الشرق الأوسط



## Internationalisme, ou contre-révolution ?

A propos de l'évolution de l'URSS, M. Georges Gastaud, professeur de philosophie, militant communiste, nous livre cette réflexion :

Après le contre-Stalingrad soft de cet hiver en Europe de l'Est, la contre-révolution d'Octobre est annoncée à Moscou. Exploitant la situation de double pouvoir récemment créée, les forces anticommunistes font bloc derrière l'aventurier Eltsine qui jure d'aller « jusqu'au bout » dans sa lutte pour la « propriété privée » et l'« économie de marché pure » (1). Les communistes soviétiques ne peuvent guère compter, pour s'opposer à la restauration capitaliste, sur MM. Gorbatchev et Abalkine dont les incessants déstages idéologiques, politiques et économiques ont ouvert la voie à la contre-révolution. Ceux qui s'enthousiasment pour le déclin du drapeau rouge à Leningrad devraient cependant réfléchir aux conséquences avant d'applaudir. Le démantèlement éventuel de l'URSS peut-il déboucher sur autre chose que la libération d'un continent ? L'opposition « démocrate » pourra-t-elle exproprier un peuple sans dictature anti-ouvrière féroce ? Faut-il se réjouir, en période de crise capitaliste, de guerre économique, d'agonie de l'Afrique, d'une régression historique vers la vieille hégémonie des bourgeoisies égoïstes ? Qui d'autre que les frères ennemis du fascisme et de l'intégrisme tire et tirera profit de la dislocation du premier Etat socialiste multinational ? Les marxistes ont désormais le devoir d'analyser d'après leur principe la situation historique et de rechercher l'issue révolutionnaire à la crise de la révolution.

Pour cela il faut d'abord décoder la « novlangue » gorbatchévienne qui, faute d'agir sur les choses, inverse le sens des mots. Faut-il nommer « fin des blocs » la dissolution du bloc socialiste, « maison commune » la recolonisation de l'Est, « détente » la reconstitution du « Reich capitaliste », « démocratisation » (pour qui ?) l'extension à la RDA des *Berufsverbote* (interdictions professionnelles), la persécution des communistes tchèques, le retour de la Contra à Managua, la dictature affaiblie du FMI en Pologne, la remontée de l'antisémitisme à Budapest et à Berlin ?

Il faut, d'autre part, comprendre les causes de la grave défaite du mouvement ouvrier. Dans un texte prophétique de l'*Idéologie allemande* (2), Marx, associant communisme et mondialisme, soulignait le caractère contradictoire du « communisme local » : « Toute extension des échanges abolirait le communisme local », annonçait-il. Certes, l'impérialisme, ce redéploiement planétaire de l'antagonisme capital-travail, a pour un temps compliqué les conditions de la révolution mondiale en instituant un capitalisme à plusieurs vitesses. La social-démocratie, en isolant la révolution russe de

l'ouvrier occidental, a indirectement favorisé la dégénérescence bureaucratique du socialisme, le rattrapage étiologique se substituant peu à peu au dépassement, nécessairement international, du capitalisme. Par la course aux armements et l'endettement, l'Ouest a largement épuisé l'énergie révolutionnaire initiale. Alors que le capitalisme « craque » spectaculairement en Afrique, l'affaiblissement du socialisme est très directement lié au développement du réformisme dans le mouvement communiste, à la fragilisation de ses défenses immunitaires à l'Ouest (euro-communisme) puis à l'Est (« nouvelle pensée »).

En effet, si M. Gorbatchev a raison de « remédialiser » la politique, la « priorité » qu'il accorde aux « valeurs universelles » sur la lutte des classes prive ce mondialisme de toute base sociale claire. Le mondialisme, c'est d'abord la mondialisation des contradictions sociales et cela rend non pas moins mais plus moderne l'internationalisme prolétarien. Le capitalisme ne s'y trompe pas qui organise la réunification de la civilisation en fonction de ses intérêts de classe. La nouvelle pensée selon laquelle l'élimination du danger nucléaire passe par une convergence des deux systèmes sociaux occulte le fait que l'« exterminisme » nucléaire, de Hiroshima à l'IDS, est continuation de la politique impérialiste par d'autres moyens, ceux du chantage nucléaire à la mort de l'humanité (« *Plutôt morts que rouges* »). Au lieu de voir dans l'antécommuniste spontané des peuples une occasion pour isoler l'impérialisme, les adeptes du « nouveau mode de pensée » s'imaginent troquer la révolution contre la paix au risque de perdre sur les deux tableaux — car la paix n'a rien de commun avec l'apaisement de sinistres mémoires (3).

Ces quelques lignes suffiront à classer leur auteur, novlangue obligé, parmi les « conservateurs » obtus. Mais conservateurs de quoi ? Non pas certes des prétendus bureaucratiques que seule l'organisation des travailleurs « en bas » peut détruire. Conservateurs à l'Est des acquis des luttes ? Certes oui, car qui ne sait pas défendre les conquêtes ne peut évidemment pas en faire de nouvelles. Or c'est le monde actuel, et pas seulement la « pensée », qu'il s'agit de changer ! Et la question véritable n'est donc pas « rénovateurs » ou « conservateurs » (en classant les groupes ainsi, Gorbatchev fait depuis le début le jeu d'Eltsine) mais de conserver, de rénover pour aller vers le plus de communisme, le moins de bureaucratie et de capitalisme (...).

(1) Boris Eltsine, *Jusqu'au bout*, Calmann-Lévy, Paris, 1990.

(2) *L'Idéologie allemande*, Messidor-Essential, Paris, 1982, remarque p.95.

(3) J'ai développé ces thèmes dans « Matérialisme et extrémisme », *la Pensée*, n° 269, mai-juin 1969.

## Colloques et rencontres

● EUROPE, ENJEU DE SOCIÉTÉ ? — Séminaire à Budapest, du 20 au 30 juillet, à l'initiative de l'Université de paix et avec la collaboration du Centre de recherches pour la paix de l'Académie des sciences de Hongrie. (Renseignements : Université de paix, 4, boulevard du Nord, 5000 Namur, Belgique. Tél. : (081) 22 61 02.)

● LES RELATIONS EST-OUEST. — Session internationale de l'Institut de droit international public et des relations internationales, du 27 août au 14 septembre à Thessalonique. (Secrétariat de l'Institut, Megalou Alexandrou 15 & Hadji, GR 546 40 Thessalonique, Grèce. Tél. : 841 751 et 810 451.)

● DÉSARMEMENT EN 1990. NÉGOCIATIONS, PERSPECTIVES. — Cours sur les problèmes de la paix organisé à Genève, du 27 août au 15 septembre.

bre, par l'Institut international de recherches pour la paix à Genève (Fondation GIPRI, 34, boulevard du Pont-d'Arve, CH 1205 Genève, Suisse. Tél. : (022) 20 49 62.)

● L'AVENIR DE L'AGRICULTURE DES PAYS DU SAHEL. — Séminaire à Montpellier, du 12 au 14 septembre, à l'initiative du Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement (CIRAD, Mission économie et sociologie, M<sup>me</sup> Nicole Faurat, BP 5035, 34032 Montpellier Cedex. Tél. : 67 61 38 12.)

● LES FUTURS DE L'EUROPE. — Colloque au Palais des Congrès de Paris, les 15 et 16 novembre, à l'initiative de la Fondation Europe et société, 114, avenue Victor-Hugo, 75116 Paris. Tél. (1) 45 01 55 47.)

« A DEMAIN DE GAULLE », de Régis Debray

## Le connétable et le président

DE GAULLE, selon Régis Debray, n'aura jamais été aussi grand que sous Mitterrand (1). C'est un véritable hymne à l'homme de l'Appel du 18 juin, du retrait de la France de l'organisation militaire de l'OTAN, du « *Vive le Québec libre* ! », de « l'Europe de l'Atlantique à l'Oural » et du discours de Phnom-Penh que nous propose le familier de l'Elysée de l'après-1981.

On sent bien que, selon le principe des vases communicants, plus l'auteur se désolait de la conversion empressée des hiérarchies socialistes au « capitalisme à visage humain » et de leur totale absence de perspective historique, plus grandit à ses yeux la dimension visionnaire de de Gaulle, ce de

Gaulle qui a anticipé les grandes fractures de la veille du troisième millénaire.

On est bien loin de l'appréciation de M. François Mitterrand qui décrivait le fondateur de la V<sup>e</sup> République comme le dernier grand homme du dix-neuvième siècle... Explicitement ou implicitement, la comparaison est d'une extrême cruauté entre le « connétable » qui « prenait les larmes de face, versé debout » et le président actuel qui « s'approche de biais, comptant qu'il passera entre les gouttes ».

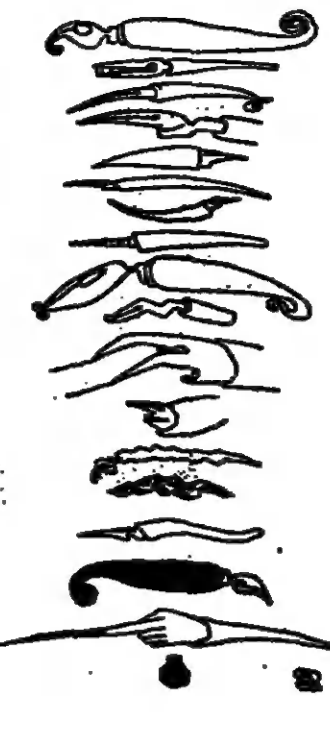
A demain de Gaulle est un appel à la « résistance », à la « fin des arrangements » d'un socialisme définitivement en raccourci, comme l'addition du

RMI et de l'audimat, parce qu'il a « conquis les places et perdu sa fonction ». En bref, à l'exigence d'un retour au temps des principes ». Si l'on parle principes, certains objecteront justement que, venant d'un homme auquel le Prince n'a guère, jusqu'à ce jour, ménagé ses faveurs — jusqu'à en faire un conseiller d'Etat — le coup est rude. Et qu'il vient bien tard. Ce n'est pas pour autant que l'on récusera le sévère état des lieux de la République mitterrandienne que dresse ce brillant pamphlet.

B.C.

(1) Régis Debray, *A demain de Gaulle*, Gallimard, coll. « Le débat », Paris, 1990, 139 pages, 70 F.

## COURRIER DES LECTEURS



## L'Est à l'heure du bilan

Sur proposition de M. Henri Royo, de Nîmes, nous avons publié dans notre numéro de mai 1990 le texte « prémonitoire » d'une chanson de Jean Ferrat. Ce qui inspire à M. J.-L. Steinberg, de Paris, cette réflexion :

S'ils veulent encore se battre pour un idéal de liberté et de justice sociale, J. Ferrat, G. Marchais et les autres feraient bien de faire leur examen de conscience plutôt que de se décharger de leur aveuglement sur les Soviétiques. Ce n'est tout de même pas la faute des staliniciens de l'Est si le PCF a mis vingt ans pour finalement admettre qu'il avait bien eu communication en 1956 du fameux rapport de Khrouchchev sur les crimes de Staline. Et, plus récemment, ce n'est pas la faute des Soviétiques si le livre de M. R. Martelli (agréé d'histoire et membre du comité central du PCF) intitulé *Histoire sincère du PCF, 1920-1984*, ne dit pas un mot sur les émeutes de Berlin ni sur les procès Kravchenko et D. Rousset au cours desquels des communistes français traînaient dans la boue M<sup>me</sup> Buber-Neumann, une communiste allemande internée au Goulag et qui en fut extraite à la suite des accords Hitler-Staline, puis remise aux SS avec son dossier de police et immédiatement déportée à Ravensbrück où elle est restée jusqu'à la Libération. Dans ce livre publié en 1984, l'écrasement de la révolution hongroise de 1956 est qualifié de « drame hongrois » (p. 175) ; ainsi un jeune lecteur (j'ignore l'âge de M. Royo) ne saura pas qu'il y eut intervention militaire soviétique, des morts en quantité et que des dizaines de milliers de Hongrois ont alors quitté leur pays : le tout avec l'approbation du PCF. Dans l'*Histoire* de M. Martelli, les mots de « faute » ou d'« erreur » n'apparaissent nulle part...

## « Le brûlot des extrêmes droites »

M. Jacques Marlaud, président du GRECE (Groupe de recherche et d'études pour la civilisation européenne), nous écrit après lecture de l'article de Christian de Brie « Du désordre établi à l'obsession de l'ordre nouveau », paru dans notre dossier du mois de juin.

Vous dites sur les extrêmes droites que le discours lepéniste « puise des sources idéologiques dans les travaux du Groupe de recherche et d'études pour la civilisation européenne (GRECE), qui formalisera les bases doctrinales du « racio-élitisme », etc.

Une lecture, même superficielle, de nombreux articles sur la société et la

culture publiés depuis dix ans dans nos revues *Nouvelle Ecole*, *Éléments*, *Études et Recherches*, et de divers ouvrages, laisse apparaître une critique systématique du réductionnisme biologique (racisme intellectueliste) et du rejet de l'autre pour des raisons religieuses, idéologiques ou sociales (racisme monothéiste).

Parmi les vingt-cinq principes de morale énoncés par Alain de Benoist en juillet 1977 (*Les Idées à l'endroit*, éd. Hachette), on trouve celui-ci : « Tous les hommes de qualité sont frères, n'importe la race, le pays et le temps. »

[Dans notre esprit, les fondements de l'extrême droite ne se limitent pas au racisme sous toutes ses formes. — C.B.]

## « La société salariale a besoin de valets »

M. Michel Bourguet nous adresse ses remarques à propos de l'article d'André Gors paru dans le numéro de juin dernier (« Pourquoi la société salariale a besoin de nouveaux valets »). Il écrit notamment :

Il faut relire le *Droit à la paresse*, de Paul Lafargue, où ce fondateur du socialisme « à la française » envisage, avant 1914, la réduction considérable du temps de travail de chacun par suppression des activités socialement inutiles, reprise en charge par chacun des travaux domestiques qui le concernent, et partage du travail entre tous. On le voit, la question est ancienne et il est dommage que le culte du prolétariat (à la mode leniniste) ait étouffé cette

aspiration à la réduction du travail dans la pensée socialiste.

(...) Il faut aussi traquer le travail inutile (donc contreproductif) dans certains échanges commerciaux à longue distance de produits équivalents, dans des quantités comparables : voir, à Calais, des milliers de berlines françaises qui embarquent pour l'Angleterre et des milliers de berlines anglaises qui débarquent pour la clientèle française donne une irrésistible impression de temps perdu, d'énergie perdue. Si le tunnel doit servir à ce genre d'échanges, il est lui-même, a fortiori, une gigantesque entreprise à occuper les gens pour rien (...).

## Démographie et écologie

M. Pierre Walhain, de Bomal-sur-Ourthe, en Belgique, a lu « avec beaucoup d'intérêt » le dossier sur la démographie publié dans le Monde diplomatique de mai. Il ajoute cette réflexion :

Le nombre d'hommes que peut supporter durablement la planète ne se mesure pas seulement aux possibilités de les nourrir convenablement. Bien que l'élimination de la famine et de la sous-alimentation soit un objectif primordial, on ne peut oublier que l'espèce humaine et les espèces animales et végétales directement utilisables par elle ne sont pas les seules à habiter la planète. La sauvegarde et la restauration des équilibres écologiques ne sont pas réductibles à une question de pollutions, mais posent la question fondamentale de savoir quelle place ou plutôt quels espaces l'espèce humaine accepte de laisser et de restituer à la faune et à la flore sauvages pour qu'elles puissent vivre et se perpétuer dans leur milieu naturel.

La croissance démographique et économique du XIX<sup>e</sup> siècle en Europe et du XX<sup>e</sup> siècle dans l'ensemble du monde a entraîné une régression excessive des espaces naturels au profit de l'espace occupé par l'homme (urbanisation, agriculture et ligniculture). Cet effondrement des espaces sauvages est la cause principale de la raréfaction et de la disparition de nombreuses espèces animales et végétales. Dès lors, une réponse positive à

la question écologique fondamentale posée ci-dessus n'est possible qu'avec (notamment) l'arrêt de la croissance démographique suivi d'une diminution de la population mondiale, pays industrialisés inclus, d'abord du fait de leur haut niveau de consommation par tête d'habitant.

## LE MONDE DIPLOMATIQUE

Fondateur : Hubert BEUVE-MÉRY

Directeur : Claude JULIEN

Rédaction en chef : Micheline FAUNET

Ignacio RAMONET

Rédaction : Christian DE BRIE,

Bernard CASSEN, Jacques DECORNOY,

Alain GRESH

Secrétaire de rédaction :

Solange BRAND

RÉDACTION

5, rue Antoine-Bourdelle

75501 PARIS CEDEX 015

Tél. : 42-22-20-20

Publié par : le Monde Publié S.A.

Responsable : Christophe Gallebeiguet

5, rue de Montessuy,

75007 Paris.

Tél. : 45-55-91-82 ou 45-55-91-71

Télécopieur : 45-48-23-96

Reproduction interdite de tous articles,

sous réserve de l'administration.

## « LECTEURS SOLIDAIRES »

Nous avons relancé, dans le numéro d'octobre 1989, notre appel à des « lecteurs solidaires » afin de reconstituer le fonds permettant d'abonner au Monde diplomatique des institutions ou organismes situés dans des pays qui limitent strictement les sorties de devises, ou dans des pays dont le taux de change est très défavorable.

Depuis lors, nous avons reçu la somme de 49 947 francs. Le comité de gestion de ce fonds, constitué de M<sup>me</sup> Claire Brisset, M<sup>me</sup> Jacques Chanchol, Pierre de Charentenay, Achille Mbembe et Edmond Jouve, a établi une nouvelle liste de bibliothèques, de centres de recherche, d'universités, d'instituts, de groupements associatifs, d'organisations humanitaires, etc., auxquels nous avons envoyé gratuitement notre journal. A ce jour, soixante-dix-sept abonnements ont été établis : quarante en Afrique et au Proche-Orient, quatorze en Amérique latine, vingt-deux en Europe de l'Est et un en Asie.

Si vous souhaitez participer à ce mouvement de solidarité, remplissez le bulletin ci-dessous :

M. ou M<sup>me</sup> .....  
 n° ..... rue .....  
 à ..... Code postal .....  
 Lecteur du Monde diplomatique depuis ..... ans, verse par  
☐ chèque bancaire ☐ chèque postal  
 la somme de :  
☐ 250 F pour un abonnement en Afrique, au Proche-Orient ou en Europe de l'Est.  
☐ 340 F pour un abonnement en Amérique latine.  
☐ 340 F pour un abonnement en Asie.  
 ou de ☐ 50 F ☐ 100 F ☐ 200 F, destinés au fonds commun « LECTEURS SOLIDAIRES » pour un abonnement attribué par le comité chargé de gérer le fonds.  
 (Chèques libellés à l'ordre du Monde diplomatique et adressés au Monde diplomatique, « Lecteurs solidaires », 5, rue Antoine-Bourdelle, 75501 Paris cedex 15.)

فكرنا من الأصل



## CAUSES COMMUNES A LA FRONTIÈRE DU LIBERIA

## La guerre civile, loin de Monrovia

**P**LUSIEURS mois de guerre civile au Liberia entre partisans du président Doe et de M. Charles Taylor ont provoqué à la frontière de la Côte-d'Ivoire un afflux de réfugiés qui ne se sentent pas en terre étrangère. Deux ethnies se retrouvent et nouent des pactes d'alliance reproduisant les anciens clivages. Au-delà du conflit pour la conquête du pouvoir à Monrovia, c'est la stabilité de l'Ouest ivoirien qui pourrait en être troublée.

Par MICHEL GALY \*

« Officiellement tout a commencé le 27 décembre 1989, avec l'arrivée des premiers réfugiés », confirme le préfet ivoirien de l'Ouest, dernière ville-frontière de l'Ouest, entourée de villages surpeuplés par l'exode libérien. Avant de se reprendre aussitôt et d'insister sur l'instabilité chronique de l'Etat voisin et la perméabilité des frontières, car les deux ethnies majeures du conflit, dan et guéré, se trouvent à cheval sur les limites internationales. Ainsi le coup d'Etat manqué du général Thomas Quiwonkpa (en novembre 1985), originaire de l'ethnie dan (ou yacouba, selon la terminologie malinké), avait déjà amené à Danané des militaires et des notables libériens, d'habitude accueillis selon la légendaire hospitalité ivoirienne.

Le conflit actuel semble d'une tout autre ampleur : plus de 70 000 réfugiés en Côte-d'Ivoire, 100 000 en Guinée au bas mot au mois de mai ; des villes comme Sanniquellie ou Ganta ont été abandonnées par une partie de leur population après la prise de contrôle par les rebelles de M. Charles Taylor, ex-haut fonctionnaire et chef du Front national patriotique du Liberia (NPFL).

Le Liberia n'est pourtant ni l'Angola ni le Cambodge : l'analyse des formes de combat et du dualisme ethnique qui les sous-tend montre une double et contradictoire interprétation du conflit : mais n'est-ce pas le cas de toute société africaine ? L'une, la plus courante dans les médias occidentaux, pose uniquement le problème en termes de géostratégie internationale, de guérilla de conquête, d'aide américaine, ivoirienne ou kadhafiste. L'autre, plus interne et plus proche du jeu des acteurs locaux, se dessine davantage en continuité avec le substrat ancien des « guerres de lignages » (1).

Jean-François Bayart, dans sa magistrale synthèse *L'Etat en Afrique* (2), qualifie d'« escapisme » ce que Gilles Deleuze (3) nommerait ailleurs « ligne de fuite » : cette aptitude nomade, particulièrement africaine, à s'échapper des normes, territoires et institutions imposées par l'Occident, pour trouver le salut en d'autres lieux, attitudes ou valeurs en continuité avec la société précoloniale.

Sous l'impact différentiel de la colonisation, plus que féroce chez les peu-

ples segmentaires à l'anarchie ordonnée par l'équilibre des conflits et l'absence de tout pouvoir centralisé, la société dan trouva à plusieurs reprises son salut dans la fuite, et notamment vers le mythe du Liberia.

Dès 1908, l'administration coloniale fait état de « guerres permanentes » (en pays dan), entraînant l'impossibilité non seulement d'administrer mais d'être en relation suivie avec ces tribus : les appareils militaires et administratifs ne voient dans ces frontières (tout comme aujourd'hui...) que des flux centrifuges et incontrôlables.

A ces figures de l'incompatibilité segmentaire et étatique, l'Etat colonial, puis indépendant, oppose dans une belle continuité sa logique : recensements (malgré les fausses déclarations et le labyrinthe des parentés), sédentarisation villageoise (tempérée par la fuite en brousse dans les campements), quadrillage par les « pistes stratégiques », portage, travail prestataire et forcé, recrutement militaire enfin. Ainsi pour Alain Marie (4), anthropologue de la société dan, le « despotisme occidental » aboutit dans l'ordre économique au « développement forcé », de sorte que tout rapport à l'Etat n'est désormais vécu que sur le mode du ressentiment, de la méfiance et de l'antagonisme.

Les Dan, peuple particulièrement apte de tradition aux guerres lignagères, comme des poissons dans l'eau sur leur territoire montagneux, ont tout naturellement adapté les alliances et tactiques traditionnelles à la guérilla récente ; dans les débuts, seul différait le but ultime : la conquête du pouvoir central ; par contre, des conflits éclatés ou retenus les mêmes techniques d'embuscades, menées à l'aide d'un matériel hétéroclite : armes artisanales des classes villageoises, récupération sur l'ennemi, contrebande active de Côte-d'Ivoire ou du Burkina. Au fond, le conflit semble d'école : zone montagnarde où s'établit le fœdo, doublé d'une base arrière favorable ou complexe ; guérilla diffuse culminant en prise des villes au début de la saison des pluies ; enfin, organisation d'une armée plus professionnelle. En face : incurie et démobilitation, incompétence économique, corruption et maledresse d'un régime aux abois. Manque toutefois une réelle confrontation idéologique, d'où le libre jeu des logiques ethniques et segmentaires.

## Un conflit très « local »

Si l'on sait généralement que le président sergent-chef Samuel Doe est originaire de l'ethnie krahn et que le conflit apparaît déjà comme une opposition géopolitique à base ethnique. Ce qui aurait pu passer comme catharsis momentané d'une domination passée apparaîtra vite comme l'acte fondateur d'un régime établi sur la violence contre ses opposants, particulièrement méprisant des droits de l'homme et des libertés constitutionnelles. Mais aussi, comme au Gabon, au Zaïre, au Togo et autres, un régime reposant sur des hommes décidément sans qualité aux yeux des intellectuels locaux, et où le pouvoir a été usurpé par un responsable arrivé par la violence et qui ne s'y maintient que par elle.

Que le président Doe soit d'ethnie krahn, d'apparence ultraminoritaire au Liberia (4 % de la population), n'indique pas d'emblée qu'il appartienne au même ensemble que les Wé ou Guéré de Côte-d'Ivoire, où réside d'ailleurs une partie de sa famille. De même chez ses adversaires, pour l'homologie Dan (Ivoiriens)-Gyo (Liberiens), même ensemble ethnique situé un peu plus au Nord, à peine séparé par la frontière et qui ne doit qu'à deux contextes linguistiques différents de ne pas porter la même appellation collective. La « deuxième articulation » ethnique oppose donc les Krahn-Guéré soutenant le président Doe et les Gyo-Dan où M. Taylor recrute à l'origine ses partisans. Autour des deux blocs,

Le coup d'Etat sanglant du 12 avril 1980, qui coûta la vie au président Wil-

\* Sociologue, Abidjan.

d'autant plus rivaux qu'ils sont limitrophes, une coalescence d'alliés selon les meilleures traditions guerrières ; ainsi le président Doe a-t-il lancé des irréguliers adigbo contre les villages du comté de Nimba ; ces derniers, musulmans liés à la Guinée et proches des Dyula de Côte-d'Ivoire, ont à satiété ravagé et brûlé les villages dan du Liberia : jusqu'à Monrovia les lynchages anti-Madigo aboutissent à un mouvement anti-islamique en retour.

Inversement, les violences de la soldatesque officielle ont d'abord gagné bien des cœurs à la guérilla de M. Taylor, paradoxalement plus disciplinée et organisée. Mais la violence se fait vite xénophobe dans ce contexte : allogènes, Libanais et autres communautés sont en première ligne dans les événements récents en Afrique de l'Ouest.

Cela ne signifie pas que la guerre ne procède que d'oppositions ethniques. Car des alliances politiques se construisent entre différents peuples. Par la violence, ces oppositions premières sont instrumentalisées par les dirigeants à d'autres fins, mais parfois la maîtrise leur échappe : ainsi dans Monrovia, les propres troupes krahn de Doe se sont livrées, selon l'aveu du président, à « brattonnelles turies » contre les soldats gyo et mano de l'armée officielle.

Non sans doute que M. Charles Taylor soit plus « démocrate » que le président Doe : la guerre porte une alliance interethnique au pouvoir, avec ses postes et prébendes, derniers moyens d'accès à cette « politique du ventre » décrite par Jean-François Bayart, sur tout le continent ; l'alternance veut que « tout le monde mange », sorte de droit naturel s'exerçant au pire par la violence, au mieux par un habile dosage d'ethnies et régions dans les gouvernements successifs (système houpouhiste, entre autres). Enfin dans cette Afrique décidément plurielle, le « Liberia utile », celui des riches mines de fer du mont Nimba, est celui du comté du Dan-Gyo : bloc ethnique certes, mais non sans influence économique.

Ces noms d'ethnies, longtemps effacés de l'histoire, ou flottant selon les aléas de la conquête coloniale ou des définitions erronées, sont aujourd'hui revendiqués par les inté-

## Réfugiés-frères en Côte-d'Ivoire

Le monde « en double » de la sorcellerie est celui d'un manichéisme spontané : à qui veut les entendre, ces récits de « diables », comme on dit localement, priment dans l'imaginaire des acteurs (5).

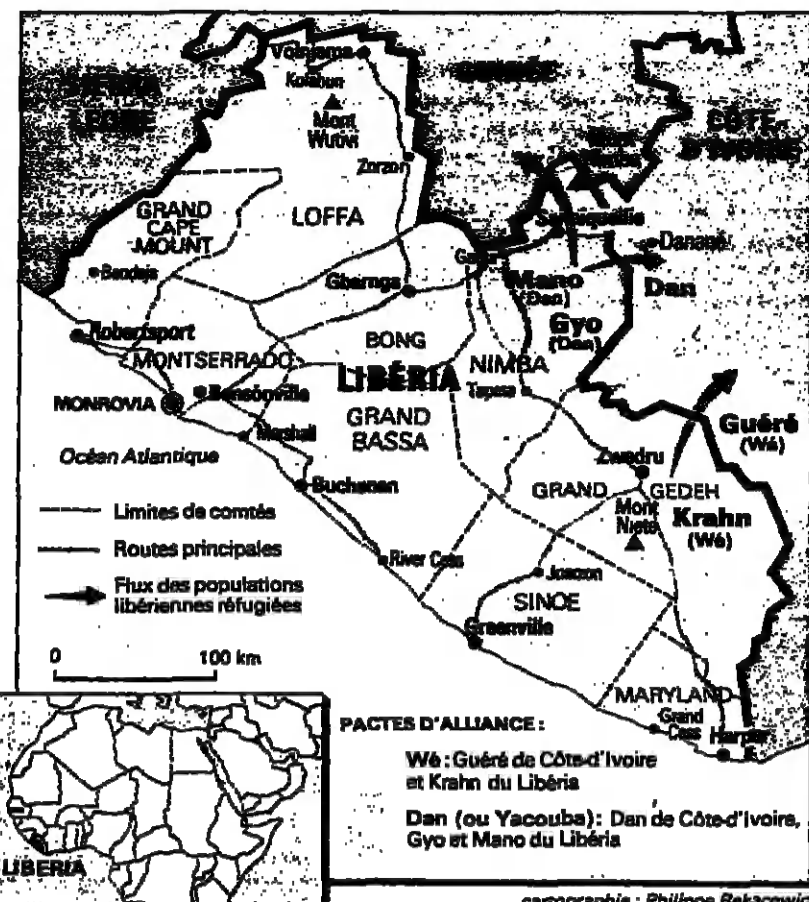
La condamnation, en juin 1989, du ministre de l'Intérieur libérien, le général Gray Allison, pour meurtre rituel (la victime décapitée et son cœur arraché) révèle récemment au grand jour des pratiques courantes, et jusqu'au sommet de l'Etat, fût-ce sous des formes plus anodines au moment des élections, remaniements ou... putschs projetés.

A la suite des tonitrueuses dénonciations de M. Samuel Doe contre ses voisins, la Côte-d'Ivoire a officiellement adopté un profil bas et une attitude quelque peu ambiguë à l'égard des réfugiés.

Les trois premiers mois marquent à la fois une phase d'attente et d'impuissance de l'Etat, obligé de faire appel à l'aide internationale : réflexe étonnant de la riche Côte-d'Ivoire, terre d'accueil, de la sous-région (30 % à 40 % d'allogènes), mais aussi en grave crise économique ; le recours aux baillères de fonds apparaît ici au grand jour, alors qu'il est pratiqué plus subtilement au quotidien. Aux villages yacouba de traiter selon leurs codes ce qui n'est officiellement que « problème international » ; et, de fait, les réfugiés-frères sont accueillis en pleine saison des fêtes, les greniers collectifs de riz allègrement vidés.

Funérailles et mariages sont d'ordinaire l'occasion de pareilles jouissances : les réfugiés suivent naturellement ces réseaux lignagers et villageois de parenté ou d'alliances. Ce n'est que petit à petit que la zone d'accueil s'étend sur l'Ouest et le Sud ivoiriens : les réfugiés semblent soucieux de se masser dans les villages-frontières, allant de l'un à l'autre au grand dam du Haut commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) ou même s'aventurant à nouveau en territoire libérien.

Pour les Dan, les réfugiés ne sont que « ceux de l'autre côté de l'eau » et le dicton yacouba « femme du Liberia, fille de Côte-d'Ivoire » exprime bien le sens des alliances matrimoniales. La seu, ou pacte d'alliance politique, et guerrière, traverse traditionnellement la frontière.



DEUX ETHNIES A CHEVAL SUR LES LIMITES INTERNATIONALES.

ressés et interviennent comme système d'opposition dans le cadre des Etats-nations. Les stéréotypes ethniques sont aussi instrumentalisés dans le conflit : quiconque ignore l'usage terrible du guerrier yacouba, aux lèvres peintes et aux dents taillées en biseau, à la solide réputation d'anthropophage, peut bien sûr sourire à telle description ; mais il s'interdit de comprendre que les victimes se gagnent parfois dans l'imaginaire, fût-ce sur des données fantasmées. Les Guéré ne sont d'ailleurs pas en reste, leur réputation de sorcellerie étant bien établie dans les peuples proches.

villages, l'« auto-administration clan-définie » (6) des communautés villageoises remédie une fois de plus aux carences extérieures.

D'autant qu'en dehors de l'Etat ivoirien ou de l'aide internationale des réseaux informels à peine cachés s'activent localement : l'argent des émigrés libériens aux Etats-Unis croise celui d'une active contrebande avec la Guinée qui s'étale au marché de Danané. M. Charles Taylor lui-même joue l'Arlesienne en pays dan, donnant conférence de presse ou coups de téléphone aux Etats-Unis, appuyé par sa parenté et ses amis ivoiriens. Administration et population locale vivent les événements par procuration : l'Etat ivoirien, par géopolitique bien comprise, ne serait pas fâché d'avoir l'un de ses débiteurs au pouvoir à Monrovia plutôt que l'encombrant et imprévisible président Doe.

Si la masse des réfugiés fait craindre des problèmes matériels à moyen terme, les préoccupations viennent plutôt du renouveau de l'antagonisme larvé guéré-dan, qui semble mal augurer de la stabilité de l'Ouest ivoirien. D'un autre côté, les militaires bété, sur-représentés dans l'armée ivoirienne, suivent de très près l'aventure militaire de M. Charles Taylor. Et à Abidjan, ce conflit-prétexte devient source de paraboles - codées dans la presse officielle ou distillées dans les tracts des nouveaux partis - sur le droit au tyrannicide, l'alternance ou l'équilibre ethnique, bref, la future démocratie.

(1) Emmanuel Terray et Jean Bazin, *Guerres de lignages et guerres d'Etat en Afrique*, Archives contemporaines, Paris, 1982.

(2) Jean-François Bayart, *L'Etat en Afrique*, Fayard, Paris, 1989.

(3) Gilles Deleuze, *Mille plateaux*, éditions de Minuit, Paris, 1980.

(4) Alain Marie, *Une société segmentaire face à l'Etat, pouvoirs étrangers et dynamiques locales chez les Dan de Côte-d'Ivoire*, thèse EHESS, Paris, 1981.

(5) Voir le livre de Marc Augé, *Théorie des pouvoirs et idéologie*, Hermann, Paris, 1975, qui part des conceptions des lignages ivoiriens pour une analyse générale des logiques de l'imaginaire en Afrique.

(6) Selon la formule d'Ernest Gellner in *Arabs and Berbers from Tribe to Nation in North Africa*, Duckworth, Londres, 1972, soulignant les capacités de gestion des communautés paysannes.

Abondance de privilèges ne nuit pas.

Mercedes-Benz

Véhicule au corps diplomatique  
Ventes H.T. aux touristes  
118 avenue des Champs-Élysées 75008 Paris  
Tél. (1) 45 62 24 04



# « Démocratie », « développement », ces mots piégés...

**A**U sommet franco-africain de La Baule le mois dernier, le président Mitterrand a clairement indiqué que l'octroi de l'aide française serait désormais lié aux efforts de démocratisation des gouvernements bénéficiaires. En même temps, le président Omar Bongo y a reçu une sorte de blanc-seing puisque la conférence a accepté de se réunir à Libreville dans deux ans. Combien de temps la France pourra-t-elle continuer de cautionner ce double langage, alors que les populations africaines sont de plus en plus nombreuses à désavouer leurs dirigeants ?

Par CLAUDE WAUTHIER \*

En subordonnant l'aide de Paris aux progrès de la démocratie, le chef de l'Etat français s'est inscrit dans la ligne déjà adoptée par les Etats-Unis et le Fonds monétaire international sans beaucoup de succès jusqu'ici. Ainsi le multipartisme imposé par Washington au Libéria n'a été qu'une façade et n'a pas empêché le pays de sombrer dans la guerre civile (*lire page 3 l'article de Michel Galy*). Il reste à voir comment le postulat selon lequel le développement est inséparable de la démocratie s'appliquera sur le terrain de la coopération franco-africaine. L'évolution vers le multipartisme a bien été amorcée au Bénin, mais les récents événements en Côte-d'Ivoire et surtout au Gabon, au Zaïre et au Niger, où le sang a coulé, font craindre que la transition en douceur souhaitée par la France ne soit pas facile.

Huit ans après son départ du gouvernement, l'ombre de M. Jean-Pierre Cot se profile derrière les efforts de « moralisation » de la coopération. « Entre Alceste et Philète », c'est en recourant à Molière que le président François Mitterrand avait ainsi défini, en décembre 1982, la ligne médiane qu'il entendait suivre dans sa politique africaine (1). M. Jean-Pierre Cot, rocardien, en délicatesse avec l'Elysée, venait de quitter avec éclat le ministère de la coopération et du développement, où le premier ministre, M. Pierre Mauroy, installait M. Christian Nucci, l'homme par qui devait arriver en 1986 le scandale de Carrefour du développement.

Pour les commentateurs, le départ de M. Jean-Pierre Cot du gouvernement résultait d'un conflit entre les « réalistes » de la présidence de la République (où M. Guy Penne dirigeait la cellule africaine) et les « idéalistes » comme le ministre démissionnaire. La vérité est un peu plus

compliquée. Un certain nombre de chefs d'Etat africains s'étaient apparemment offusqués des raideurs du ministre, qui entendait ne pas céder aux demandes de financement de projets qui lui paraissaient extravagants. Ils s'étaient aussi inquiétés de son souci de voir des opposants aux régimes de parti unique retrouver une place dans la conduite des affaires de leur pays. En bref, M. Jean-Pierre Cot avait maladroitemment tenté de « moraliser » la coopération avec le pré carré africain francophone, et les présidents concernés auraient fait connaître leur agacement à l'Elysée, qui aurait alors cédé à leur pression.

Quoi qu'il en soit, le président de la République avait paru irrité des commentaires qui lui attribuaient à mots couverts un penchant pour une *realpolitik* entachée de cynisme et avait répliqué en situant l'action — philanthropique ? — de la France en Afrique à partir des personnages du *Misanthrope*.

Aujourd'hui, pourtant, il ne manque pas de bons esprits pour estimer que triomphent les idées de M. Jean-Pierre Cot. En point d'orgue à une succession de déclarations du ministre de la coopération, M. Jacques Pelletier, de M. Michel Rocard et du Parti socialiste, le chef de l'Etat lui-même vient en effet de formuler, lors de son voyage en juin à Madagascar puis lors de la conférence de La Baule, les normes d'une nouvelle politique de coopération, normes qui ne semblent pas éloignées des idées de l'ancien ministre. La France, a dit M. François Mitterrand, mesurera désormais son aide en fonction des critères suivants : « Institutions fondées sur des élections libres, c'est-à-dire le suffrage universel, l'indépendance de la presse, l'indépendance de la magistrature, multipartisme, abolition de la censure ».

## Trop c'est trop : un vent de contestation

**N**OUS voilà plutôt du côté d'Alceste. C'est sans doute qu'entre-temps les régimes de parti unique en Afrique se sont singulièrement discrédités. Leur situation économique est devenue catastrophique, leur endettement s'est considérablement accru, tandis que les chefs d'Etat et leur entourage ont accumulé des fortunes judiciairement plaignées. A l'étranger tout en pourchassant les opposants qui tentaient d'élever la voix, La coopération a, de son côté, financé des projets aussi coûteux qu'inutiles — les fameux « éléphants blancs » — comme l'université de Saint-Louis-du-Sénégal ou le chemin de fer transgambien, qui ont fait le bonheur de grandes entreprises françaises et permis au passage aux décideurs africains d'encaisser les pots-de-vin sur lesquels ils ont bâti leur fortune.

Trop, c'est trop, comme dit le vulgaire, et le moment est venu où des gouvernements qui ne pouvaient plus régler ni leurs fournisseurs ni leurs fonctionnaires ont dû faire face à une vague contestataire encouragée par l'effondrement de régimes autoritaires en Amérique latine ou aux Philippines et par le vent de la perestroïka à l'Est. C'est alors que la grande presse française a découvert que l'Afrique était un continent sinistré et que l'Elysée et Matignon ont décidé de repenser l'aide à un développement qui n'en finit pas de se faire attendre.

Il n'est sans doute jamais trop tard pour bien faire, et il est peut-être encore temps de lire le rapport de M. Stéphane Hessel sur « les relations de la France avec les pays en développement » que lui avait demandé M. Michel Rocard (2). L'ambassadeur de France n'y fait qu'une brève référence à M. Jean-Pierre Cot, mais se prononce lui aussi pour une révision de la politique de coopération « dans le sens d'une plus grande rigueur et du rejet de toute complaisance clientéliste ». Il se prononce par ailleurs pour

\* Journaliste.

une participation accrue des collectivités locales, des organisations non gouvernementales (ONG) et de la société civile à la coopération (3). Il souligne aussi les résultats décevants des systèmes de soutien aux recettes d'exportation (Stabex et Sysmin) dans le cadre de la convention de Lomé entre la CEE et les pays dits ACP (Afrique, Caraïbes, Pacifique), et la faillite des accords internationaux de soutien des cours mis en place par les pays producteurs (étain, café, cacao et sucre). Il remarque toutefois que « le libre jeu des forces du marché ne peut répondre à tout ». Ces réflexions de bon sens et largement partagées n'ont de quoi choquer personne, mais le rapport Hessel a été, dit-on, mal accueilli à l'Elysée parce qu'il suggérerait la création d'un haut conseil de la coopération, destiné à assurer une meilleure coordination entre les divers ministères intéressés, les associations, les collectivités territoriales et le secteur privé, coordination pourtant bien nécessaire de l'avis de beaucoup. Mais on aurait estimé à la présidence de la République plus encombrante qu'utile cette nouvelle superstructure.

Si la démocratie est la condition nécessaire, voire suffisante, du développement — ce qui reste peut-être à prouver, mais l'exemple des pays de l'Est incite à croire que l'axiome n'est pas dépourvu de tout fondement, encore faut-il s'entendre sur les moyens que peut utiliser l'ex-métropole pour favoriser l'instauration du multipartisme. Y a-t-il un « devoir d'ingérence », comme l'estiment en général les partis d'opposition africains qui sollicitent une intervention de la France pour contraindre les vieux « sages » du continent à prendre leur retraite ? La démocratie n'est-elle pas un objectif assez loisible en soi pour qu'on n'en rajoute pas en affirmant qu'elle est de surcroît un gage de prospérité ? Autant de questions délicates à trancher.

Quand le régime plus ou moins marxiste du Bénin, au bord de la faillite, a fait appel à l'aide financière de la France il y a quelques mois, on lui a



SOURIANT, M. OMAR BONGO ARRIVE A LA RÉUNION DE LA BAULE  
Rendez-vous est pris pour dans deux ans

clairement donné à entendre qu'il devait, pour l'obtenir, instaurer le multipartisme. Le chef de l'Etat béninois, M. Mathieu Kérékou, s'est strictement conformé aux instructions de Paris en convoquant une conférence nationale réunissant ses opposants et en se résignant à jouer les présidents-potiches. La transition vers la démocratie s'est ainsi effectuée en douceur. Il n'en va pas de même en Côte-d'Ivoire et au Gabon, où les présidents Félix Houphouët-Boigny et Omar Bongo, pro-occidentaux bon teint, qui avaient amorcé une libéralisation — timide ou de façade — des institutions, ont dû récemment faire face à de violentes manifestations de mécontentement populaire, où leur autorité a failli sombrer. Dans le premier cas, estimant que la sécurité des ressortissants français n'était pas menacée, Paris a refusé l'aide militaire que lui demandait Abidjan, mais a néanmoins dépêché en Côte-d'Ivoire le lieutenant-colonel Le Caro, commandant du GIGN, pour une « mission d'observation et de conseil ». En même temps, la Caisse (française) centrale de coopération économique a débloqué un nouveau prêt de 700 millions de francs à la Caisse (ivoirienne) de stabilisation du cacao — qui sont venus s'ajouter aux 400 millions octroyés l'an dernier. Dans le second cas, en revanche, près de mille hommes de troupe ont été envoyés à Libreville pour y « veiller à la sécurité des Français » — près de deux mille d'entre eux ont été évacués par avion, — tandis qu'Elf-Gabon (filiale d'Elf-Aquitaine, qui gère 60 % de l'extraction pétrolière du pays) fermait ses portes. Pas pour longtemps. Le président gabonais a lancé un ultimatum à la compagnie française en la menaçant de la remplacer si elle ne revenait pas sur sa décision. Ce qu'elle a fait dans les meilleurs délais.

Le président gabonais a déclaré que, si de nouvelles émeutes éclataient, il « mettrait le paquet pour rétablir l'ordre », tandis que son homologue ivoirien a affirmé qu'il souhaitait « partir la tête haute ». Pour sa part, le ministre français de la défense, M. Jean-Pierre Chevènement, a estimé qu'au Gabon « les forces françaises ont manifestement joué un rôle stabilisateur ».

## Droits de l'homme...

**A** l'occasion de la réunion à La Baule de la seizième conférence des chefs d'Etat de France et d'Afrique, Amnesty International (section française) a constitué un dossier sur les violations des droits de l'homme : arrestations et détentions arbitraires, exécutions sommaires, tortures, privation des droits politiques, etc. Le document concerne neuf pays : Cameroun, Congo, Côte-d'Ivoire, Maroc, Mauritanie, Niger, Sénégal, Tchad, Zaïre.

Egalement à l'occasion de la conférence de La Baule, l'association Reporters sans frontières (17, rue de l'Abbé-de-l'Épée, Montpellier) a diffusé un document sur les violations de la liberté de la presse en Afrique. En dépit de quelques progrès très localisés, la situation demeure globalement négative : journalistes incarcérés, saisies de publications, contrôle politique, pressions financières, etc.

leur », tout en assurant que les clauses relatives au maintien de l'ordre dans les accords de défense conclus avec divers pays africains dans les années 60 « n'ont jamais été mises en œuvre depuis 1981 et ne le seront pas dans l'avenir ».

Il s'agit, on le sait, de clauses plus ou moins secrètes destinées à permettre une intervention militaire française pour maintenir un régime en place ou de celles qui, précisément, avaient été appliquées par le général de Gaulle en 1964 au Gabon, où les « parcs » français avaient réinstallé au pouvoir le président Léon M'ba (suocru de M. Omar Bongo). En fait, ces clauses ne sont que d'une utilité relative, l'argument de la protection des ressortissants européens pouvant offrir un excellent alibi : il a suffi au président Giscard d'Estaing en 1978 pour justifier l'envoi de légionnaires

## Un procès en diffamation

**I**L demeure que les attaques contre la coopération et les rapports privilégiés que l'Elysée entretient avec certains dirigeants africains ont repris de plus belle. Successivement, le *Canard enchaîné* et l'*Evénement du jeudi* s'en sont pris à la cellule élyséenne dirigée depuis le départ de M. Guy Pezane par le fils du président de la République, M. Jean-Christophe Mitterrand, irrévérencieusement surnommé pour la circonstance « Papanadi » (pour « papa m'a dit »), et à un député socialiste de ses amis, M. Jean-Jacques Lorgouet, représentant de l'Assemblée nationale au Fonds d'aide et de coopération (le FAC, qui attribue l'aide budgétaire aux « pays du champ »). M. Jean-Christophe Mitterrand a attaqué l'*Evénement du jeudi* en diffamation.

Si l'on peut considérer que le Bénin est sur la bonne voie, et que l'agitation s'est calmée tant en Côte-d'Ivoire qu'au Gabon, au moins temporaire, le vent de la contestation s'est levé au Niger et au Zaïre. Apparemment, la répression a été sanglante, à Lubumbashi contre les étudiants, et dans le nord du Niger contre les Toua-

renvois dissuasifs de militaires, d'abord cherché à éviter des soubresauts par trop violents dans ces deux pays, partie d'un ensemble africain dont les liens avec la France constituent un « élément important de son rayonnement », selon M. Jacques Pelletier, qui a par ailleurs assuré que l'*évacuation financière* de l'aide publique française avait été curyée. En bref, le gouvernement français s'efforce de calmer le jeu.

Faut-il l'en blâmer ? A Madagascar, M. François Mitterrand a souligné que la France avait « l'intention de rester l'ami des Etats africains » (allusion aux demandes d'aide des pays de l'Est qui inquiètent l'Afrique) et qu'il ne lui appartenait strictement pas de « choisir leurs équipes dirigeantes, et notamment leurs chefs d'Etat ». Le « devoir d'ingérence » est ainsi étroitement circonscrit.

regi. Et les observateurs n'excluent pas que le Cameroun, en proie à une très grave crise économique, explose à son tour.

C'est dans ce contexte que s'est tenu à La Baule du 19 au 21 juin le traditionnel sommet franco-africain, en l'absence de MM. Houphouët-Boigny et Mobutu. Le président Mitterrand y a annoncé une nouvelle remise de dettes, en particulier pour les pays à revenus intermédiaires (4), tandis que les participants ont exclu une réforme de la zone franc, sujet toujours un peu tabou. Mais ce genre de recettes financières et monétaires — comme d'ailleurs celles du Fonds monétaire international — n'ont pas empêché le continent africain de s'appauvrir. Il va falloir en trouver d'autres pour enrayer sa marginalisation. Est-ce à dire qu'il faudra choisir entre Alceste et Philète ?

● **POUR UNE RÉORGANISATION DE L'AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT.** — Le 6 juin dernier, au sommet de l'Arche de la Défense, les représentants des cinq principaux partis de l'Assemblée nationale ont renouvelé solennellement leur engagement de faire voter une « loi pour la survie et le développement ».

Cette loi propose un accroissement progressif du montant de l'aide d'un milliard du PIB (6 milliards de francs après trois ans). Pour plus d'efficacité, une telle somme ne serait pas diluée dans l'aide publique au développement, mais affectée à des projets identifiables, mieux cernés et mieux contrôlés, par des contrats entre les partenaires français tels que les organisations non gouvernementales et les bénéficiaires tels que des communautés villageoises.

Depuis le 26 mai 1989, quatre propositions de loi identiques ont été déposées en ce sens à l'Assemblée nationale par le RPR, l'UDF, l'UDC et le PC, rédigées avec le concours de leurs collègues socialistes. Plus de 450 députés, dont 194 socialistes, se sont engagés par écrit à soutenir ce projet.

**D**ÉJÀ, leurs fonds de crédits, les pays ser par les l'ouement structu conditions posée internationale. Les vo à un nouvel impé défendable, mais mettre en œuvre, sation d'Etats g un parti unique personne d'un paroles, plus ra Occidentaux, so de tenir un do qu'il s'agit des Sud, — veulent pays africains droits de l'homme.

De fait, une n droits de l'hom accords de Lon Douze de la CE des Caraïbes et clause devrait pu éventuelles accu.

Cette exigenc de l'homme est l'opinion publiq A l'écoute des fait des boulev l'Est, les jeunes de Libreville et shassa et Lubum accepter tel quel qu'on leur a long pression à la f rieurs, les régim lest et donnent mier est le multi

ficulités que ren les troubles sur massacres et les gnet l'ouvertur illustrent les am sions, démocrati tisme, pour être pagner de la co pation-pouvoirs, de la richesse n soubresauts qu cophone se pose est-il possible, p traires, de se réli au-delà des t l'heure, l'avèner exige-t-il qu'ils e

Le cas du Z caricature des réformes octro pour donner des

\* Journaliste.

**A**

**U**

NE n climatique s'abat encore la commu sa lassitude et de que les quatre pr Éthiopie, Soudan, où des guerres o depuis des anné intensifiées au co comptent une fo quatre), et les vi sont dans leur im

D'autre part, g seules causes de plusieurs parties été frappées, dur de sécheresses 1984-1985, dont se faire sentir.

Selon un tou des Nations unies (FAO) (1), la situ l'Éthiopie est « d la population de l à la fois la plus document, est me de faire ». Il en va

Combien sont- La FAO ne cre p commencé à se c ture et d'eau ; sont devenues é valuations : de menacées de fam où s'était mobilis nion international.



## ENTRE LA FRANCE ET L'AFRIQUE

## Multipartisme et répression au Zaïre

Par  
COLETTE  
BRAECKMAN \*

**D**EJA, pour décider leurs bailleurs de fonds à consentir de nouveaux crédits, les pays africains devaient passer par les fourches caudines de l'ajustement structurel, se soumettre aux conditions posées par le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque mondiale. Les voilà aujourd'hui soumis à un nouvel impératif, moralement plus défendable, mais guère plus facile à mettre en œuvre, celui de la démocratisation d'Etats généralement régis par un parti unique construit autour de la personne d'un chef inamovible. En paroles, plus rarement en actes, les Occidentaux, sous peine d'être accusés de tenir un double langage — selon qu'il s'agit des sociétés de l'Est ou du Sud, — veulent à présent étendre aux pays africains la « diplomatie des droits de l'homme ».

De fait, une référence explicite aux droits de l'homme figure dans les accords de Lomé, conclus entre les Douze de la CEE et les pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique. Cette clause devrait permettre de réfuter les éventuelles accusations d'ingérence.

Cette exigence de respect des droits de l'homme est désormais relayée par l'opinion publique des pays africains.

A l'écoute des radios étrangères, au fait des bouleversements survenus à l'Est, les jeunes générations d'Abidjan, de Libreville et Port-Gentil, de Kinshasa et Lubumbashi, n'entendent plus accepter tel quel le discours unanimiste qu'on leur a longtemps proposé. Sous la pression à la fois extérieure et intérieure, les régimes en place lèchent du lest et donnent des gages, dont le premier est le multipartisme. Mais les difficultés que rencontre la Côte d'Ivoire, les massacres et les grèves qui accompagnent l'ouverture décidée au Zaïre, illustrent les ambiguïtés de ces concessions, démontrant que le multipartisme, pour être crédible, doit s'accompagner de la mise en place de contre-pouvoirs, d'une autre répartition de la richesse nationale. A travers les soubresauts qui agitent l'Afrique francophone se pose la question essentielle : est-il possible, pour des régimes autoritaires, de se réformer de l'intérieur ou, au-delà des bouleversements de l'heure, l'avènement de la démocratie exige-t-il qu'ils cèdent la place ?

Le cas du Zaïre illustre jusqu'à la caricature le caractère équivoque de réformes octroyées essentiellement pour donner des gages aux alliés occi-

dentaux. Au début de cette année, ébranlé par la fin des régimes caillasse et roumain, soumis à la pression de ses bailleurs de fonds, et désireux, sans doute, de prendre l'initiative du changement afin de mieux le contrôler, le président Mobutu décida d'entamer une spectaculaire tournée de consultations populaires, qui, durant deux mois, devait le mener dans toutes les provinces. A la surprise générale, la population, souvent présentée comme apathique ou apolitique, s'exprima à travers plus de 5 000 mémorandums où furent consignés ses griefs, ses difficultés, ses aspirations. De vive voix, ou dans des textes dûment signés et assumés, les Zaïrois dénoncèrent, non sans courage, les déviations du système, la corruption, le pouvoir personnel. « Un système politique hybride, dirent les évêques, qui puise dans le libéralisme les avantages qu'il offre et la jouissance de la propriété privée et emprunte au totalitarisme les méthodes de conquête et de maintien du pouvoir ». De leur côté, les fonctionnaires des affaires étrangères dénonçaient sans ambages « un régime monarchique et dictatorial, le culte de la personnalité, le parti-Etat » et suggéraient crûment au président de démissionner de toutes ses fonctions. La parole, soudain libérée, s'apaisa jusqu'aux fondements du pouvoir.

Le 24 avril, créant la surprise, le président Mobutu affirmait vouloir devancer les vœux de ses compatriotes. Il proclamait l'avènement du multipartisme (trois formations seront désormais autorisées), abandonnant à son sort le parti unique, le Mouvement populaire de la révolution, décidait d'autoriser le pluralisme syndical. Bref, M. Mobutu tirait un trait de plume sur le mobutisme.

C'ETAIT compter sans les privilégiés du régime, les échelons secondaires de la pyramide du pouvoir, peu soucieux d'être ainsi balayés et qui allaient multiplier les pressions. C'était aussi compter sans l'effervescence qui s'empara soudain d'un monde politique longtemps anesthésié : de multiples formations, à l'intérieur et à l'extérieur, demandaient leur reconnaissance.

La réaction ne tarda pas : le 3 mai, le président remit les pendules à l'heure, rappelant devant l'Assemblée nationale qu'aucun parti politique n'avait encore été autorisé et que, en tout état de cause, il fallait d'abord rédiger une nouvelle Constitution et organiser une élection présidentielle afin de conforter un chef de l'Etat qui voulait se maintenir non seulement « au-dessus de la mêlée » mais aussi au-dessus des contrôles et des critiques. Bref, le « printemps » du Zaïre avait duré moins de deux semaines.

L'on vit fleurir les insignes du



UN - PARA - DE LA LÉGION A KOLWESI, EN 1978.  
Au nom de la stabilité, toujours...

parti unique et les imprudents remisèrent les cravates qu'ils avaient cru pouvoir à nouveau arborer (le costume zaïrois « authentique », l'*abacost*, n'était plus obligatoire...). Mais la population, qui avait trouvé le courage de s'exprimer, n'entendait pas se voir priver des réformes annoncées avec tant de fracas et, dès le lendemain de l'allocation présidentielle, les étudiants commencèrent à s'agiter. Sur tous les campus, les revendications purement matérielles furent éclipsées par des remises en cause plus fondamentales, la personne même du président fut contestée, sa démission exigée. « Enterrez tout, enterrez Mobutu », clamait-on à Bukavu, tandis qu'à Kinshasa des commissaires du peuple considérés comme « traîtres » étaient déshabillés et tondus. A Lubumbashi, capitale du Shaba, les événements prirent un tour dramatique.

Ici aussi, les 9 et 10 mai, les étudiants s'agitèrent, solidaires de leurs camarades. Mais à l'occasion d'une banale altercation devant le campus, ils molestèrent la fille du commandant de la garde civile et découvrirent la présence dans leurs rangs d'étudiants indisciplinés, d'étudiants soldats. Sous les coups, les trois mouchards révélèrent qu'en fait ils étaient payés par les services de sécurité de la présidence, qu'ils disposaient d'armes, de systèmes de communication et, surtout, qu'ils avaient fait disparaître vingt-trois de

leurs condisciples. Bouleversés par ces révélations, les étudiants passèrent les mouchards à tabac, les laissant pour morts...

C'est alors que le gouverneur de la province du Shaba, considéré comme très proche du président, envoya un message alarmiste à Kinshasa, soulignant que les indicateurs avaient été démasqués (et, à travers eux, tout le système de délation qui assure l'ordre au Zaïre) et que les étudiants originaires d'Equateur (la province du président, qui est aussi la province d'origine des collaborateurs...) étaient menacés.

Les représailles furent terribles. Le commando qui, au soir du vendredi 11 mai, atterrit à Lubumbashi appartenait, selon la plupart des témoignages recueillis, à la division spéciale présidentielle, sorte de garde d'élite du chef de l'Etat.

Le lendemain, sur ordre du gouverneur, le commando fut coupé sur le campus, la gendarmerie et les troupes locales reprirent l'ordre d'encercler les lieux afin d'empêcher les étudiants de sortir. Guidés par des indicateurs locaux, des étudiants originaires d'Equateur, les hommes du commando, le visage masqué par une cagoule, firent alors irruption sur le campus. Munis de listes, ils se dirigèrent vers les chambres des étudiants originaires des provinces du Kivu, du Kasai, du Bandundu. Les natifs d'Equateur furent épargnés car ils pouvaient répondre au mot d'ordre « *matiti mboka* » (littéralement : « brousse-village »).

Ce fut le carnage : d'après d'innombrables témoignages, le commando, muni de machettes, de cordelettes, de poignards, exécuta à l'arme blanche des étudiants surpris dans leur chambre. Jusqu'à l'aube, des jeunes furent poignardés, jetés par les fenêtres ; des chambres ou des boutiques furent incendiées. Les corps furent emmenés la nuit même vers une destination inconnue. Morts et blessés se sont comptés par dizaines. Lorsque le « nettoyage » fut terminé, le commando repartit vers l'aéroport, emmenant avec lui quelques étudiants nantis d'Equateur. Il était 4 heures 30 du matin. Le samedi, les étudiants, hagards, traumatisés, quittèrent en hâte le campus, fuyant vers la Zambie voisine, ou vers leur province d'origine.

Depuis lors, sous la pression interna-

tionale — et notamment celle de la Belgique et de ses alliés européens, qui réclament une commission d'enquête internationale, — les autorités, après avoir d'abord nié les faits, sont passées aux aveux partiels, et le gouverneur du Shaba a été déplacé. Témoignages et questions se multiplient dans la presse locale et, malgré les difficultés de communication, l'horreur provoquée par cette tuerie s'est peu à peu répandue dans le pays. Car, rentrés chez eux, les étudiants ont parlé, les parents des victimes ont entamé des recherches.

A l'étranger, malgré le relatif silence de la presse internationale, le régime zaïrois fait désormais figure d'accusé. La Banque mondiale n'est plus seule à dénoncer les « dépassements budgétaires » et les « dépenses non productives » ; le FMI n'est plus seul à demander que les capitaux zaïrois à l'étranger soient rapatriés. Les Etats-Unis eux-mêmes souhaitent que la « dotation présidentielle » soit réellement contrôlée par le pouvoir exécutif. Le Parlement européen fait écho à l'inquiétude de la Belgique. Aux reproches d'ordre économique se sont désormais ajoutés, beaucoup plus graves, les griefs concernant les droits de l'homme. Le président Mobutu a dû renoncer à se rendre à La Baule.

PLUS qu'un crime, les événements de Lubumbashi, dont les coupables n'ont été ni désignés ni sanctionnés assez tôt, constituent une faute politique : ils ont annulé toute la crédibilité des réformes d'avril, démontré la véritable nature d'un régime qui ne craint pas de se fonder sur la terreur. Et surtout, ils ont démasqué les ressorts profonds de vingt-cinq années de dictature, ressorts qui pourraient bien hypothéquer l'avenir du Zaïre, quel qu'il soit.

Il apparaît en effet que, pour se maintenir au pouvoir, le président Mobutu s'est appuyé sur une classe privilégiée recrutée essentiellement parmi les membres de son ethnie. Ces quelques centaines de familles forment les effectifs d'une bourgeoisie prédatrice, la colonne vertébrale du système politique et, surtout, elles fournissent en hommes et en responsables les forces de sécurité ainsi que les réseaux de surveillance et de renseignement, dans le pays comme à l'étranger.

Ce groupe, que la population appelle familièrement celui des « élus », est évidemment très exposé aux rancœurs de la population. D'éventuelles représailles contre lui risqueraient fort d'altérer les arguments de ceux qui tirent prétexte du danger de « tribalisme » pour justifier le soutien militaire que certains pays, dont la France, continuent d'apporter au régime, au nom de l'unité et de la stabilité...

## SÉCHERESSE, FAMINES, CONFLITS ARMÉS...

## A nouveau des millions de vies menacées

Par  
CLAIRE  
BRISSET

**U**NNE nouvelle catastrophe politico-climatique s'abat sur l'Afrique noire. Et une fois encore la communauté internationale témoigne de sa lassitude et de son incompréhension. Il est de fait que les quatre pays où la famine est réapparue — Ethiopie, Soudan, Mozambique, Angola — sont ceux où des guerres civiles font rage sans discontinuer depuis des années et que les combats s'y sont intensifiés au cours des derniers mois. Ces pays comptent une forte population (88 millions à eux quatre), et les victimes de ces conflits persistants sont dans leur immense majorité des civils.

D'autre part, guerres et conflits ne sont pas les seules causes de la récurrence du cycle de famine : plusieurs parties du continent noir ont de nouveau été frappées, durant la dernière campagne agricole, de sécheresses comparables à celles des années 1984-1985, dont les effets n'ont pas encore fini de se faire sentir.

Selon un tout récent rapport de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) (1), la situation alimentaire dans le nord de l'Ethiopie est « désespérée » ; une grande partie de la population de l'Erythrée et du Tigré, où sévissent à la fois la sécheresse et la guerre civile, ajoute le document, est menacée « dans l'immédiat de mourir de faim ». Il en va de même dans le nord du Wollo.

Combien sont-elles, ces victimes potentielles ? La FAO ne cite pas de chiffre car la population a commencé à se déplacer, à la recherche de nourriture et d'eau ; certaines zones, du fait des combats, sont devenues inaccessibles. Mais on avance des évaluations : de 2 à 4 millions de personnes sont menacées de famine, soit plus qu'en 1984-1985, où s'était mobilisé un immense mouvement d'opinion internationale. Rien de tel cette fois-ci (2).

Pour 1990, ajoute la FAO, l'Ethiopie a besoin de 1,1 million de tonnes de grain, dont 700 000 en urgence. Les donateurs n'ont promis jusqu'à présent que la moitié de ce total.

Mais même si la communauté mondiale se montrait plus sensible et plus généreuse, resterait un problème essentiel : celui de la distribution de l'aide. L'Ethiopie ne compte que deux grands ports, Massawa et Assab, tous deux situés en Erythrée, sur la mer Rouge. Or Massawa est tombé en février dernier aux mains des rebelles : seul le port d'Assab permet aujourd'hui d'acheminer de l'aide par la voie maritime. Encore faut-il, à partir de là, pouvoir atteindre les populations menacées, dont certaines sont situées très loin à l'intérieur des terres, derrière de hautes montagnes. L'Association unifiée de secours (JRP) qui regroupe l'ensemble des Eglises chrétiennes d'Ethiopie, a déjà envoyé un convoi de camions à partir d'Assab, devant atteindre 2 millions de personnes isolées par les combats dans les trois provinces du Tigré, d'Erythrée et du Wollo. Mais les besoins sont de 45 000 tonnes par mois pour les trois régions ; selon des fonctionnaires des Nations unies, « les gens ont commencé à mourir, en particulier les personnes âgées et les enfants de moins de cinq ans ». Dans bon nombre de villages, un cinquième des habitants seraient déjà morts (3).

Particulièrement grave est la situation d'Asmara, capitale de l'Erythrée, toujours aux mains des forces gouvernementales, mais assiégée par les maquisards : 600 000 personnes y vivent dans des conditions infra-humaines. Dix avions gros porteurs chargés d'aliments pour enfants, de carburant, de couvertures, de tentes et autres biens d'urgence fournis par le Fonds des Nations unies pour l'enfance (UNICEF) ont pu y atterrir au cours du mois de mai et une trentaine de vols étaient encore prévus pour acheminer les secours d'urgence.

A Soudan, la situation est critique dans l'Ouest (Darfour et Kordofan), dans le Sud et dans la ville de Khartoum, où s'entassent près de 2 millions de personnes, des « réfugiés de l'intérieur » qui ont

tui la guerre et la sécheresse et ne peuvent survivre que grâce à une aide extérieure jusqu'à maintenant pratiquement inexistante. Dans l'Ouest, les stocks de céréales sont déjà presque épuisés : 100 000 tonnes de grain manquent déjà, selon la FAO. Les paysans commencent à vendre leur bétail et à migrer vers la capitale déjà submergée. Au Sud, la guerre civile, qui a repris avec force, entrave considérablement les efforts de secours tentés par les Nations unies à partir du Kenya et de l'Ouganda. Juba, capitale du Sud, assiégée par l'armée de libération du colonel Garang, n'est ravitaillée que par voie aérienne et plusieurs centaines de milliers de personnes, comme à Asmara, y survivent dans des conditions dramatiques. La deuxième phase de l'opération « Lifeline Sudan », qui regroupe les efforts des plus grandes agences des Nations unies et de nombreuses organisations non gouvernementales, a commencé en avril. Elle vise à secourir 4,5 millions de personnes, dont, cette fois, les réfugiés massés tout autour de Khartoum.

Enfin, en Angola comme au Mozambique, l'effet conjugué de la sécheresse et des troubles internes produit le même type de situation : malnutrition massive, intense mortalité infantile, déplacement de populations à la recherche d'un peu de sécurité. Les Mozambicains réfugiés dans les pays voisins ont à eux seuls dépassé le million. Près de 800 000 d'entre eux ont afflué au Malawi, qui s'en trouve désaturé.

Alailleurs en Afrique noire, la pluviométrie des derniers mois a souvent été satisfaisante, engendrant même dans certains pays des surplus considérables qui seraient urgents de transférer dans les zones du continent frappées de pénurie. Mais ces « opérations triangulaires » exigent un financement (pour le transport et le stockage) que les pays excentrés — six Etats d'Afrique de l'Ouest — ne peuvent assurer. Les pays industrialisés font le plus souvent la sourde oreille en présence d'une formule d'aide qui n'implique ni retombées économiques — éponger des surplus, ouvrir des circuits commerciaux — ni dividendes politiques.

L'Afrique du Nord, quant à elle, est confrontée à une nouvelle épreuve. Nouvelle et infiniment redoutable car l'implantation de la « luciole bouchère » en Libye représente un risque majeur. Il s'agit d'une mouche qui pond ses œufs dans les plaies des animaux à sang chaud ; ceux-ci peuvent mourir, faute de traitement, en quelques jours. Selon la FAO, en certains points 90 % des animaux nouveau-nés sont morts des attaques de cette mouche. L'homme en est une victime potentielle ; des mesures doivent être prises immédiatement si l'on veut éviter l'intensification de toute l'Afrique du Nord, du sud de l'Europe et même de l'Afrique tropicale, à la faveur des déplacements du bétail.

LES Etats-Unis et le Mexique, d'où cette mouche est originaire, ont mis au point une technique de lutte efficace : le lâcher de mûles rendus stériles par irradiation. Ces mûles peuvent être produits au Mexique en très grande quantité et répandus dans les zones infestées. Les femelles pondent alors des œufs qui n'éclosent pas. Mais il en faut des millions, et ajouter à cette lutte biologique un contrôle strict des déplacements des animaux, des mesures de quarantaine et de traitement des plaies.

La FAO a lancé un appel pour trouver 42 millions de dollars par an pendant deux ans. Déjà, le Fonds international de développement agricole (FIDA), le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) et l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), qui a beaucoup travaillé sur la stérilisation des mouches mûles, ont fortement contribué à l'effort. Mais le coût de la lutte contre ce parasite dans les cinq pays d'Afrique du Nord « dépasserait lui seul 250 millions de dollars par an ». La FAO a annoncé le 11 juin la création d'un « Centre d'intervention » qui dirigera la campagne internationale d'éradication.

(1) Food Supply Situation and Crop Prospects in Sub-Saharan Africa, Rome, mai 1990.  
(2) Le gouvernement d'Addis-Abeba, quant à lui, parle de 3,4 millions de personnes.  
(3) Financial Times, 7 mai 1990.



## DIFFICILE SORTIE DU SYSTÈME D'APARTHEID EN AFRIQUE DU SUD

## La guerre inavouée du Natal

**P**ENDANT près d'un demi-siècle, le système d'apartheid s'est appliqué à diviser les populations africaines pour mieux asseoir la domination blanche. Les sanglants troubles au Natal illustrent bien les effets de cette politique, alors que M. De Klerk s'apprête à négocier avec l'ANC. Au Natal, l'état d'urgence n'a pu être levé : partisans de l'ANC et de l'Inkatha continuent de s'affronter, souvent par bandes de délinquants interposées, pour le plus grand profit du pouvoir blanc.

Par ARIANE BONZON \*

A la sortie de Pietermaritzburg, pour peu que l'on aille plein ouest, on l'emprunte forcément. Ce fut longtemps la seule route qui desservait la ville blanche. Elle traverse, sur environ 30 kilomètres, le foyer principal du conflit (1) qui ravage le Natal depuis près de trois ans. Ici, chaque colline et chemin, chaque maison et fossé constituent l'arène de batailles meurtrières qui opposent, souvent à la nuit tombée, les partisans du Front démocratique uni (UDF) et du Congrès des syndicats sud-africains (COSATU) aux membres de l'organisation zoulou Inkatha.

Edendale, la « vallée de la mort », comme on l'appelle désormais, s'ouvre sur deux townships, Ashdown et Imbali. Puis, tout au long de la vallée et dans la zone rurale de Vulindlela, les villages se succèdent. Leurs noms ? Angola, Tanzanie, Lusaka, Cuba... C'est ainsi du moins que Dambusa, Smerco, Machebiso et Wilgefontein ont été rebaptisés par les *comrades* (2). En redessinant la carte de la région à l'aide d'un atlas de l'Afrique socialiste, ceux-ci posent leurs marques. Ils affirment haut et fort l'affili-

tion politique de certains villages. Et dévoilent l'une des dimensions du conflit malheureusement pas sémantique. C'est une véritable guerre civile qui est menée depuis plusieurs années. La population vit sous la menace quotidienne des attaques. Des familles entières ont déserté leurs habitations pour trouver refuge dans des zones plus paisibles (3). Et le directeur de la Chambre d'industrie de Pietermaritzburg, M. Rowley Waller, estime que ces violences ont coûté 10 millions de rands (4) aux entreprises de la région. Il y a eu au Natal, depuis 1987, près de 3 500 morts - plus qu'en quatorze ans en Irlande du Nord (5).

Plusieurs causes sont invoquées en guise d'explication. On se réfère d'abord aux luttes interethniques renouées ailleurs sur le continent noir. Sous leur forme sud-africaine, les Zoulous de l'Inkatha s'opposeraient à l'UDF et au COSATU, alliés du Congrès national africain (ANC), où prédominent les Xhosa. L'argument est un peu court. Tout au plus entre-t-il pour une part infime dans l'explication. Car ce sont avant tout, au Natal, des Zoulous qui tuent d'autres Zoulous.

## Le KwaZulu : soixante-dix parcelles, un parti

**L**ES racines de ce conflit seraient-elles alors socio-économiques ? Début avril, le président Frederik Willem De Klerk annonçait un plan spécial d'aide aux victimes des violences. Mais le niveau de la pauvreté et du chômage n'est pas plus élevé dans cette région que dans d'autres. L'Afrique du Sud fourmille de ces poches de misère qui, à quelques kilomètres à peine des gratte-ciels de Johannesburg, de Pretoria ou du Cap, soutiennent sans peine la comparaison avec les bidonvilles de Côte-d'Ivoire ou les *favelas* du Brésil. La troisième grille de lecture, enfin, s'attache à un double clivage : entre générations, entre ruraux et urbains. Côté Inkatha : des Zoulous vivant à la campagne, plus âgés et attachés à leur appartenance tribale ; côté UDF : des Zoulous plus jeunes, urbains et attirés par une conception moderne de la vie politique. Schéma séduisant, mais les différentes générations sont représentées dans chacune des organisations adverses ; et on se bat au cœur des townships comme au cœur des campagnes.

Sans être absolument hors de propos, ces explications n'ont pourtant qu'un éclairage très partiel. L'origine de cette guerre ? Les habitants, même les moins politisés, ne s'y trompent pas : l'enjeu est politique, répondent-ils. Avis partagé par les belligérants. Pour l'Inkatha et son président, Mangosuthu Buthelezi, ce conflit est l'issue logique d'une stratégie déjà ancienne de l'ANC qui a pour but de détruire son organisation. Accusation retournée par l'UDF, le COSATU et l'ANC qui s'estiment victimes d'un complot mené de pair par l'Etat et l'Inkatha pour réduire l'influence des organisations progressistes dans le Natal.

Malgré d'apparentes similitudes, tout sépare ces frères ennemis. Relancé en 1975 (6) par M. Gatsba Buthelezi, avec l'accord de l'ANC dont il est un ancien membre, le mouvement Inkatha soutient qu'il compte aujourd'hui près de 1 700 000 membres - soit un peu plus du quart de l'ethnie zoulou en Afrique du Sud. Ses rassemblements sont des hymnes à la tradition et au nationalisme guerriers des sujets du roi Goodwill Zwelithini (7). Mais l'Inkatha est aussi le parti unique qui tient les rênes de l'un des six *homelands* autonomes (8), le KwaZulu, composé de soixante-dix parcelles de territoire éparpillées dans la province du Natal et peuplées de plus de 4 millions d'habitants. Autour de Pietermaritzburg, il suffit de faire quelques mètres pour entrer sans le savoir dans le *homeland* ; mais également pour traverser des zones qui n'appartiennent ni

au KwaZulu ni à l'Etat sud-africain. Ce sont, depuis la moitié du dix-neuvième siècle, des propriétés foncières perpétuelles et libres, jalousement préservées par les Noirs qui les possèdent. Un statut exceptionnel dans le pays, qui accentue l'enjeu spécifique de ce conflit.

Le président de l'Inkatha est aussi premier ministre du KwaZulu. Intelligent et habile, M. Gatsba Buthelezi a acquis une stature internationale. Il s'oppose aux sanctions, à la lutte armée et prône les bienfaits de l'économie capitaliste. Adversaire de l'apartheid, il a toujours refusé l'indépendance du KwaZulu et exigé la libération de M. Nelson Mandela en préliminaire à d'éventuelles négociations avec le pouvoir blanc. M. Gatsba Buthelezi a joué le jeu de l'apartheid à sa manière : il a pris la fonction que lui offrait le système pour en faire une tribune contre ce même système. Non sans ambiguïté.

## LOGIQUE DU RACISME INSTITUTIONNEL

## Une justice à deux vitesses

**E**N Afrique du Sud, une majorité de Blancs est opposée à l'abolition de la peine capitale. Près de mille trois cents détenus auront été pendus au cours de la décennie qui vient de s'achever, soit environ cent vingt par an - dont cent soixante-quatre en 1987, un tous les deux ou trois jours ! - et la quasi-totalité d'entre eux (97 %) sont des Noirs. Ces morts-vivants attendent d'être exécutés, parfois pendant des années, dans les corridors de la mort sud-africains (1).

On connaît l'influence de la misère sur la criminalité ; or les deux tiers de la population noire vivent au-dessous du seuil de pauvreté. Un petit ouvrage édité par l'organisation de solidarité Black Sash permet de mieux saisir les inégalités du système judiciaire : tous les juges sont des Blancs, tandis que les avocats désignés d'office - dans la plupart des cas, les ressources de la famille sont insuffisantes - sont soit mal payés, soit jeunes et inexpérimentés, soit privés de l'aide d'adjoints assermentés chargés de reprendre les dossiers au début et de rechercher des témoins éventuels, élément important puisqu'il incombe à l'accusé de fournir les preuves de son innocence. Parmi les condamnés figurent des détenus politiques, arrêtés souvent sous une inculpation de « meurtre collectif » (« common purpose ») dont il est difficile d'apprécier la véracité quand la police elle-même est souvent partie prenante des « troubles ». La justice sud-africaine est bien une justice à deux vitesses : tous les Noirs accusés de viol de femme blanche sont exécutés, ce qui n'est pas le cas quand des Blancs ont violé des femmes noires. Elle est aussi inhumaine que peut l'être une usine à fabriquer des cadavres où tout est pris en charge par les autorités judiciaires : la nourriture, les jardins pour la promenade, l'exécution, la pendaison, jusqu'à l'ensevelissement dans le plus strict anonymat.

L'inhumanité du système tout entier est bien mise en évidence dans ces deux publications qui permettent de voir ce qui se cache derrière les simples statistiques. Malgré la réactivation récente de l'Association sud-africaine pour l'abolition de la peine de mort, il est à craindre qu'il ne faille attendre un changement institutionnel pour commencer à redresser les plateaux de la balance.

JACQUES ALVAREZ-PÉREYRE

(1) Cf. « Living on Death Row », *South African Journal on Human Rights*, vol. 5, n° 2, Centre for Applied Legal Studies, Wits University, Johannesburg, 292 pages.  
(2) *Inside South Africa's Death Factory*, A Black Research Project, Johannesburg, 53 pages, 1989.



VILLAGE ZOULOU EN 1879, ANNÉE DE L'ANNEXION PAR LES ANGLAIS  
Vaines résistances du passé, à l'heure des hommes blancs

Mais son ambition ne s'arrête pas aux frontières du *homeland*. Il veut donner à l'Inkatha une envergure nationale. C'est d'ailleurs comme président de cette organisation - et non comme premier ministre du KwaZulu - qu'il se rendra à la table des négociations.

Fondé en 1983, l'UDF regroupe pour sa part neuf cents organisations de résistance à l'apartheid, soit trois millions de membres. Le Front est largement représenté dans les townships et plus particulièrement chez les jeunes. Dirigé à l'échelle nationale par un comité supra-ethnique, il mène campagne contre la législation ségrégative. Enfin, puissante fédération syndicale, le COSATU, fondé en 1985, peut se prévaloir de plus de 1 million d'adhérents (9).

En 1979, M. Gatsba Buthelezi rencontra l'ANC à Londres. C'est là que la rupture est consommée. Selon l'un des porte-parole de l'Inkatha, M. Susan Voa, « l'ANC voulait faire de l'Inkatha son subrogé et accusait Buthelezi de menées contre-révolutionnaires ». Quatre ans après avoir donné blanc-seing à M. Buthelezi, la direction du mouvement de libération en exil l'accuse en effet d'utiliser l'Inkatha pour asseoir son pouvoir personnel, de détourner certains symboles comme les trois couleurs (noir, vert, jaune) du drapeau de l'ANC (10), et d'avoir trahi sa mission : renforcer l'opposition anti-apartheid au KwaZulu. Plus grave : en 1986 se profile plus précisément l'option Kwa-Natal, consistant en un partage du pouvoir avec les Blancs à l'échelle de la province. Un projet qui rencontre un large soutien auprès des milieux d'affaires et libéraux. Mais pas auprès de l'ANC, qui présente un glissement vers un Etat fédéral au détriment de l'unité de l'Afrique du Sud à laquelle il est attaché. La mise en place d'une telle entité, sans équivalent dans le pays, assurerait certes à M. Gatsba

Buthelezi des fonctions plus conformes à ses aspirations. Mais il lui faut obtenir le soutien de la population dont il se prétend, en dehors même du KwaZulu, le représentant.

L'année suivante, l'Inkatha lance une campagne de recrutement à grande échelle. Objectif : grossir ses rangs et voter ceux de l'UDF. Elle utilise à cette fin des moyens somptueux : contre l'attribution d'une terre ou d'un permis, les *Indunas* (chefs zoulous) s'assurent l'allégeance de familles entières. Et peuvent, l'heure venue, lever de véritables petites armées. L'entreprise a cependant ses effets pervers. Elle pousse dans le camp d'en face les éléments les moins enclins à la politique, acculés à faire un choix. « Ils deviennent UDF par défaut ! S'il fallait trouver une brioche à cette tragédie, ce serait celle-là. Le résultat fut exactement contraire à celui auquel l'Inkatha espérait parvenir : ce ne sont pas ses rangs qui ont augmenté mais ceux de son adversaire », explique M. Matthew Kentridge, un jeune chercheur qui suit le problème depuis deux ans.

## Un fossé qui ne cesse de s'agrandir

« BUTHELEZI avait enfin ce qu'il désirait : être sur un pied d'égalité avec Tambo », observe M. Matthew Kentridge. Il a peut-être craint que les projecteurs ne soient braqués sur lui et qu'il n'ait à faire face aux critiques. Il s'est donc déstabilisé en invoquant le rapport *inégal* : un contre trois.

Le succès de la campagne de défiance organisée à la même époque à travers le pays par les organisations progressistes aurait aussi pu peser sur sa décision.

Tandis que circule un pamphlet signé par le Congrès sud-africain des syndicats (SACTU), organe de l'ANC en exil, et par des organisations de jeunes de la même sphère, il y est conseillé de jouer le jeu de la paix afin de porter ensuite le coup final à l'Inkatha désarmée.

Une « pièce à conviction » que produit M. Buthelezi pour justifier sa marche arrière.

(1) Un autre foyer important du conflit se trouve dans la région de Durban.

(2) Terme générique désignant les partisans de l'UDF, du COSATU et de l'ANC.

(3) 11 500 personnes ont afflué (parmi lesquelles une centaine de membres de l'Inkatha), entre le 1<sup>er</sup> avril et le 15 mai 1990, dans les camps de réfugiés de Pietermaritzburg et 6 000 dans ceux de Durban. Un chiffre qui pourrait doubler si l'on prenait en compte ceux qui ont trouvé refuge ailleurs. (Source : Centre pour l'éducation des adultes de l'université du Natal).

(4) Un rand équivaut à 2,20 francs environ.

(5) 150 morts dans la région de Durban (sources : Black Sash et Parti démocratique) et 2 288 pour la région de Pietermaritzburg (source : Centre pour l'éducation des adultes de l'université du Natal), soit un total de 3 438 morts comparés aux 2 500 d'Irlande du Nord entre 1970 et 1984 (source : *Quid*, 1990).

(6) L'Inkatha ye Nkululeko, ye Sizwe (mouvement national culturel de libération) existait déjà dans les années 20.

(7) Sans réel pouvoir, le roi est le neveu de M. Gatsba Buthelezi.

(8) Quatre *homelands* (homelands) ont été proclamés indépendants sans jamais être reconnus comme tels par la communauté internationale. Bophuthatswana, Ciskei, Transkei et Venda ; six autres ont un statut d'autonomie : Gazankulu, Kangwane, Kwa-Ndebele, Kwa-Zulu, Lebowa et Qwaqwa.

(9) Cf. Bokwe Mafusa, « Les syndicats dans le combat politique », *Le Monde diplomatique*, septembre 1985.

Fin mars 1990, un mois après l'annonce de la légalisation de l'ANC et de la levée des restrictions qui pesaient sur l'UDF et le COSATU, les affrontements prennent une ampleur jamais vue. Car au Natal, plus encore qu'ailleurs, il est crucial pour les différentes parties de prouver leur popularité. Pour l'Inkatha, ne pas avoir d'influence à Edendale, c'est comme si Soweto échappait à l'ANC. A la transformation du paysage politique s'ajoutent cependant deux nouveaux éléments qui radicalisent le conflit.

Jeunes, très jeunes parfois, les *comrades* ne sont ni des *comrades* ni des *trotskistes* (11) mais plutôt un peu les deux à la fois. Ils ont quitté leur famille ; des années de boycottage les ont éloignés définitivement des études. Après de l'UDF, ils trouvent parfois refuge sans pour autant cesser leurs exactions. Ils sont alors traités à la manière forte par les *comrades* : tribunaux populaires dressés à la va-vite, châtiements corporels et moraux. Une rupture supplémentaire : les *comrades* se regroupent en bandes, définitivement incontrôlables.

Jusqu'à ces derniers mois, c'était principalement au couteau, au bâton et à l'arme de fortune, bricolée, que l'on s'affrontait - quoique l'Inkatha ait pu, par le canal des *Indunas*, disposer d'un petit nombre d'armes à feu. Mais, aujourd'hui, c'est bien au fusil et au revolver que l'on se bat. Des deux côtés. La provenance des armes est encore obscure. Une filière, par la proche frontière mozambicaine, pourrait approvisionner les *comrades*. Et la rumeur, déjà ancienne et persistante, laisse entendre que la police du KwaZulu, et même la police sud-africaine, complote, fournirait l'Inkatha. C'est pourquoi, en avril dernier, l'ANC accueillait avec satisfaction l'envoi de militaires, plus neutres à ses yeux (12).

Cinq fois, des tentatives de paix ont avorté : la dernière, en 1989, était pourtant sur le point d'aboutir. L'un de ses maîtres d'œuvre, M. Oscar Dhlomo, secrétaire général de l'Inkatha, semblait y tenir. Une réunion secrète en Europe devait avoir lieu entre M. Gatsba Buthelezi et M. Oliver Tambo, président de l'ANC, ainsi que les présidents de l'UDF et du COSATU.

« Prenez vos pampas (13), vos fusils et vos couteaux et jetez-les à la mer. » Quinze jours après sa libération, M. Nelson Mandela s'adressait à plus de 100 000 personnes venues l'écouter sur les pelouses du King's Park à Durban. Un discours superbe : le seul sans doute qu'il lui était possible de prononcer. Effet nul. Pis : des jeunes entaillent l'effigie de M. Mandela qu'ils portent sur leur tee-shirt.

Ce n'était pas la moindre des vertus que l'on prêtait au prisonnier le plus célèbre du monde : libre, il saurait reconcilier les frères ennemis (14). Or force est d'admettre que le fossé s'agrandit au fil des semaines. Pourtant, sans paix au Natal, la perspective des négociations s'assombrit.

Une poignée de mains entre M. Mandela et M. Buthelezi semble de plus en plus difficile. Et quand bien même... Seroient-ils suivis par leurs troupes ?

(10) Sur son drapeau, l'Inkatha a ajouté récemment deux autres couleurs : le blanc pour la paix et le rouge pour le sang versé.

(11) « Voyou », en un argot qui mêle les langues indigènes à l'anglais et à l'afrikaans.

(12) L'ANC a tenté de protester lors de l'arrivée du « Battalion 32 », Ciskei, formé de Noirs, lusophones proches du Front de libération de l'Angola (FLNA), à été autrefois entraîné à combattre les membres de l'Organisation du peuple du Sud-Ouest africain (SWAPO) et de l'ANC.

(13) Sorte de sabre.

(14) L'une des premières lettres de prison de M. Nelson Mandela, rendue publique début 1989, est adressée à M. Gatsba Buthelezi qu'il assure de son amitié.

Edité par la S.A.R.L. Le Monde  
Gérant : André FONTAINE,  
directeur de la publication.  
Administrateurs délégués :  
Antoine Griset - Nelly Pierret

Imprimerie  
du Monde  
12, r. M.-Gambon  
94821 IVRY  
94821 IVRY

Commission paritaire des journaux  
et publications : n° 57 438  
ISSN : 0026-9399

A la disposition des diffuseurs de presse  
pour modifications de service, demandes  
de réimpression ou autre, utiliser notre numéro  
de téléphone vert : (16) (1) 05-36-11-11.

هكذا من الأصل



## POLITIQUE DANS LES STADES

## Le football, c'est la guerre

Les matchs de la Coupe du monde de football, qui s'achève le 8 juillet, auront été vus par plus de quinze milliards de téléspectateurs (en audience cumulée). Nul autre événement, de quelque nature qu'il soit, ne suscite autant de passion chez les habitants de cette planète. Un tel spectacle, surmédiatisé, intéresse aussi les grands affairistes qui ont transformé ce sport de masse en simple support publicitaire. Mais pour les supporters, le football est plus qu'un sport, c'est le meilleur révélateur des « vertus de la nation » ; et chaque affrontement, vécu de manière paroxystique, une authentique « guerre ritualisée ».

Par IGNACIO RAMONET

**« L'armée, le peuple, avec Madani ! »** Massés dans le stade d'Alger pour assister à la finale de la Coupe, quatre-vingt mille spectateurs crient à l'unisson cette formule, sans rapport avec le football. C'était en avril dernier, avant la grande manifestation du Front islamique du salut (FIS) et alors que les médias officiels minimisaient l'influence de M. Abassi Madani. Les sports de masse, et en particulier le football, permettent, dans les pays où la communication reste contrôlée par le pouvoir, de rassembler ainsi des partisans pour exprimer collectivement une position politique. Ils fournissent une occasion de forcer, d'obliger la télévision – nécessairement présente – à diffuser en direct un contre-message à l'adresse du pays.

En Algérie, comme dans de nombreux pays, football et politique sont fortement liés. Dès avant l'indépendance, le FLN avait eu l'idée de constituer une « équipe nationale » avec des joueurs ayant déserté leurs clubs de France métropolitaine. Le recours au football comme substitut politique reste une constante de la vie algérienne, d'autant que la censure imposée pendant vingt-six ans par l'Etat-FLN encourageait tous les détonnements. A

Tizi-Ouzou, capitale de la Kabylie, c'est l'équipe locale – la Jeunesse sportive kabyle (JSK) – qui incarne le nationalisme berbère ; soutenir ce club était une façon de contourner l'interdit. Les manifestations de fin de match – explicitement politiques – prirent une telle ampleur au début des années 80 que les autorités exigèrent le changement du nom du club, et la JSK devint, pour un temps, la JET (Jeunesse électronique de Tizi-Ouzou). Pour les nationalistes locaux, cela ne changea évidemment rien, et chacun savait, en Algérie, que la JET était l'« équipe nationale » de Kabylie. En mai dernier, durant la campagne pour les élections locales, les militants berbéristes, hostiles aux arabo-islamistes du FIS, déployèrent une immense banderole dans le stade d'Oran au cours d'un match retransmis par la télévision ; toute l'Algérie put y lire : « Vive l'union du Maghreb kabyle ! » (écrit en arabe, français et tamazigh). C'est sans doute pourquoi, en avril et mai, la rumeur courut que le FIS était contre le football et que l'une des premières mesures que prendrait le parti de M. Abassi Madani serait d'en interdire la pratique.

d'adversaires particulièrement coriaces : « Ce n'étaient pas des joueurs de football, c'étaient des soldats défendant leur patrie jusqu'à la mort (7) ».

Le premier régime qui instrumentalisa le football fut le fascisme de Benito Mussolini : l'Italie organisa, en 1934, la deuxième Coupe du monde (qu'elle remporta), ce qui lui fournit l'occasion d'une action de propagande sans équivalent dans l'histoire, avant l'organisation par l'Allemagne hitlérienne des Jeux olympiques de Berlin en 1936. Les fascistes pensaient que le football permettait de rassembler, « dans un espace propice à la mise en scène, des foules considérables ; d'exercer sur celles-ci une forte pression et d'entretenir les pulsions nationalistes des masses (8) ». Mussolini fut le premier

à vouloir également faire la Géorgie, qui souhaitait désormais mettre sur pied une coupe et un championnat locaux, et adhérer directement à la Fédération internationale de football (FIFA) (11).

Des problèmes du même ordre sont fréquents en Yougoslavie. Les haines politiques et les passions nationalistes se donnent libre cours dans les stades (12). Le 13 mai dernier, à Zagreb (Croatie), le match opposant le Dynamo local à l'Etoile rouge de Belgrade (Serbie) a donné lieu à de très violents heurts interethniques (61 blessés, dont 27 policiers), qui survinrent après la victoire électorale du parti nationaliste local, Communauté démocratique croate (CDC), dirigé par l'ancien général Franjo Turdžman, connu pour son chauvinisme antiserbe.



DEUX SUPPORTERS ITALIENS  
La collectivité se projette dans l'équipe nationale.

à considérer les joueurs de l'équipe d'Italie comme « des soldats au service de la cause nationale ».

Le régime de Franco, en Espagne, tenta d'imiter, dans ce domaine également, l'Italie fasciste. Mais il se heurta aux nationalismes locaux (basque, catalan, galicien), qui détournèrent le football au profit de leurs thèses. Le club de Bilbao, l'Athletic (devenu sous le franquisme Athletic), contournant les interdictions formelles, devint officiellement l'« équipe nationale » basque, n'alignant que des joueurs d'origine basque. Malgré toutes les censures, aller au stade soutenir l'Athletic était alors (et dans une certaine mesure cela le demeure), pour un supporter, une façon d'affirmer son nationalisme.

Il en était de même en Catalogne avec l'équipe de Barcelone ; ou en Galice, avec le Celta de Vigo, dont les joueurs arboraient des maillots aux couleurs (bleu ciel et blanc) du drapeau galicien interdit. Sous l'apparence d'un Etat pacifié et centralisé, l'Espagne demeurait un pays plurinational ; et chaque dimanche, dans les stades, s'affrontaient et se confortaient les divers patriotismes locaux.

Une situation fort semblable existait en URSS et dans certains pays de l'Est. Ceux qui suivaient l'évolution du football en Union soviétique n'ont guère été surpris par l'actuelle explosion des nationalismes. A l'occasion de certains matchs entre clubs de républiques différentes, les heurts et les violences à caractère nationaliste étaient fréquents. Les rencontres opposant notamment le Spartak de Moscou au Dynamo de Tbilissi ou au Dynamo de Kiev (9) donnaient régulièrement lieu à des déchaînements et à des manifestations d'après-match (10). L'une des premières décisions prises par la Lituanie, après sa déclaration d'indépendance, a été de retirer ses équipes de football de la Ligue soviétique. Ce que

En Tchécoslovaquie aussi, les supporters slovaques du club Slovan de Bratislava et les partisans tchèques du Sparta de Prague s'affrontent régulièrement sur fond d'antagonismes nationalistes.

Le football porte ainsi au paroxysme les crises entre nationalités ; et de plus en plus l'idée se répand que l'un des attributs de l'indépendance d'un Etat-naïon est précisément l'équipe-naïon, dépositaire d'un énorme investissement symbolique et synthèse des « grandes vertus patriotiques ». C'est d'ailleurs en raison de cette égalité mythique (une nation, une équipe) que la Lituanie, la Géorgie, la Slovaquie ou la Croatie peuvent souhaiter constituer

leur propre équipe nationale ; et que la RFA et la RDA ont décidé de fonder les leurs en une seule équipe d'Allemagne.

Dans les zones de conflits endémiques ou de guerre, le football, parce qu'il mobilise des foules et exaspère les passions, reflète fidèlement la violence des antagonismes. En Israël, par exemple, les grands clubs sont directement affiliés aux partis politiques : le Betar dépend du Herout (droite nationaliste), le Maccabi du Parti libéral, le Hapoel du mouvement travailliste, et l'Elitzur est parrainé par les religieux ; seuls les clubs du nord du pays (Galilée) sont majoritairement arabes. Dans les territoires occupés (Gaza et Cisjordanie), les rencontres de football sont interdites depuis le début de l'intifada, les autorités militaires israéliennes craignant les éventuels débordements d'après-match. L'Organisation pour la libération de la Palestine (OLP) a mis sur pied – dès 1964 – une « équipe nationale » de Palestine, comme l'avait fait le FLN algérien, qui joue à l'étranger (elle a disputé des rencontres, ces derniers mois, en Italie, France et Espagne). D'autant que le football palestinien est ancien et que l'équipe de Palestine a participé à la Coupe du monde de football en 1934, avant la fondation de l'Etat d'Israël.

Autre lieu de crise : l'Irlande du Nord. Comme dans la vie politique, le clivage confessionnel entre catholiques et protestants se retrouve dans les stades. Un exemple : le club de Belfast, Linfield, où « dirigeants, joueurs et supporters sont exclusivement protestants », n'est pas autorisé, pour des raisons de sécurité, à rencontrer le seul club catholique de la ville, Cliftonville, sur le terrain de celui-ci situé en plein territoire catholique. Les matchs, aller et retour, se disputent, sous haute surveillance, en terrain neutre, à Windsor Park.

Cette opposition confessionnelle entre catholiques et protestants est une importante caractéristique du football au Royaume-Uni. On la retrouve en Ecosse et en Angleterre où elle donne lieu à de fortes rivalités qui sont à l'origine, en partie, du hooliganisme (13). Ainsi, à Glasgow, les matchs entre le club catholique du Celtic et le club protestant des Rangers s'achèvent généralement par des heurts extrêmement violents (soixante-six morts et une centaine de blessés le 2 janvier 1971). A Liverpool, les rencontres entre l'équipe protestante Liverpool FC et le club local catholique Everton donnent traditionnellement lieu à de semblables déchaînements.

## Le délire populaire, jusqu'à l'absurde

SEULES sont comparables à ces violences confessionnelles les violences qui accompagnent les matchs entre équipes nationales britanniques. Le Royaume-Uni étant le seul pays au monde à avoir fait admettre à la FIFA la reconnaissance de quatre équipes (Irlande du Nord, Ecosse, Pays de Galles et Angleterre) pour un seul Etat (14). Les rencontres « amicales » entre l'Angleterre et l'Ecosse, notamment, se terminent par de violents affrontements (un mort et quatre-vingt-dix blessés le 21 mai 1988). Les supporters anglais ont adopté toute la panoplie ultranationaliste de l'extrême droite – depuis le bouledogue, animal mascotte des ultras, jusqu'au drapeau britannique (qui n'est pas celui de l'Angleterre) et les chants de guerre – et sont souvent noyautés par des activistes du National Front (15).

C'est en leur sein que le phénomène skinhead a pris naissance et qu'il s'est peu à peu répandu en Europe, où l'on retrouve, autour de certains clubs et des équipes nationales, les mêmes fascinations pour la violence, pour les thèmes chauvins, racistes, et pour les idées nazis.

Les autres continents ne sont pas à l'abri : en Amérique centrale, en juin 1969, un match opposant El Salvador au Honduras s'achevait dans la confusion, provoquant la rupture des relations entre les deux Etats, suivie d'une déclaration de guerre et de l'invasion du Honduras par l'armée salvadorienne. A Lima, un but refusé lors d'un match entre le Pérou et l'Argentine avait provoqué le 23 mai 1964 une bagarre générale où explosèrent les rivalités et antagonismes nationalistes. Bilan : trois cent vingt morts, plus de mille blessés.

En identifiant une équipe de football à une nation ou à une ethnie, les débordements se multiplient, exacerbés par le délire populaire et par l'amplification des médias. Jusqu'à l'absurde.

On ne joue pas pour jouer, on joue pour gagner. Le football de masse satisfait ainsi le désir pervers d'affronter un ennemi pour mieux définir l'identité nationale. La haine pour la haine s'ajoute à la détestation gratuite, sans raison, sans cause. Pour l'exaltation, souvent, d'une idée néo-raciste de la nation.

## Un amplificateur des passions nationales

CES rumeurs se fondaient sur l'attitude à l'égard du sport adoptée par la révolution islamique en Iran. L'imam Khomeiny avait en effet déclaré dès 1979 : « Le jeu est prohibé, même si c'est pour se distraire ». Conséquence : interdiction immédiate, entre autres, de la boxe et du jeu d'échecs ; et censure à la télévision de sports comme la natation en raison de la trop grande nudité des athlètes. Un comité révolutionnaire envisageait même d'obliger les footballeurs à porter le pantalon à la place du short. Très vite cependant, le régime (qui interdit les stades aux femmes) dut admettre la forte popularité de ce sport ; mais il ne cessa de s'en méfier. D'autant que, une fois de plus, les stades permettaient la contestation. « Au début des années 80, a révélé l'ancien capitaine de l'équipe d'Iran, plusieurs matchs se sont achevés par des manifestations. Les gens profitaient de l'anonymat de la foule pour crier leur opposition à Khomeiny (1) ».

Dans d'autres pays aussi, le football sert de caisse de résonance à des protestations sociales. En Chine, par exemple, où les déchaînements dans les stades sont fréquents. Une violente émeute provoquée, en mai 1988, des dégâts considérables (communistes détruits, quartiers incendiés) dans la ville de Nanchoang, dans le Sichuan, après un match de football. Les émeutiers, des jeunes chômeurs, exprimaient le mécontentement populaire face aux inégalités nées des réformes.

Si, par quelques traits, le football possède une fonction de détonateur social et s'il apparaît parfois comme le substitut contemporain de la religion (2), il reste fondamentalement un amplificateur des passions nationales. Au cours d'une partie, ce sont les « vertus de la nation » qu'incarnent les joueurs – virilité, loyauté, fidélité, esprit de sacrifice, sens du devoir, sens du territoire, appartenance à une communauté –, et le match – véritable drame sacrificiel – est lui-même une des rares occasions où s'exprime, de façon collective, ce minimum culturel commun qui scelle l'adhésion d'une communauté aux vertus personnifiées par les joueurs (3). Le football devient un miroir de nos sociétés. « Le titre de champion, constate un rapport de la CEE, n'est pas seulement acquis par une équipe mais par la société dont elle est issue. La collectivité se projette donc dans l'équipe et place en elle ses espoirs de conquête, son énergie de vaincre, mais aussi ses frustrations personnelles et son agressivité (4) ». Le football favorise alors tous les investissements mythiques, les projections

imaginaires et les fanatismes patriotiques. Il « contribue au maintien d'un nationalisme résiduel, écrit l'historien Pierre Milza, donnant lieu à de brusques et éphémères poussées de passion chauvine lors des grandes confrontations internationales (5) ».

Chaque affrontement prend ainsi toutes les apparences d'une guerre ritualisée avec force sollicitations des emblèmes nationaux (hymnes, drapeaux, présence des chefs d'Etat) et recourt à des métaphores guerrières : « attaquer », « tirer », « défendre », « conquête », « capitaine », « territoire », « tactique », « victoire »... « Un bon match de football est fondé sur de grands principes de stratégie », affirme M. Henry Kissinger. Il est bien connu que l'équipe ouest-allemande planifie ses matchs comme l'état-major allemand planifiait ses attaques : en apportant un soin méticuleux au moindre détail (6). « Innombrables sont les comparaisons de cet ordre : depuis la thèse du président américain Gerald Ford – « Un succès sportif peut servir une nation autant qu'une victoire militaire » – jusqu'à la récente déclaration du joueur camerounais Roger Milla, auteur de deux buts contre la Roumanie le 14 juin – « Je suis un officier de réserve, fier de servir mon pays depuis vingt ans » –, en passant par d'autres célèbres réflexions, comme celle de José Nazari, joueur uruguayen de légende, deux fois champion du monde : « L'équipe nationale c'est la patrie elle-même » ; ou celle du joueur hongrois Kocsis commentant la résistance

## Le sport, un phénomène fasciste ?

« Nous avançons comme axe central de réflexion mais aussi comme conviction profonde que le sport est un phénomène d'imprégnation fasciste », conclut Michel Caillat (1) au terme d'une analyse méticuleuse du discours, des institutions, des pratiques et des événements sportifs depuis près d'un siècle.

Le propos est à même de troubler, voire de scandaliser quiconque n'a jamais tenté de cerner l'idéologie du sport : entendu ici comme activité physique compétitive institutionnalisée, les thèmes, les valeurs et les préjugés qu'il développe.

Après inventaire, il faut se rendre à l'évidence : exaltation de la compétition et de la sélection, apologie de la souffrance et de l'héroïsme, régénérescence du corps social menacé de décadence, anti-intellectualisme, culte des chefs et chauvinisme national, parades et discours quasi militaires, viol des foules et manipulation des athlètes, appel à l'irrational et au panthéon des dieux du stade, rien n'y manque ou presque.

Pour regarder d'un oeil neuf les plus gigantesques manifestations de masse de notre époque : Coupe du monde de football et Jeux olympiques, en tenant compte de ce que les références empruntent surtout à la période des fascismes historiques. Et continuer à taper tranquillement dans un ballon entre amis... C.B.

(1) Michel Caillat, *L'idéologie du sport en France*, Editions de la Passion, Paris, 1989, 216 pages, 135 F.

(1) *Le Monde*, du 4 février 1989.

(2) Cf. Marc Augé, « Football, de l'histoire sociale à l'anthropologie religieuse », *Le Débat*, Paris, n° 19, février 1982.

(3) Lire, à ce propos, l'intéressante étude « La passion pour le football à Marseille et à Turin » des ethnologues Christian Bromberger, Alain Hayot et Jean-Marc Mariottini, in *Terrain*, n° 8, avril 1987.

(4) Rapport sur « Le vandalisme et la violence dans le sport », par Jessica Larive, Parlement européen, *Documents de séance*, n° A2-215/87, 12 novembre 1987.

(5) Pierre Milza, « Le football italien - la Vingtème siècle », qui publie un passionnant numéro spécial consacré au « Football, sport du siècle », n° 26, avril-juin 1990.

(6) Henry Kissinger, « Voici le match des nations », *Paris-Match*, 21 juin 1990.

(7) *El País*, Madrid, 11 juin 1990.

(8) Pierre Milza, *op. cit.*, p. 54.

(9) Dynamo est le nom des équipes du ministère de l'Intérieur ; Etoile rouge, celui des clubs de l'armée.

(10) *Le Monde*, 20 avril 1989.

(11) *Le Monde*, 14 mars 1990.

(12) Cf. Paul Yankovitch « Nationalisme, sport et histoire en Yougoslavie », *Le Monde*, 4 novembre 1985.

(13) Cf. Patrick Mignon, « Supporters et hooligans en Grande-Bretagne depuis 1871 », *Notre histoire*, pp. 37 à 47.

(14) Aux Jeux olympiques, il n'y a qu'une seule représentation britannique. Ce qui souligne, par contraste, la dimension nationaliste du football.

(15) Cf. John Williams, Eric Dunning et Patrick Murphy, *Hooligans Abroad*, Routledge, Londres, 1984.



# Chez les Palestiniens des deux rives

## Vers d'irréparables ruptures

Par notre envoyé spécial ALAIN GRESH

Où l'avons-nous rencontré ? Dans un camp de réfugiés palestiniens de la capitale jordanienne ? A Ramallah, dans les territoires occupés par Israël ? Ou bien était-ce à Nazareth, où, jadis, Jésus prêcha l'amour pour ses ennemis ? Il n'a pas quinze ans et porte un tee-shirt sur lequel sont imprimés ces mots : « Black Sunday » (dimanche noir), en souvenir du massacre, le 20 mai dernier, de sept ouvriers palestiniens à Rishon-le-Zion. Il n'a pas dormi la nuit dernière, car il a suivi avec passion le match du Mondial entre l'Egypte et les Pays-Bas : pour quelques instants, il s'est senti à nouveau fier d'être arabe.

Sans haine, presque sans passion, il a lancé : « Que Saddam (le président irakien) les envoie donc, ses fusées ! La plupart rateront leurs cibles et tomberont en Jordanie ou en Cisjordanie, mais quelques-unes au moins atteindront Israël. Si c'est le seul moyen pour en finir, je suis prêt à sacrifier ma vie. »

Amman n'a plus rien de ce petit village où s'installa en mars 1921 Abdallah Ibn Hussein, un des chefs de la grande révolte arabe contre l'Empire ottoman, le grand-père de l'actuel roi Hussein, et dont il fit le centre politique d'un émirat sous tutelle britannique. Elle ne ressemble pas non plus à la bourgade provinciale qu'elle était. Il y a encore vingt ans, à la veille du boom pétrolier, elle s'étendait désolée à perte de vue et abritait un million d'habitants, un tiers de la population du royaume. Pourtant, comme certaines métropoles américaines, elle s'apparente plus à une interminable banlieue qu'à une ville. On peut marcher des heures durant dans certains quartiers, le long de larges avenues à la circulation bruyante, sans rencontrer ni magasins ni âme qui vive, sauf quelques bonnes philippines vivant les ordures de riches maisons bourgeoises.

Amman vague à ses affaires. Les hommes politiques se plongent dans les délices du jeu parlementaire remis au goût du jour par les élections de novembre 1989, tandis que les autorités multiplient les déclarations alarmistes. « Nous traversons la période la plus difficile de notre histoire », reconnaît le roi Hussein, et la presse titre sur le gouvernement de guerre que M. Shamir vient de former en Israël.

Le désengagement de Cisjordanie, annoncé le 31 juillet 1988 par le souverain hasémite, n'a pas mis, en effet, le royaume à l'abri des soubresauts régionaux. Il n'a modifié ni la situation géographique ni les réalités démographiques de la Jordanie : plus de la moitié de la population est d'origine palestinienne.

Le camp de réfugiés de Jabal Hussein, construit en 1948 en plein cœur d'Amman, se situe à des années-lumière des quartiers bourgeois de la capitale. Ici pas de larges avenues, mais un dédale de ruelles, des masures dont certaines n'ont qu'un toit de tôle, où s'entassent des familles trop nombreuses. « Même des animaux ne devraient pas vivre dans ces conditions », remarque Omar, un photographe de presse palestinien de trente-cinq ans.

Sa maison, adossée à une colline, sur deux niveaux, a quelque chose d'insolite et de provisoire, un provisoire qui dure depuis quarante ans. Des chambres presque vides avec quelques matelas à même le sol. Une pièce en construction pour le frère qui va se marier. Les seuls meubles — un canapé râpé, deux fauteuils, un dressoir avec de vieux bibelots, — sont regroupés au salon, au pre-

mier étage, où sont réunis quelques « vieux » autour de la maîtresse de maison, la mère d'Omar. Comme chaque jour, ils dévorent le journal qui égrène, à longueur de colonne, les noms des victimes de la répression en Cisjordanie et à Gaza.

« Mahmoud Jawdat Qanazir et Jasser Al Kharaz de Naplouse ; Mohamed Salah Zahd de Kalkiya... » Hier, dans les territoires occupés, il n'y a pas eu de tués, mais le quotidien donne la liste de soldats blessés et de quatre-vingts personnes arrêtées. On cherche le patronyme d'une personne de connaissance, d'un familier, d'un frère ou d'un neveu, et on maudit le destin, les Israéliens, et surtout les États-Unis.

« Qu'Allah brise les États-Unis », s'écrit Oumma Omar, une femme volubile de cinquante ans, veuve depuis quinze ans et qui a élevé seule ses douze enfants (le taux de natalité dépasse en Jordanie les quarante pour mille). « Pourquoi ont-ils opposé leur veto à l'envoi d'une délégation des Nations unies dans les territoires occupés ? Ce sont nos enfants qu'on assassine. Pourquoi vous, les Occidentaux, vous ne faites rien ? » Elle parle avec émotion et nostalgie d'un « avant », « quand nous vivions en paix avec nos voisins juifs », de ses terres de l'autre côté du Jourdain : « Nous sommes palestiniens. Tous les jours, je dis à mon petit-fils : « Tu n'es pas d'Amman, tu es palestinien. » Même si nous devons patienter cent ans, nous réclamerons notre dû. Un proverbe de chez nous dit qu'une dette ne s'éteint pas tant que survit le créancier. »

Les vieux rêvent d'un retour dans une Palestine qui n'aurait pas changé depuis 1948 et espèrent, sans trop y croire, un front arabe uni. « Nous avons deux dirigeants : Yasser Arafat et le roi Hussein, ajoutent-ils prudemment. Un cleveu a besoin de ses deux ailes pour voler. »

### « Même pas des Arabes »

RÉUNIS au rez-de-chaussée, quelques hommes de trente à quarante ans, plus politiques, s'interrogent sur la stratégie de l'OLP. « L'opinion internationale n'a aucune importance, affirme calmement Jamel, un instituteur de trente-cinq ans. Le veto américain a montré l'hyppocrisie du langage occidental. Ce qui a été pris par la force ne sera récupéré que par la force. » « Il est encore trop tôt pour tirer le bilan de l'action diplomatique de l'OLP », rétorque Omar, qui espère encore que des sanctions, surtout européennes, amèneront Israël à résipiscence.

Un peu ironique, à l'écart, Kamal écoute ses aînés mais refuse de se joindre à la conversation sinon pour raconter la désespérance de la vie quotidienne. Il a vingt ans et des allures d'adolescent mal dégrossi. Après ses deux années de service militaire, il est au chômage et sait que, dans la situation économique catastrophique du royaume, il ne trouvera pas de travail : « Je me lève à 11 heures et à midi, avec mes amis, nous traînons dans les rues. Deux fois par semaine, je joue au football, c'est ma seule activité. Certains de mes amis se saoulent ou se droguent, pour oublier. D'autres se marient parce qu'il n'y a rien d'autre à faire, mais comment élever des enfants dans ces conditions ? » « No future », ajoute-t-il.

Plus tard, loin du regard des aînés, Kamal me confie : « Nous sommes ici des citoyens de

deuxième zone, sans cesse harcelés par la police, qui nous traite de « Belges » pour montrer que nous ne sommes pas des étrangers, mais que nous ne sommes même pas des Arabes. Regardez dans quelles conditions nous vivons, vous croyez que c'est cela la démocratie ? » Il me montre le lit asséché d'une rivière où, au milieu des cailloux et des ordures, jouent des enfants.

Ici, comme dans d'autres camps, à la suite du massacre de Rishon-le-Zion, des manifestations ont dégénéré en affrontements avec les forces de l'ordre. Comme d'autres, Kamal a revendiqué l'ouverture des frontières à la lutte armée contre Israël. « Voilà près de trois ans que l'Intifada fait rage, précise-t-il, et nous n'avons rien fait pour les aider. Nous ne pouvons continuer à les regarder se faire tuer sans rien faire ! » « Cette nouvelle génération est dangereuse, concède Omar, moins politisée et ignorée par l'OLP. Elle n'a visiblement rien à perdre, même pas un travail. »

Pendant plusieurs jours, l'armée a quadrillé la capitale et déployé d'impressionnantes forces. Des contre-manifestations de Jordaniens ont éclaté aux cris de « Les Palestiniens, dehors ! ». Dans la ville de Karak, au sud d'Amman, les commerçants palestiniens ont été menacés de représailles s'ils faisaient grève. Incidents limités, comme à l'habitude, le rassurant les responsables politiques de tous bords, OLP comprise, ou premiers signes d'affrontements futurs, périlleux pour la stabilité de la région, comme le murmurent, loin des oreilles indiscrettes, certains responsables jordaniens, mécontents du tournant pris par le roi en juillet 1988 et du renforcement de la présence de l'OLP dans le royaume hasémite.

Costume bleu clair, la sobriété aristocratique, l'homme qui nous reçoit est un entrepreneur, membre d'une grande famille jordanienne. Il refuse que son nom soit mentionné : « Le royaume n'a rien à craindre d'Israël dans les dix prochaines années. Le vrai danger, le vrai défi pour nous, c'est l'OLP. Aujourd'hui, on encourage l'identité palestinienne et on asphyxie ainsi l'identité jordanienne. Certes, la majorité de la population palestinienne est reconnaissante au roi pour ses bienfaits, mais sa loyauté, depuis que nous avons reconnu l'État palestinien, est en train de basculer vers l'OLP. »

« Qui peut publier Septembre noir et les affrontements entre l'OLP et les troupes jordanienne en 1970 ? ajoute-t-il. Le traumatisme demeure. Le roi espère gagner du temps grâce à la démocratisation, mais, déjà, se profile un nouvel ennemi, les islamistes. »

Lors des premières élections libres depuis plus de trente ans, en novembre 1988, les Frères musulmans ont emporté vingt et un sièges sur les quatre-vingts à pourvoir, et une douzaine d'autres sont allés à divers candidats islamistes. Seule force politique légale depuis deux décennies, associée longtemps au pouvoir, utilisée par le palais dans la lutte contre la gauche, financée par les monarchies du Golfe, les Frères musulmans ont construit un réseau dense de relations avec la population : dispensaires médicaux, associations caritatives, écoles privées... Ils ont récemment conquis les municipalités de Zarqa et d'Akaba, mais ont échoué à Roussseif et dans les puissantes associations professionnelles (médecins, avocats, ingénieurs, etc.).

Les Frères musulmans disent accepter la légitimité et le multipartisme, se valent fidèles au souverain.

De part et d'autre du Jourdain, la société palestinienne s'achemine vers d'irréparables ruptures. La violence de la répression, l'afflux des Juifs soviétiques et la crainte du « transfert » avivent la colère et les haines en Cisjordanie et à Gaza. Brimée, discriminée, la minorité arabe d'Israël s'interroge plus que jamais sur son statut. Et la Jordanie, fragilisée par la crise économique, se sent doublement menacée : par le gouvernement de droite qui vient de s'installer à Jérusalem, et par la présence d'un million et demi de Palestiniens dans ses frontières.

Mais, comme l'organisation islamiste Hamas dans les territoires occupés avec qui elle entretient d'étroits liens, elle mène une campagne contre toute solution politique de la question palestinienne fondée sur un compromis territorial — comme la droite israélienne, — et contre l'OLP — comme la droite israélienne. Elle propose la création d'une armée de volontaires arabes et musulmans pour se battre en Terre sainte, sur le modèle de l'Afghanistan où nombre de leurs militants ont acquis une expérience militaire. Puisant dans certaines sources du Coran, ils vouent les Juifs aux gémonies et à l'extermination.

Il se gardent toutefois de mettre leurs actes en accord avec leurs paroles. Mais qui peut mesurer le poids des mots auprès des militants, notamment des jeunes ? Déjà des tendances plus radicales se font jour à l'intérieur comme à l'extérieur de l'organisation. Des militants d'un groupuscule, le Jihad islamique-Bayt al Mouqades, ont été arrêtés à la suite des manifestations de la fin mai. Une alliance s'est forgée, ici comme en Cisjordanie et à Gaza, entre les islamistes les plus radicaux et le Front populaire-commandement général d'Ahmad Jibril, une des organisations dissidentes de l'OLP liée aux Syriens. Damas, qui ne cache pas son hostilité au roi allié de l'Irak, aurait acheminé des armes vers les camps.

### « Ne pas être sourd au tonnerre lointain »

DANS une tribune du quotidien en anglais Jordan Times, le docteur Moussa Kallani, professeur d'université, remarquait : « Les Frères musulmans, avec leur groupe parlementaire puissant, résisteront aux éléments les plus radicaux aussi longtemps qu'ils pourront prouver qu'ils ont une certaine influence sur la politique jordanienne (...). Pour l'instant, le tonnerre des groupes militants est lointain mais nous ne devrions pas être sourds au tonnerre lointain (1). »

Un grondement qui est aussi perceptible à quelques kilomètres de là, en Cisjordanie. Pour se rendre d'Amman à Jérusalem, il faut trois heures à un étranger, formalités comprises, mais une journée à un Palestinien, fouilles et vexations comprises. La traversée du Jourdain au pont Allenby — un ouvrage militaire sur lequel ne peuvent se croiser deux autobus — est décevante, le fleuve biblique ayant plutôt les dimensions d'une rivière. Pourtant, il fournit les trois quarts de la consommation d'eau de la Jordanie et la moitié de celle d'Israël. D'ici à la fin du siècle — dans si peu d'années, — la Syrie, Israël et la Jordanie auront un déficit en eau correspondant à 30 % de leur consommation : l'un des enjeux de la prochaine guerre au Proche-Orient sera le contrôle des fleuves.

A Jérusalem-Est, l'American Colony est un hôtel au style arabe suranné, un havre de paix dans un environnement explosif. Il y a deux ans encore, il grouillait de journalistes venus couvrir l'Intifada. Aujourd'hui, seuls quelques touristes hantent les couloirs : le soulèvement palestinien a quitté la « une » de l'actualité. Non que la répression soit

(1) Jordan Times, 17 mars 1990.

**ÉTVDDES**  
JUILLET-AOÛT 90

MÉTAMORPHOSES DU PROBLÈME AFRICAIN  
Thomas BUCAILLE

LE III<sup>e</sup> REICH ET LES "EXISTENCES SUPERFLUES"  
André TRANNOY

LA QUALITÉ DE LA TÉLÉVISION  
Alain LE DIBERDER

En vente dans les grandes librairies  
Le n° : 48 F — Abonnement 11 n° : 395 F  
ASSAS ÉDITIONS  
14, rue d'Assas — 75006 Paris  
Tél. : (1) 45 48 52 51

**Le siècle de tous les dangers ?**

André Versaille  
Francis Bedanda  
Gerard Chakand  
Marc Ferro  
Pierre Gerbet  
Alfred Grosser  
François Joyaux  
Fred Kupferman  
Pierre Milza  
Anne de Tinguy

**PENSER LE XX<sup>e</sup> SIÈCLE**

QUESTIONS AU XX<sup>e</sup>

ÉDITIONS COMPLEXE

288 pages - 59 FF

UNIVERSITÉ DES SCIENCES SOCIALES DE GRENOBLE  
FACULTÉ DE DROIT

**DEA Histoire, Droit, Droits de l'homme**

Seul troisième cycle français pluridisciplinaire dans le domaine des droits de l'homme, ce diplôme valorise des acquis tant universitaires que professionnels.

Il comprend un tronc commun et deux mentions :

**Dominante historique**

- Formation à la recherche en science sociale débouchant sur les carrières de l'enseignement supérieur.
- Préparation complémentaire aux concours de la fonction publique.

**Dominante juridique**

- Formation à l'enseignement des droits de l'homme et de l'éducation civique.
- Spécialisation dans les procédures de protection des droits de l'homme.

**Le tronc commun**

présente les principes juridiques, politiques et économiques fondamentaux.

Durée des études : un an, avec sessions groupées pour les professionnels. Conditions d'accès : maîtrise en droit ou titre et travaux équivalents. Début des enseignements : octobre 1990.

Renseignements : 47X - 38040 Grenoble cedex - Tél. 76.82.55.01

هكذا من الأصل

moins dure, au c...  
blessés, les empris...  
les tabassages, le...  
des « escadrons de...  
des militants ca...  
vernement. M. Rap...  
appelé à des « pun...  
qu'elles sont appli...  
Mais la pre...  
temps. Mais la pre...  
israélien qui n'arri...  
palestinien espère...  
sait cyniquement ur...  
écrans de télévision

Qui s'intéresser...  
Arrêté en avril 1988...  
talis Molotov et att...  
dizaine de voitures...  
Ramallah, les solda...  
meubles et habita...  
scellés. La mère d...  
quatre-vingt ans -...  
deux handicapées -...  
cour dans un fatras...  
trône un imposant...  
« Quand les solda...  
scellés la maison, re...  
chanter et à trapp...  
signer un papier d...  
déchiffre. » Sur le...  
une date : 1945, ré...  
tées à l'époque p...  
contre les groupes...  
israéliennes appliq...  
territoires occupés.

En 1946, au cou...  
Tel-Aviv, J. Schapi...  
l'Etat d'Israël puis...  
avec véhémence ca...  
régime instauré av...  
Régulations en Pal...  
aucun pays civilise...  
n'existait pas de t...  
alors une résolution...  
vent les citoyens de

Dans la cour de...  
nous a amené sur...  
« Nous sommes co...  
occupants vivent à...  
évidemment, quan...  
profitent. » Puis l...  
faites-vous rien ? S...  
des sanctions — «...  
marché d'Israël —...  
du Sud, elle pourr...  
processus de paix.

Enseignant à l'u...  
d'un jeune intellect...  
contre tant dans le...  
pennés, Sari Nouse...  
famille de Jérusalem...  
Palestiniens « de l'...  
grève de la faim me...  
protester contre le...  
cache pas son pass...  
cycle de violence r...  
jeux et racial prene...  
La « shératonisation...  
l'arrivée des digni...  
« dynamique de déte...

Depuis quelques...  
individuels : incendie...  
de voitures israélien...  
etc., qui provoquent...  
sions contre les p...  
bombe le 28 mai au...  
Jérusalem-Ouest, q...  
que par le Jihad d...  
Fayçal Hussein, le p...  
niens « de l'intérieu...  
voqué des critiques...  
Et après l'opération

## « La I

La « danse »...  
c'est ce ballet étran...  
corps tendu, contors...  
d'occupation israéli...  
enfants courage, fra...  
ci-dessus), à Bethlé...

Face à une font...  
paraissent dérisoir...  
Mais l'œil de Jean-...  
décor : avenues bou...  
flammes, drapeaux...  
Partout, la souffranc...  
du photo-reporter co...  
ments qui laissent, ce...

(1) La Danse des pier...  
Jean-Claude Coutausse  
220 F.



moins dure, au contraire. Il y a les morts, les blessés, les emprisonnements administratifs ou non, les tabassages, la destruction des maisons et même des « escadrons de la mort » qui abattent de sang-froid des militants (2). Un ministre du nouveau gouvernement, M. Raphaël Eitan, a même publiquement appelé à des « punitions collectives » (3). Il est vrai qu'elles sont appliquées, en silence, depuis longtemps. Mais la presse se lasse et le gouvernement israélien qui n'arrive pas à briser le soulèvement palestinien espère seulement, comme le reconnaît cyniquement un député, « le faire disparaître des écrans de télévision américains ».

Qui s'intéressera à l'histoire d'Omar Asmar ? Arrêté en avril 1989, il est inculpé de jets de cocktails Molotov et attend toujours d'être jugé. Hier une dizaine de voitures ont bloqué la rue de sa maison à Ramallah, les soldats israéliens l'ont envahi, jetant meubles et habitants dehors, et ont apposé les scellés. La mère d'Omar, le grand-mère — environ quatre-vingts ans — et trois autres personnes (dont deux handicapées mentales) ont dû camper dans la cour dans un fatras de meubles au milieu desquels trône un imposant réfrigérateur désormais inutile. « Quand les soldats ont achevé leur besogne et scellé la maison, raconte la mère, ils se sont mis à chanter et à frapper dans leurs mains. Ils m'ont fait signer un papier dont voici la copie que je ne peux déchiffrer. » Sur le jugement en hébreu se détache une date : 1945, référence aux lois d'urgence adoptées à l'époque par les Britanniques pour lutter contre les groupes sionistes et que les autorités israéliennes appliquent systématiquement dans les territoires occupés.

En 1946, au cours d'un meeting d'avocats juifs à Tel-Aviv, J. Schapiro — qui deviendra procureur de l'Etat d'Israël puis ministre de la justice — dénonçait avec véhémence cet arsenal pseudo-judiciaire : « Le régime instauré avec la promulgation des Défense Regulations en Palestine n'a son équivalent dans aucun pays civilisé. Même en Allemagne nazie, il n'existait pas de telles lois. » L'assemblée adopta alors une résolution dénonçant des textes qui « privent les citoyens de leurs libertés fondamentales ».

Dans la cour de la maison sous scellés, l'ami qui nous a amené sur les lieux reconnaît tristement : « Nous sommes coincés. Toutes les actions des occupants visent à faire de nous des terroristes. Et, évidemment, quand nous passons à l'action, ils en profitent. » Puis il explique : « Mais pourquoi ne faites-vous rien ? Si l'Europe se décidait à appliquer des sanctions — elle est le premier partenaire commercial d'Israël — comme elle l'a fait pour l'Afrique du Sud, elle pourrait arrêter tout ça et favoriser le processus de paix. »

Enseignant à l'université de Bir-Zeit, les allures d'un jeune intellectuel occidental comme on en rencontre tant dans les couloirs des universités européennes, Sari Nousseibeh appartient à une grande famille de Jérusalem. Il est l'un des porte-parole des Palestiniens « de l'intérieur » et sort d'une longue grève de la faim menée avec d'autres dirigeants pour protester contre le massacre de Rishon-le-Zion. Il ne cache pas son pessimisme : « Nous entrons dans un cycle de violence réciproque où l'affrontement religieux et racial prend le pas sur le combat politique. La « sharonisation » du gouvernement israélien et l'arrivée des émigrants soviétiques suscitent une « dynamique de détérioration ».

Depuis quelques semaines se multiplient les actes individuels : incendies de récoltes des kibboutzim et de voitures israéliennes, attaques contre des civils, etc., qui provoquent en retour des représailles et aggraves contre les Palestiniens. L'explosion d'une bombe le 28 mai au marché de Malkaneh Jehuda, à Jérusalem-Ouest, qui a fait un mort et a été revendiquée par le Jihad islamique, a été dévouée par Fayçal Hussein, le plus connu des dirigeants palestiniens « de l'intérieur ». « Cette condamnation a provoqué des critiques acerbes, avoue Sari Nousseibeh. Et après l'opération d'Abou Abbas [la tentative de



DESSIN PARU DANS « AL-FAJR »

débarquement d'un commando palestinien sur les plages israéliennes le 30 mai dernier (4), Hussein s'est borné à déclarer que le moment choisi pour cette opération était mauvais. Les jeunes sont d'accord avec cette action, qu'ils justifient par l'absence de réactions internationales au massacre de Rishon-le-Zion et par le veto américain. Les menaces des Etats-Unis contre l'OLP encouragent l'extrémisme. »

Dans de telles conditions, le courant islamiste est parvenu à briser le monopole de l'OLP sans toutefois supplanter l'organisation de M. Yasser Arafat. Les Frères musulmans — qui ont créé Hamas — ont longtemps bénéficié de la tolérance des autorités israéliennes, qui voyaient en eux un instrument de lutte contre l'OLP, et ils disposent de fructueux relais financiers ; ainsi la presse a récemment révélé que le Koweït avait versé 80 millions de dollars pour le soutien à l'Intifada, dont 27 millions de dollars à la caisse de l'OLP et le reste directement aux organisations islamistes (5). Plus radical que Hamas, le Jihad islamique, dont les actions violentes à Gaza ont servi de catalyseur au déclenchement de l'Intifada en décembre 1987, a fait son apparition en Cisjordanie en juin dernier et a réussi à imposer des grèves dans certaines villes.

#### Le chemin de la sortie

L'entrée de chaque agglomération arabe, le slogan est écrit en hébreu : comme en français, il se prononce « transfert ». Un doigt dessiné par des « extrémistes » israéliens indique aux Arabes le chemin de la sortie du pays. Pourtant nous ne sommes pas dans les territoires occupés mais en Israël, parmi les 750 000 Arabes censés être des citoyens à part entière de l'Etat.

Dumme-el-Fahm, avec ses 28 000 habitants, est la deuxième ville arabe d'Israël après Nazareth. Elle paraît plus pauvre que Ramallah ou Bethléem en Cisjordanie. Les rues ressemblent à des pistes, aucun système d'égout ne dessert les habitations, la municipalité est asphyxiée par les dettes que le gouvernement refuse de rééchelonner comme il le fait pour les municipalités juives.

L'année dernière, Raed Saleh Mahajne, un islamiste de trente-deux ans, a ravi le maire au sortant, soutenu par le Parti communiste. Il manie avec brio la dialectique, répond avec intelligence et sait éviter les questions embarrassantes sur les solutions à la question palestinienne — faut-il un Etat islamique « du fleuve [Jourdain] à la mer [Méditerranée] » ? — ou sur les financements dont il bénéficie de l'exté-

rieur. Il nous quittera pour aller saluer les pèlerins qui partent pour La Mecque.

« Notre principal problème réside dans l'absence d'égalité entre la société arabe et la société juive dans tous les domaines de la vie quotidienne. Le budget de développement de notre ville n'atteint pas le double de celui d'une ville juive de même dimension. Le chômage frappe 20 % de la population active (la moyenne nationale est de 8 %). Ces inégalités touchent aussi la santé, l'éducation, etc. »

Pour dénoncer ces injustices, le comité qui regroupe les maires et les principales personnalités politiques de la minorité palestinienne d'Israël a décidé, en mars dernier, de s'adresser aux Nations unies et aux représentations diplomatiques. Cette démarche, qui aurait porté sur la scène internationale la question de la minorité palestinienne en Israël, a été suspendue au dernier moment : le ministre de l'Intérieur a promis d'examiner les revendications. Mais, comme le fait remarquer Raed Mahajne, « l'arrivée massive des juifs soviétiques nécessitera un immense effort financier qui sera encore une fois opéré à notre détriment ».

Haifa est l'une des rares villes mixtes d'Israël. Dans son appartement situé sur les hauteurs dominant la mer, le député Mohamed Miar, élu de la Liste progressiste, ne cache pas son découragement. « Jusque-là, nous, Palestiniens d'Israël, avions deux revendications, l'égalité entre juifs et Arabes, et une solution politique de la question palestinienne. Mais l'égalité apparaît de plus en plus comme un leurre. Peut-être en être sûr, alors qu'Israël se définit comme l'Etat du peuple juif » et non comme l'Etat de ses citoyens ? Ici l'Etat apparaît plus à un felaqha qui vit en Ethiopie qu'à nous. L'égalité n'est plus d'actualité, nous devons exiger l'autonomie. »

Mais cette autonomie, dont le contenu est flou, ne sera-t-elle pas perçue comme une provocation par les Israéliens ? Ils y verront la confirmation de leurs pires soupçons : aujourd'hui les Palestiniens revendiquent la Cisjordanie et Gaza ; demain ils exigeront la Galilée ; après-demain Haifa, Jaffa et Lod.

Un sondage réalisé en avril 1988, mais qui vient seulement d'être rendu public, indique que 57 % des juifs israéliens sont favorables au retrait du droit de vote aux Arabes israéliens (6), tandis que 70 % des adolescents considèrent que, « depuis le début de l'Intifada, on ne peut plus compter sur la loyauté des Arabes à l'égard de l'Etat » (7).

A Nazareth, capitale de la Galilée, comme dans

les autres villes palestiniennes, la massacre de Rishon-le-Zion et la répression qui a suivi ont suscité une émotion légitime et une manifestation violemment réprimée par les forces de l'ordre. « Dans les jours qui ont suivi, dénonce le maire adjoint, M. Ramez Jerayssi, membre du Parti communiste — pour qui vote environ un tiers de la population arabe israélienne — plus d'une centaine de personnes, souvent des jeunes, ont été arrêtées entre 1 heure et 3 heures du matin dans un grand déploiement de forces policières. Les emprisonnés ont été maltraités, battus ; on leur a mis un sac de jute sur la tête pendant des heures. La maison de Tawfik Zayyad, le maire, a été attaquée et sa fille a été blessée à l'œil par une grenade lacrymogène, alors qu'elle était dans la mai-

son. On se serait cru dans les territoires occupés. » Interrogé par un journal local, Albert Moussifiah, responsable de la police, notait avec mépris, pour justifier le comportement de ses hommes : « Je suppose que tu connais la mentalité des Arabes, ils ont toujours aimé les armes et les poignards. Cela leur donne un sentiment de sécurité, une sensation de pouvoir ; cela a été vrai tout au long de leur histoire (8). »

Pour Aziz Haydar, un universitaire qui consacre ses recherches à l'étude de la minorité arabe, « les Arabes israéliens vivent une contradiction. Palestiniens, ils ne peuvent participer à l'Intifada ; Israéliens, ils ne peuvent aspirer à l'égalité. Les gens n'ont plus confiance dans les partis de type protestataire [le PC connaît en outre une crise de direction et d'identité liée aussi aux changements à l'Est] et ils commencent à perdre confiance dans la démocratie. Alors ? L'avenir est ouvert. Et l'on pourra assister soit à une participation à l'Intifada, soit à un repli des luttes et à un émiettement des forces représentant les Arabes israéliens. »

« Que meurent tous les enfants du monde si continuent de mourir nos enfants ! » Ce slogan a fait son apparition sur les murs de Gaza. Evoquant la destruction du temple par Samson, un de nos interlocuteurs cite la Bible : « Les morts que Samson fit mourir par sa mort furent plus nombreux que ceux qu'il avait fait mourir durant toute sa vie. »

ALAIN GRESH.

(2) Lire les rapports de l'organisation Al-Haq (« Law in the Service of Man ») sur les assassinats de Yasser Abou-Ghosh, le 10 juillet 1989, et de Moussapha Shrakeh, à Ramallah, le 11 avril 1990. Lire aussi le rapport d'Amnesty International « L'armée tue des civils », la Chronique d'Amnesty, février 1990.

(3) Lire le Jerusalem Post, du 14 juin 1990, qui signale l'information, sans commentaires, en quelques lignes. Depuis quelques mois, ce quotidien en langue anglaise, jadis prestigieux, est devenu porte-parole de la droite, parfois la plus extrême.

(4) Suivant la radio israélienne, ce raid visait des objectifs militaires ainsi que l'ambassade américaine ; les participants avaient reçu des ordres de ne pas s'en prendre aux civils (cf. Voir d'Israël, Jérusalem, 5 juin 1990, cité par Service of World Broadcast, BBC, Londres, 7 juin 1990).

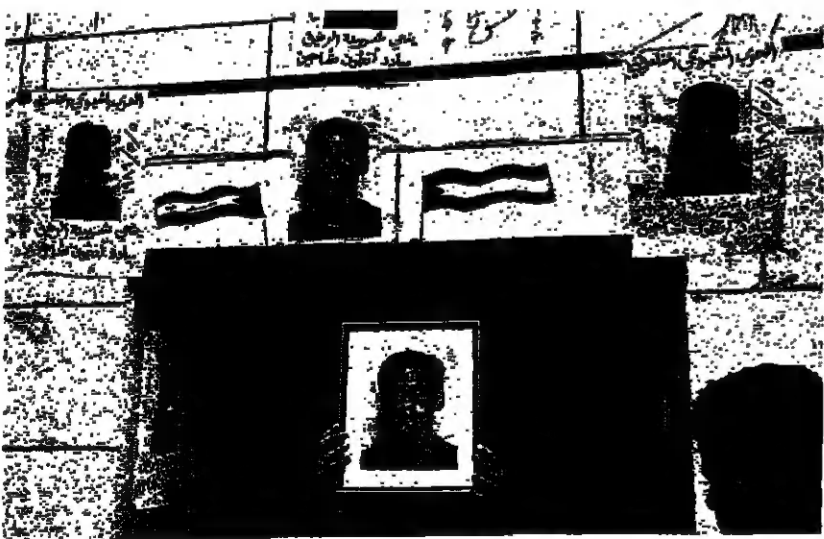
(5) Al-Cha'b, Amman, 6 juin 1990.

(6) Lire Sammy Smooha, « Hatred in Israel », Al-Fajr, 18 juin 1990 (en anglais), Jérusalem.

(7) Jerusalem Post, 14 juin 1990.

(8) Kol Haamag Vehagalil, 1<sup>er</sup> juin 1990.

## « La Danse des pierres »



BETHLÉEM - JUIN 1989

La « danse » que photographie superbement Jean-Claude Coutausse (1), c'est ce ballet étrange qu'exécutent des gamins palestiniens saisis en plein élan, le corps tendu, contorsionné, la tête drapée, chiffonnée, au moment de lapider l'armée d'occupation israélienne à Gaza et en Jordanie. Gavroches rieurs et tragiques, enfants courage, frappés, bastonnés, blessés, ou tués comme Milad, dix ans (photo ci-dessus), à Bethléem en juin 1989.

Face à une formidable mécanique de guerre, broyeuse d'enfances, combien paraissent dérisoires les gestes désespérés de ces milliers de lanceurs de pierres. Mais l'œil de Jean-Claude Coutausse regarde toute la scène du drame et ses décors : avenues boueuses des camps-bidonvilles, murs hurlant de haine, pneus en flammes, drapeaux, fumées, maisons dynamitées, soldats casqués, bottés, armés. Partout, la souffrance et les cris, parfois le sang et l'hôpital, souvent la mort. L'art du photo-reporter consiste à rendre ce mélange de peur et de haine, ces déchirements qui laissent, cependant, entrevoir l'espoir.

I. R.

(1) La Danse des pierres (Les Territoires occupés par l'armée israélienne), photographies de Jean-Claude Coutausse (textes de Bernard Cohen et Frédéric Lambert), Denoel, Paris, 1990, 220 F.

## Le Monde

NUMERO HORS SERIE



## DE GAULLE

« C'était à moi d'assumer la France »

Charles de Gaulle

A l'occasion du centième anniversaire de sa naissance et du cinquantième anniversaire de l'appel du 18 juin, le Monde consacre un numéro hors série au général de Gaulle.

Peu de personnalités ont marqué comme lui de leur empreinte notre histoire contemporaine. Pour mieux comprendre l'homme, sa fascination pour la France, ses convictions, la portée de son action politique, le Monde a effectué une sélection d'articles parus dans ses colonnes depuis sa création.

Le Monde retrace tous les grands moments de la vie du général : son engagement militaire, son combat pour la France libre, sa volonté de redonner un rang mondial à la nation, son rôle dans la création de nos institutions. Le Monde relate aussi ses treize années au pouvoir, la décolonisation, sa détermination dans le choix d'une force nucléaire de dissuasion. Enfin, il évoque la crise de mai 68, l'échec du général de Gaulle au référendum de 1969 et l'héritage qu'il a légué aux hommes politiques d'aujourd'hui.

« DE GAULLE », un numéro hors série du Monde, pour revivre l'aventure exceptionnelle d'un grand homme d'Etat.

30 FRANCS  
EN VENTE CHEZ VOTRE  
MARCHANT DE JOURNAUX  
OU PAR CORRESPONDANCE



## INFLATION GALOPANTE, AGGRAVATION DU CHOMAGE

## Coûteuse facture du libéralisme en Turquie

Le coup d'Etat militaire d'avril 1980 avait permis de créer des conditions favorables à l'ouverture sur l'extérieur de l'économie turque, conformément aux exigences de l'intégration mondiale. Dix ans après, et malgré d'indéniables succès, le coût social de cette politique commence à se faire plus durement sentir tandis que les insuffisances structurelles de l'économie n'ont pas été surmontées. A coup sûr, ces handicaps pèsent sur la politique étrangère, dans une région qui subit de plein fouet les effets des bouleversements à l'Est et au Proche-Orient.

Par AHMET et JANINE SAHINOZ \*

Au lendemain de sa victoire écrasante lors des élections législatives de novembre 1983, M. Turgut Ozal, artisan du « modèle économique du 24 janvier 1980 », premier ministre de 1983 à 1989 et aujourd'hui président de la République, avait déclaré : « Notre politique économique libérale n'a pas d'alternative ». De fait, c'est grâce à sa politique dite « libérale » que la Turquie a pu sortir de la pénurie de devises de la fin des années 70. Mais le succès aura été de courte durée. Une inflation galopante, la dégradation du pouvoir d'achat des salariés, des agriculteurs et des petits commerçants-artisans, le ralentissement de la croissance puis la stagnation, la recrudescence du chômage et, pour finir, une série de scandales à propos d'exportations « imaginaires » (1) ont marqué la deuxième phase de sa politique économique. Pour affirmer son opposition, la population a saisi l'occasion des élections municipales de mars 1989 pour voter à près de 80 % contre les représentants du parti au pouvoir.

Actuellement, la question n'est plus celle de l'opportunité d'une « alternative » mais bien du contenu qu'il convient de lui donner pour tirer le pays de ce mauvais pas.

La fin des années 70, et particulièrement 1979, évoque immanquablement, pour la population, les pénuries dans tous les domaines, les longues queues devant les magasins d'alimentation et les stations d'essence. Le souvenir de

l'atmosphère oppressante créée par l'anarchie politique n'est pas près non plus de s'estomper. Un problème crucial était alors celui de l'insuffisance de devises, car la Turquie n'arrivait plus à assurer le financement des importations de première nécessité pour faire fonctionner son industrie, chauffer et éclairer le pays, faire rouler les véhicules.

C'est dans ces circonstances catastrophiques que M. Ozal, alors vice-premier ministre, prépare les fameuses « précautions de stabilité du 24 janvier 1980 » en collaboration avec les experts du Fonds monétaire international (FMI) et de la Banque mondiale. Ces décisions avaient pour but principal de restaurer les mécanismes du marché, d'intégrer l'économie turque à l'économie mondiale et d'assurer, plus tard, la paix sociale.

La politique économique, dite « ouverte sur l'extérieur », comporte l'arsenal classique des programmes d'ajustement structurel édictés par le FMI : des mesures d'austérité, accompagnées de taux de change flexibles, de la libéralisation des importations, de l'encouragement aux exportations, de taux d'intérêt réels positifs.

La suppression du droit de grève, d'une partie des syndicats et des partis pour les militaires arrivés au pouvoir le 12 septembre 1980 a instauré les conditions favorables à une mise en œuvre rigoureuse de cette politique.

## Les premiers succès

Ces décisions de choc, ainsi que le feu vert du FMI pour l'octroi de nouveaux crédits, ont fortement secouru l'économie. C'est le secteur industriel qui, le premier, commence à redémarrer. Le taux moyen d'utilisation des capacités industrielles, qui était tombé en dessous de 40 %, s'est redressé progressivement pour franchir en deux ans le seuil de 70 %. Par ailleurs, la hausse des prix a pu être maîtrisée ; de l'ordre de 110 % en 1980, l'inflation n'est plus que de 31 % en 1983 (2).

L'élément moteur de la croissance n'est pas tant la demande intérieure que la demande extérieure. Les mesures d'encouragement à l'exportation ont consisté, d'une part, en une série de subventions aux exportations, et, d'autre part, en l'adoption de taux de change flexibles qui, par des dévaluations incessantes, a favorisé les ventes des produits turcs sur les marchés étrangers. Mais cela aura des effets néfastes sur la stabilité des prix intérieurs et deviendra plus tard l'un des éléments principaux d'une inflation galopante et d'une monnaie fondant comme neige au soleil.

Les résultats ne se sont pas fait attendre. De 1980 à 1981, les exportations ont augmenté de plus de 60 % en valeur et de près de 50 % en volume, performance d'autant plus remarquable qu'elle se situe dans un contexte de stagnation du commerce mondial. Les marchés créés par la guerre irano-irakienne ont sans aucun doute contribué à cet essor (3) (voir le tableau I).

La croissance annuelle moyenne des exportations, sur la période de 1980 à 1988, s'élève à 20 %, ce qui est nettement supérieur à la moyenne mondiale. Ces bonnes performances ont grandement réduit le déséquilibre de la balance commerciale, le taux de couverture des importations par les exportations passant de 37 % à 74 % de 1980 à 1989 (4). Ces améliorations s'accompagnent d'une transformation radicale de la composition des exportations : la part des produits industriels, qui était de moins de 30 % en 1980, a progressé régulièrement pour s'élever à 52 % en

1983 et à 71 % en 1989 (voir le tableau II).

De même, les investissements directs étrangers ont été fortement encouragés. Entre 1980 et 1989, leur montant, soit 4 milliards de dollars, a été neuf fois supérieur au capital investi durant le quart de siècle précédent.

Cependant, malgré ces impressionnantes résultats dus à des réformes courageuses dans de nombreux domaines économiques, la Turquie se trouve face à de graves problèmes et paye actuellement la facture d'une politique qui a favorisé le commerce sans pour autant créer les conditions propices à une transformation ou à une restructuration en profondeur des forces productives.

Les « Chicago boys », installés aux postes-clés du pays à partir de 1984, n'ont pas su atténuer l'ensemble de l'économie, particulièrement les investissements productifs et l'amélioration de la productivité, à la force d'attraction de la relance commerciale, de sorte que les bases restent fragiles. Les exporta-

Tableau I. - LA CEE ET LES PAYS ISLAMIQUES  
PARMI LES PRINCIPAUX PARTENAIRES COMMERCIAUX  
(Evolution de la ventilation géographique des échanges, en pourcentage du total)

Années	Destination des exportations			Provenance des importations		
	OCDE	Hors OCDE	Total	OCDE	Hors OCDE	Total
1980	57,7	42,3	100	28,7	71,3	100
1981	48,1	51,9	100	28,2	71,8	100
1982	48,3	51,7	100	28,5	71,5	100
1983	51,5	48,5	100	31,3	68,7	100
1984	63,2	36,8	100	33,8	66,2	100
1985	61,7	38,3	100	32,9	67,1	100

Source : Sous-secrétariat du Trésor et du commerce extérieur 1980-1990, Ankara.

Tableau II. - LES TEXTILES : PLUS DE TERS DES VENTES A L'ÉTRANGER  
(Structure des exportations, en pourcentage)

Années	1980	1981	1982	1983	1984	1985
I. Produits agro-alimentaires	64,6	56,0	44,5	29,7	27,6	25,1
dont : produits transformés	7,2	8,8	11,7	8,1	9,4	6,8
II. Minéraux	6,6	4,1	3,3	3,1	2,7	3,5
III. Produits manufacturés	28,8	39,9	52,2	67,2	69,7	71,4
- Habillement/textile/cuir	16,3	18,8	28,4	28,6	33,6	35,4
- Métallurgie	1,2	2,1	7,8	12,2	8,4	11,6
- Divers manufacturés	8,7	17,0	13,7	23,1	22,5	17,7
TOUTS PRODUITS	100	100	100	100	100	100

Source : Sous-secrétariat du Trésor et du commerce extérieur 1980-1990, Ankara.



RÉPRESSION D'UNE MANIFESTATION A ISTANBUL.  
LE 1<sup>er</sup> MAI 1990.  
L'action policière n'a jamais permis d'atteindre les manifestants.

Les années 80 ont été marquées par une dégradation de la situation économique. L'exploitation de cet avantage comparatif que sont les bas salaires (l'indice du salaire réel moyen est passé de 100 en 1979 à 60 en 1987) n'est-elle pas arrivée à son terme ? Malgré l'ouverture des frontières, l'industrie n'a pas su se renouveler. La place de la Turquie dans la division internationale du travail n'a pas changé. Elle exporte beaucoup plus de produits manufacturés mais ce sont essentiellement des produits à faible densité technologique tels que le textile (5). C'est ce qui fait la différence avec les nouveaux pays industrialisés (NPI) qui ont su, avec de gros efforts d'adaptation, s'imposer comme des concurrents redoutables.

L'industrie doit être modernisée et s'orienter vers des produits incorporant plus de savoir-faire. Or cela ne peut être réalisé sans donner la priorité à la recherche, qui ne reçoit actuellement que 0,64 % du produit intérieur brut (PIB) (contre 2,25 % en France), et à la formation (6).

La politique monétariste n'est pas venue à bout de l'inflation qui, après avoir été ramenée aux environs de 30 % à 40 % au cours de sept années consécutives, a repris à un rythme inquiétant, dépassant 70 % depuis deux ans. Voyant là le résultat inéluctable d'une forte croissance économique (jusqu'à 8 % en 1986 et en 1987), le pouvoir a alors multiplié les mesures d'austérité, en général d'ordre monétaire, pour réduire la croissance. Mission accomplie : la croissance réelle est tombée à 3,4 % en 1988 et à 1,1 % en 1989 (7), mais les prix, eux, continuent de caracolier.

Des mesures monétaires classiques ne peuvent prétendre à elles seules juguler une forte inflation dans un pays en voie de développement comme la Turquie où il existe des dynamiques structurelles favorables à l'inflation telle que la rapide augmentation de la population (2,2 % par an) - et surtout de la population urbaine (4,4 %) - l'utilisation de techniques de production obsolescentes, la nécessité de réaliser des investissements coûteux en infrastructures qui ne sont productifs qu'à long terme (8), etc.

D'autre part, l'aggravation du déficit budgétaire, passé de 1,2 % du PIB en 1980 à 4,2 % en 1988 (9), a fortement contribué à alimenter l'inflation. Et, plus encore, le choix du mode de financement du déficit a été déterminant. C'est l'endettement extérieur et inté-

rieur, y compris le gonflement du volume d'émission monétaire (10), qui a pallié l'insuffisance des recettes fiscales (celles-ci ne représentent que 23 % du PIB, contre 39 % pour les autres pays de l'OCDE) (11).

La dette extérieure s'est énormément amplifiée, atteignant 35,3 milliards de dollars en 1989, tandis que son poids dans le PIB a doublé et s'élève à 53 % (12), ce qui fait figurer la Turquie parmi les pays les plus

endettés du monde. Le service de la dette atteint maintenant 10 % du produit national brut (PNB) et plus de 50 % des exportations. Dans un pays où le PIB par tête ne dépasse guère 1 300 dollars, l'obligation pour chaque citoyen de décaisser un excédent annuel de 130 dollars à 150 dollars, pour de longues années à venir, afin de financer le transfert vers l'extérieur, montre combien la politique économique des années 80 a hypothéqué les ressources matérielles et financières des années 90.

L'endettement intérieur est venu prendre le relais des réserves internationales fortement limitées. D'environ 17 % au début des années 80, la dette intérieure s'est élevée à 27 % du PIB en 1989 (13). Cela se traduit par une nouvelle répartition des dépenses budgétaires au détriment des investissements des services sociaux (14).

L'agriculture fait figure de parent pauvre de cette politique libérale, bien qu'elle emploie 55 % de la population active. Elle a, en premier lieu, souffert de la dégradation des termes de l'échange, alors qu'en 1980 il fallait 10,5 kg de blé pour payer 100 kg d'engrais chimiques, en 1988, il en fallait 107,5 kg. Cela est le résultat, entre autres, de la diminution des subven-

tions aux inputs agricoles (engrais, pesticides...). Les crédits au secteur primaire se sont faits plus rares (15) et plus onéreux. D'où une augmentation très lente de la production et un plafonnement des rendements (16).

Les canaux par lesquels peut s'exprimer le mécontentement des agriculteurs sont très limités, mais la présence de « casquettes » (couvre-chef favorisés des paysans) lors des meetings politiques est un baromètre qui ne trompe pas. On a pu encore le vérifier lors de l'annonce du prix du tabac (trop bas) en janvier 1990. Le pouvoir militaire n'avait guère à se soucier du poids électoral des paysans. Si M. Ozal continue à trop le négliger, qui sait à quelles difficultés il devra faire face.

La part des revenus des agriculteurs dans la valeur ajoutée nationale a connu un net recul, de 24 % à 15,5 %. La dichotomie ville-campagne s'est trouvée renforcée et l'exode rural n'est pas près de se ralentir. D'autant que 25 % des familles agricoles ne possèdent pas de terres. A cet égard, une réforme agraire s'impose, qui ne soit pas qu'une réforme foncière mais fasse aussi une large part à la vulgarisation des techniques agricoles et à une rationalisation des circuits de commercialisation qui rendrait inutiles les innombrables intermédiaires spéculateurs. Il n'y a pas d'autres moyens de faire reculer le semi-féodalisme qui existe encore dans certaines régions du pays.

La baisse indéniable du niveau de vie à la campagne est cependant atténuée par la capacité d'autarcie propre à toutes les paysanneries du monde, surtout celles des pays en voie de développement. Si c'est souvent la pauvreté, ce n'est pas la misère.

De même, les ruraux qui viennent quotidiennement grossir les villes ne sont pas dans le dénuement. La solidarité familiale n'est pas un vain mot. L'oncle ou le cousin qui vient pour quelque affaire en ville, va aussi rendre visite à sa famille dans les *gece kondu* (bidonvilles) et l'approvisionnement en beurre, volailles et légumes, améliorant substantiellement l'ordinaire de la famille. C'est pourquoi, si la Turquie figure parmi les pays de grandes inégalités, la rigueur des chiffres est atténuée par des pratiques sociales difficiles à saisir par le statisticien.

## Changer de politique fiscale

UNE autre réalité que les chiffres ne parviennent guère à appréhender concerne les activités informelles. Il suffit de déambuler dans les rues, surtout des quartiers populaires, pour mesurer combien l'imaginaire des petits revendeurs est sans limites. Le circuit de chaussures et le vendeur de *simit* (pain au sésame) ont toujours animé le paysage urbain, mais les difficultés économiques ont fait fleurir des activités aussi variées que précieuses : un tel ouvrira à même le trottoir un attaché-case contenant des broches à dents ou des enveloppes qu'il revendra avec un petit bénéfice ; tel autre se proposera de remplir votre briquet à gaz ou de vous aider à garer votre voiture. C'est sans doute tout cela qui permet au tissu social pourtant bien distendu de ne pas se rompre. Le transfert de richesse qui en résulte, aussi minime soit-il, rend moins lancinant le problème du chômage. Le nombre de chômeurs s'est accru de 8,2 % de 1988 à 1989, soit environ 4 fois plus vite que la population, touchant en premier lieu les jeunes (un jeune actif sur trois).

Ceux qui ont la chance d'avoir un travail n'ont pas non plus été dispensés de sacrifices. De 1980 à 1989, la part des revenus salariaux dans la valeur ajoutée a diminué de moitié, tombant de 27 % à 14,1 %, tandis que la part des revenus du capital s'est sensiblement accrue, passant de 49 % à 70 % (17). Ce dernier groupe, par contre, ne paye que 37 % du total des impôts sur le revenu. Une politique fiscale plus équilibrée s'impose, pour atténuer les inégalités les plus criantes et éviter de laisser jouer à l'inflation un rôle de percepteur aveugle.

Au début des années 80, fatigués des troubles économiques et politiques qui minaient le pays, les salariés et les agriculteurs avaient accepté, à contrecoeur, de payer le prix pour sortir de la crise. Quelques années plus tard, les espoirs d'amélioration sont déçus, conduisant certains à se tourner vers l'intégrisme. Les mirages de l'enrichissement facile et rapide ont disparu. Dans ces conditions, reconquérir la confiance et obtenir un minimum de consensus social demandera du temps, et cela n'est pas envisageable sans démocratie. Pour mobiliser la population autour d'un projet, il faut notamment multiplier les canaux d'expression, lever les obstacles au développement des associations démocratiques, sans quoi les mesures proposées d'en haut seront vouées à l'échec.

(1) Des exportateurs ont parfois exporté des emballages pour toucher des subventions. Cf. aussi le dossier « La Turquie aux marches de l'Europe », *Le Monde diplomatique*, novembre 1987.

(2) Les solutions pour le développement stable et la reprise de l'industrialisation, Association des hommes d'affaires et des industriels de Turquie (TUSIAD), Istanbul, 1989, p. 6.

(3) La part des pays islamiques dans les exportations turques s'est élevée de 22,5 % à 42 % de 1980 à 1981. En 1989, elle était retombée à 24,7 %. (Voir le tableau I.)

(4) Le solde des transactions courantes est même devenu positif en 1988, aidé en cela par une hausse des revenus liés au tourisme de 37 % par rapport à l'année précédente.

(5) Le taux de couverture pour ces produits est de 184 %, contre 10 % pour les produits à haute densité technologique. Cf. *OCDE en chiffres*, Paris, n° 158, 1989, p. 37.

(6) Les dépenses pour l'enseignement public représentent 2,28 % du PIB, soit moins de la moitié de la plupart des pays de l'OCDE. *OCDE en chiffres*, n° 158.

(7) La forte réduction de la croissance du PIB de l'année 1989 est à imputer en grande partie à la croissance négative de 10 % du secteur agricole, qui constitue un peu moins de 20 % du PIB, à la suite d'une grave sécheresse.

(8) Par exemple, la Turquie investit des milliards de dollars depuis une dizaine

d'années pour le fameux projet du GAP (Projet d'irrigation de l'Anatolie du Sud-Est) qui n'entre en activité qu'à partir de 1991-1992.

(9) *Rapport économique*, T. Is Bankasi, Ankara, 1990, p. 38.

(10) Par exemple, le volume d'émission a augmenté de 82,7 % en 1989 par rapport à 1988. *Economie turque 1990*, TUSIAD, Istanbul, p. 64.

(11) *Rapport économique* 1989, T. Is Bankasi, Ankara, 1990, p. 36.

(12) *OCDE en chiffres*, n° 158, p. 31.

(13) *Economie turque 1990*, TUSIAD, Istanbul, 1990, pp. 3, 42.

(14) La part des investissements est passée de 21 % à 13 %, celle des dépenses de santé de 4,2 % à 2,8 %.

(15) 13 % du total des crédits en 1988 contre 35 % en 1970. Cf. *Rapport économique* 89, Union des chambres de commerce et d'industrie et de la Bourse de Turquie (TOBB), Institut de statistiques d'Etat (INSE), Ankara.

(16) Les rendements céréaliers avaient doublé entre 1960 et 1980, atteignant 2 000 kg à l'hectare. Ils n'ont pas augmenté depuis.

(17) *Rapport des revenus nationaux*, Fondation d'études économiques et sociales de Turquie (TUSES), Istanbul, septembre 1989.

S. Ozgür, *Cumhuriyet*, 28 novembre 1989.

\* Ahmet Sahinoz est maître de conférences à l'université de Hacettepe, Ankara. Janine Sahinoz est économiste.

هكذا من الأصل



inputs agricoles (engrais). Les crédits au secteur ont fait plus rares (152).  
a. D'où une augmentation de la production et un plus des rendements (161).  
ux par lesquels peut s'exprimer continuellement des agriculteurs limités, mais la présence d'elles (couver-chef favorables) lors des meetings politiques baromètre qui ne trompe pas encore le vérifieur lors du prix du tabac (trop bas) en 1990. Le pouvoir militaire a su soulever du poids électoral. Si M. Ocal continue d'engager, qui suit à quelles d'une autre face.

se reviennent des agriculteurs, ajoutée à l'impôt sur le revenu, de 24 % à 15,5 % de la ville-campagne s'en est accrue et l'exode rural n'est pas ralenti, d'autant que mille millions agricoles ne possèdent pas de terres. A cet égard, une réforme s'impose, qui ne soit pas une réforme foncière mais fasse passer la propriété agricole et la vulgarisation agricole et à une rationalisation des circuits de commercialisation, éliminant les intermédiaires inutiles les innumérables spéculateurs. Les moyens de faire reculer le capitalisme qui existe encore dans le pays.

mentable du niveau de  
igne est cependant at-  
puité d'autarcie propre  
assurances du monde  
et pays en voie de déve-  
c'est souvent la pau-  
à la mère.

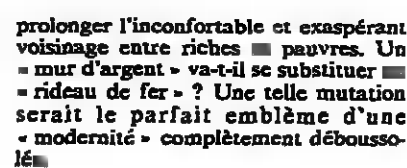
Et ceux qui viennent  
le gros des villes ne  
dennement. La solida-  
est pas un vain mot  
ousin qui vient pour  
en ville, va aussi rendre  
dans les pays *koudu*  
l'approvisionnement en  
et légumes, améliorant  
et l'ordinaire de la  
turquise, si la Turquie  
est de grandes inéga-  
des chiffres est at-  
tiques sociales dif-  
ficulté.

de du moitié, tombant à 10,5 %, tandis que la part social s'est sensiblement accrue de 49 % à 57 %, le dernier groupe, par contre, de 27 % du total des dépenses. Une politique fiscale rigoureuse, pour atténuer les plus-values et lutter contre l'inflation un peu débridée, a permis d'arrêter, en 1970, la fatigue des finances et politiques qui avait été causée par les dépenses militaires et les agri-

...contrecoeur.  
...de la crise.  
...des espoirs  
...concomitant  
...l'intégrisme.  
...facile  
...de condi-  
...et obte-  
...social  
...n'est pas  
...Pour  
...autour d'un  
...multiplier les  
...obstacles  
...négociations  
...meures  
...à

... (1997) ...  
... (1998) ...  
... (1999) ...  
... (2000) ...  
... (2001) ...  
... (2002) ...  
... (2003) ...  
... (2004) ...  
... (2005) ...  
... (2006) ...  
... (2007) ...  
... (2008) ...  
... (2009) ...  
... (2010) ...  
... (2011) ...  
... (2012) ...  
... (2013) ...  
... (2014) ...  
... (2015) ...  
... (2016) ...  
... (2017) ...  
... (2018) ...  
... (2019) ...  
... (2020) ...  
... (2021) ...  
... (2022) ...  
... (2023) ...  
... (2024) ...  
... (2025) ...  
... (2026) ...  
... (2027) ...  
... (2028) ...  
... (2029) ...  
... (2030) ...  
... (2031) ...  
... (2032) ...  
... (2033) ...  
... (2034) ...  
... (2035) ...  
... (2036) ...  
... (2037) ...  
... (2038) ...  
... (2039) ...  
... (2040) ...  
... (2041) ...  
... (2042) ...  
... (2043) ...  
... (2044) ...  
... (2045) ...  
... (2046) ...  
... (2047) ...  
... (2048) ...  
... (2049) ...  
... (2050) ...  
... (2051) ...  
... (2052) ...  
... (2053) ...  
... (2054) ...  
... (2055) ...  
... (2056) ...  
... (2057) ...  
... (2058) ...  
... (2059) ...  
... (2060) ...  
... (2061) ...  
... (2062) ...  
... (2063) ...  
... (2064) ...  
... (2065) ...  
... (2066) ...  
... (2067) ...  
... (2068) ...  
... (2069) ...  
... (2070) ...  
... (2071) ...  
... (2072) ...  
... (2073) ...  
... (2074) ...  
... (2075) ...  
... (2076) ...  
... (2077) ...  
... (2078) ...  
... (2079) ...  
... (2080) ...  
... (2081) ...  
... (2082) ...  
... (2083) ...  
... (2084) ...  
... (2085) ...  
... (2086) ...  
... (2087) ...  
... (2088) ...  
... (2089) ...  
... (2090) ...  
... (2091) ...  
... (2092) ...  
... (2093) ...  
... (2094) ...  
... (2095) ...  
... (2096) ...  
... (2097) ...  
... (2098) ...  
... (2099) ...  
... (2100) ...  
... (2101) ...  
... (2102) ...  
... (2103) ...  
... (2104) ...  
... (2105) ...  
... (2106) ...  
... (2107) ...  
... (2108) ...  
... (2109) ...  
... (2110) ...  
... (2111) ...  
... (2112) ...  
... (2113) ...  
... (2114) ...  
... (2115) ...  
... (2116) ...  
... (2117) ...  
... (2118) ...  
... (2119) ...  
... (2120) ...  
... (2121) ...  
... (2122) ...  
... (2123) ...  
... (2124) ...  
... (2125) ...  
... (2126) ...  
... (2127) ...  
... (2128) ...  
... (2129) ...  
... (2130) ...  
... (2131) ...  
... (2132) ...  
... (2133) ...  
... (2134) ...  
... (2135) ...  
... (2136) ...  
... (2137) ...  
... (2138) ...  
... (2139) ...  
... (2140) ...  
... (2141) ...  
... (2142) ...  
... (2143) ...  
... (2144) ...  
... (2145) ...  
... (2146) ...  
... (2147) ...  
... (2148) ...  
... (2149) ...  
... (2150) ...  
... (2151) ...  
... (2152) ...  
... (2153) ...  
... (2154) ...  
... (2155) ...  
... (2156) ...  
... (2157) ...  
... (2158) ...  
... (2159) ...  
... (2160) ...  
... (2161) ...  
... (2162) ...  
... (2163) ...  
... (2164) ...  
... (2165) ...  
... (2166) ...  
... (2167) ...  
... (2168) ...  
... (2169) ...  
... (2170) ...  
... (2171) ...  
... (2172) ...  
... (2173) ...  
... (2174) ...  
... (2175) ...  
... (2176) ...  
... (2177) ...  
... (2178) ...  
... (2179) ...  
... (2180) ...  
... (2181) ...  
... (2182) ...  
... (2183) ...  
... (2184) ...  
... (2185) ...  
... (2186) ...  
... (2187) ...  
... (2188) ...  
... (2189) ...  
... (2190) ...  
... (2191) ...  
... (2192) ...  
... (2193) ...  
... (2194) ...  
... (2195) ...  
... (2196) ...  
... (2197) ...  
... (2198) ...  
... (2199) ...  
... (2200) ...  
... (2201) ...  
... (2202) ...  
... (2203) ...  
... (2204) ...  
... (2205) ...  
... (2206) ...  
... (2207) ...  
... (2208) ...  
... (2209) ...  
... (2210) ...  
... (2211) ...  
... (2212) ...  
... (2213) ...  
... (2214) ...  
... (2215) ...  
... (2216) ...  
... (2217) ...  
... (2218) ...  
... (2219) ...  
... (2220) ...  
... (2221) ...  
... (2222) ...  
... (2223) ...  
... (2224) ...  
... (2225) ...  
... (2226) ...  
... (2227) ...  
... (2228) ...  
... (2229) ...  
... (2230) ...  
... (2231) ...  
... (2232) ...  
... (2233) ...  
... (2234) ...  
... (2235) ...  
... (2236) ...  
... (2237) ...  
... (2238) ...  
... (2239) ...  
... (2240) ...  
... (2241) ...  
... (2242) ...  
... (2243) ...  
... (2244) ...  
... (2245) ...  
... (2246) ...  
... (2247) ...  
... (2248) ...  
... (2249) ...  
... (2250) ...  
... (2251) ...  
... (2252) ...  
... (2253) ...  
... (2254) ...  
... (2255) ...  
... (2256) ...  
... (2257) ...  
... (2258) ...  
... (2259) ...  
... (2260) ...  
... (2261) ...  
... (2262) ...  
... (2263) ...  
... (2264) ...  
... (2265) ...  
... (2266) ...  
... (2267) ...  
... (2268) ...  
... (2269) ...  
... (2270) ...  
... (2271) ...  
... (2272) ...  
... (2273) ...  
... (2274) ...  
... (2275) ...  
... (2276) ...  
... (2277) ...  
... (2278) ...  
... (2279) ...  
... (2280) ...  
... (2281) ...  
... (2282) ...  
... (2283) ...  
... (2284) ...  
... (2285) ...  
... (2286) ...  
... (2287) ...  
... (2288) ...  
... (2289) ...  
... (2290) ...  
... (2291) ...  
... (2292) ...  
... (2293) ...  
... (2294) ...  
... (2295) ...  
... (2296) ...  
... (2297) ...  
... (2298) ...  
... (2299) ...  
... (2300) ...  
... (2301) ...  
... (2302) ...  
... (2303) ...  
... (2304) ...  
... (2305) ...  
... (2306) ...  
... (2307) ...  
... (2308) ...  
... (2309) ...  
... (2310) ...  
... (2311) ...  
... (2312) ...  
... (2313) ...  
... (2314) ...  
... (2315) ...  
... (2316) ...  
... (2317) ...  
... (2318) ...  
... (2319) ...  
... (2320) ...  
... (2321) ...  
... (2322) ...  
... (2323) ...  
... (2324) ...  
... (2325) ...  
... (2326) ...  
... (2327) ...  
... (2328) ...  
... (2329) ...  
... (2330) ...  
... (2331) ...  
... (2332) ...  
... (2333) ...  
... (2334) ...  
... (2335) ...  
... (2336) ...  
... (2337) ...  
... (2338) ...  
... (2339) ...  
... (2340) ...  
... (2341) ...  
... (2342) ...  
... (2343) ...  
... (2344) ...  
... (2345) ...  
... (2346) ...  
... (2347) ...  
... (2348) ...  
... (2349) ...  
... (2350) ...  
... (2351) ...  
... (2352) ...  
... (2353) ...  
... (2354) ...  
... (2355) ...  
... (2356) ...  
... (2357) ...  
... (2358) ...  
... (2359) ...  
... (2360) ...  
... (2361) ...  
... (2362) ...  
... (2363) ...  
... (2364) ...  
... (2365) ...  
... (2366) ...  
... (2367) ...  
... (2368) ...  
... (

1998, 1999, 2000, 2001, 2002, 2003, 2004, 2005, 2006, 2007, 2008, 2009, 2010, 2011, 2012, 2013, 2014, 2015, 2016, 2017, 2018, 2019, 2020, 2021, 2022, 2023, 2024, 2025, 2026, 2027, 2028, 2029, 2030, 2031, 2032, 2033, 2034, 2035, 2036, 2037, 2038, 2039, 2040, 2041, 2042, 2043, 2044, 2045, 2046, 2047, 2048, 2049, 2050, 2051, 2052, 2053, 2054, 2055, 2056, 2057, 2058, 2059, 2060, 2061, 2062, 2063, 2064, 2065, 2066, 2067, 2068, 2069, 2070, 2071, 2072, 2073, 2074, 2075, 2076, 2077, 2078, 2079, 2080, 2081, 2082, 2083, 2084, 2085, 2086, 2087, 2088, 2089, 2090, 2091, 2092, 2093, 2094, 2095, 2096, 2097, 2098, 2099, 2100, 2101, 2102, 2103, 2104, 2105, 2106, 2107, 2108, 2109, 2110, 2111, 2112, 2113, 2114, 2115, 2116, 2117, 2118, 2119, 2120, 2121, 2122, 2123, 2124, 2125, 2126, 2127, 2128, 2129, 2130, 2131, 2132, 2133, 2134, 2135, 2136, 2137, 2138, 2139, 2140, 2141, 2142, 2143, 2144, 2145, 2146, 2147, 2148, 2149, 2150, 2151, 2152, 2153, 2154, 2155, 2156, 2157, 2158, 2159, 2160, 2161, 2162, 2163, 2164, 2165, 2166, 2167, 2168, 2169, 2170, 2171, 2172, 2173, 2174, 2175, 2176, 2177, 2178, 2179, 2180, 2181, 2182, 2183, 2184, 2185, 2186, 2187, 2188, 2189, 2190, 2191, 2192, 2193, 2194, 2195, 2196, 2197, 2198, 2199, 2200, 2201, 2202, 2203, 2204, 2205, 2206, 2207, 2208, 2209, 2210, 2211, 2212, 2213, 2214, 2215, 2216, 2217, 2218, 2219, 2220, 2221, 2222, 2223, 2224, 2225, 2226, 2227, 2228, 2229, 2230, 2231, 2232, 2233, 2234, 2235, 2236, 2237, 2238, 2239, 2240, 2241, 2242, 2243, 2244, 2245, 2246, 2247, 2248, 2249, 2250, 2251, 2252, 2253, 2254, 2255, 2256, 2257, 2258, 2259, 2260, 2261, 2262, 2263, 2264, 2265, 2266, 2267, 2268, 2269, 2270, 2271, 2272, 2273, 2274, 2275, 2276, 2277, 2278, 2279, 2280, 2281, 2282, 2283, 2284, 2285, 2286, 2287, 2288, 2289, 2290, 2291, 2292, 2293, 2294, 2295, 2296, 2297, 2298, 2299, 2300, 2301, 2302, 2303, 2304, 2305, 2306, 2307, 2308, 2309, 2310, 2311, 2312, 2313, 2314, 2315, 2316, 2317, 2318, 2319, 2320, 2321, 2322, 2323, 2324, 2325, 2326, 2327, 2328, 2329, 2330, 2331, 2332, 2333, 2334, 2335, 2336, 2337, 2338, 2339, 2340, 2341, 2342, 2343, 2344, 2345, 2346, 2347, 2348, 2349, 2350, 2351, 2352, 2353, 2354, 2355, 2356, 2357, 2358, 2359, 2360, 2361, 2362, 2363, 2364, 2365, 2366, 2367, 2368, 2369, 2370, 2371, 2372, 2373, 2374, 2375, 2376, 2377, 2378, 2379, 2380, 2381, 2382, 2383, 2384, 2385, 2386, 2387, 2388, 2389, 2390, 2391, 2392, 2393, 2394, 2395, 2396, 2397, 2398, 2399, 2400, 2401, 2402, 2403, 2404, 2405, 2406, 2407, 2408, 2409, 2410, 2411, 2412, 2413, 2414, 2415, 2416, 2417, 2418, 2419, 2420, 2421, 2422, 2423, 2424, 2425, 2426, 2427, 2428, 2429, 2430, 2431, 2432, 2433, 2434, 2435, 2436, 2437, 2438, 2439, 2440, 2441, 2442, 2443, 2444, 2445, 2446, 2447, 2448, 2449, 2450, 2451, 2452, 2453, 2454, 2455, 2456, 2457, 2458, 2459, 2460, 2461, 2462, 2463, 2464, 2465, 2466, 2467, 2468, 2469, 2470, 2471, 2472, 2473, 2474, 2475, 2476, 2477, 2478, 2479, 2480, 2481, 2482, 2483, 2484, 2485, 2486, 2487, 2488, 2489, 2490, 2491, 2492, 2493, 2494, 2495, 2496, 2497, 2498, 2499, 2500, 2501, 2502, 2503, 2504, 2505, 2506, 2507, 2508, 2509, 2510, 2511, 2512, 2513, 2514, 2515, 2516, 2517, 2518, 2519, 2520, 2521, 2522, 2523, 2524, 2525, 2526, 2527, 2528, 2529, 2530, 2531, 2532, 2533, 2534, 2535, 2536, 2537, 2538, 2539, 2540, 2541, 2542, 2543, 2544, 2545, 2546, 2547, 2548, 2549, 2550, 2551, 2552, 2553, 2554, 2555, 2556, 2557, 2558, 2559, 2560, 2561, 2562, 2563, 2564, 2565, 2566, 2567, 2568, 2569, 2570, 2571, 2572, 2573, 2574, 2575, 2576, 2577, 2578, 2579, 2580, 2581, 2582, 2583, 2584, 2585, 2586, 2587, 2588, 2589, 2590, 2591, 2592, 2593, 2594, 2595, 2596, 2597, 2598, 2599, 2600, 2601, 2602, 2603, 2604, 2605, 2606, 2607, 2608, 2609, 2610, 2611, 2612, 2613, 2614, 2615, 2616, 2617, 2618, 2619, 2620, 2621, 2622, 2623, 2624, 2625, 2626, 2627, 2628, 2629, 2630, 2631, 2632, 2633, 2634, 2635, 2636, 2637, 2638, 2639, 2640, 2641, 2642, 2643, 2644, 2645, 2646, 2647, 2648, 2649, 2650, 2651, 2652, 2653, 2654, 2655, 2656, 2657, 2658, 2659, 2660, 2661, 2662, 2663, 2664, 2665, 2666, 2667, 2668, 2669, 2670, 2671, 2672, 2673, 2674, 2675, 2676, 2677, 2678, 2679, 26



مكتبة الأصيل

Une fois de plus dans l'histoire, la réflexion n'est pas vraiment en marche, se hisse pas à la hauteur du enjeu. C'est un constat de la part de la mesure des bouleversements de l'Est, et comment les faire accepter par les opinions publiques. C'est un constat de la part des principaux décideurs, comme les simples vedettes, l'information-spectacle occulte l'analyse des rapports de forces et s'interdit d'ouvrir une perspective. Ainsi, la campagne à la suite de commentaires déconcertants, alors que les signés étaient radicalement opposés, portant le désarmement, suggèrent les seules voies dans lesquelles l'Europe de l'Ouest peut s'engager, non sans risque, pour éviter le pire.

Une **grande** timidité **de** la part **des** gouvernements européens **ne** peut **pas** prouver **l'indifférence** **des** citoyens **face** **aux** consultations électorales. **En** **droite** **à** **la** **gauche**, **Edwige** **Avice** **(11)**, **nous** **sommes** **comptables**, **mais** **ne** **réussissons** **pas** **à** **intéresser** **la** **population** **à** **son** **destin**, **à** **rendre** **contemporaine** **une** **époque**. **C'est** **effort**, **urgent** **et** **la** **scène** **locale**, **ne** **peut** **éviter** **de** **tendre** **à** **la** **vision** **européenne** **et** **mondiale**. **Son** **absence** **serait** **le** **champ** **libre** **aux** **extrémismes**, **toujours** **des** **insuffisances** **des** **gouvernements** **qu'ils** **exploitent** **impudemment**, **mais** **avec** **succès**.

(3) C'est la RFA, par le Statistisches Verwaltungsverfahren (RDA), par le DIW à Berlin. Il s'agit de la « mise à niveau » de la RDA, avec un quelque 17 millions d'habitants, équivant statistiquement à plus de la moitié de la population des tiers-monde.

(4) Voir l'article de René Passer, « La politique en ce temps », Le Monde diplomatique.

(5) Discours du 25 mai 1990, enregistré à la RFA à Paris, Bulletin n° 43.

(6) International Herald Tribune, 14 juin 1990.

(7) Discours du 25 mai 1990, déjà cité, dans la même déclaration, le chancelier annonce que l'Allemagne renonce « à la poursuite à la production et à la possibilité d'armes atomiques, biologiques et chimiques ».

[8] Time, 11 juin 1990.

(9) CSCE, qui réunit, à Vienne, les vingt-deux puissances dont l'URSS, signataires du traité d'Helsinki avec les Etats-Unis en 1975. L'Albanie a rejoint la CSCE.

(10) Hans-Jürgen Genscher, *Mannheimer Morgen*, 26 mai 1990.

(11) Dans la Lettre de République fédérale, mai 1991.

de nombreuses personnalités de la culture et scientifique et de diverses régions. L'opinion publique sur la campagne de ratification du traité politique en France et sur le danger que cela représente pour la démocratie. Voici, par exemple, ce que l'on a pu lire dans le Grand Orient de France :

« Cinquante ans après la prise du pouvoir par Hitler, la victoire du fascisme et du nazisme, l'honneur de la République, nous vient de nouveau confronté à une périlleuse épreuve : la xénophobie, du racisme, de l'antisémitisme (1) et de la ségrégation sociale.

» Cette « menace » s'aggrave d'inégalités sociales, du réveil des régionalismes, de la poussée des nationalismes, de la crise du politique. Elle livre la France aux pires incertitudes et met en péril les valeurs constitutives de la République. ■

Après avoir évoqué les réactions par l'ignoble profanation du de Carpentras, le Grand Orient poursuit :

« Le temps n'est plus où [les] [ ] pouvaient minimiser [les] propos du Front national.

» La politique, le jeu politique ou

... a contribué à une certaine crédibilité de l'extrême droite aux yeux d'une partie de l'opinion.

» La banalisation de nos prétendues valeurs, largement répandues chez les Français, traditionnelles de l'extrême droite, trouve dans ce mois son expression dans le comportement de nos leaders de l'Alliance populaire. Plus grave encore, une fantastique pression idéologique s'exerce sur tous les politiciens sur tout le corps social, transparaît dans tous les discours de nos élus et traverse les médias.

■ Racistes, antisémites, xénophobes, déculpabilisés. Antiparlementarisme, décadence de la démocratie, apologie d'un Etat fort, ségrégatif, resurgissent. Au nom du capitalisme succède la violence réelle : terrorisme, agressions physiques, états

en agressions racistes, empoisonne notre société, où le débat politique donne l'impression de n'avoir aucun enjeu que la quête du pouvoir. Une dangereuse distanciation s'installe entre la politique et le pays, dont profite une certaine élite qui entretient l'illusion de rester à l'abri d'un changement.

» **Combattre le racisme, l'antisémitisme, le xénophobie.** Implique d'abord une **éducation** sans appel

de l'apologie de ses théories, une  
opportunité.

l'antiparlementarisme par un ressourcement de la démocratie aux valeurs, celles de la République. Il est urgent de trouver des réponses aux questions de l'avenir : quelle République, quelle démocratie, quelle justice pour ceux qui travaillent dans ce pays ?

» Il [ ] temps d'intégrer [ ] nou-  
v[ ] générations de [ ] origines  
en affirmant [ ] citoyenneté républi-  
caine, c'est-à-dire [ ] droit [ ] égalité [ ]  
l'égalité des droits pour tous ceux qui  
légalement [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] [ ]

» Face au racisme et [ ] la ségréga-  
tion, il [ ] répondre par [ ] [ ] et [ ]

Justice sociale.

- » Face à la résurgence du fascisme, la mobilisation républicaine s'impose.
- » Le Grand Orient de France lance un appel national au gouvernement,

aux élus, aux responsables partis,  
syndicats, du mouvement  
tif, à tous les citoyens, à toutes les  
citoyennes, pour que chacun, là où il  
trouve, prenne en charge ce combat. »

(1) NDLR : Le racisme n'est pas un mal indivisible ; le racisme = racisme et antisémitisme = est, à nos yeux, inutile.



## ELECTROCHOC ALLEMAND POUR UNE EUROPE EN GÉSINE

## Sur le front de l'union politique

**M.** HELMUT KOHL est décidément présent sur tous les fronts, avec pour objectif l'unité allemande avant la fin de 1990. Après avoir bousculé tous les obstacles économiques, financiers et institutionnels à une ambition politique qui remodèle le paysage européen, le chancelier fédéral se veut maintenant rassurant. Lors des deux conseils européens de Dublin, il a témoigné d'un attachement tardif mais sans faille à l'union politique des Douze. A l'Union soviétique, il offre un crédit de dix-sept milliards de francs en escomptant d'elle une attitude compréhensive sur les aspects extérieurs de l'unification de l'Allemagne, en particulier sur son appartenance à l'OTAN.

Par BERNARD CASSEN

Il existe au moins un homme politique au pouvoir en Europe occidentale pour lequel l'économisme n'est pas l'horizon indépassable de l'action : M. Helmut Kohl. Après l'éroulement du mur de Berlin, le 9 novembre dernier, le chancelier fédéral a su constamment réagir, dans l'instant, à l'événement, épouser au plus près les évolutions de l'opinion des deux Allemands et, quand il le fallait, les provoquer, les accélérer pour les plier, dans une démarche volontariste, à son objectif : l'unité allemande.

Qu'on en juge : déclaration en points du 28 novembre 1989, précipitant le mouvement de fusion des deux États : cavalcade électorale triomphante en RDA, conduisant à l'obligé, M. Lothar de Maizière, au pouvoir à Berlin-Est, au lendemain du scrutin du 18 décembre ; signature, le 11 mai, du traité d'Etat RFA-RDA décidant la mise en place, le 1er juillet, d'une union monétaire avec communauté économique et sociale ; élaboration d'une stratégie à « flux tendu » — comme on le trouve dans l'industrie — pour la tenue d'élections législatives paneuropéennes, le 2 décembre prochain, puis le 13 janvier 1991, un prorogement de quelques mois la durée du mandat des élus du Bundestag (au prix de la modification de l'article 39 de la Loi fondamentale, à la majorité des deux tiers).

Cet enchaînement de décisions, dont chacune a été prise à la suite, porte bien le nom d'une « poignée de fer » politique, au service d'une idée-force. En quelque sorte, une ultime gaulienne. Suprême habileté, le chancelier déclarait benoîtement à qui voulait l'entendre qu'il ne fallait que réagir pragmatiquement à l'événement, de manière à éviter la pire des populations de la RFA et de la RDA... Un parcours presque parfait, la faute, les inquiétudes tergiversations sur la reconnaissance de la ligne Oder-Neisse étant quelque peu effacées par le vote, au Bundestag, le 21 juin, d'une résolution proclamant l'intangibilité de la frontière occidentale de la Pologne.

Que l'absorption, en quelques mois, de la RDA (17 millions d'habitants) par la RFA (61 millions d'habitants) pose des problèmes économiques et sociaux encore plus gigantesques que ne le serait — pour prendre un exemple purement quantitatif — l'absorption du Portugal (10 millions d'habitants) par l'Espagne (39 millions) ne semble avoir suscité aucun état d'âme particulier chez M. Kohl. Les objections de la Bundesbank, en particulier celles du président, M. Karl-Otto Poehl,

jugeant peu compatibles le taux de change d'un mark à l'égard d'un mark Ouest, et celles de son vice-président, M. Helmut Schlesinger, affirmant, en avril dernier, que la RFA ne pourrait simultanément absorber deux unions monétaires, l'une avec la RDA, l'autre avec ses partenaires de la CEE ? Balayées. Les risques d'inflation, de relèvement des taux d'intérêt, de hausse des impôts, d'une diminution du pouvoir d'achat, d'une diminution du rôle de la CEE et la hausse des prélèvements obligatoires n'est pas un sujet tabou.

Les sacro-saintes règles de la Communauté des Communautés européennes sur le soutien par Bruxelles des subventions publiques dans chacun des États Superbes sont ignorées : le montant des transferts publics de l'Ouest vers l'Est se situe entre 50 milliards et 60 milliards de marks par an (soit entre 140 et 200 milliards de francs) ; les 20 milliards pour le maintien du pouvoir d'achat des habitants de

## « Les deux faces de la même pièce de monnaie »

**F**ACE à cette face tranquille, le chancelier fédéral a proclamé la mission — surtout celle de son président, M. Jacques Delors — et, avec beaucoup moins d'impact, celle du Parlement européen. M. Delors, qui l'hebdomadaire britannique *The Economist* appelle « l'homme de gauche », a-t-il voulu humilier un gouvernement français qui a tenu, dès le 1er janvier, en juin 1989, à se faire pardonner une étiquette socialiste en signant, alors que personne ne l'y obligeait, la loi relative à la réduction des contributions de capitaux en Europe, en échange de vagues promesses sur l'harmonisation de la fiscalité de l'épargne. M. Delors reconnaît avoir été floué : « Il est vrai que les investisseurs qui nous ont fait entrer dans l'Europe, en échange de vagues promesses sur l'harmonisation de la fiscalité de l'épargne, n'ont pas été tenus (9) ». Mais l'incident est clos.

M. Bérégovoy n'est pas homme à faire des erreurs aussi désabusées. Quand on lui demandait si la loi de la fiscalité de l'épargne ne constituerait pas, malgré tout, un « cadeau aux riches », le ministre d'Etat, ministre de l'économie et des finances, retrouvait



C'est sûr, George. Mais aussi je pense qu'il faudrait un couple très riche. Helmut est un délicieux jeune homme. Seulement, il faudrait attendre un peu, en fait, pour couvrir d'autres gens. Et plus tard il pourrait peut-être se fiancer...

l'aide aux chômeurs, les 15 milliards pour la modernisation de l'agriculture et les 15 milliards pour la modernisation des infrastructures publiques, 10 milliards seront alloués au soutien à l'investissement privé (1). L'impact du phagocytage de la RDA sur la mobilisation et la répartition des fonds structurels communautaires (en tout, 9,4 milliards d'écus, soit 21 milliards de francs en 1989) destinés à corriger les disparités régionales en Europe ? On verra plus tard. On comprend que M. Helmut Kohl qui confesse n'avoir « jamais jamais travaillé de sa vie, ni n'avoir jamais été heureux », considère sérieusement : « La RFA continue de couler et se jette dans la mer. Il en va de même de l'unité allemande (2) ».

Le champ de forces européen. Il n'y a en réalité que deux, ceux de la Commission — surtout celle de son président, M. Jacques Delors — et, avec beaucoup moins d'impact, celui du Parlement européen. M. Delors, qui l'hebdomadaire britannique *The Economist* appelle « l'homme de gauche », a-t-il voulu humilier un gouvernement français qui a tenu, dès le 1er janvier, en juin 1989, à se faire pardonner une étiquette socialiste en signant, alors que personne ne l'y obligeait, la loi relative à la réduction des contributions de capitaux en Europe, en échange de vagues promesses sur l'harmonisation de la fiscalité de l'épargne. M. Delors reconnaît avoir été floué : « Il est vrai que les investisseurs qui nous ont fait entrer dans l'Europe, en échange de vagues promesses sur l'harmonisation de la fiscalité de l'épargne, n'ont pas été tenus (9) ». Mais l'incident est clos.

M. Bérégovoy n'est pas homme à faire des erreurs aussi désabusées. Quand on lui demandait si la loi de la fiscalité de l'épargne ne constituerait pas, malgré tout, un « cadeau aux riches », le ministre d'Etat, ministre de l'économie et des finances, retrouvait

remboursé un « tel » que de six milliards de francs...

Les coproces n'y changeront rien : la question de principe fondamentale que le droit des entreprises publiques à exister en France (ou ailleurs), Paris n'a pas tenu bon et il n'est pas d'un « compromis » en forme de capitulation. *The Economist* ne s'y trompe pas qui écrit : « Que le juriste qu'est Sir Leon Lewis ait dit le contraire, les Français ont raison : le compromis est la subordination à la Commission d'une opposition à l'idée d'industrie nationalisée, pilier de l'économie mixte (8) ».

M. Brittan choisit ses cibles, et on ne l'a pas encore entendu s'élever contre les 10 milliards de deutsche marks (33,6 milliards de francs) que M. Kohl, en la vu, se réserve pendant au moins cinq ans pour soutenir l'investissement privé en RDA. Il ne peut d'ailleurs s'écarter qu'il ait voulu humilier un gouvernement français qui a tenu, dès le 1er janvier, en juin 1989, à se faire pardonner une étiquette socialiste en signant, alors que personne ne l'y obligeait, la loi relative à la réduction des contributions de capitaux en Europe, en échange de vagues promesses sur l'harmonisation de la fiscalité de l'épargne. M. Delors reconnaît avoir été floué : « Il est vrai que les investisseurs qui nous ont fait entrer dans l'Europe, en échange de vagues promesses sur l'harmonisation de la fiscalité de l'épargne, n'ont pas été tenus (9) ». Mais l'incident est clos.

M. Bérégovoy n'est pas homme à faire des erreurs aussi désabusées. Quand on lui demandait si la loi de la fiscalité de l'épargne ne constituerait pas, malgré tout, un « cadeau aux riches », le ministre d'Etat, ministre de l'économie et des finances, retrouvait

## « DE GAULLE ET L'ALLEMAGNE », DE PIERRE MAILLARD

## De la passion à l'association

**C**ONSEILLER diplomatique à l'Elysée durant les premières années de la présidence du général de Gaulle, passionné depuis toujours par les affaires allemandes, possédant une culture que l'on peut dire, au sens du mot, européenne, Pierre Maillard était l'homme le mieux placé pour parler des rapports de l'Allemagne à l'Allemagne (1). L'immense mérite de son livre est d'en couvrir le sujet d'un bout à l'autre, c'est-à-dire depuis la jeunesse et les années de formation de futur fondateur de la V<sup>e</sup> République jusqu'au jour où il quitta le pouvoir. De ce long voyage de la pensée et de l'action, Pierre Maillard trace un tableau à la fois contrasté et cohérent.

C'est, en fond, d'une histoire de la sensibilité française à l'égard de l'Allemagne durant deux tiers de siècle qu'il s'agit ici, et il est impossible que ce contraste soit la première guerre mondiale, les méfiances obsessionnelles qui — à tort sans doute — marquèrent une partie de l'opinion française après 1918, l'impitoyable lutte des années 30 que l'extraditionnaire entreprise de réconciliation dont de Gaulle lui-même fut l'artisan majeur.

Mais le mérite particulier de Pierre Maillard est de retrouver, au-delà des contrastes, la cohérence. A juste titre il discerne combien de Gaulle, dans

ton de son prédécesseur, M. Edouard Balladur, pour trancher, d'une réplique lapidaire, une question aussi peu amenable : « L'Europe est une chance, une contrainte (10) ». Une chance, aucun doute, pour les plus fortunés qui, dans la France, ont fait la corbeille. M. François Hollande, député socialiste de la Corrèze et auteur d'un rapport très modéré sur la fiscalité du patrimoine, vient de la vérifier à ses dépens : « Parce qu'il a fait l'achat de la Bourse, le rapport Hollande s'est attiré les foudres de l'Hôtel Matignon (11) ». Ce n'est pas que M. Michel Rocard soit un homme à se résigner, sans souffrir, à la croissance des inégalités, mais que faire d'autre puisque les lois de l'économie ne nous laissent pas tourner : « Nous nous trouvons, dans ce domaine, en conflit avec les paradis fiscaux des pays importants dont la doctrine financière est plus laxiste (...). L'argent circule dans le monde entier : nous ne fermerons pas les frontières de la France, mais la pollution par l'argent arrive chez nous, nous devons gré. Notre politique fiscale tend à limiter les dégâts (12) ».

« Limiter les dégâts », que l'on peut dire une exaltante ambition pour la France et pour les citoyens ! Et, de fait, les dégâts sont-ils par les gages unitaires dus à l'installation d'une Europe du marché et des marchés s'accumulent, de l'audiovisuel à la marchandise à la régression fiscale, en passant par le chômage, une stratégie industrielle digne de son nom. En échange de quoi ? D'une perspective d'union économique, monétaire et peut-être politique à l'horizon 1993 ? L'enjeu n'est certes pas mince, mais l'exemple allemand montre que, lorsque la politique est au poste de commandement, on peut faire beaucoup plus grand et beaucoup plus vite.

Où est le souffle, où sont les initiatives — dépassant le stade de la velléité — qui prendraient réellement la mesure du travail fructueux de l'Europe à son histoire, à sa géographie et à ses cultures ? Séquestrées dans les palais nationaux, les instituts de sondage, les médias de télévision, les journaux de presse et les services d'administration, la politique nationale se ratatine pour se limiter à des querelles de personnes, des tristes technocraties et des prodigieuses déviances de l'argent-roi.

- (1) Voir *Observations et diagnostics économiques*, Lettre de l'OFCE, n° 75 bis, 15 juin 1990.
- (2) Entretien avec *Le Monde*, 25 juin 1990.
- (3) *Ibid.*
- (4) Voir Bernard Cassen, « La Communauté dans la spirale gaullo-gaulliste », *Le Monde diplomatique*, janvier 1990.
- (5) Voir Bernard Cassen, « La spirale de Douze », *Le Monde diplomatique*, juin 1990.
- (6) *The Economist*, 16 juin 1990.
- (7) *The Economist*, n° cit.
- (8) *The Economist*, 9 juin 1990.
- (9) Entretien au *Monde*, 20 juin 1990.
- (10) *Le Monde*, 21 juin 1990.
- (11) *Le Monde*, 21 juin 1990.
- (12) *Le Monde*, 8 juin 1990.

PAUL-MARIE DE LA GORCE.

- (1) Pierre Maillard, *De Gaulle et l'Allemagne*, Plon, Paris, 1990, 116 pages, 110 F.

## Une histoire tourmentée

**T**rois livres récents, politiques et historiques, s'efforcent de répondre aux inquiétudes que fait naître en France la réunification de l'Allemagne. L'essai de Georges Valance (1) est une perspective économique de la réunification, le plus long ouvrage sur l'Allemagne (80 millions d'habitants) pourvue d'un matériel considérable, dont le poids est politique et politique. Europe ne peut qu'être ébranlée. Pour répondre au défi allemand, il appelle à une réaction d'une grande ambition. Méfiant à l'égard du couple idyllique franco-allemand, il s'interroge sur la perception réelle que les politiques de RFA ont de la France : n'est-elle toujours positive, exhortée à la prudence et au réalisme, ou triomphaliste qu'il analyse n'est-elle pas partagée par tous les hommes politiques allemands. Le chancelier n'est pas en mesure de répondre à la question si répétée : l'immédiat, combien va coûter la réunification ? L'essai d'Ernst Weisenfeld (2) est une grande synthèse des rapports franco-allemands depuis le fin

de la guerre. Ecrit en 1986, les analyses de la partie allemande pour l'époque la plus récente. Il présente un point de vue original : la perception que les Allemands ont de la France et du concept de « Mitteleuropa ». L'essai de Pierre Maillard (3), enfin, propose une réflexion remarquable sur la permanence de l'idée de l'Allemagne depuis le Moyen Age et sur la signification parfois mythique qu'a prise le mot *Mitteleuropa* par une grande culture française, l'auteur affirme avec précision que le présent ne peut se comprendre qu'à la lumière d'une longue histoire. Ce sont ses méandres qu'il parvient à nous restituer avec beaucoup de clarté.

JEAN-MICHEL PALMIER.

- (1) Georges Valance, *France-Allemagne. Le temps de l'union*, Flammarion, Paris, 1990, 120 pages, 99 F.
- (2) Ernst Weisenfeld, *Quelle Allemagne pour la France ?*, Armand Colin, Paris, 1989, 246 pages, 99 F.
- (3) Pierre Maillard, *De Gaulle et l'Allemagne*, Plon, Paris, 1990, 116 pages, 110 F.

مكتبة الأصل



# L'extrême droite sur les ruines d'une gauche sans projet

(Suite de la première page)

Pour la droite, aucun doute : c'est M. François Mitterrand qui fut en quel- que sorte la mère porteuse, favorisant délibérément l'entrée dans la vie politi- que pour déstabiliser et éliminer l'adver- saire majoritaire. Pour la gauche, il n'y a bien évidemment le fruit d'un flirt cou- pable : la droite, au sein de honteuses alliances électorales, a l'aveu de valeurs communes. « La vérité est sim- ple : le mode de scrutin n'est pas rien, la montée du Front national, c'est la faiblesse idéologique de la droite, sa volonté de revanche qui l'ont entraîné », tel est le point de vue exprimé récemment par M. Bérégovoy (2). Il ne se reconnaît pas la moindre responsabi- lité — pas plus lui que le président de la République — le Parti socialiste — la montée de l'extrême droite en France au cours des années 80. Alors même que, durant ces neuf dernières années, il a occupé les plus hautes fonc- tions politiques. Tour à tour secrétaire général de la présidence de la Républi- que, ministre de la solidarité et des affaires sociales des deuxième et troi-

sième gouvernements Mauroy, ministre de l'économie, des finances et du budget des gouvernements Fauriol puis Rocard, il incarne plus qu'aucun autre la conti- nuité de la politique économique et sociale des socialistes. Lui et ses collègues, ce qu'il fallait : « Le rappel des droits de l'homme, la mise en œuvre de procédures ont accompagné un plan d'action de développement social des quartiers, la rénovation des villes, la création d'un réseau d'écoles prioritaires, l'immigra- tion clandestine a été maîtrisée. Simplement, cette politique, qu'il faut poursuivre, demande du temps... » (3).

Les responsables, il les connaît : « L'urbanisme déshérité des années d'après-guerre », voyez nos prédéces- seurs, le comportement de la droite, voyez nos adversaires : c'est « la pla- ce vis-à-vis des idées et des idées du Front national » qui ont « l'origine de l'audace croissante de son leader, l'opinion (4) ». L'explication est un peu simple.

rien, dont l'un des indicateurs aurait pu être l'abandon par les nouveaux défen- seurs du pouvoir des coûts et des signes extérieurs de richesse de l'appareil d'Etat, libérés de leurs pré- jugés. Mais, en abandonnant l'alternance, ils s'en sont bien gardés. Ils ont cependant conscience de la néces- sité de « faire du social », de temps à autre. Dans quelle optique ? Premier secrétaire du P.S., M. Pierre Mauroy l'indiquait clairement au début de l'année dernière : « Je pense que ce qui va nous passer main- tenant est tout à fait décisif car nous sommes le peuple en 1982 et 1983 pour les élections générales ».

Sanctionné en 1981 par ses moindres à réaliser l'union de la gauche (8), le Parti communiste le sera plus durement encore à partir de 1984 pour s'être compromis dans la politique de rigueur. Il y perdra, en particulier, sa fonction tribunaire de porte-parole de la gauche qui rejette globalement un système politique et social dont ils estiment n'avoir rien à attendre. Ceux-ci ne veulent désormais pour le Front national qu'un seul et unique adversaire : les abstentionnistes.

Quant au Parti socialiste, après son relatif succès aux élections de 1988, il voit depuis lors s'effriter ses positions. Une récente enquête (9) montre que c'est un tiers de l'électorat populaire — ouvriers, employés, salariés — qui ne dépassent pas 5 000 francs — que le soutien du gouvernement socialiste est le plus fort, perdant en chemin les mois de 10 à 25 points. Tandis qu'il se maintient auprès des cadres supérieurs et de tous ceux dont le revenu mensuel dépasse 20 000 francs. Or ce sont les premiers qui fournissent les gros batail- lons d'électeurs.

En réalité, l'exercice du pouvoir par le Parti socialiste au cours des années 80 s'est accompagné d'une profonde transfor- mation de son identité, que l'accès aux responsabilités n'a pas engendré mais a rendue plus lisible : le renouveau du changement social. Désormais, il n'est plus question de réformer radica- lement, mais de gérer le système et les modifications qu'il subit. Mais pas dans le respect de toutes les positions acquises, mais avec une rationalité sociale tout en s'inscrivant dans la logi- que du marché et de l'appropriation pri- vée — horizons jugés indépassables. En d'autres termes, les exigences du capitalisme moderne et leur apportent le sou- lagement du plus grand nombre. Mais sans conséquences.

Tout d'abord, le minimum d'une fraction notable de la bourgeoisie, des milieux d'affaires et des gestionnaires de la technocratie, plus facile à obtenir qu'une adhésion des couches populaires, leur alliance reste fragile. Ensuite, l'émergence de cette nou-

velle gauche a entraîné la dégradation de la vie publique française sur la base de la dégradation de l'alternance. Mais, en abandonnant l'alternance progressiste que le Parti socialiste a plus en mesure de traduire, elle laisse le champ libre à l'alternative extrémiste d'un ordre nouveau.

Enfin, lorsque se distinguent plus des choix de société, clairement identi- fiables, avec les valeurs de la gauche — progressistes — choix qui fai- saient partie de la tradition française —, l'image du pluralisme se brouille, la diffé- rence se creuse et s'enrichit artificiel- lement par les moyens de la représenta- tion médiatique et l'installation du spectacle politique. Ce n'est pas un hasard circonstanciel si les élections de

1988 ont été submergées par les spécialistes du marketing et la dé- gradation de la vie publique française. Mais, en abandonnant l'alternance progressiste que le Parti socialiste a plus en mesure de traduire, elle laisse le champ libre à l'alternative extrémiste d'un ordre nouveau.

## Dramatisation outrancière, appels à l'émotion

Or, si le message publicitaire n'a rien à voir avec l'information, il tend à devenir le mode de lecture de la réalité le plus répandu et le plus com- munément assimilable. En particulier grâce à la télévision, instrument privi- légié de la culture de masse, mais dont le discours médiatique se révèle inapte à forger et à diffuser une culture politique autonome qui dans le cadre d'un spec- tacle ludique. Les médias y ont joué un rôle sur la quantité et le temps de réponse à un répertoire de questions politiques. Le choix des formules et des effets d'annonce répercutés à l'écrit et à l'oral se substitue à la pédagogie du politique. Rien n'est presque qui permette au citoyen de structurer sa pensée, de hiérarchiser et de relier logiquement les problèmes qui se posent à la société française, de les situer, dans leur évolu- tion, dans le contexte européen et mondial. Lorsque certains d'entre eux sont abordés — souvent fort bien, — c'est, dans la plupart des cas, isolément, par tranches, sortis de leur contexte, en l'absence de documentaire, sans perspec- tive politique et pour un public in- termittent. Plus fréquemment, c'est la dra- matisation outrancière, l'appel aux réflexes émotionnels et aux préjugés plutôt qu'à la raison et à la connaissance qui domine. Ainsi, la presse a été traitée l'information sur le Front islamique du salut (FIS) en Algérie, ne peut que satis- faire ceux qui prospèrent grâce à l'exploitation de la peur et de l'igno- rance. M. Le Pen et le Front national ont bien tort de se plaindre du sort que leur réservent les médias : ils lui rendent quotidiennement un insidieusement le meilleur service.

Les considérables transformations que connaissent les médias contem- porains, et en particulier la presse fran-

çaise, l'interdépendance croissante des problèmes qu'entraînent la dégradation de la vie publique française et l'évo- lution scientifique et technologique rendent plus difficile l'élaboration de positions en matière de politiques, en relation avec les préoccupations et les espoirs des citoyens, là où ils vivent. Elles révèlent l'urgence du passage d'une démocratie représentative à une démocratie de participation.

Le brouillage des références usuelles, la perte d'identité des grandes forma- tions politiques, traditionnellement représentatives, suivant une alchimie complexe, des différentes catégories sociales, ne sont pas seulement le reflet des modifications que celles-ci connais- sent dans leur composition, leur répar- tition et leurs conditions de vie. Ils tradui- sent aussi l'incapacité des partis et structures bloquées, discours figés — à changer d'ère, selon la formule de Jacques Foccart (10). Faute d'y parve- nir, de tenter de réussir une aggrava- tion nécessaire, le double risque gran- d, du repli individuel et du désintérêt pour la chose publique, d'une part ; du recours à l'homme providentiel faiseur de miracles, d'autre part.

CHRISTIAN DE BRIE.

- (2) Le Monde, 6 juin 1990.
- (3) Ibid.
- (4) Ibid.
- (5) Lire Anne Tristan, *Front, Gauche, Gauche, Paris, 1987*.
- (6) Centre d'études des revenus et des coûts, *Les Français et leurs revenus, la Documenta- tion française, Paris, 1989*.
- (7) R.P. Joseph Wresinski, *Grande pauvreté et précarité économique et sociale, L'Annuaire économique et social, J.O. 28 juillet 1987*.
- (8) Le communiste élu en 1978 à 5,8 mil- lions de voix en 1978 à 8 millions en juin 1981.
- (9) GORRES-Figaro, cité dans le Monde du 11 juin 1990.
- (10) Jacques Foccart, *Changer d'ère, Le Seuil, Paris, 1988*.

## Le ralliement aux lois du marché mondial

PAS un mot sur la profonde et duri- ble dégradation d'une large fraction du « peuple de gauche », provoquée par l'abandon du projet politique de rupture avec le capitalisme, qui devait assurer la sortie de la crise et préparer le change- ment de société. Après dix-huit mois de gouvernement socialo-communiste, le ralliement à l'extrême droite du marché mondial, à la logique du profit, à l'éco- nomisme des grands équilibres signa- lant l'abandon, sans combat, de toute alter- native au système dominant. Ceux qui en subissaient le plus durement les effets, ils avaient placé leurs espoirs dans l'utopie socialiste, paieront le prix fort de la politique de rigueur : désin- tegration des salaires, suppressions d'emplois (900 000 dans l'industrie, 1 000 000 dans le bâtiment, 1 000 000 dans l'agriculture au cours du premier septennat, où le nombre des chômeurs passe de 1,7 million à 2,6 millions) contrai- gnant des centaines de milliers de familles à l'exode des campagnes et des régions sinistrées.

Nombre d'entre elles, isolées, à l'abandon, dans les pouvoirs publics, en particulier dans les banlieues désertées par les familles ouvrières et commu- nistes (5), basculent dans la « nouvelle pauvreté » et l'exclusion, qui frapperont bientôt quatre millions de personnes : chômeurs au fin de droits sans res- sources ni protection sociale, ouvriers immigrés sans emploi, jeunes précarisés et exploités de l'intérieur, les petits boulots et les stages de pseudo-formation. L'accroissement des inégali- tés au cours des années 80, constaté dans la dernière étude du Centre

d'étude des revenus et des coûts (CERC), mesure les résultats d'une politique (6).

Il faudra attendre 1991 la publica- tion du rapport du Père Joseph Wresinski (7), d'ATD quart-monde, pour que la dégradation sociale soit en vérita- ble dimension : en 1989 pour que se mette en place le minimum d'insertion (RMI).

Entre-temps, la période de cohabita- tion de celle qui lui fait entre révéler la continuité de la politique de la droite, puis la gauche abandonnant l'hé- ritage avec une « force tranquille ». Qui a supprimé le contrôle des prix, l'autori- sation administrative de licenciement, les mouvements de capitaux a réduit la fiscalité des produits finan- ciers ? M. Bérégovoy ou M. Balavozy ? On n'oserait guère sanctionner un étu- diant qui ferait la confusion.

A défaut de refuser d'assumer une politique pour laquelle elle n'avait pas été mandatée, la gauche avait pour le moins le devoir impérieux de garantir collectivement les libertés et droits des laissés-pour-compte qui avaient porté au pouvoir ; droit au logement, à la pro- tection sociale, à la sécurité, à un revenu décent sinon à l'emploi... Elle mettra plus d'empressement à découvrir les vertus de l'entreprise privée, s'attacher la considération des gestionnaires et des détenteurs de capitaux, s'intégrer au concert des grandes puissances et s'at- tacher les bonnes grâces de l'Amérique de M. Reagan et de l'Allemagne du chan- cellier Kohl. C'est l'indigne Dow Jones que diffusent, en 1982, les télévisions publiques, plutôt que celui des solida-

## Dans la presse française

### La « marée verte » de l'islamisme algérien

Il y aurait enfin les conditions confortables du scrutin, qui feraient douter de ce caractère démocratique : « De nombreuses irrégularités ont été relevées d'un bout à l'autre du pays. Les barbus ont envahi manu militari les bureaux de vote et défilé les scrutateurs (le Point, 18 juin) ; « Intimidations, conseils zélés aux analphabètes, procurations abusives, épurations partisans des listes, « résurrections » provisoires des morts, et bourrages des urnes : tout l'arsenal des fraudes électorales y est passé » (le Monde, 21 juin).

Obtenue dans ces conditions, cette victoire des islamistes inquiète d'autant plus qu'elle se produit dans un pays tout proche : « La révolution islamique à nos portes », titre Valeurs actuelles (18 juin) ; « Voilà donc l'islam politique installé à moins d'une heure d'avion d'Europe », s'exclame l'Express (15 juin). On craint le contagion, le débordement : « Il serait ridicule de nier les dangers que constitue la marée verte de l'islam », affirme l'Express (22 juin) demandant : « Qu'arriverait-il si, en cas de succès du FIS aux élections législatives, le ministère algérien des affaires religieuses — qui salue une certaine d'innocence en France — revenait à une personnalité fondamentaliste ? Quel serait le sort de la Mosquée de Paris, contrôlée par Alger ? ».

Le nouveau régime algérien « ne manquerait pas (scénario catastrophique) de précipiter un nouveau style de bon-paspepé les rivaux nord de la Méditerranée. Vers le France donc », le Point, 18 juin). « Voilà donc l'islam politique installé à moins d'une heure d'avion d'Europe », s'exclame l'Express (15 juin). On craint le contagion, le débordement : « Il serait ridicule de nier les dangers que constitue la marée verte de l'islam », affirme l'Express (22 juin) demandant : « Qu'arriverait-il si, en cas de succès du FIS aux élections législatives, le ministère algérien des affaires religieuses — qui salue une certaine d'innocence en France — revenait à une personnalité fondamentaliste ? Quel serait le sort de la Mosquée de Paris, contrôlée par Alger ? ».

« Que faire ? », M. Raymond, ancien ministre de l'intérieur, c'est simple : « Il faudrait tripler les effectifs de la police des frontières, passer de cinq mille à quinze mille hommes et en faire

une force opérationnelle » pour s'opposer à « cette invasion des algériens dont les objectifs sont politiques et religieux » (le Monde, 15 juin).

« Ce n'est pas un islamisme, c'est un musulman qui n'a rien à voir avec l'islamisme » (l'Événement, du jeudi, 21 juin) devient : « l'homme qui fait peur à la France », qui inquiète « sous ses airs de chamois débonnaire se cache une volonté politique constante et implacable », « il veut faire de l'Algérie la d'un islam pur et dur » (le Point, 18 juin).

« L'islamisme apparaît le numéro d'un FIS, M. Belhadi, plusieurs journaux parviennent à « Sain-Just et Savonarole » avec « un visage de bonhomme », qui ne s'adresse jamais aux étrangers sinon pour les menacer et les mettre en garde » (le Point, 18 juin) « une foule galvanisée et électrisée par la violence de ses propos ». Bref, à l'entendre on mesurerait l'ampleur de la dégré de l'islamisme par le FIS chargé » (le Point, 18 juin).

Le Front islamique a-t-il un programme ? En fait le Nouvel Économiste (21 juin), Jean-Marie Backman, dans le hebdomadaire, affirme que « les Algériens, comme la plupart des Arabes, aiment les légendes ». Fait-il allusion à un projet de M. Madani à transformer la Tunisie algérienne en un pays plus verdoyant que le Liban ? (Libération, 18 juin) ? Ou il se agit d'un militant : « On ne peut pas se permettre d'entendre que l'islam est formidable. On va faire comme les grands pays qui ont rouvert leurs marchés après la seconde guerre mondiale. On va changer la mentalité de l'État-providence. On va se remettre au travail. On sera le prochain Japon. » (Politix, 21 juin).

Propos qui soulèvent, chez certains, une certaine scepticisme : « On ne voit pas quelle inspiration inspire l'islamisme du Nouvel Économiste (22 juin), permettrait au FIS de faire de l'Algérie d'une économie catastrophique ».

Que peut la France ? Le Nouvel Économiste affirme carrément que l'heure n'est pas à la « non-ingérence », mais que « la France doit tout faire pour que le FIS ne gagne pas les élections législatives ». « Les barbus » inquiète qui, dans le Point (13 juin), ne possèdent aucune question saugrenue : « Si le FIS gagne les élections, l'armée française interviendra-t-elle pour remettre le FLN au pouvoir ? ».

L.R.

L'EXPRESS

l'Observateur

LE FIGARO

LE POINT

L'ÉVÉNEMENT

L'ECONOMISTE



# Les Russes sont de retour

**A**U Kremlin, la page est tournée. Le vingt-huitième congrès du Parti communiste de l'Union soviétique (PCUS) (1) est le dernier du bolchevisme (2) inspirateur des révolutions du vingtième siècle et du parti-Etat qui, de 1917 à nos jours, incarnait successivement le leninisme, le régime stalinien, la grande terreur et la résistance à Hitler, la déstalinisation, la « stagnation » brejnévienne et, finalement, la perestroïka. Outre M. Mikhaïl Gorbatchev et ses réformateurs, l'héritage de l'ex-parti unique se dispute entre conservateurs du « socialisme d'Etat » et le rassemblement des radicaux et mécontents que même M. Boris Eltsine (3). Le fait majeur des dernières semaines est que la lutte s'est recentrée sur la plus vaste et la plus peuplée des Républiques soviétiques : la Russie (4).

Par JEAN-MARIE CHAUVIER \*

Les Russes ont du mal sur la scène politique. L'avaient-ils quittée ? Il est vrai qu'ils ont majoritairement le pouvoir central, la hiérarchie militaire, et aussi parmi les cadres techniques et la classe ouvrière. Ils ont aussi la révolution, l'effort éducatif et sanitaire, l'industrialisation stalinienne, la répression antinazie... et le goulag. Ils ont aussi leurs frères slaves ukrainiens et biélorusses, supportés la charge la plus lourde des millions de victimes et des destructions des deux guerres mondiales, de la guerre civile, de la répression stalinienne, des répressions. C'est du moins qu'est parti le dégel antistalinien des années 50. C'est en 1956 qu'ont jailli, dans les années 70 et 80, les trois sources de la perestroïka : la protestation écologique, la littérature du désespoir (les « villageois ») et la pensée libérale-démocratique de l'intelligentsia des villes. Sans oublier le groupe réformateur qui, sous M. Gorbatchev, s'est imposé à la direction du Parti communiste.

Mais, au cours des années 1985-1990, le pouvoir central s'est affaibli, la fédération soviétique a commencé à désintégrer, les luttes politiques, polarisées par le Kremlin et certaines Républiques périphériques (baltes, transcaucasiennes), se sont envenimées, laissant dans l'ombre la Russie. Un mouvement était cependant en marche. En témoignaient, diversement, la glasnost médiatique et la culture moscovite, le mouvement culturel à l'Union des cinéastes et au Fonds de la culture, la profusion de journaux écologistes en province et, plus récemment, la multiplication des partis politiques.

Les élections républicaines du printemps 1990 ont affaibli la Russie au Parlement (Soviet suprême) qui, le

12 juin, proclamait la souveraineté de la République fédérale de Russie (RSFSR) dans le cadre d'une URSS rénovée par la « contrat » fédéral ou nouvellement promis par M. Gorbatchev. A noter que, dans un tel changement, la Russie ne faisait pas usage de son droit de sécession. Beaucoup ont interprété cela comme une « poussée de nationalisme » russe et un « échec de M. Gorbatchev ». Ce n'était, a priori, ni l'un ni l'autre. Le mouvement social en Russie est le seul, parmi les Républiques en effervescence, à n'être pas dominé par le nationalisme. Les « fronts patriotiques » nationalistes ont des scores dérisoires aux élections. La Russie est xénophobe éparpillée (pour l'instant) la majorité des habitants de la Russie, est constituée de dizaines de peuples, malgré l'afflux de réfugiés russes des nationalités périphériques. Peuple à l'éthnogenèse complexe, pays aux métissages séculaires et de populations composites, la Russie est traditionnellement ouverte aux échanges, peu sensible aux idées de la « race pure » ou du repli sur soi.

Quant aux réformateurs gorbatcheviens, la souveraineté russe leur offre un cadre nouveau pour leurs projets de décentralisation et de démantèlement du « système de commandement » hérité de Staline. L'un de leurs porte-parole, M. Fodor Bourlatski, explicite les objectifs pour la nouvelle Russie souveraine : une « République parlementaire » au sein d'une « Union des Républiques » dont les Constitutions pourraient s'inspirer des idées (très « occidentales») de feu l'ancien ministre Andreï Sakharov. Enfin, comme l'écrit le socialiste parlementaire, les « classes moyennes », rempart contre l'oligarchie, pouvoir des riches, et l'oligarchie, pouvoir des pauvres (5).

## Soit de « justicialisme »

**B**IEN entendu, l'élection à la présidence du Parlement russe de M. Boris Eltsine, porté par la vague « radicale », mais aussi par certains conservateurs, par le journal de l'armée, et cela sans déplaire aux nationalistes, donne à l'opération une allure de « révolution anti-Gorbatchev ». Et elle a fait dire qu'à ce rythme de « sécession », M. Gorbatchev serait bientôt le président d'un Etat sans territoire. Tout au plus quelques centaines de kilomètres de la forteresse du Kremlin, au cœur de Moscou. Image forte et sans doute excessive.

A court terme, l'accès de M. Boris Eltsine aux responsabilités est plus utile que néfaste à la cause gorbatchévienne. C'est, d'abord, un contrepoint à l'appareil du parti, qui fait fond sur une autre (nouvelle) structure : le Parti communiste russe reconstitué (6). Face à M. Egor Ligatchev et à ses partisans, M. Gorbatchev et Eltsine ont des objectifs, liés par une complexité subtile. On sent l'enjeu : la lutte pour la part de son emprise sur l'Etat et, accessoirement, de ses biens matériels.

Le Parlement russe a adopté un décret capital interdisant les organisations communistes dans l'armée, le KGB et les entreprises. Le maire radical de Moscou, M. Gavril Popov, a retiré au PC et au Parti communiste quatre bâtiments, de sorte que l'exclusif aux communistes de privilèges. A Leningrad, son collègue et ami Anatoli Sobtchak a interdit le nouveau PC russe d'y prêter la dictature du prolétariat, la dictature étant désormais contraire à la Constitution (7). Comme l'observe un correspondant de l'Humanité, la Russie est déjà à l'anticommunisme, ce qui ne serait pas des... interdits professionnels (8). Le secrétaire général (potentiellement démissionnaire), M. Mikhaïl Gorbatchev, n'y songe pas. Le problème est de ne pas substituer à l'URSS, une autre organisation de l'Aube, Le Tour d'Aigue, édition 1990.

tuer à l'appareil du parti-Etat un pouvoir d'Etat présidentiel « à la droite », évidemment et reconnu. C'est évidemment là que l'allié Eltsine, le « plateau démocratique » au sein du PC et son probable futur « parti démocratique de Russie » deviennent encombrants.

Mais le phénomène Eltsine tient sa force d'une ambiguïté qui est aussi celle de l'Union des Républiques. Comment peut-on à la fois vouloir l'« accélération des réformes » et l'économie de marché et « ne pas permettre la baisse du niveau de vie » ? C'est un acte de force verbal (9). De source autorisée, le niveau de vie baisserait de 20 % en 1990-1991 (10). M. Boris Eltsine joue à la fois sur la soif de changement et sur les craintes qu'il inspirent à la très grande majorité. Les communistes très libéraux qui l'entourent ont des objectifs très différents. Mais, parmi les libéraux, les élus qui lui ont acquis, le titre du marché salvateur, ont un mélange paradoxal avec la revendication (la nostalgie ?) de la justice sociale.

Telle est la forte singularité des Etats « à la droite ». Le « droit politique » est polarisé, mais non nécessairement à l'affrontement entre conservateurs et réformateurs. Il est traversé par un courant diffus, brouillant les pistes, que l'on pourrait qualifier de « populiste » ou de « justicialiste ». Il ne reconnaît moins dans le langage libéral que dans la défense des « petits juges » Gdina et Ivanov, champions de la lutte contre la « mafia ». Or que symbolise cette mafia probablement multiséculaire, mais de plus en plus délabrée ? Le grand complot de l'appareil corrompu et de l'argent noir - aujourd'hui partiellement recylé dans le secteur privé - la « coopération ». La découverte, amplifiée de jour en jour par les médias, des abus passés et des malversations du présent, de l'immoralité profonde et de l'irresponsabilité dans la gestion des biens publics et de l'environnement.



NIKOLAI BOERICH - Moscou, rue de Krasnaya (1983).

ronnement des apparatchiks qui n'avaient que « le bien du peuple » ou « les intérêts du socialisme » à la bouche, enfile et capotage une série de moins en moins sourde.

La révolte d'un peuple à qui l'on avoue le plus officiellement depuis trois ou quatre ans qu'il a été trahi pendant des décennies, que ses grands-pères et ses pères ont été ou se sont fait trahir, est une révolte.

« Justicialisme » et révolte contre l'appareil s'inscrivent sur fond de crise d'identité - sans équivalent dans les autres Républiques. L'histoire avait forgé une identité russo-soviétique qui ne relevait ni de l'« homme soviétique » chimiquement pur ni de la continuité russe, mais d'une fusion Russie-soviétique dont la victoire en 1945 et la fierté tirée du premier vol dans l'espace du cosmonaute Gagarine, en 1961, ont été les symboles symboliques. La grande tradition étatique russe s'est évanouie dans les succès du communisme-fait-Etat. Jamais plus il n'y a eu de mission messianique de la Russie (de son messianisme) ne s'est faite comme dans la grande famille des peuples frères de l'URSS (l'empire réincarné, idéalisé) et dans l'internationalisme socialiste. Aujourd'hui, l'Etat idéologique est discrédité, le « camp socialiste » démantelé et le soutien à Cuba lui-même remis en question à coups de glasnost, les Russes, revenus du syndrome de l'ivresse, sont atteints du « syndrome de la guenette de bois » (pakhtimélie). La déstabilisation psychologique est d'autant plus forte que les repères pré-soviétiques - la civilisation paysanne, les valeurs spirituelles ancestrales - ont été profondément, irréversiblement atteints.

Il n'y a pas de morale morale au sens paralyssant, plusieurs réactions s'esquissent.

La première, la plus connue, est celle des réformateurs. Elle consiste à proposer une « constitution d'urgence » russe par la constitution d'une « union adulte », « l'Europe », l'Occident, rompant les liens avec l'« asiatisme » pour s'engager dans la modernité.

La deuxième, communiste, est la « trahison ou « fondamentalisme », propose la sauvegarde du socialisme d'Etat. Entre les 21 et 22 avril, puis du 11 au 10 juin à

**MINACES DE MORT CONTRE UN JOURNALISTE MEXICAIN.** A deux reprises, les 16 et 19 juin, notre collaborateur Jorge Castañeda, journaliste et universitaire mexicain, a été agacé par des lettres anonymes qui ont proféré à son encontre des menaces de mort. La société interaméricaine de presse (SIP) a adressé une protestation à M. Carlos Salinas de Gortari, président du Mexique.

Leningrad, les « initiateurs » du nouveau Parti communiste ont remis un bilan très négatif de l'ère Brejnev, résumant finalement sur un capitalisme rampant. Les néoconservateurs ont eu à cœur d'avoir un regard complaisant sur le passé. Ils ont remonter la faute à Staline, dont la Constitution (1936) consacrait le principe leniniste des élections sur la base des collectifs de travailleurs. Une critique gauchiste classique du stalinisme. En un mot, par contre, sur la terre.

Au palmarès des victoires remportées récemment par l'« action populaire », ces communistes orthodoxes citent la fin de la guerre en Afghanistan, le freinage des prix, le coup d'arrêt à la liquidation des vieux villages. Comme alternative à la crise, ils proposent la stimulation du travail non par le profit, mais par l'augmentation du temps libre et la participation des travailleurs à la gestion, l'arrêt de la « fuite des cerveaux » à l'étranger, un marché strictement limité par les « garanties sociales » et soumis au référendum populaire, le remplacement de l'Etat unitaire soviétique par un « véritable fédéralisme ». Dans la culture : la préservation du patrimoine national et classique, la restauration des études de grec, de latin et de langues slaves. Le tout - « la direction de la classe ouvrière et de son parti », mais avec la recherche d'un « consensus » entre leninistes et sociaux-démocrates au sein du PCUS (11).

La troisième réaction, celle des nationalistes, quoique profondément hostile aux communistes, partage avec

l'aile dure de ceux-ci la défense de l'Etat et des valeurs collectives, de l'indépendance économique du pays. Certains parlent de substituer au collectivisme internationaliste défait l'idée d'un « collectivisme patriotique ». L'esprit collectif devrait, par exemple, inspirer une fiscalité nouvelle à l'encontre des « 3 % de la population qui détiennent 20 % de l'épargne (12) ». D'autres s'en remettent plutôt aux valeurs religieuses et à la monarchie : ce n'est plus seulement en 1917 qui est, à leurs yeux, la catastrophe, mais le futur, la révolution démocratique qui mit fin au régime des soviets. Des groupes patriotiques ou chrétiens propagent systématiquement, dans les meetings, l'idée du « complot judéo-maçonnique » de 1917, réitéré aujourd'hui sous le couvert de glasnost. La mouvance d'extrême droite, principalement Pamiat (mémoire), déploie l'étendard du « nationalisme » contre les libéraux « cosmopolites ». L'antisémitisme classique se prolonge dans le xénophobie à l'égard des minorités non russes. L'hebdomadaire progressiste Ogoniok dénonce la menace du « socialisme d'Etat », phonétiquement proche du nazisme. Electoralement, il médiatise très bien les minorités, mais surtout les Russes dans les années 20, ce courant pourrait prospérer à la faveur de la crise. La petite cellule chrétienne peut d'un coup provoquer des réactions dans tout l'organisme social (13).

Chacun de ces trois réactions pose au moins des questions pertinentes. Les démocrates occidentalistes semblent tiraillés entre une conservatrice et une réformatrice, le privilège des inquiétudes face à la déstabilisation sociale et à la subordination économique et culturelle des grandes firmes transnationales. Mais, au-delà des questions, ce qui frappe surtout c'est l'absence de réponses. Les réalités sociales, quotidiennes, sont d'une telle complexité, les mouvements sociaux d'une telle richesse, qu'en regard les grands discours idéologiques paraissent d'une relative pauvreté.

Un pays est redécouvert, à réinventer - non pas en « repartir de zéro » comme le prétendent les nostalgiques de l'ère présoviétique, mais sur la base de grandes mutations, les expériences et les connaissances accumulées. La difficulté à penser la « mise en œuvre » d'un tel projet est une exclusivité soviétique. Elle est universelle.

Ne prenons qu'un aspect de la Russie en reconstruction : la pluralité. Russes d'Europe, sibériennes d'Ouest et d'Est, extrême-orientale auront des développements (des Etats ?) distincts. Le centralisme écrasant de Moscou devra céder devant la renaissance de Leningrad (Saint-Petersbourg) et des villes de province, les municipalités régionales que revendiquent, par exemple, les mineurs du Kouzbass (14). Multi-ethnique, la Russie devra repenser sa fédération, moins en termes de pouvoirs territoriaux que d'autonomies de développement. Quel sera le sort, par exemple, des peuples victimes d'un productivisme forcé : les pêcheurs khanty-mansy, dont les eaux, dans le Nord-Ouest sibérien, sont polluées par les exploitants du pétrole ? Ou les éleveurs de rennes évanescents menacés par la parodie du deuxième monde (BAM) ? Ces questions, tout comme celles que soulèvent les terribles conséquences de Tchernobyl pour des millions de Russes, de Ukrainiens, ne guère affrontées par les idéologies-panacées du socialisme d'Etat, du nationalisme passéiste ou du libéralisme débridé. Pour reprendre l'expression de l'historien Mikhaïl Gelfer, ces idéologies de diverses obédiences continuent à parler « la langue d'une Atlantide disparue à jamais (15) ».

conservé leurs partis communistes, soumis à Staline au plus haut conseil de l'Etat. Le Parti communiste de RSFSR a officiellement réintégré lors de la conférence, transformée en congrès constitutif, le 20 juin 1990. Le nouveau conservateur, Egor Ligatchev, y a suggéré à M. Gorbatchev de renoncer à son rôle de secrétaire général du PCUS.

(7) Les Nouvelles, Moscou, 24, 15-21 juin 1990.  
(8) Serge Leyrac, l'Humanité, 18 juin 1990.  
(9) Déclarations à l'Humanité, Novosibirsk, 23, 10 juin 1990.  
(10) Déclarations à l'Humanité, Oleg Bogomolov à Ogoniok, 23, 1990.  
(11) Leningradskaya Pravda, 10 juin 1990.  
(12) Nachi Sovremennik, 2, 1990.  
(13) Ogoniok, 21, 1990.  
(14) Pendant leurs grèves, les mineurs du bassin de Kemerovo (Sibirie occidentale), ont revendiqué la fin du monopole du pouvoir du PCUS, l'autogestion des entreprises et l'autonomie régionale.  
(15) Communication au colloque ISER-Paris, 10 avril 1990, lire par l'auteur dans la nouvelle édition de son livre : URSS, Une Atlantide disparue à jamais (15).

**L**ORSQU'EN 1974 de la Grande République, on peut lire publique... listes, l'opinion publique... modèle de... d'information... est utilisée par les... à des fins... comment... conscience.

En résumé, les conditions de travail... d'une unité... que l'opinion... ouvriers, est... thèmes fondamentaux... est exprimée par... et les autres... leurs.

Autant dire que l'inconscience de l'opinion en URSS... tion officielle... diens étant censés... l'ensemble de la po... C'est à partir de la faveur de la presse... Il est enfin pas d'« Homo... l'image de la stat... héroïques qui trôn... L'exposition des... mie nationale... Mais peut-être... une... dans une... d'habitants ou... ethnies et... Lorsque on interro... mode d'élection... l'URSS, la quest... sens que lorsqu... Russie les conge... de réflexion plus... pleins slaves de... essentiellement... biélorusse.

En dépit des pro... la publication... Union soviétique... objectif politique... Partout, elle ten... radicale de l'idéol...

M. Li...

En juin 1990, que d'habitants indiquent que... rogues... M. Gorbatchev... du Soviet suprême... En août 1990... est le personnage... dans une... plus que 40... chev (15). Et l'on voyait un effort... ment apparait... de certains... survenus à Mos... mai 1990.

Pourtant, on ne... la population... active... jour... l'URSS.

Le sondage de... hommes politiques... par l'hebdomadaire... meny (Fakty i... pective stratégique... P...

LE MO... diplom...

COMPRENDRE L'ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL ANTICIPER

■ Deux typologies au Monde

proposés à

Tarif normal d'un tarif d'un nombre netaire, mé qués s'ente

Tarif étudié carte.

هكذا من الأصل



## DÉMOCRATIQUE DES CITOYENS SOVIÉTIQUES

## Naissance d'une opinion publique

LORSQU'ON LIT l'édition 1974 de la Grande Encyclopédie soviétique, on peut lire à l'article « Opinion publique » : « Dans les sociétés capitalistes, l'opinion publique est une notion modelée par les intérêts bourgeois d'information et de propagande, elle est utilisée par les classes dirigeantes à des fins idéologiques, y compris comme moyen de manipuler les masses ».

En régime socialiste, dans les conditions de suppression des antagonismes sociaux (...), de l'instauration d'une unité socio-politique et idéologique, l'opinion publique de la classe ouvrière, de la paysannerie, de l'intelligentsia, est représentative des problèmes fondamentaux de la société, et est exprimée par le Parti communiste et les autres organisations des travailleurs.

Autant dire qu'il fut longtemps inacceptable de publier des sondages d'opinion en URSS, puisque l'information officielle dispensée par les quotidiens était censée représenter l'avis de l'ensemble de la population.

C'est le parti du PIST seulement, à la faveur de la perestroïka, que les sondages ont pu multiplier dans la grande presse. Il est enfin admis qu'il n'existe pas d'« homme soviétique » unique, et l'image de la classe des travailleurs héroïques qui trône devant l'entrée de l'Exposition des réalisations de l'économie nationale, à Moscou.

Mais peut-on considérer qu'il existe une « opinion publique soviétique » dans une fédération de 290 millions d'habitants où coexistent près de cent ethnies et nationalités différentes ? Lorsqu'on interroge un Lituonien sur le mode d'élection du président de l'URSS, la question n'a pas le même sens que lorsqu'elle est posée à un Russe (les sondages cités dans cet article ne sont que l'opinion des simples citoyens de l'URSS, c'est-à-dire, essentiellement, Russes, Ukrainiens et Biélorusses).

En dépit des progrès de la démocratie, la publication des sondages en URSS soviétique répond encore à un objectif politique, voire idéologique. Parfois, elle témoigne de l'évolution idéologique.

## M. Ligatchev moins populaire que... Staline

EN juin 1989, le Centre pansoviétique d'études de l'opinion publique indiquait que 87 % des personnes interrogées soutenaient l'élection de M. Gorbatchev au poste de président du Soviet suprême (4).

En août 1989, la question « Quel est le personnage politique le plus aimé dans notre pays ? », ils n'ont plus qu'à citer M. Gorbatchev (5). Et le magazine Ogoniok voyait en un effritement de la popularité du leader de l'URSS. Cet effritement apparaissait surtout, aux yeux de certains, par les récents incidents survenus à l'occasion du 100<sup>e</sup> anniversaire de la révolution d'octobre.

Pourtant, on ne peut assimiler toute la population aux groupes d'opposition active (les « groupes informels ») qui, un jour, ont élu le président de l'URSS.

Le sondage de popularité des hommes politiques, publié récemment par l'hebdomadaire réformateur Argumenty i Fakty (6), semble confirmer la

Ainsi, s'agissant de la composition du parti, le Centre de recherche de l'Ecole des Jeunes Communistes donna en mars 1989 (1) le choix entre des formulations telles que : « le PC doit accepter les personnes les plus dignes », « on ne doit pas accepter les personnes les plus dignes », « on ne doit pas accepter les personnes les plus dignes », « on ne doit pas accepter les personnes les plus dignes ».

Un autre exemple de l'utilisation des sondages par M. Mikhaïl Gorbatchev pour accompagner sa politique, l'objectif était de légitimer les questions et de prendre l'opinion publique à témoin, face aux oppositions. Première étape : au mai 1989 (2), à la veille du premier congrès des députés du peuple, un sondage permet de plébisciter la nouvelle instance. A la question « Quel est le pouvoir réel suprême dans notre pays ? », le choix est donné entre trois solutions : le Congrès des députés du peuple (61 %), le Soviet suprême (30 %), le Parti et le gouvernement (10 %), sans opinion (9 %) ; total supérieur à 100 %, car quelques personnes ont donné deux réponses.

Deuxième étape : moins d'un an plus tard (mars 1990) (3), il n'y a plus qu'une proposition : elle est nouvelle et peut apparaître une contradiction avec celle de l'année précédente : « Notre pays a-t-il besoin d'un président ? » Il s'agit autant de répondre oui (61 %) que ceux qui, un an plus tôt, avaient plébiscité le Congrès. 23 % sont opposés à un président et 16 % sont sans opinion.

Mais à côté de ces sondages « dirigés », d'autres, par une formule plus simple, permettent de mieux apprécier l'opinion de l'opinion. Ils sont souvent publiés par les journaux en point de vue mouvement de réévaluation : les hebdomadaires Ogoniok et les Nouvelles de Moscou, le quotidien Komsomolskaya Pravda et Izvestia.

La popularité de M. Gorbatchev, qui contraste avec un recul de celle des économistes de la perestroïka.

Comme le souligne l'hebdomadaire Ogoniok, la popularité de M. Gorbatchev résulte d'une appréciation paradoxale : d'un côté, « il est le chef de l'organe le plus populaire du pays par le peuple (le Congrès), de l'autre le chef d'un parti dont la popularité est en chute libre ». D'un côté il est le père de la perestroïka et un partisan de la démocratie, de l'autre il est le chef d'un pays dont l'état se dégrade en permanence. Surtout, il semble qu'en dépit d'une déflation certaine face aux maigres résultats économiques de la perestroïka, nombreux sont ceux qui soutiennent M. Gorbatchev parce qu'ils le considèrent comme le seul homme capable d'éviter que le pays ne bascule dans la guerre civile ou le chaos.

Le sondage publié par Argumenty i Fakty fait également apparaître la faible popularité du chef de file des conservateurs, M. Egor Ligatchev, face le reste du monde inférieur à l'indice de popularité actuel de



DESSIN PARU DANS LA « LITERATOURNAIA GAZETA ».

« Oui » ou « non », l'important est de s'exprimer.

Staline. M. Boris Eltsine est considéré d'un point de vue moyen ; mais il faut souligner que ce sondage a été réalisé avant son élection au poste de président du Soviet suprême de Russie. Cette élection a contribué à estomper une image d'homme marginal et renforcer son statut de crédibilité.

Les meilleurs indices restent ceux de Lénine, que l'on peut attribuer à un attachement quasi religieux, en raison de la dévotion que lui voue le « peuple soviétique ».

Des sondages réalisés en 1989 (7) et 1990 (8) par le Centre fédéral d'études de l'opinion publique précisent le degré de confiance des principales institutions.

Au premier trimestre 1989, la confiance dans le Parti communiste apparaissait encore élevée. Il ne devait en grande partie à la personnalité de M. Gorbatchev. Le Parti pouvait alors être considéré non seulement comme la « source de la perestroïka », mais également comme « la voix de la démocratisation ». Ce monopole n'existe plus depuis l'abrogation de l'article 6 de la Constitution et surtout depuis la séparation des pouvoirs, instituée par l'adoption de la Constitution d'un nouveau président de l'URSS.

Les sondages ont également montré que la confiance dans le PC n'a cessé de baisser depuis un an. En mars 1989, 38 % des personnes interrogées avaient totalement confiance dans le Parti ; elles n'étaient plus que 16 % en mars 1990.

Les sondages ont également montré que la confiance dans le PC n'a cessé de baisser depuis un an. En mars 1989, 38 % des personnes interrogées avaient totalement confiance dans le Parti ; elles n'étaient plus que 16 % en mars 1990.

Un sondage effectué en février 1991 montrait enfin que les organismes les plus mal notés (comité d'Etat agro-industriel, ministère de la Santé) sont ceux que la population considère comme les plus difficiles de la vie quotidienne, ce qui laisse dire au quotidien les Nouvelles de Moscou : « Moins la population a d'informations relatives à l'activité de l'organisme en question et plus elle

leur fierté d'être soviétiques (9). Seuls 11 % des gens pensent que leur situation économique s'améliorera dans l'année qui vient ; 22 % estiment qu'elle restera telle quelle, et 11 % qu'elle empirera... A plus longue échéance, la perestroïka est source d'espoir pour deux Soviétiques sur trois.

Face aux difficultés auxquelles se heurte le pays, les partisans d'un « ordre nouveau » ne semblent pas représenter une force importante de la population (10). Ils ne semblent pas affirmer que le pays a besoin d'un « ordre nouveau », d'une discipline de fer, comme c'était le cas sous Staline, et les récentes élections ont montré le peu d'influence des organisations nationalistes d'extrême droite. Le mouvement Pamyat ne recueillait que 1 % à 2 % d'opinions favorables (6 % dans les grandes villes, pratiquement nul dans les campagnes).

Mais une atmosphère inquiétante subsiste : 85 % des personnes interrogées ont exprimé une agression vis-à-vis de leurs concitoyens plus favorisés et plus chanceux (11).

Dans la situation précaire de l'URSS, cette intolérance fait redouter les effets que pourrait avoir l'apparition, face à M. Gorbatchev, d'un homme à la démagogie et ayant suffisamment de charisme pour cristalliser des réactions.

Les résultats du sondage sur la peine de mort, publiés par les Nouvelles de Moscou en mars dernier (9), sont également inquiétants.

On peut lire dans les éditions russe et française (il s'agit de l'édition française de la « Gazette démocratique ») : « En parlant des assassins, 70 % ont opté pour la peine de mort ; 27 % à 33 % ont préconisé d'appliquer la peine de mort aux prostituées, aux terroristes, aux homosexuels... La phrase suivante, que l'on peut lire dans l'édition russe, n'apparaît pas dans l'édition française : « Les 10 % à 22 % ont voté pour supprimer les rockers, les joueurs de sida et les handicapés ; de 1 % à 9 %, les alcooliques et les mendicants... »

## Une réelle maturité politique

FAUTE aux difficultés, les Soviétiques demeurent pourtant conscients de leur propre responsabilité. Dans un sondage publié le 30 janvier 1990 par les Izvestia, les chercheurs de l'Académie des sciences ont posé la question : « Qui est responsable de nos difficultés ? ». La proposition qui était en tête (choisie par près de la moitié des personnes interrogées) était : « Notre peuple n'aime pas travailler et se désintéresse depuis longtemps à travailler correctement ». Après seulement venaient les réponses qui mettaient en cause les dirigeants locaux ou nationaux et « saboteurs de la perestroïka » (12).

Une forte majorité estime que pour sortir le pays des difficultés, il faut travailler plus et mieux, sans prise de conscience et sans toujours conduire l'« homme soviétique » à prendre en main son destin. Il reste trop souvent passif : 33 % des personnes se déclarent prêtes à accepter un salaire plus bas ou un échange d'un travail plus pénible ou une garantie d'un emploi plus stable.

Il reste des raisons d'espérer, ainsi que l'ont montré les élections aux soviets des Républiques et aux soviets locaux. Ces élections ont été faites en l'absence de partis regroupant les candidats. Parmi ceux qui déclarent leur appartenance au PC, se trouvent

idées en faveur d'une décentralisation du marché. Deux plates-formes politiques ont été publiées, celle des réformateurs de la « Gazette démocratique », et celle des nationalistes nationaux du « Bloc des mouvements socio-patriotiques russes ».

En dépit de cette situation confuse, les Soviétiques ont montré qu'ils pouvaient apprendre les règles de la démocratie et faire preuve d'une réelle maturité politique. Rejetant les extrémismes, ils ont choisi un chemin de partisanes de la démocratisation et, dans les Républiques « périphériques », les partisans de l'autonomie ou de l'indépendance.

- (1) Nouvelles de Moscou, 12 mars 1989.
- (2) Nouvelles de Moscou, 26 mai 1989.
- (3) Komsomolskaya Pravda, 18 mars 1990.
- (4) Nouvelles de Moscou, 15 juillet 1989.
- (5) Ogoniok, n° 31, août 1989.
- (6) Argumenty i Fakty, n° 8, 1989.
- (7) Komsomolskaya Pravda, 18 mai 1989.
- (8) Nouvelles de Moscou, 18 mars 1990 (éditions russe et française).
- (9) Ogoniok, n° 15, août 1989.
- (10) Izvestia, 25 février 1990.
- (11) Izvestia, 30 janvier 1990.

LE MONDE diplomatique

ABONNEZ-VOUS

COMPRENDRE  
L'ENVIRONNEMENT  
INTERNATIONAL  
ANTICIPER L'ÉVÉNEMENT

Deux types d'abonnement  
au Monde diplomatique sont  
proposés à nos lecteurs :

Tarif normal, avec possibilité de bénéficier  
d'un tarif dégressif pour abonnements  
en nombre (envoi groupé : même desti-  
nataire, même adresse). Les prix indi-  
qués s'entendent à l'unité.

Tarif étudiant (joindre la photocopie de la  
carte).

TARIF ABONNEMENTS	PRIX DE L'ABONNEMENT (en francs)		
	1 an 12 num.	10 à 19 num.	20 num. et plus
FRANCE, ANDORRE, MONACO, postes relatives normales	180 F	162 F	145 F
ÉTUDIANTS (joindre photocopie de la carte)	135 F		
ÉTRANGER VOIE NORMALE (tarif de distribution)	240 F	222 F	205 F
VOIE AÉRIENNE (Europe, pays de Maghreb)	257 F	239 F	222 F
Afrique, Proche- Orient, Moyen-Orient, St-Pierre-et-Miquelon, SPS8000, Dom.	300 F	282 F	265 F
Amérique du Nord/ Sud, Corée, Malaisie, Taïwan	340 F	322 F	305 F
Asie, Australie, Océanie	340 F	322 F	305 F

BULLETIN D'ABONNEMENT

Je m'abonne  
au MONDE DIPLOMATIQUE pour :

☐ 1 AN  
☐ ABONNEMENTS EN NOMBRE

Nombre d'abonnements :  Prix à l'unité :  F  
= prix total :  F

NOM :

PRÉNOM :

ADRESSE :

CODE POSTAL :

PAYS :

Bulletin et règlement à retourner à :  
LE MONDE diplomatique  
5, rue de la République  
75001 Paris Cedex 01

collection  
MANIÈRE DE VOIR

N°4  
LA PAIX DES GRANDS  
L'ESPOIR DES PAUVRES.

N°5  
LE TRIOMPHE DES  
INÉGALITÉS.

N°6  
REGARDS D'ÉCRIVAINS  
SUR UN MONDE CONVULSÉ.

N°7  
DU COMMUNISME RÉEL À  
L'AMBITION DÉMOCRATIQUE

N°8  
LA PLANÈTE MISE À SAC

CHACQUE VOLUME 98 PAGES - 398 F



## Sortir du bourbier militaire, rebâtir

**A**PRÈS quarante ans d'une guerre froide qui a justifié ou servi de prétexte à une démentielle politique d'armement, l'heure a-t-elle sonné d'un plus grand réalisme ? La raison comme les contraintes financières y poussent, aux Etats-Unis en particulier, énormément endettés et hantés par le déclin. Mais l'imbriication de l'économie militaire et de l'économie tout court est si ancienne et si forte qu'une telle évolution sera malaisée.

Par JACQUES DECORNOY

Prix de 2 millions d'années réparties sur douze milliards de dollars, les besoins de l'armée américaine, qui, elle obtient satisfaction, agrandira d'un cinquième son patrimoine foncier ! Jamais, depuis la seconde guerre mondiale, elle n'a eu pareille voracité (1). Et, pourtant, cette voracité d'écarter encore plus les terrains de manœuvre, saurait occulter le grand débat qui, depuis par l'évaporation du communisme, agite les Etats-Unis : puisque la menace d'un conflit avec l'URSS disparaît, quelles peuvent être les raisons de cette rupture sur la diplomatie, les finances et l'économie du pays ? Interrogation qui rejoint une autre, répétée à l'envers depuis quelques années déjà : face à un Japon en pleine santé, à une Europe maritime proche de l'union, l'Amérique, juchée sur un Himalaya de fusées, calcule-t-elle la durée de sa puissance ?

Directeur de la revue *Foreign Policy*, Charles William Maynes écrit : « Alors que prend fin la guerre froide (...), la politique étrangère américaine perdra davantage qu'un ennemi. Elle perdra le sextant grâce auquel le navire de l'Etat a été dirigé depuis 1945 (...). Les dirigeants de la paix ne se résument pas à l'argent qui sera libéré. Ils inclinent vers les catégories de pensée qui finiront par s'épanouir. La pensée qui verra d'un grand effort la politique étrangère américaine ».

Préoccupation qui recoupe celle d'une autre revue prestigieuse, *Foreign Affairs*, où deux spécialistes de la compétitivité des systèmes de technologie de pointe notent : « La sécurité nationale ne peut plus être analysée en termes purement militaires : la sécurité économique doit être prise en considération ». Ils ajoutent : « Les implications [de ce débat] sur la politique étrangère américaine sont énormes, et ne peuvent être comprises (2) ».

La sécurité a fait loi, davantage même doute que la raison : le bilan militaire des années Reagan devait être positif. S'il n'est question ni de l'avenir ni de la menace, c'est l'incertitude (3).

## La menace, c'est l'incertitude

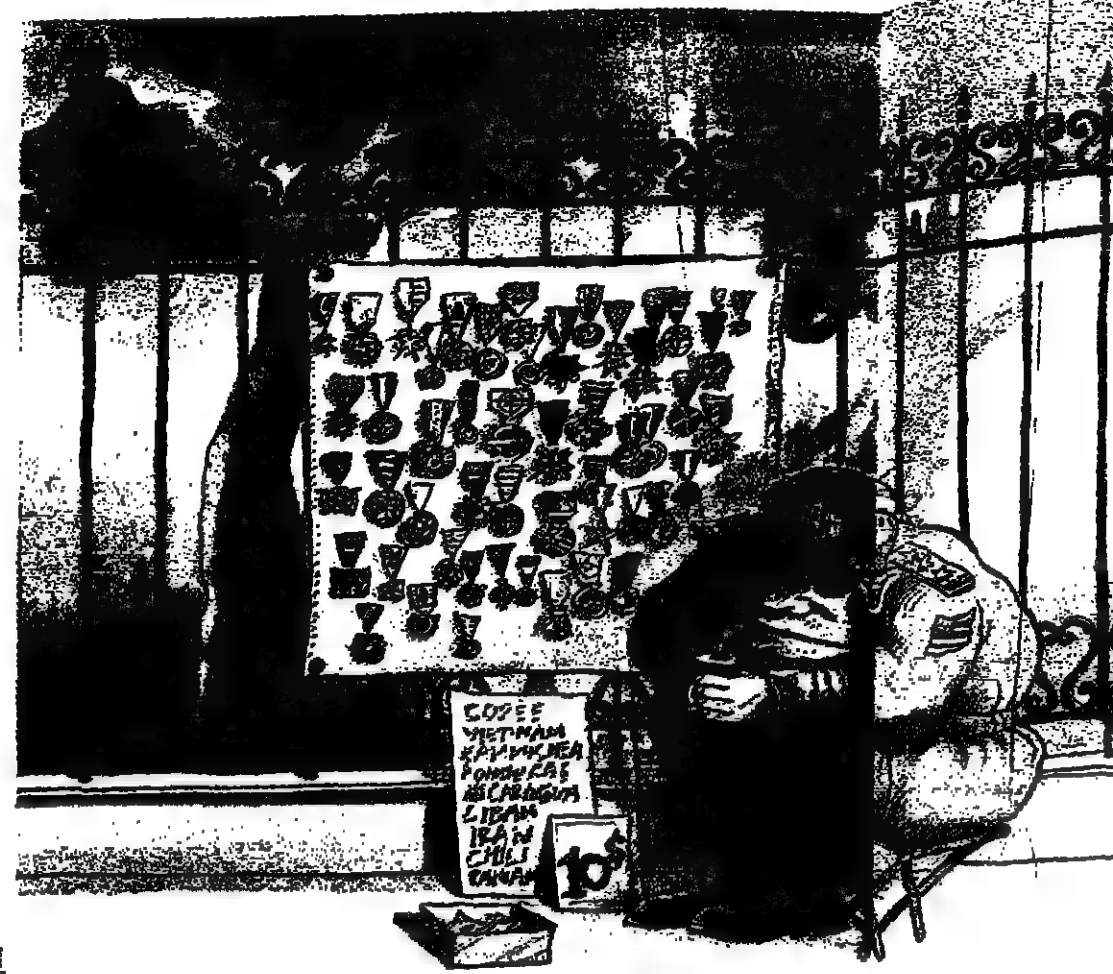
DANS son discours du 7 décembre 1989 devant l'Assemblée générale des Nations unies, Mikhaïl Gorbatchev eut une formule : « Le développement et les rapports internationaux sont altérés par la course aux armements et la militarisation du monde ». De fait, par-delà les énormes intérêts en jeu, cette militarisation n'a pas fini de corroder les esprits tant l'habitude s'est imposée de considérer comme naturel le fait de vivre à l'abri de parapluies militaires. Témoin ce jugement d'un officier de la marine américaine : « Les Etats-Unis ne connaissent plus la menace. La menace, c'est l'incertitude (4) ».

Sur cette « incertitude », source de

garde, ni de mettre un terme à la modernisation de ses systèmes d'armement (3), ni de cesser la préparation de possibles interventions dans les tiers-mondes, l'obligation est en revanche admise de réduire progressivement les dépenses militaires - mais dans quelles proportions, à quel rythme, à quelles fins ?

Les crédits consacrés à la défense ont quelque peu allégés depuis le pic de 1985, passant de 130 milliards de dollars à environ 100 milliards - seulement -, soit, *grasso modo*, le double du budget fédéral, ou 20 % du produit national brut. La présentation de ces statistiques, pour impressionnante qu'elle soit, demeure trompeuse. Elle ne tient pas compte de l'extraordinaire concentration du pouvoir économique et technologique induite par une telle politique : en 1988, cinq firmes (McDonnell Douglas, General Dynamics, General Electric, Tenneco et Raytheon) ont bénéficié de 137 milliards de dollars de commandes du Pentagone. Elle ignore aussi l'impact en profondeur de pareils crédits sur l'économie à long terme : au cours des dernières années, la part du budget fédéral de la recherche consacrée à la défense a passé de 45 % à 67 % (4).

Enfin d'une pensée politique balotée entre des pressions contradictoires - lobbies, divergences ou non, de firmes, de syndicats, de chercheurs, de syndicats, d'Etat, de comités, d'élus locaux et fédéraux - s'est engagé un grand débat. Les projections ne manquent pas qui, ayant pour prémisses la mutation des rapports Est-Ouest et l'état des infrastructures humaines et matérielles de l'économie américaine, montrent qu'une rapide et profonde diminution des dépenses militaires permettrait, dans les cinq ans à venir, une réduction de moitié du budget fédéral, une importante baisse des taux d'intérêt, une progression de la production



de la compétitivité de la production nationale, un rétablissement partiel de la balance commerciale, une injection massive de fonds publics dans

le domaine social, dans la construction et la reconstruction d'écoles, de ponts et de routes, et dans la protection de l'environnement.

(1) *US News and World Report*, 14 mai 1990.

(2) Charles William Maynes, « America Without the Cold War », *Foreign Policy*, printemps 1990 ; B. R. Linn et Daniel F. Burton Jr., « Technology and Competitiveness : The New Policy Frontier », *Foreign Affairs*, printemps 1990.

(3) Lire, à ce sujet, l'article de l'auteur, « L'après-guerre froide », *Le Monde*, 22 mai 1990, qui dénonce la poursuite de la modernisation de l'armement.

(4) *Business Week*, 12 juin et 12 décembre 1989 ; *Newsweek*, 19 mars 1990.

Loin du dogme exaltant l'ultra-technologie, dans un monde hanté par la peur, la production et les machines-outils sont devenus des biens publics, estimés à leur valeur d'usage. 150 milliards de dollars ont été investis dans la construction de machines-outils, ce qui a permis de réduire de moitié le coût de fabrication de ces machines-outils. Une condition tout à fait nouvelle de la production.

## La logique d'armement, source

**D**E l'histoire des grandes puissances, Immanuel Wallerstein et, plus récemment, l'auteur britannique Paul Kennedy ont développé une théorie : la dynamique d'armement finit toujours par saper les bases économiques et productives d'un pays d'envergure mondiale (1). Mais les commentateurs, généralement américains, ne se sont pas penchés sur le poids du fardeau militaire soviétique, oubliant trop souvent que la situation américaine n'est pas très différente. La décennie qui vient de s'achever aura, aux Etats-Unis, été placée sous le triple signe du réarmement, de la croissance et du déclin. Cette synchronie, loin d'être fortuite, s'explique par la logique inextricable de ces phénomènes. Or, le système américain a subi une mutation en raison des crises économiques et des aspirations démocratiques.

Il existe aux Etats-Unis des dépenses militaires de 300 milliards de dollars de dépenses militaires, les dépenses budgétaires endémiques (3 % du produit intérieur brut), une pénétration commerciale, un risque de stagnation et la dislocation des systèmes sociaux. Ces dépenses de faillite résultent d'un réarmement croissant. L'obsolescence inhérente à la très forte technologie des engins et les coûts de recherche et développement (souvent une dizaine d'années) conduisent à lancer en permanence de nouveaux programmes pour minimiser les risques d'une rupture aux armements futurs.

Par ailleurs, les firmes, qui monopolisent la production d'un type

de sortir de la seconde guerre mondiale et réactiver pendant l'ère Reagan. C'est pourquoi l'abandon du système politique de Yalta doit coïncider avec celui du système de croissance par l'armement, qui en constituait l'expression économique.

Durant les années 50, l'accession aux responsabilités hégémoniques et la guerre froide permettent aux Etats-Unis de renouer avec les recettes qui avaient fait fuir, lors du conflit mondial, la dépression et les troubles sociaux. La doctrine macarthyste, sur fond de guerre froide (1950-1953), garantit l'union sacrée en amalgamant grossièrement opposés et ennemis. La prévention du chômage est assurée par un « keynésianisme militaire » qui draine en dépenses d'armement 10 % du produit national brut. Le développement technico-scientifique est vigoureusement aidé par le Pentagone : il finance, de 1953 à 1967, plus de la moitié de la recherche-développement (RD) (2). Ce système de croissance se reproduit grâce à la combustion interne qui peut fonctionner indépendamment des efforts de l'adversaire.

L'obsolescence inhérente à la très forte technologie des engins et les coûts de recherche et développement (souvent une dizaine d'années) conduisent à lancer en permanence de nouveaux programmes pour minimiser les risques d'une rupture aux armements futurs.

Par ailleurs, les firmes, qui monopolisent la production d'un type

d'armes et dépendent des commandes du Pentagone, contraignent ce dernier, sous peine de perdre par faillite un élément de sa panoplie, au renouvellement de ses commandes (*follow-on imperative*), d'où une très forte inertie. Les mêmes firmes géantes (vingt-cinq d'entre elles reçoivent plus de 50 % de leurs crédits), les mêmes secteurs (aéronautique, spatial, nucléaire, électronique), les mêmes paradigmes technologiques (qui encadrent les systèmes d'armes (chars, avions, porte-avions) perdureront jusqu'à aujourd'hui.

Au début des années 70, l'armement d'armement semble en avoir assez fait : croissance et productivité sont soutenues, et les innovations qui portent l'expansion longue du cycle pro-

viennent essentiellement du secteur militaire (électronique, automatisme, aéronautique, industries spatiales et nucléaires).

Les systèmes d'armes intègrent les hommes et les complexes machines dans les rapports de production militaire et la puissance s'évalue à l'aune de l'accumulation d'un capital destructif. La guerre du Vietnam et la crise économique qui s'annonce aux Etats-Unis ruineront le mythe de la suprématie de ce capital destructif et la croissance dans le secteur militaire comme moteur de la croissance. Dans les années 70, la grande crise du capitalisme est aussi celle d'un déclin hégémonique sanctionnant un système de croissance.

## La croisade de M. Reagan

ENTRE 1973 et 1975, les dépenses militaires baissent d'un quart, les achats d'armement de moitié. Les ventes d'armes à l'étranger reculent de 50 %, la recherche et les commandes inquiètent les puissants lobbies, qui agitent le spectre de la supériorité soviétique. A la fin des années 70, la hantise du déclin propulse M. Reagan au pouvoir. Plusieurs politiques, superbement contradictoires, mais toutes convergentes vers un objectif : la réduction du déficit budgétaire du « keynésianisme militaire ». Mais les mesures prises entraînent en 1982 un échec cuisant, sinon surprenant : la croissance mondiale et les exportations d'une pyramide de dettes monétaires s'effondrent à l'évidence. En 1983, l'indifférence, la cessation et, à ces temps difficiles, la mise.

La logique du réarmement dévoile le vrai visage de la politique économique américaine. Il y a une crise d'hégémonie mondiale et, comme corollaire, surgit le danger d'une guerre mondiale et mondiale. M. Reagan déclare la guerre à l'inflation, aux pauvres, à l'« empire du mal », et il le fera jusqu'aux

étoiles... L'Amérique renoue alors avec un système de croissance défectueux, dont les caractéristiques sont clairement liées en évidence.

Croisade moralisante, « révolution » interventionniste et interventionnisme militaire (Nicaragua, Liban, Grenade, Libye) véhiculent cette idéologie belliste. Du coup, les dépenses militaires doublent sans cesse (elles croissent, en termes réels, de 30 % de 1980 à 1985), une politique qui crée un bon climat pour les affaires. Car il s'agit bien d'une action directe sur le secteur de l'armement : la part dévolue aux acquisitions et à la recherche dans le budget militaire passe de 15 % en 1982 à 46,6 % en 1988 (3) - un véritable filet de protection pour l'industrie. En 1982, le Pentagone finance 40 % des investissements industriels (4). En 1983, la relance permise par la politique monétaire demeure incalculable : l'armement, qui crée 420 000 emplois et dynamise le secteur des biens d'équipement, seul secteur civil en croissance depuis 1980 (5). Les dépenses allouées à la recherche-développement militaire doublent de 1980 à 1983 et atteignent le volume de l'ensemble de la recherche japonaise, 100 milliards de dollars (6).

Les dépenses engendrées par la politique de réarmement et la position

exceptionnelle de Wall Street permettent le drainage de l'épargne mondiale vers les Etats-Unis. Inexplicable à partir des indicateurs économiques traditionnels, mais en revanche liée aux anticipations sur l'augmentation des dépenses militaires (7), la folle hausse du dollar se poursuit.

Au milieu des années 80, le coup de badigeon donné à un modèle archaïque de croissance a une apparence attrait son but. En réalité, le bateau du grand américain prend déjà l'eau de toutes parts : balance commerciale et comptes publics structurellement déficitaires, dépenses d'épargne insignifiantes et endettements, déclin industriel et délabrement du tissu social. Or cette affirmation de la grandeur militaire et nationale fait apparaître une délicate prétention : elle s'appuie sur un armement aussi coûteux qu'inefficace (notamment face aux terroristes et aux preneurs d'otages), produit par des machines-outils d'origine allemande et japonaise et financé à crédit par l'étranger.

Les succès apparents ne sauraient faire illusion : ce système accélère le déclin des Etats-Unis. Les causes sont évidentes. Il fut conçu pour s'adapter à la géostratégie bipolaire d'un géant doté d'une avance technologique et d'une maîtrise des problèmes d'absorption de surplus, une maîtrise en contradiction avec la situation actuelle. Notre « système-monde » est devenu multipolaire, ce qui implique, sous peine de grave affaiblissement, la première puissance, une redistribution des responsabilités monétaires et politico-militaires.

(1) Immanuel Wallerstein, *La Capitalisme historique*, La Découverte, Paris, 1983 ; Paul Kennedy, *Naissance et déclin des grandes puissances*, Fayot, Paris, 1985.

(2) Georges Menahem, *La Science et la guerre*, le Seuil, Paris, 1976.

(3) *Newsweek*, 12 juin et 12 décembre 1989 ; *Business Week*, 12 juin et 12 décembre 1989 ; *Newsweek*, 19 mars 1990.

(4) Claude Julien, « Le prix des armes », *Le Monde diplomatique*, juillet 1988.

(5) Jacqueline Grapin, *Le Japon américain*, Grasset, Paris, 1984.

(6) Institut français des relations internationales, *Mondial 1990*, Dunod, Paris, 1989.

(7) Christian Schmidt, « Dépenses militaires américaines et taux de chômage », colloque AFSE, 21-22 septembre 1987.

**LANGUES & AFFAIRES**  
formation personnalisée à distance  
un moyen souple, efficace, sans contrainte, pour  
préparer un diplôme de langue spécialisée ou un BTS d'avenir

Chambres des Commerces Etrangères, BTS Commerce International, Certificats Européens de Langues, Action Commerciale, de Cambridge, TOEFL, Bureautique/Secrétariat

Cours tous niveaux - inscriptions toute l'année - formation continue  
Documentation et tests gratuits à

LANGUES & AFFAIRES, Service 5042, 35 rue Collange  
92303 Paris-Levallois. (1) 42.70.81.85 - 42.70.73.53

هكذا من الأصل



## CONFRONTÉS À L'APRÈS-GUERRE FROIDE

## Militaire, rebâtir une économie civile



ne détourne ces budgets vers des usages non-productifs... (lire p. 18).

Aux Etats-Unis comme ailleurs, une reconversion partielle du militaire au civil ne peut certes pas toujours s'opérer sans douleur. Il est coûteux de détruire des usines, d'empêcher le milliard de dollars du budget du Pentagone fait disparaître trente-huit mille emplois (7). Les régions entières sont directement concernées (Nouvelle-Angleterre, sud de la Californie, Ohio, etc.). Les considérations de basse politique pèsent sur des décisions d'approvisionnement technique : un rapport du Parti

démocrate affirme que les réductions de personnel par le secrétaire à la défense, M. Richard Cheney, concernent, dans 88 % des cas, des districts votant démocrate, cependant que les renforcements d'installations se feraient, dans 88 % des cas, dans des bastions républicains (8). Arguments somme toute misérables étant donnée l'importance de l'enjeu. Et certaines très grandes firmes (Rockwell, Boeing notamment) dépendent déjà beaucoup de commandes des commandes du Pentagone (9).

## Organiser la reconversion

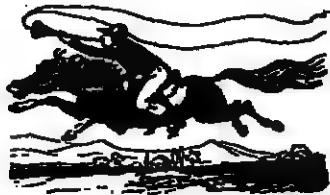
MAIS le complexe militaire-industriel, même s'il manque visiblement d'ennemis, sinon de clients étrangers, pour justifier ses exigences, ne boisse pas les bras. Anticiper un taux d'inflation arbitraire dans les contrats qu'il passe, laissant croire que, couvrant dans une économie concurrentielle, il n'a pas la maîtrise des prix (quand le Pentagone a le monopole de l'achat, il s'adresse le plus souvent à un fournisseur unique...), il pèse de tout son poids pour la réduction réelle du budget de la défense demeure infime, ou même nulle (10). Alors qu'un démocrate, le sénateur Jim Sasser, propose d'amputer l'an prochain le budget de 10 milliards de dollars, ce qui est un chiffre, M. Sam Nunn, partisan d'une action moins précipitée, affirme qu'il faut de toute façon s'orienter à moyen terme vers des réductions de grande ampleur, les dépenses de 2 % de réduction annuelle du budget que M. Cheney propose pour la période 1992-1997.

L'heure n'a pas encore d'un adieu aux armes, mais, depuis juin 1988, depuis le début de l'effacement en Europe des traces de portée intermédiaire, nous sommes entrés dans une époque de démantèlement partiel du Nord, qui peut être considérée comme la phase de démantèlement. La dernière rencontre en juin dernier entre M. Bush et M. Gorbatchev a montré que les deux

chefs d'Etat favorisent cette évolution. Mais le nécessaire passage de l'obsession guerrière à l'absence de la paix perdrait une bonne part de ses « dividendes » s'il n'était l'occasion d'une réflexion commune sur l'ensemble des relations internationales, et sur l'écologie du développement (11). Il est urgent d'organiser cette reconversion-là sans peine d'avoir à la subir dans les pires conditions.

JACQUES DECORNOY.

- (6) « Peace Dividend: It's Here » et « \$150 billion to Spend », *The New York Times*, 26 mars 1990 par le *Financial Times*, repris dans *l'International Herald Tribune* du 10-11 mars 1990.
- (7) *Business Week* et *U.S. News and World Report*, 11 décembre 1989.
- (8) Dépêche UPI citée par *l'International Herald Tribune*, 22 mars 1990.
- (9) Sur les problèmes posés à l'industrie armementaire, lire la série d'articles publiés les 26, 27, 28 mars 1990 par le *Financial Times*, sous le titre : « Beginnings of a Farewell to Arms », et, sur le début global, l'excellent ouvrage « Désarmement, développement, emploi », sous la direction de J. Decornoy, n° 10, juillet-septembre 1989 (31, place Bellecour, Lyon-3°).
- (10) Voir l'article de Bernard D. L. « Don't Expect a Peace Dividend from the Military Keynesians », *International Herald Tribune*, 20 mai 1990.
- (11) Cf. Bernard Cassin, « La montée des idées », in *La guerre et la paix*, n° 10, mai 1990, p. 10.



## La liste

D'ATELIER de l'histoire de l'Asie contemporaine : le 30 septembre 1965, une tentative de coup d'Etat, produisant un groupe de militaires, parmi lesquels le général à l'avenir président Suharto, fut le prétexte et l'occasion d'une vague de terreur qui fit au moins trois cent mille, peut-être plus d'un demi-million de victimes. « La « révolution » du problème communautaire en Indonésie fut l'occasion d'une des plus terribles d'un siècle qui n'en aura pas manqué ; il s'agit d'un crime de guerre du même type que ceux perpétrés par les nazis », écrit l'historien Koiko. L'historien a souligné la force avec laquelle Washington soutint les militaires qui, en pleine guerre du Vietnam, permirent d'assurer la puissance américaine sur cet archipel d'une grande valeur stratégique, dans la région économique majeure (1).

Si le rôle politique des Etats-Unis dans cette sanglante affaire ne pouvait être mis en doute, leur implication matérielle n'avait jamais été admise. Or, vingt-cinq ans après la tragédie, et dans une présidence démocrate, elle l'est devenue. Les historiens ont commencé à parler de « révélation » dans les archives américaines, commençant à parler de « révélation » dans les archives américaines, commençant à parler de « révélation » dans les archives américaines.

M. Robert Martens, diplomate en poste à Djakarta, établit pendant deux ans une liste de cinq mille responsables, incluant notamment, du PC indonésien et d'organisations militaires (jeunes, femmes, syndicalistes), nommément désignés comme ennemis aux militaires. Cette liste a été beaucoup utilisée, dit-il, ajoutant : « J'ai sans doute beaucoup de sang sur les mains, mais ce n'est pas à moi, il me faut des époques où il faut frapper fort, un moment décisif ». Pendant six mois, les diplomates américains alimentèrent un dossier sur le mouvement de libération qui était le cœur du cabinet d'Adam Malik, un ministre influent de Sukarno. M. Marshall Green, alors ambassadeur à Djakarta, affirme de son côté que les services disposaient de « beaucoup plus d'informations » sur l'armée que le PC. L'idée d'une liste germe dans le cerveau de M. William Colby, responsable de la CIA pour l'Asie orientale, avant de devenir le patron de l'Agence. L'ambassadeur devait, en 1968, s'assurer que la liste était tenue à jour, et progressivement de la faire passer dans les services de renseignement. Dans son rapport, M. Colby résume l'affaire en quelques mots : « Les communistes ayant assassiné les dirigeants de l'armée, ils leur ont leur tour : les représailles » (3).

Ces révélations, qui ont permis aux historiens d'approfondir leurs recherches sur la genèse et le déroulement du coup d'Etat de 1965. La version officielle n'a jamais mentionné aucun observateur étranger de la politique indonésienne. La liste est ouverte pour de nouvelles enquêtes sur les agissements, dans le mois de septembre 1985, d'un groupe d'officiers du génie des Etats-Unis et des Etats-Unis Washington.

J. D.

- (1) Koiko, *Confronting the Third World*, United States Foreign Policy 1945-1990, Basic Books, New-York, 1988. Notamment pp. 173 à 190.
- (2) L'enquête, effectuée par le *State Department* de Washington, n'a pas mentionné le retentissement qu'elle méritait, sauf dans le *San Francisco Examiner*, qui en a fait sa « une » le 20 mai 1990, et le *Washington Post*.
- (3) Six lignes, mesurées, sur cette affaire, cf. William Colby, *Un homme de CIA*, p. 101 de l'édition française, La librairie de poche, Paris, 1978.

cial, dans la construction d'écoles, de ponts et dans la protection de nt.

ce sujet, l'article, fort passionné (CR) Eugène J. Carroll, *Journal Herald Tribune*, 22 mai 1990, p. 1.

Week, 12 juin et 4 décembre 1989, p. 1.

## L'armement, source de déclin

de Wall Street permet de l'épargne mondiale. Inexplicable à part les économies traditionnelles liées au sur l'augmentation des dépenses (7), la folie hausse s'ensuit. Les années 80, le coup de dé est un modèle archaïque à en apparence atteint, le bateau de guerre est déjà l'eau de toutes les dépenses militaires et commerciales, déficientes, et insignifiant à l'ère de la déclin industriel et social. Or cette situation militaire et économique est dérivée de l'appui sur un armement coûteux qu'inefficace aux terroristes et aux ges), produit par des d'origine allemande et financé à crédit par

L'économie américaine, bien que vigoureuse, n'est plus en mesure de définir les normes mondiales. En 1955, les Etats-Unis dans la production et les exportations de machines-outils sont passées respectivement de 40,5 % à 11,5 %, et de 23 % à 5 % (8). Le réarmement lancé par M. Reagan semble plutôt avoir accentué le phénomène. De 1981 à 1985, la fabrication de ce type de machines diminue de moitié. Enfin, pour une économie fortement endettée, l'heure est à la mobilisation productive et à la réduction des dépenses, et non à l'absorption massive de surplus.

La faillite de ce système de croisement est radicale. C'est à la racine, au cœur même de la logique, que se logent les causes profondes. Contrairement aux professions de foi des chantiers du libéralisme, l'Etat, qui consomme annuellement de 120 à 130 milliards de dollars au soutien d'un secteur dont il est le régulateur et l'acheteur unique, conduit, de facto, une politique industrielle. Mais celle-ci n'a jamais été conçue comme telle, mais marquée par l'incapacité à gaspiller.

Les scandales des facturations fantaisistes, tels ceux de la cafetière à 7 millions de dollars (9), ne constituent que la partie visible d'un iceberg de gabegies. Lors des premières années du réarmement décidé par M. Reagan, les coûts de certains systèmes d'armes réussissaient l'exploit de croquer plus que le budget militaire lui-même. La gestion des contrats est largement en cause. « Effet d'accroissement » dans les achats, abandon des programmes mal évalués, tolérance à l'égard de produits défectueux, des coûts alimentent l'inflation militaire. Contrairement à ce qui se passe dans le secteur civil, l'abaissement des performances productives participe d'une démarche tout à fait rationnelle sur un type de marché. 90 % des contrats sont conclus sur la base d'appels d'offres (10). La concurrence profite généralement d'un pourcentage fixe du coût total, mais l'amélioration de la gestion ou de la productivité qui provoquerait une baisse des coûts serait automatiquement sur le volume des profits. L'archaïsme des techniques de production - il est

des équipements vieux de quarante ans - est ainsi avec l'extrême sophistication des produits, la conséquence : un appareil d'enregistrement magnétique naval coûte quarante-huit fois plus cher que le même militaire pour l'industrie civile (11).

Autre élément déterminant de la crise : le très haut degré d'intégration des technologies modernes. Soucieux de préserver une avance technique, l'armée situe ses achats à la première partie de la courbe du cycle des produits, qui est la plus onéreuse. Cette pratique ne permet même pas d'abaisser les coûts de l'innovation civile dans la mesure où la recherche trop intégrée dans la production d'armes particulières engendre des technologies qui « insularisent » le secteur. Le département de la Défense reconnaît à hauteur de 90 %, la recherche qu'il finance ne peut avoir

aucune retombée sur le civil (12). Existe aussi une tendance perverse à privilégier l'excellence technologique au détriment de procédés moins « pointus », mais adaptés aux conditions concurrentielles des marchés civils. Ainsi, dans les secteurs des composants électroniques et des machines-outils à commandes numériques (MOCN), les aides du Pentagone (dans les années 60, la moitié des composants et des MOCN étaient fabriqués au prix fort par l'armée) ont induit de graves distorsions. En 1978, les firmes américaines contrôlaient les trois quarts du marché national des mémoires, mais 25 % seulement en 1985. Une semblable décadence a été constatée en ce qui concerne les MOCN, dont la production au Japon est double de celle des Etats-Unis (13).

## Une aide à... la non-compétitivité

Si l'on tient compte d'autre part de la pratique du Pentagone qui, pour protéger ses fournisseurs en surcapacité chronique, refinancie sa permanence leurs pertes par des subsides et des contrats, l'absurdité de la politique aux yeux de la firme les moins compétitives à être... moins performantes. D'où la perte de terrain sur les marchés internationaux des entreprises américaines depuis fort longtemps par l'armée : industrie spatiale, aéronautique, composants électroniques, machines-outils, armements divers. Au-delà de l'aspect industriel du problème, la politique de l'Etat elle-même est menacée. Prolongeant les variations de prix, certains spécialistes ont calculé que, en 2020, l'armée de l'air n'aurait plus à payer qu'un seul appareil (14). D'autre part, l'extrême complexité des systèmes rend plus longs et difficiles les réparations et entretiens et la fiabilité. De par son exubérance et son luxe, cet arsenal est devenu « baroque », selon l'heureuse formule de Mary Kaldor (15).

Que s'est-il passé, alors que s'impose cette extravagance politique ? Sur le plan social tout d'abord : de 1977 à 1988, les revenus des familles apparte-

nant au 10,5 %, ceux des familles les plus riches augmentant de 74,3 % (16).

La baisse des dépenses militaires est une véritable politique sociale permettrait de servir un terme à la dégradation de certaines couches de la population et de jeter les bases d'une croissance saine.

En ce qui concerne les infrastructures, les retards pris pendant l'administration Reagan ont entraîné d'ici à l'an 2000 un surcoût de 1 000 milliards de dollars. Et pour estimer la charge que représentent les 20 milliards de dollars illégitimes (17) ? La part du PIB consacrée aux investissements dans le capital fixe (15 %) est une des plus faibles des pays industrialisés et représente proportionnellement la moitié de ce que fait le Japon. Seymour Melman, pourfendeur du « capitalisme pentagonal », a dans un ouvrage récent, rapproché les dépenses en capital consacrées à la défense en 1947 à 1987 - 7 260 milliards de dollars - de la valeur estimée du capital fixe de l'industrie américaine - (7 200 milliards) (18).

Les économistes insistent sur les liens entre les problèmes du dollar et du système monétaire international et les déficits américains. En ce qui concerne le déficit commercial, il existe une relation tout à fait évidente entre une perte de compétitivité industrielle et un secteur militaire qui stérilise un fort volume de recherche et fonctionne selon la logique de la maximisation des coûts. Le déficit public apparaît comme le produit d'un irréductible conflit de ciseaux entre la faible contribution à payer des contribuables et les dépenses difficilement compressibles. En réalité, les deux effets participent d'un même processus. En Europe, où la pression fiscale est plus forte, de même que les dépenses militaires de l'Etat, les déficits budgétaires et les problèmes de compétitivité n'ont pas la même acuité. Les partisans d'une fiscalité légère et de coupes drastiques dans les dépenses sociales feraient donc se réfléchir à la relation entre déficit fort et inflation des dépenses civiles (19). Pourquoi le citoyen américain consentirait-il à payer toujours plus d'impôts pour toujours moins de redistribution, d'écoles, d'hôpitaux et toujours davantage de coûteux engins militaires ?

Des propositions ont été faites visant à réduire de 30 % le coût de certains

systèmes d'armement en faisant mieux jouer la concurrence, voire, compte tenu des évolutions à l'Est, d'abaisser en l'an 2000 de 10 % leur valeur. Mais ne faut-il pas aller plus loin que la rationalisation de l'ordre militaire mondial ? Ne faut-il pas abandonner une logique qui constitue une menace pour la démocratie et l'épanouissement des peuples ? Cette logique, certes, détourne l'attention sur les raisons principales de l'insécurité : misères économiques et sociales du marché-roi, ethnisme, culturels, périls écologiques (21). Cependant, dans longtemps que les dirigeants s'en tiendront à la religion de l'économisme, la critique économique demeurera, malgré son ambiguïté, une arme utile. Car, en dépit de sa pauvreté éthique, elle a au moins le mérite de souligner l'insanité d'une justification économique de la logique d'armement. A cet égard, le mouvement en saisissant les vrais systèmes de croissance, américain et japonais. Les Etats-Unis firent de la guerre, depuis les années 50, la continuation d'une politique économique par d'autres moyens. Le Japon fit de l'agressivité économique la poursuite de la guerre par d'autres moyens. Or, au cours des dernières années, la logique stratégique a été affirmée sa supériorité.

ALAIN ARNAUD.

- (8) *Economist* 1990, op. cit.
- (9) « Rearming America: What's the deal with the dollar? », *The Economist*, Londres, 11 avril 1985.
- (10) Jacques Gansler, *The Defense Industry*, MIT Press, 1985.
- (11) Seymour Melman, *Le capitalisme militaire*, Flammarion, Paris, 1986.
- (12) *Ibid.*
- (13) Voir *Economist* 1990, op. cit., et la revue *Alternatives économiques*, Dijon, n° 70, octobre 1989.
- (14) Voir *Economist* 1990, op. cit.
- (15) Mary Kaldor, *The Baroque Arsenal*, Hill and Wang, New-York, 1980.
- (16) *Economist* 1990, op. cit.
- (17) *Economist* 1990, op. cit.
- (18) *Economist* 1990, op. cit.
- (19) *Economist* 1990, op. cit.
- (20) Jacques Gansler, « Needed a New Industrial Strategy », *International Security*, vol. 12, n° 2, hiver 1987. Voir aussi le *Journal* du 21 Mars 1987, p. 23.
- (21) Voir Jean Chesneaux, « Tenir les deux bouts de la chaîne », *Le Monde diplomatique*, janvier 1990.

en péril », revue *Etudes*, Paris, mai 1988, p. 100, et « L'Amérique frappe le Liban », *Le Monde diplomatique*, mai 1990.



## SOUS LA COURONNE FÊLÉE DU MARCHÉ-ROI

## L'exemplaire faillite des caisses d'épargne américaines

**P**ARMI les bombes à retardement dont M. George Bush a hérité de M. Reagan, celle des Caisses d'épargne et de crédit risque d'être l'une des plus destructrices. L'adversaire n'est plus nippon ou européen. Le ver est dans le fruit, gigantesque faillite qui éclabousse la classe politique et, au-delà, les tenants du libéralisme à tout crin. Le système bancaire ne parvient pas non plus à cacher sa grande fragilité. Une situation qui devrait tempérer la fascination dont certains, dans les nouvelles démocraties de l'Est, témoignent pour le marché-roi.

Par JACQUES DECORNOY

Tous les observateurs l'ont souligné : l'envi, lorsque, début juin, M. Bush a invité M. Gorbatchev à la campagne de Camp David, le dirigeant soviétique avait l'esprit ailleurs, chef d'Etat au pouvoir laminé par l'effondrement du Caucase, la gabegie économique. Mais à quoi donc le président américain pensait-il ? Car il était un homme dont l'explosion menace le système financier des Etats-Unis, si bien d'avantage.

Tout, estimait-on pourtant, avait été dit sur la funeste décennie passée : la fuite en avant dans les dépenses d'armement, les fantastiques endettements intérieurs et extérieurs, la cupidité forcée des prédateurs conduisant à la corruption généralisée de Wall Street et à la chute symbolique de la firme Drexel Burnham, l'incapacité du pouvoir à réduire le déficit budgétaire. Or la crise ne peut-être que commencer : chaque jour grossissent les caisses d'épargne et de crédit, le plus grand scandale politico-financier de l'histoire du pays - celui des Caisses d'épargne et de crédit. Et d'aucuns de s'interroger déjà sur la solidité du système bancaire.

Les chiffres sont trop instructifs pour n'être que statistiques. Les estimations apparemment les plus précises du coût du scandale des Caisses d'épargne et de crédit (Savings and Loans Associations, les « S and L ») font désormais état d'un « trou » de 1 000 milliards de dollars (1). La somme est énorme, mais elle représente plus que l'ensemble des dettes du tiers-monde (évaluées à 1 300 milliards de dollars), et neuf fois le déficit budgétaire (2).

## De la gestion prudente à la jungle des banques

LES « S and L », ce sont, à l'origine (qui est ancienne), des organismes de crédit spécialisés dans les prêts hypothécaires essentiellement destinés au logement. Il en existe, au début du siècle, 80, environ trois mille, disposant de 1 000 milliards de dollars d'actifs, soit 30 % du total des actifs possédés par les institutions acceptant des dépôts (3). Ils jouent paisiblement leur rôle, sans proches de la population qui leur prête et à qui ils prêtent pour bâtir la maison du coin. Esquissant leur histoire sans histoires, ils restent à l'écart de la vie, dans l'ère du *Wonderful Life*, joua le rôle

d'un populaire patron « S and L » victime d'un méchant banquier (4)... Film prémonitoire ? Tout indique que la crise actuelle est une grande partie la conséquence d'une lutte, dont les dramatiques conséquences ne furent pas planifiées, entre des institutions « base » et un pouvoir bancaire désireux de s'affirmer plus. La formidable poussée des taux d'intérêt en 1980-1981, qu'approuva la Réserve fédérale, fut le jeu d'une poignée de banques qui en devinrent les plus riches et associèrent leur puissance à la loi d'imposition, leur permet de disposer

de fonds considérables. La déréglementation en marche. M. A.W. Clauson, président de la Bank of America, expose clairement la stratégie des firmes géantes lorsqu'il déclare qu'il faut en finir avec la domination sur le pouvoir des « boutiques de papa et maman » (5).

Traditionnellement, les « S and L » empruntaient et prêtaient à long terme à des taux élevés. La vertigineuse hausse du prix de l'argent, au début de la décennie 80, réduisit le nombre d'entre elles, les contraignant à s'aligner sur les pratiques des banques commerciales. Comment résister à des dépôts à 15 % ou 20 % tout en continuant à ne percevoir que 10 %, sur des prêts à long terme déjà accordés ? Pour un milliard de caisses, la « solution » était alors... la disparition. Elles fusionnèrent. Un milliard d'autres se retrouvèrent dans une situation très précaire. Dans la jungle des banques, les grands allongeaient leurs tentacules. Les victimes ? Les consommateurs, les petites firmes, les familles démunies de leur maison.

Le choc de cette période a été tel

que l'insécurité des taux d'intérêt, en 1982, à des niveaux plus acceptables, n'eut pas de conséquences réelles sur la situation des Caisses d'épargne et de crédit : le système était désarticulé, trop d'entreprises étaient insolubles pour que fussent établis les équilibres. En dépit de l'existence d'un organisme fédéral de garantie des dépôts, l'effondrement des « S and L », elles-mêmes, auparavant soumises à de strictes règles de gestion, entraîna la fin de la « loi de la banque » - la loi de la banque progressiste d'après la guerre - et purent se lancer dans des opérations ignorées jusqu'alors : prêts aux entreprises, prêts à court terme, promotion immobilière, avec au menu à haut risque des obligations de pacotille... La grande débauche de la permissivité commençait, qui signifiait fuite en avant, gestion vive, corruption et, finalement, banqueroute. Les auteurs, fort courts, du rapport de la Banque des règlements internationaux, l'écrivent : il y eut la « pratique frauduleuse » dans les caisses et « défaillance de l'autorité de contrôle ».

## Pendant des années, une volonté d'étouffement

PENDANT des années, les autorités fermèrent les yeux : l'enjeu était trop important, les sommes trop énormes, trop de spéculateurs, de responsables, l'Etat profitait de façon scandaleuse, de la situation. Les rares voix qui tentaient de casser ce système furent étouffées par le monde de l'argent, d'un Congrès acheté, et de la Maison Blanche complice (6). Enquêtes et scandales furent dans l'ordre. Rien ne devait ternir le verdis des « années Reagan ». Et alors que les projecteurs se braquaient - ce qui le pouvoir ne pouvait prévenir - sur les déficits budgétaires et le chômage, une crise peut-être beaucoup plus grave minait le système. Mais, aux Etats-Unis comme chez les autres détenteurs du libéralisme, il n'était question que de « créations d'emplois » et de « renaissance » de l'Amérique.

De fuites en avant, les banqueroutes locales, les faillites de banques n'ont cessé de se dégrader et il fallut bien, à partir de 1981 surtout, admettre l'ampleur de la gangrène. Les banques firent de protection ayant depuis longtemps sauté, on ne tissait d'autres, qui n'ont pas été tenues. Désormais, à peine un bilan est-il publié qu'il est déjà dépassé. Non que toutes les Caisses d'épargne et de crédit soient à genoux, mais l'ensemble du système est tel que nul ne sait comment arrêter la contagion, financer le remède, ni même l'existence de centaines de cadavres.

A la mi-mai 1990, 423 « S and L » avaient été fermées, 570 autres au travail sous une surveillance critique. Le montant des endettements est si élevé que l'Etat fédéral s'est vu contraint de porter secours à ces institutions. Le libéralisme, qui fut qu'une application de libertés accordées, et auquel s'ajoutent parfois certains facteurs économiques régionaux, explique pourquoi partout où l'Etat n'a-t-on pas, avec prétention garantie en haut lieu, permis l'ouverture d'un nombre illimité de comptes à condition de ne pas dépasser à chaque fois la barre des 100 000 dollars ? Les pertes se sont ajoutées aux pertes : plus de 17 milliards de dollars en 1989, entre 18 et 24 millions de dollars par jour cette année (7). Les méthodes classiquement prévues au temps de la gestion classique pour colmater les brèches en cas de faillite sont devenues dérisoires, une impasse mise en place pour d'abord liquider les dettes, puis dépasser par l'ampleur de la tâche, elle fonctionne mal. D'autant que les projets d'actifs sont problématiques : déjà, on le sait, les projets immobiliers en cours de réalisation devront être rasés. A la

mi-juin, l'administration chargée de mettre en place aux Etats-Unis le système de fonds, elle ne pourrait fonctionner sans le soutien de l'Etat. Les banques des Etats-Unis au Congrès... Déjà, le processus, d'autant que la classe politique ne peut pas le faire. M. Alan Greenspan lui-même, président de la Réserve fédérale, ne peut pas innover : lorsqu'il fut élu, il était porté par la bonne volonté d'une classe, la Lincoln S and L, dirigée par M. Charles Keating, qui avait 1,4 million de dollars à cinq sénateurs, « arrosés » nombre d'hommes politiques de l'Arizona, et utilisait des fonds pour construire un hôtel aux plafonds ornés de plaques d'or et enrichi de marbres d'Italie... (8).

C'est dans cet ensemble de la pratique bancaire qui ne supporte pas le poids de la dette, comment - les fonds de l'opération. Les banques ne peuvent payer pour les voleurs », qui s'en tirent bien, dit *Newsweek* (8). « Le plus grand des scandales », vitupère le *New York Times*, qui met en cause M. Reagan, son gouvernement, le Congrès « irresponsable », les gestionnaires des caisses qui « ont joué avec l'argent des autres », ajoutant : « C'est pourquoi le contribuable »

## Une communauté politique et économique très nerveuse

NOMBRE de grandes firmes bancaires - parmi lesquelles les géantes comme Citicorp - se sont associées en raison notamment du rapport de l'important secteur immobilier (déprimé plus encore par le bradage par l'Etat du patrimoine des caisses d'épargne en faillite), des prêts accordés pour les achats d'entreprises, sans parler du tiers-monde (13). Les banques, agrégées à un nombre d'autres, ont craint le pire. Un chercheur américain à l'Union nationale des contribuables prédit une crise majeure pour l'élection présidentielle de 1992. M. Bush - estimant intenable la perpétuation de ce phénomène : l'endettement global des Américains est de 14 000 milliards de dollars, soit deux fois et demi le produit national brut (14).

Chaque « signe » rend nerveuse, dans ces conditions, toute la communauté économique et politique, car chaque contraction de crédits, chaque incertitude des banques à se montrer prudentes risquent de faire resurgir le spectre de la récession. En mai, la nervosité a été encore lorsque s'est confirmée la faillite des banques de res-

devoir payer. Peut-être 300 milliards de dollars - (chiffre sans doute très au-dessous de la réalité) (9).

Plusieurs générations paieront les frais d'une incurie qui aura duré moins de dix ans : directement, sous forme d'impôts ; indirectement, parce que cet argent ne pourra financer de bien utiles programmes scientifiques, sociaux et autres. Les faillites entraînent la perte de milliards de dollars, qui sont eux-mêmes financés par l'impôt. C'est en prenant en compte ce long terme et le poids cumulé des emprunts à des intérêts que les chercheurs ont abouti à la fantastique somme de 1 000 milliards de dollars. Mais, quand il parle de 500 milliards - seulement - le discours d'Alan Greenspan rend dérisoires ses propres affirmations sur la nécessité de ne pas toucher à la faillite.

Des voix s'élèvent déjà pour dire que les Caisses d'épargne et de crédit n'ayant plus de raison d'être, il faut les fonder sur des banques commerciales. Elles assisteraient, somme toute, à la simple transformation d'une institution ancienne, au profit de quelques grands groupes (10). Et se s'agissait que de provoquer un nouveau phénomène de concentration... S'il ne s'agissait que des Caisses d'épargne et de crédit...

Or « il faut peut-être s'attendre à plus », car le système bancaire américain est d'une particulière fragilité : nombre d'acteurs montrent qu'il n'est pas plus solide qu'il ne l'est. Les Caisses d'épargne et de crédit, les dépôts - 1 500 milliards de dollars - sont garantis par le pouvoir fédéral : « Si un chien de garde, le *Federal Deposit Insurance Corp.*, devait fermer les banques mal en point qu'elle laisse actuellement... d'assurance de 14 milliards de dollars pourrait être vidée en une journée (11). » Une fois encore, les autorités se veulent rassurantes, mais les observateurs les plus lucides ne croient pas leur apparence : plus de 1 000 banques (sur 12 700) sont en difficulté. La folie des prêts insoumis au tiers-monde a été répétée sur le plan national : endettement sans frein, financement de « pacotille » d'OPA, d'opérations immobilières - car si l'écroulement de l'empire Drexel Burnham a vidé un abîme, bien des banques à retardement demeurent enfouies dans le terrain financier (12). « L'heure de vérité n'a pas encore sonné », écrit la Banque des règlements internationaux dans son seizième rapport du 11 juin 1990.

treindre leurs prêts aux petites et moyennes entreprises. Crainte fondée, ou réaction irrationnelle ? Le secteur de la construction est touché. Des entreprises interrompent leur projets d'expansion. Les restrictions de crédits aux revendeurs d'automobiles (déjà entrées par le marasme du marché) risquent de provoquer la fermeture de deux mille entreprises (8 % du total) avant 1991 (15). L'ère des billes est peut-être close (16), mais son éventuelle fermeture comporte des risques à la hauteur de ceux qu'ont provoqués son ouverture : l'économie américaine, qui dispose d'atouts considérables, est aussi un univers à la fragilité de cristal, qui risque d'échapper à tout contrôle. Les dégâts ne se limiteraient pas alors aux frontières des Etats-Unis et les grands argentiers occidentaux, chancelant de la déréglementation à tout-va, perdraient de leur superbe. Suggéreraient-ils l'étude pour Washington d'un « plan d'ajustement structurel » ?

**REVUE DES DEUX MONDES**  
JUILLET-AOÛT 1990

**environnement et développement**  
une nouvelle conscience  
1 thème - 10 signaux

BULLETIN D'ABONNEMENT : LA REVUE DES DEUX MONDES 171 rue de Valenciennes 75013 Paris M. Mme, \_\_\_\_\_

Code postal \_\_\_\_\_ Commune \_\_\_\_\_ Pays \_\_\_\_\_

Abonnement pour un an (11 numéros) France 485 F - Etranger 700 F  
□ avril 90, dossier Afrique du Sud 555 F □ mai 90, Outils de défense pour l'Europe ?  
□ joint mon règlement par □ Chèque □ CCP à l'ordre de la Revue des Deux Mondes

## Calendrier des fêtes nationales

1 <sup>er</sup> - 31 juillet	
1 <sup>er</sup> CANADA	Fête nationale
4 ETATS-UNIS	Fête de l'Indépendance
5 ALGERIE	Fête de l'Indépendance
5 RWANDA	Fête de l'Indépendance
5 VENEZUELA	Fête nationale
6 MALAWI	Fête nationale
11 MONGOLIE	Fête nationale
14 FRANCE	Ann. procl. Rép.
17 IRAK	Fête de la révolution
19 NICARAGUA	Fête nationale
20 COLOMBIE	Fête nationale
21 BELGIQUE	Fête nationale
23 EGYPTE	Fête nationale
25 LIBERIA	Fête nationale
26 MALDIVES	Fête nationale
28 PEROU	Fête de l'Indépendance
30 VANUATU	Fête de l'Indépendance

- (1) Ce chapitre est tiré de la série *Stanford Law and Policy Review*, printemps 1990. Un résumé en est présenté par Leonard Silk, *Financial Times*, 2-3 juin 1990.
- (2) Cf. *Clarence Buck, The Predators' Ball*, par Schuster, New York, 1990 (voir le *Monde diplomatique*, novembre 1988).
- (3) Ces chiffres sont extraits du rapport du 12 juin 1989 de la Banque des règlements internationaux.
- (4) *Business Week*, 31 octobre 1988.
- (5) Sur la centralisation du pouvoir financier et la loi de la banque fédérale, lire l'ouvrage de William Greider, *Secrets of the Temple. How the Federal Reserve Runs the Country*, Bantam and New York, 1987, 800 pages (cf. Jacques Decornoy, « Le capitalisme bancaire et le citoyen », *Le Monde diplomatique*, juillet 1988).
- (6) *Business Week*, 31 octobre 1988.
- (7) *Los Angeles Times*, 9 mai 1990.
- (8) *Newsweek*, 21 mai 1990.
- (9) Editorial du *New York Times*, repris par l'*International Herald Tribune*, 30 mai 1990.
- (10) « Le système des banques géantes dominera le marché bancaire mondial américain. Il s'agira pour la plupart d'actuelles banques supranationales », écrit *The Economist* de Londres (17 mars 1990).
- (11) *Newsweek*, 21 mai 1990.
- (12) Sur les prochaines « chutes de domino », lire *Fortune*, 21 mai 1990.
- (13) « The Money Game », *Over the Bank*, *Financial Times*, 23 mai 1990.
- (14) « Apocalypse financial », *The Economist*, 11 juin 1990.
- (15) *Time*, 11 juin 1990.
- (16) Peut-être... le lobby des Caisses d'épargne lance une vigoureuse campagne au Congrès : « Trop, c'est trop ! », fulmine le *New York Times* (*International Herald Tribune*, 11 juin 1990).

Il s'agit d'une recherche... s'impose. Devrait-il être un strict... finalement, l'intérêt même de la recherche...

**P** Résultat... l'homme ou l'animal... des prévisions... menteries... milieu clinique... qui ne... ment du... l'expérience... lise dans des... par des char... n'ont pas acc... Cette situation... du sujet exp... humain) pour... structure du... de la question... Aussi se trou... d'une collabor... cheurs et m... d'améliorer le... tive et de de... avec l'aide de... modalités de... cale.

Il est évident... des considérations... le modèle hur... chaque fois... humaine est... d'intervention... c'est d'avantag... prendra mes... dant que l'arg... quer à de nom... recherche en b...

Suit une res... évaluer les eff... A. com... vité ovarienne...

1. - L'ère... de par... elle commun... des info... l'adhésion de... défini fait qu... autonome... se rendant... consultation... sanguin, etc.
2. - Il e... humaine... des ques... naturels... un traiteme... vent s'avérer... cole d'étude... d'un organe... tectonomie... dotés d'une fo... mégale, diabé... tique, etc... d'expérimenta... dans l'espèce... recruter des su... ovarienne.
3. - Cert... Directeur de... de la santé e... Paris : auteur... Flammarion, Pa... l'embaumeur (re... 1988.

Recrutement des... Entretien des su... Acquisition du tr...

- Évaluation des eff... du traitement**
- a) Fonction gon... dosages hormo...
  - b) Réponse ovar... dosages hormo... échographies... contrôle histol...
  - c) Réponse utéri... biopsie (81... contrôle histol...

ISS Sécurité so... (1) F : recrutem... tion in vitro (ave... tiomies) et accepta... sollicités.  
M : achat de 9... rience deux fois l... l'expérimentation.  
S : achat de 9 so...  
(2) F : hospitalisat... M : frais fixes... 6 mois d'entreten... tiou.

مكتبة من الأصل



## DES SOURIS ET DES HOMMES

## A la recherche du cobaye idéal

Y a-t-il un cobaye idéal pour la recherche ? Aucune réponse s'impose. D'ailleurs, en revanche s'impose un strict encadrement éthique et, finalement, l'interrogation sur la nature même de la recherche.

Par  
JACQUES  
TESTART \*

**P**RESQUE tous les spécialistes de la recherche en biologie ont recours à l'expérimentation sur l'homme ou l'animal vivants, ou sur des prélèvements effectués chez des mêmes sujets. Le plus souvent, l'expérimentation humaine est conduite en milieu clinique par des médecins praticiens, qui se disposent naturellement du « matériel » animal, c'est-à-dire que l'expérimentation animale est réalisée dans des centres de recherche, par des chercheurs scientifiques qui n'ont pas accès aux sujets humains. Cette situation explique que le choix du sujet expérimental (animal ou humain) peut différer en fonction de la question à laquelle elle-même. Aussi se trouve-t-elle posée, la nécessité d'une collaboration étroite entre chercheurs et médecins cliniciens afin d'améliorer leur information respectuelle et de déterminer ensemble, avec l'aide des comités d'éthique, les modalités de la recherche biomédicale.

Il est évident, sinon bien connu, que des chercheurs préfèrent le modèle humain au modèle animal chaque fois que l'expérimentation humaine est possible. Mais champ d'intervention dans la reproduction, c'est davantage en ce domaine que je prendrai mes exemples. Je crois cependant que l'argumentation peut s'appliquer à de nombreuses orientations de la recherche en biologie.

Une recherche qui consisterait à évaluer les effets suspects d'une substance A, sur le schéma de l'ovaire, sur d'autres fonctions

liées à la reproduction, les fonctions hypophysaires, utérines, cherchera, en particulier, à mesurer les effets de cette substance sur la fonction ovarienne. Il s'agit donc d'apprécier les effets chez des sujets normaux, mais chez des sujets dépourvus de leur fonction ovarienne, administrant des hormones variées (O, X et 5X) de la substance A, à des groupes expérimentaux comportant, par exemple, des individus humains. Les résultats sont analysés en fonction du degré d'activation des ovaires, du nombre de follicules développés, de la sécrétion dans le sang d'hormones d'origine folliculaire, et des caractéristiques de l'ovaire de l'hypophyse (sécrétion d'hormones gonadotropes), de l'utérus (préparation à l'implantation de l'œuf). Les diverses analyses réalisées chez l'espèce humaine sont donc le coût de cette recherche, son coût de financement sont indiqués dans le tableau ci-dessous.

Il apparaît que, si l'expérience est menée sur des souris, son coût est 2,5 fois moins élevé que si elle est menée sur des femmes (25 570 F au lieu de 64 795 F), mais que la recherche sur le macaque est la plus coûteuse (127 570 F) que le recours au modèle humain. Surtout, le financement de la recherche est « éponge » dans la masse des actes de soins réalisés en clinique humaine, tandis qu'il est entièrement au budget spécifique de la recherche quand il s'agit d'expériences. C'est ainsi que, en ne considérant que les contraintes économiques liées à la dotation de recherche, l'espèce humaine est un modèle infiniment plus cher que la souris. En dépassant ces considérations économiques, on peut esquisser un répertoire des avantages que le chercheur peut trouver à expérimenter sur l'humain plutôt que sur l'animal.

## Dix raisons de préférer la femme à la guenon

1. - L'être humain est doué de raison et de parole. Ainsi la femme peut-elle communiquer aux expérimentateurs des informations utiles. De plus, l'adhésion des patientes à un protocole défini fait qu'elles participent de façon active à ses différentes phases, en rendant des réponses précises pour consultation, échographie, prélèvement sanguin, etc.

2. - Il existe, dans l'espèce humaine, des « modèles » physiologiques, naturels ou acquis à l'occasion d'un traitement préalable, qui peuvent servir d'étalon dans un protocole d'étude. Ainsi des sujets privés d'un organe (après ovariectomie, hystérectomie, gastrectomie, etc.), ou atteints d'une fonction anormale (acromégalie, diabète, auto-immunité spécifique, etc.). Dans notre exemple d'expérimentation, c'est seulement dans l'espèce humaine qu'on peut recourir à des sujets privés de fonction ovarienne.

3. - Certaines particularités de l'organisme de la femme sont indispensables à l'analyse de l'expérience, sont disponibles en routine dans les laboratoires hospitaliers et les laboratoires d'analyses médicales. En revanche, la recherche ani-

male exige la mise au point et la réalisation de techniques très variées avec des grandes difficultés (par exemple il n'existe aucun laboratoire européen capable de réaliser avec fiabilité le dosage des hormones gonadotropes chez le singe).

4. - Le financement des recherches biologiques et médicales réalisées dans le cadre de l'expérimentation humaine, l'exception faite des technologies d'innovation, n'incombe pas au budget de l'équipe de recherche mais est assuré par la Sécurité sociale. Cela est d'autant plus important dans le domaine de la fertilité, où la prise en charge thérapeutique est intégrale (100 %). Le déguisement des actes liés à la recherche en actes thérapeutiques ou de bilan est usuel, même s'il est rarement justifié. Au contraire, l'expérimentation animale est entièrement à charge de l'institution de recherche, et sa part non salariale est prélevée sur le budget annuel, souvent fort limité, attribué à l'équipe. Ainsi, toute dépense investie en vue d'une recherche pour une autre recherche, tandis que dans l'expérimentation humaine le coût est disponible est non limité.

5. - La plupart des examens biologiques, indispensables à l'analyse de l'expérience, sont disponibles en routine dans les laboratoires hospitaliers et les laboratoires d'analyses médicales. En revanche, la recherche ani-



LEÇON D'ANATOMIE, PAR PIETER MIERVELD (1596-1627)  
(Hôpital municipal de Delft, Pays-Bas)

male exige la mise au point et la réalisation de techniques très variées avec des grandes difficultés (par exemple il n'existe aucun laboratoire européen capable de réaliser avec fiabilité le dosage des hormones gonadotropes chez le singe).

6. - Le financement des recherches biologiques et médicales réalisées dans le cadre de l'expérimentation humaine, l'exception faite des technologies d'innovation, n'incombe pas au budget de l'équipe de recherche mais est assuré par la Sécurité sociale. Cela est d'autant plus important dans le domaine de la fertilité, où la prise en charge thérapeutique est intégrale (100 %). Le déguisement des actes liés à la recherche en actes thérapeutiques ou de bilan est usuel, même s'il est rarement justifié. Au contraire, l'expérimentation animale est entièrement à charge de l'institution de recherche, et sa part non salariale est prélevée sur le budget annuel, souvent fort limité, attribué à l'équipe. Ainsi, toute dépense investie en vue d'une recherche pour une autre recherche, tandis que dans l'expérimentation humaine le coût est disponible est non limité.

7. - Pourvu que le résultat de l'expérimentation ne soit pas nuisible à l'homme, le produit testé, il est d'usage, qu'une expérimentation, voire une récompense, soit attribuée à l'équipe médicale par le laboratoire pharmaceutique concerné. Cette allocation peut prendre diverses formes, la plus modeste étant la prise en charge de la participation à des congrès où l'expérience sera présentée. Il peut aussi arriver que la gratification proposée (ou espérée) soit la même que celle de l'expérimentation. L'industrie pharmaceutique, si elle accorde parfois une aide à la recherche sur primates non humains, est plus réticente quand on utilise un modèle moins prestigieux, telle la souris.

8. - L'expérimentation humaine, quand elle est possible, est celle qui produit les résultats les plus pertinents en vue d'une application à l'espèce humaine. Elle est ainsi l'occasion de réaliser des progrès dans les interventions chirurgicales et d'interventions médicales.

9. - Dans les conditions usuelles de l'accord des sujets, et

d'un comité d'éthique, l'expérimentation humaine peut être réalisée par un médecin, sans que soit nécessaire une autorisation spéciale. Il en va autrement de l'expérimentation animale, laquelle nécessite la désignation de compétences particulières et d'un cadre judiciaire vierge (décret n° 144 du 19 octobre 1987). Ainsi, un chirurgien hospitalier ne peut intervenir sur un animal s'il est seulement habilité à opérer des humains.

10. - La manipulation de certains animaux, tels les singes importés, présente des risques de contamination des membres de l'équipe de recherche par des germes non connus, difficilement détectables et pouvant être à l'origine d'affections graves, sans traitement disponible (exemple l'hépatite B). Au contraire, les sujets humains volontaires sont réputés indemnes d'affections contagieuses à l'issue du bilan préalable.

A partir de ces dix raisons, avantages de l'expérimentation humaine comparée à l'expérimentation animale, on conçoit que la recherche sur l'homme intervienne plutôt sur le modèle le plus commode, le moins onéreux et le plus profitable. Si cette position reste inchangée quand la recherche est clairement en péril la santé des sujets, elle est souvent compromise par des protocoles estimés non dangereux. Pourtant, cette notion de dangerosité est ambiguë. D'abord, dans la plupart des cas, le préjugé de la connaissance d'un risque que l'expertise ne sera acquise qu'à l'issue de l'expérience elle-même. Il en va ainsi de la connaissance d'une quelconque molécule quand elle est appliquée pour la première fois ou dans

des circonstances particulières. En logique, le niveau du risque ne devrait pas être affirmé qu'en relation non seulement avec les modifications fonctionnelles de l'organe cible, mais aussi avec l'organisme conçu comme un tout, qui est à l'évidence impossible. Ainsi, ce que l'on appelle « risque calculé » est-il, en fait, un calcul, un pari toujours risqué, et le sujet s'expose à la plus large place. Il apparaît ainsi que les protocoles ou analyses de l'expérimentation humaine ne sont pas, qu'au mieux, négligeant le génie, les troubles comportementaux ou les effets psychologiques éventuels.

Au bout du compte, l'expérimentation humaine est cautionnée - justifiée - par la confiance des patients. La loi du 20 décembre 1988 sur la protection des personnes qui se prêtent à des recherches biomédicales innove à ce propos, puisqu'elle autorise l'expérimentation sur des personnes dans l'incapacité de donner leur consentement si qu'elle admet, d'autre part, le principe de recherches sur l'homme pour le sujet. L'expérimentation humaine a été révisée le 19 février 1990 par le décret des ministres du Conseil de l'Europe et, malgré son caractère restrictif, cette proposition ne nous retiendra pas ici, pour avoir été analysée ailleurs (1). Mais, nous attardons pas non plus sur la législation des recherches quand elles sont effectuées direct pour le sujet, pratique fort discutée mais déjà largement répandue avant la loi de décembre 1988.

Ce qui fait surtout courir, en parfois avancer, la recherche sur les sujets humains, c'est la facilité d'obtenir l'acquiescement de ces derniers aux propositions médicales. Car, pourvu qu'ils soient informés d'une assistance thérapeutique, les patients sont le plus souvent disposés à consentir à une expérimentation ne comportant pas de risque apparent (ou « risque sérieux prévisible » selon la loi déjà citée). Dans l'exemple que nous avons pris pour l'évaluation des coûts de recherche, c'est le cas des patientes infertiles, qui ne voient pas de participer à une expérimentation par les mêmes raisons qu'elles sollicitent pour résoudre leur problème. Nul doute que la recherche sur l'homme est abandonnée en cas de refus, mais on peut se demander si les circonstances de leur présence à l'hôpital permettent de penser que leur consentement est « libre ». Certains s'émoussent de la « générosité » des femmes qui acceptent, à l'occasion d'une tentative de fécondation *in vitro*, de donner à la recherche, en d'autres termes, des ovocytes considérés comme « surabondants ». Pourtant, sans d'y associer un « bénéfice direct », ces femmes réduisent par leurs propres chances de grossesse, et l'exemple montre bien que le consentement peut dépendre d'une situation au pouvoir médical.

## Saisir les comités d'éthique

Il ne s'agit pas de question de suppression de l'expérimentation humaine, préalable à l'usage des thérapies nouvelles et, parfois, source de connaissance. Cependant, pour les raisons exposées plus haut, il importe que toute recherche sur sujets humains reçoive l'accord d'un comité d'éthique habilité, et que cet accord sur le protocole proposé soit lié à un contrôle des conditions de son recueil de données. Il importe aussi qu'il soit explicitée la manière qui prévoit

que l'expérimentation ne peut être réalisée que dans des conditions strictes (loi du 20 décembre 1988), c'est-à-dire sur un animal. Dans l'exemple que nous avons développé, l'expérience peut être menée sur des femmes, des singes, des souris ou d'autres animaux. Cependant, on trouverait dans ces arguments pour démontrer que sa portée est infiniment supérieure à celle des protocoles obtenus dans l'espèce humaine, qui obtiennent dans l'espèce humaine un « bénéfice direct », ces femmes réduisent par leurs propres chances de grossesse, et l'exemple montre bien que le consentement peut dépendre d'une situation au pouvoir médical.

L'exigence de « s'assurer au préalable sur l'animal qu'on possède la maîtrise de ce qu'on envisage de faire sur l'être humain » est le risque de justifier l'intervention sur l'homme - pour que cela se fasse sur l'animal - qui conduit le Comité consultatif national d'éthique (CCNE) à proposer « des évaluations périodiques des modèles construits à des recherches en cours sur les animaux, pour permettre d'apprécier d'avance leurs retombées possibles sur la connaissance et les problèmes éthiques qu'elles soulèvent, afin de prévenir à temps des choix inopportuns et leur escalade en conséquences indésirables ». Cette proposition du CCNE (décembre 1987) attire l'attention non seulement sur le choix du sujet d'expérience mais sur la manière même de la recherche, y compris quand elle est menée chez l'animal. Voilà une belle déclaration qui devrait trouver sa traduction dans les faits. Nous ne pouvons évoquer ici la manière multiple des biologistes qui font qu'il en va souvent autrement.

(1) Voir l'article collectif, « Pour une éthique générale de la biomédecine », *Le Monde*, 3 décembre 1989.

## COUT ESTIMÉ (EN FRANCS) ET MODE DE FINANCEMENT D'UNE RECHERCHE SELON LE MODÈLE EXPÉRIMENTAL CHOISI

	Femmes (F)	Macaque (M)	Souris (S)
	Coût	Coût	Coût
1. Recrutement de sujets (1)	0	20 970	688
2. Entretien des sujets (2)	0	27 000	360
3. Acquisition du traitement (3)	0	0	180
4. Évaluation des effets du traitement			
a) Fonction gonadotrope dosages (4)	17 780	17 780	6 480
b) Réponse ovarienne dosages hormonaux (5)	34 560	34 560	12 960
c) Échographies (6)	6 435	21 600	1 800
d) Contrôle histologique (7)	0	0	0
e) Réponse (8)	3 960	3 600	0
f) Contrôle histologique (9)	3 060	2 700	360
<b>Total</b>	<b>64 795</b>	<b>127 570</b>	<b>25 528</b>

R : institution de recherche

(1) F : recrutement de sujets constants parmi les femmes infertiles candidates à la fécondation *in vitro* (avec ovaires fonctionnels), et au don d'ovocytes (sujets privés d'ovaires fonctionnels) et acceptant de participer à l'expérimentation préalable aux actes thérapeutiques et à la fécondation *in vitro*.  
M : achat de 9 macaques cynomolgus (4 660 F chacun, en 1990) qui seront mis en expérience deux fois (avant puis après castration) et perdront le coût de leur valeur à l'issue de l'expérimentation.  
S : achat de 9 souris normales (8,65 F chacune) et de 9 souris castrées (63,90 F chacune).  
(2) F : hospitalisation non nécessaire.  
M : frais fixes (maintenance, alimentation) à 3 F/mois/animal. Minimum de 6 mois d'entretien pour les 11 femmes (dont 3 mois pour observation de la cyclicité après résection).  
S : comme M.

S : 18 femelles en ovariectomie pendant deux semaines.  
(3) F : traitement gratuitement offert par la firme pharmaceutique productrice.  
M : si c'est placé dans la même hypothèse que ci-dessus, bien que cette contribution ne soit pas significative.  
S : le plus souvent achat du traitement (ici fécondation forcée) : 5 F la dose x 3.  
(4) F : les prélèvements sanguins sont réalisés régulièrement entre le début du cycle (administration du traitement) et la période de fécondation.  
F : prélèvements tous les 2 jours (8 par sujet avec ovaires fonctionnels) et dosage de deux hormones d'origine ovarienne (œstradiol et progestérone) dans chaque échantillon sanguin, soit 144 dosages avec coût de 170.  
M : comme précédemment. Le coût des dosages a été estimé identique à celui pratiqué en biologie médicale, bien que leur réalisation incombe au laboratoire de recherche.  
S : 3 prélèvements par femelle avec ovaires fonctionnels, et estimations comme pour M.  
(5) Même nombre et coût (870) des dosages pour les hormones gonadotropes et les hormones ovarienne (cf. 4). Cependant, ces dosages sont réalisés aussi chez les animaux castrés et les femmes dépourvues d'ovaires fonctionnels.  
(6) Réalisable seulement chez la femme. Forfait échographie ovarienne = 645 par sujet avec ovaires fonctionnels.  
(7) Réalisable seulement chez les animaux afin de connaître le nombre de follicules ovariens développés.  
M : Coût de la castration : 460 F pour chacune des 9 femelles ; coût de l'analyse histologique : 1 000 F pour chacune des 18 ovaires.  
S : analyse histologique (forfait) : 100 F pour chacune des 18 ovaires des 9 femelles sacrifiées.  
(8) F : acte de biopsie utérine : 360.  
M : 9 biopsies réalisées au cours de la castration (même coût), puis 9 autres biopsies à l'occasion d'une intervention spécifique par laparotomie (pour impossibilité d'atteindre l'utérus par le canal cervical chez le macaque), soit 460 F par biopsie.  
S : recueil de l'utérus à l'occasion du sacrifice (même coût).  
(9) On a seulement recours à l'analyse histologique des prélèvements utérins, d'autres analyses utiles (récepteurs hormonaux) n'étant encore pratiques que dans un cadre de recherche, d'où un coût difficile à évaluer et compensable pour l'une ou l'autre des espèces considérées.  
F : coût de 1 100 F pour chacune des 18 prélèvements.  
M : réalisation à l'acte de biologie médicale (8 100).  
S : comme M.



مَكْنَزٌ مِنَ الْأَصْلِ



## ET LES DÉRIVES TECHNOLOGIQUES

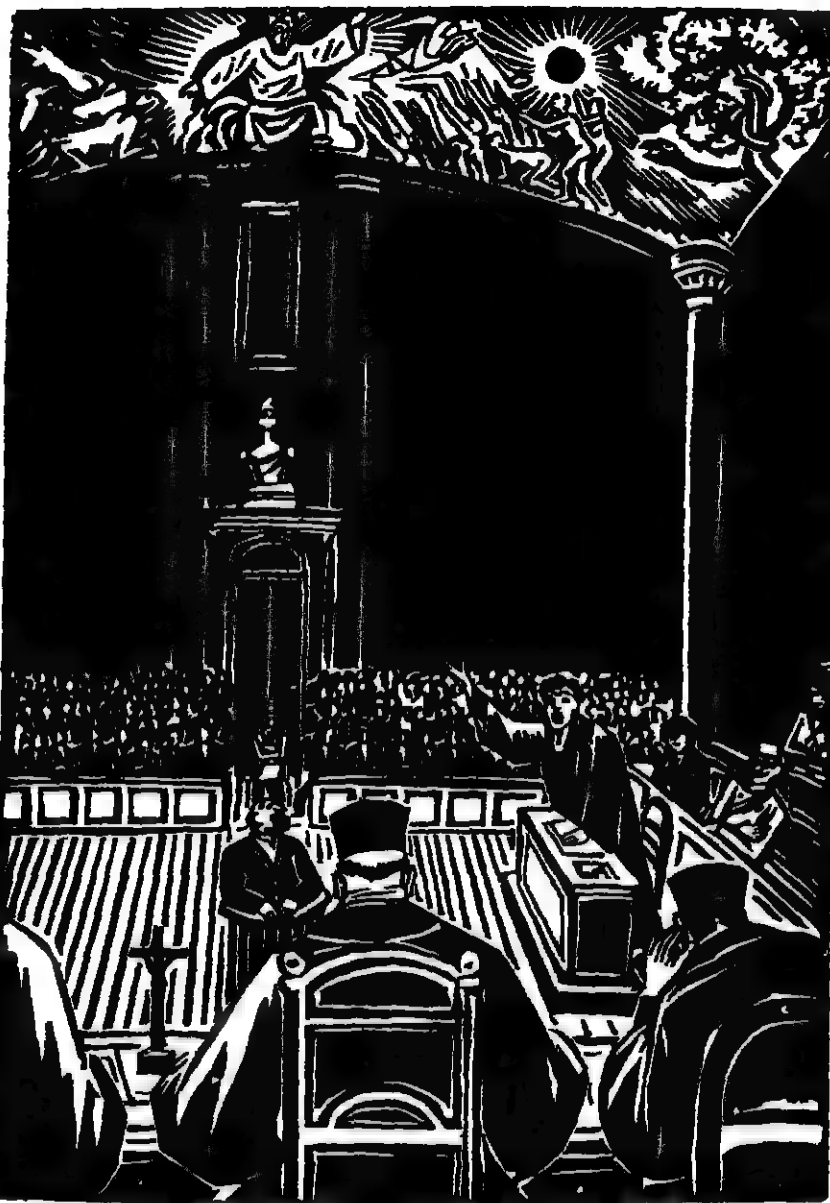
## l'Europe du grand marché

L'Espagne - une première refonte partielle - et du Portugal, qui s'est maintenant attaché au code de procédure pénale. Depuis 1983-1985, la France et la Belgique préparent la réforme de leurs codes. Enfin, la Grande-Bretagne, après s'être attachée aux infractions commises par les mineurs, est en train de réorganiser son système de libération conditionnelle. Le nouveau code de procédure pénale italien prévoit notamment des remises de peine pour ceux qui reconnaissent leurs responsabilités et des arrangements avec le ministère public et l'accusé pour éviter dans certains cas des procès.

Les tendances des réformes sont la décriminalisation et la dépenalisation. Outre la suppression de certains délits (telle la mendicité dans le code pénal français, en débat au Parlement), il s'agit soit de déqualifier certains crimes ou délits, soit de retrancher du champ pénal certaines infractions. Cependant, de nouvelles incriminations fleurissent : atteinte à l'environnement, fraude informatique, terrorisme...

Par ailleurs, la question de la prison inspirée par le mouvement Défense sociale nouvelle, né en Italie et en Belgique, influence la majeure partie de l'Europe de l'Ouest. Cette doctrine pénale repose sur trois idées : défense des droits de l'homme, promotion d'une politique de prévention et de dépenalisation, recherche de « remèdes juridiques plus larges » à l'infraction pénale, à la politique criminelle et au plan de la politique sociale (7).

« Déjà, l'abolition de la peine perpétuelle est consacrée par le protocole additionnel de la Convention européenne des droits de l'homme », dit le principe même de l'exclusion irrévocable de l'incarcération. Logiquement, l'exclusion permanente, sinon définitive, est irréversible, que constitue la prison perpétuelle (...). Aussi n'est-il pas faux d'évoquer la présence de dépressivité à la prison en tant que telle », souligne M<sup>me</sup> Mireille Delmas-Marty, présidente de la commission justice pénale et droits de l'homme (8).



Franz Masereel - 1925

## Surpopulation des prisons, encombrement des tribunaux

CETTE évolution se manifeste à travers plusieurs faits : hostilité accrue aux peines d'emprisonnement (en RFA, en Belgique, en plus récemment, en France) ; extension des formules d'emprisonnement plus souples (prison sur parole, en France, en Italie, ou sur la campagne, à Casabianca, arrêt de fin de mandat en Espagne...) ; mise en œuvre des peines de substitution (travail d'intérêt général en France, jours-amendes dans les pays scandinaves, peines privatives de certains droits, comme ceux de conduire, diriger une entreprise). Mais, trop souvent, ces substituts sont tirés de leur vocation et utilisés dans des cas où le juge n'aurait prononcé aucune peine.

À côté de la volonté - réelle ou apparente - d'humaniser les peines, les gouvernements sont confrontés à un double butoir : la surpopulation des prisons et l'encombrement des tribunaux.

A côté de cette convergence des politiques criminelles, on constate dans certains États européens (Royaume-Uni), mais aussi aux États-Unis, une volonté de s'attaquer aux écarts « irrationnels ou subjectifs » caractéristiques d'une région à l'autre.

Pour ce faire, la justice s'est attachée du côté des procédures judiciaires, ici, des programmes d'aide à la décision (computer aided instruction), par exemple, à guider le choix d'une sanction adéquate. Le juge-utilisateur prend conscience des éléments fondamentaux implicites de son choix. Là, les programmes plus sophistiqués (systèmes experts), conçus à partir d'études de cas et régulièrement alimentés par une banque de données actualisées, sont tentés pour régler la plus pertinente à appliquer, la mesure d'application et, de plus, sont capables d'expliquer, à la demande, la démarche suivie pour aboutir au résultat.

Ainsi, cependant, ces procédés risquent de conduire à une espèce de tarification fort coûteuse que elle empêchera de tenir compte de l'histoire personnelle d'un inculpé.

« S'il est vrai que l'incrimination, la défense des interdits fondamentaux d'une société, gardent les traits d'un mystère qui relie le champ pénal à l'espace symbolique du sacré, et, s'il est vrai que le désir du punir est à la

fois mystère et signe, le plus éclatant peut-être de la souveraineté nationale, comment peut-on concevoir la mise en compatibilité des normes pénales juridiquement nationales ? », se demande M<sup>me</sup> Mireille Delmas-Marty.

Globalement, la loi pénale des pays européens est sous l'influence de celle de la Cour de justice des Communautés européennes de Luxembourg en matière de droit communautaire ; celle de la Commission et de la Cour européenne des droits de l'homme au niveau du Conseil de l'Europe et celle du comité des droits de l'homme de l'ONU. C'est actuellement la jurisprudence européenne qui exerce un effet prépondérant. En premier lieu, le droit communautaire en matière d'infraction et de sanctions supplémentaires, essentiellement dans le domaine économique, mais avec des implications considérables : suppression de certaines interdictions ou protections, aggravation de certaines infractions des membres prévues en droit interne. Ainsi, la Cour européenne de justice de Luxembourg a estimé que l'infraction au droit de séjour des membres de la CEE circulant dans un autre pays de la Communauté que le leur ne peut être considérée d'une manière si grave (prison ferme) que cela constituerait une entrave à la libre circulation des travailleurs.

Deuxième influence, celle de la convention européenne des droits de l'homme de 1950 (9). Destinée à protéger les libertés fondamentales, elle est le fruit de « gouvernements d'États européens nés d'un même esprit » possédant un patrimoine commun d'idées et de traditions politiques, de

respect de la liberté et de prééminence du droit (10). Au 1<sup>er</sup> janvier 1986, 11 891 requêtes avaient été enregistrées, 450 avaient été déclarées recevables (11). Depuis l'adoption de la Convention, le nombre annuel de requêtes n'a cessé de progresser : 138 en 1972 à 596 en 1985 dont 105 concernaient des citoyens britanniques, 62 de Français, 59 de Suédois, 53 d'Italiens.

Or le texte de la convention, notamment ses articles 3 et 6, touche au droit pénal des États. En 1985, plus d'une requête sur deux se référait à ces articles, qui traitent de la légalité de la détention, du caractère équitable du procès, de l'impartialité du tribunal ou encore de l'existence d'une voie judiciaire accessible.

Pour autant, la Cour n'élaboré pas de nouvelles lois. Ainsi se refuse-t-elle, par exemple, à fixer la durée maximale de la détention provisoire. Cette instance se contente d'apprécier dans chaque affaire si la pratique nationale est ou non compatible avec le droit d'être jugé dans un délai raisonnable. Cette grande prudence limite l'efficacité de son intervention.

En mai 1986, des juristes (12) ont inventorié « les lignes directrices pour une harmonisation européenne en matière pénale ». Il parait cinq principes formant « l'arc-en-ciel des valeurs » : la subsidiarité (destinée à développer les alternatives à la sanction pénale), l'utilité tant de l'incrimination que de la sanction, la propor-

tionnalité de la sanction face à l'infraction, l'individualisation de la peine et, enfin, l'humanisation, notamment celle des conditions de détention. Introduire plus de rationalité dans les décisions judiciaires, contraindre les États à respecter le socle minimal des droits de l'homme, tels sont deux objectifs en œuvre qui pourraient - directement ou indirectement - donner plus de cohérence interne et externe à l'appareil pénal européen. Mais ce mouvement ne fait encore que s'esquisser.

On peut espérer que, poussée par le nombre croissant de recours individuels, la Cour contraigne progressivement les membres à faire des droits de l'homme plus qu'un symbole, un objet de culte ou une commémoration, une réalité enfin vivante et concrète, contre l'arbitraire des juges nationaux et les dérives technocratiques. L'harmonisation n'a pas encore permis de s'avancer.

DOMINIQUE VERNIER.

(7) Ansel, *La Défense sociale*, PUF, Paris, 1985.

(8) Mireille Delmas-Marty, *Flou et droit*, PUF, Paris, 1988.

(9) Ratifiée en 1974 par la France, qui n'a accepté la possibilité d'un recours individuel qu'en 1981.

(10) Préambule de la convention européenne des droits de l'homme.

(11) *Convention européenne des droits de l'homme*, supplément 1985, Conseil de l'Europe, Strasbourg, 1987.

(12) Table ronde sur la présidence de Roger Marle, cf. *Science criminelle et le droit pénal comparé*, Sirey, premier trimestre 1987.

## LES DROITS DE L'HOMME ET LE DROIT NATUREL - Stéphanie Barret-Kriegel

« *Principes fondamentaux de l'homme* », Paris, 1989, 110 pages, 38 F.

L'auteur part d'un constat : la notion même de « droits de l'homme » est le fruit d'un calque de la philosophie d'indépendance de 1776 et la référence à l'Europe, à la Déclaration de 1789, à la pensée de nos pères fondateurs. De même, écrit-elle, « la loi naturelle n'est pas extirpée totalement, elle demeure comme une jachère, signalant l'existence d'une plantation qui n'est plus entretendue ». D'où, pour la philosophie française, l'effacement du droit naturel au profit d'une « inspiration civilisée et volontariste ».

Enfin, elle se penche sur l'œuvre de l'observateur « le philosophe du sujet » et par là même des « droits de l'homme ». Ce qui la conduit à écrire : « Le destin juridique des droits de l'homme passe par l'avenir d'une philosophie de la loi naturelle et, aujourd'hui, sa négation, par une critique de la philosophie du sujet. »

STÉPHANIE BARRET-KRIEGL.

## UNIVERSITÉ PARIS-VIII - SAINT-DENIS

Département d'ethnologie-anthropologie  
Année universitaire 1989-1991

- Licence nationale d'ethnologie
- Master nationale d'ethnologie
- Formation doctorale : DEA - nouveau diplôme
- Anthropologie et sociologie de politique

Le département d'ethnologie délivre aussi un DEUG de sociologie, option anthropologie, dans le cadre du DEUG TES (territoire, économie, société), DEUG interdisciplinaire partenariat avec le département d'économie politique et le département de géographie de l'université.

Inscriptions : jusqu'au 14 juillet et à partir du 10 septembre  
Renseignements : Simone Châteauneuf - 48 00 00 01

Adresse : Département d'ethnologie UFR 3  
Université Paris-VIII - 2, rue de la Liberté  
93256 Saint-Denis cedex 02

Secrétariat : Bât. E 200.

## Institut Florimont

37, rue de la Collège-Lancy - CH1213 Genève - Tél. : 22/792 09-11

## Collège Marie-Thérèse

24, rue Eugène-Lance - CH1212 Genève - Tél. : 22/794 26-20

## Institut Notre-Dame-du-Lac

17, ch. Nant-d'Argent - CH1223 Yverdon - Tél. : 22/752 13-44

catéchisme ouvert aux élèves de toutes religions  
JARDINS D'ENFANTS - CLASSES PRIMAIRES ET SECONDAIRES  
INTERNAT-EXTERNAT

BACCALAURÉAT FRANÇAIS - MATURITÉ SUISSE



## TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET SOCIÉTÉ

La casse-tête de l'information gouvernementale ou comment rendre ce qu'on doit donner?  
M.C. PRÉMONT

Formation et architecture des systèmes d'information  
E. HURON

Du paradigme productique à la communication  
J.P. DURAND

L'autre face de l'informatisation du travail  
C. BOUTIER et A. CALVET

Éthique et utilitarisme pour la gestion d'impact des nouvelles technologies sur l'économie  
P.A. JULIEN et J.C. THOUVENIN

Environnement autour du nucléaire spécial  
« Dix ans de vidéotex »  
B. BERTRAND, B. MIEGE et A. VITALIS

Abonnements (en numéros) :

Personne physique ou morale : 180 F/an

Personne morale : 180 F/an

B-4000 LIEGE

Tél. : 32-41-56 30 71

(Compte 167 167 4 150)

Tarif : Individu 200FF

Institution 360FF

En un numéro :

- A la Bibliothèque TEKHNE

- A la Bibliothèque CARMES, 7

- F-75005 PARIS

- A la Bibliothèque TROPISMES

- Galerie 11

- 11700 BRUXELLES

Tarif : 18\$/100FF/630FF

## Les éditions étrangères du « Monde diplomatique »

Le numéro de juin-juillet du *Monde diplomatique* en arabe est paru. Comme le *Monde diplomatique* en espagnol, cette publication reprend en traduction la plupart des articles de la version française. Elle comprend une section spéciale consacrée aux problèmes du monde arabe (ce mois-ci, notamment, les relations entre les pays arabes et politiques des élections en Algérie et en Tunisie, et sur l'UMA et la constitution d'une grande Europe).

Le *Monde diplomatique* en arabe, 5, rue de Fribourg, 1201 Genève, Suisse. Tél. : (41-22) 732-55-31. Fax : 28-576. - Prix de l'abonnement : Magreb, Egypte, Soudan, Syrie, Liban : 40 francs suisses ; autres pays arabes : 60 francs suisses ; Europe : 60 francs suisses. En outre dans les principaux kiosques, dans les pays arabes et en Europe.

Le *Monde diplomatique* en espagnol, 35 de Mayo 596, 5<sup>e</sup> piso, 1002 Buenos Aires. Abonnement annuel : 40 dollars pour les pays limitrophes de l'Argentine, 60 dollars pour les autres pays. Adresse en Espagne : calle Capitán-Haya, 49, 5<sup>e</sup> piso, 28020 Madrid, Espagne. Tél. : (34-1) 571-5974 ; Fax 571-5369.

Améri-  
limard,  
m, Paris,  
1989.



# LOI DU TALION, A DÉFAUT DE JUSTICE SOCIALE

## Mortelles surenchères électorales aux Etats-Unis

**L'**AMÉRIQUE « plus douce et plus tendre » de M. George Bush est aussi celle du retour de la peine capitale. Texas, Caroline du Sud, Floride, Missouri, Louisiane, Nevada : entre le 21 avril et le 3 juin 1990, le nombre de condamnés à mort exécutés depuis 1976 est passé de 121 à 129. Aucun ralentissement n'est en vue, bien au contraire. Les condamnés qui ont épuisé leurs recours légaux n'ont jamais été aussi nombreux. Et jamais la peine de mort n'a été aussi populaire, au point que les hommes politiques en ont fait l'un des thèmes favoris de leurs surenchères électorales.

Par SERGE HALIMI

Puisque la guerre froide est terminée, puisque les difficultés budgétaires sociales exigent un durcissement de la loi, que l'Amérique a le courage de proposer, deux sujets demeurent qui dominent le débat américain : la peine de mort et la peine de mort. Et là, la tendance est nette, même si elle n'est pas aux canons de la logique politique : les fondamentalistes religieux hostiles à l'avortement sont sur la défensive ; les abolitionnistes convaincus se retranchent et renouent à tous les coups d'être élus.

Comme souvent, la Californie est d'exemple : les trois principaux candidats au poste de gouverneur de l'Etat (deux démocrates et un républicain) se sont efforcés pour savoir qui était le plus favorable à l'avortement libre et qui se montrerait le plus expéditif à l'encontre des militants qui attendent dans les « couloirs de la mort » de San-

Francisco ou de Los Angeles. Dans l'Etat de New-York, le gouverneur Cuomo, abolitionniste intransigent, se dit le plus discret. En Géorgie, M. Andrew Young, candidat au poste de gouverneur, a modifié sa position libérale d'autrefois : il parle à présent de la nécessité d'exécuter les « chiens enragés ».

L'Amérique est devenue violente. Celle qu'elle vit, celle qu'elle voit, celle qu'elle lui parle. Le problème est réel, même si le vocabulaire « crime » recouvre des réalités bien différentes en même temps qu'il les exagère. Lorsque l'hebdomadaire *US News and World Report* publiait un numéro au sujet de la peine de mort, il y avait 100 000 crimes en 1989 (1). La peine de mort est d'autant plus impressionnante qu'il inclut les cambriolages, les vols de voiture et autres « crimes contre la propriété ». La proportion effrayante de 5 600 crimes pour 100 000 habitants ne s'explique pas autrement.

### La démagogique campagne de M. Bush

RESTE que, même ramené à ses dimensions véritables, le crime est sérieux ; mais il n'est pas au détour d'une phrase les *US News and World Report* de 1989. Depuis 1960, le taux des meurtres a presque doublé, celui des vols des agressions a quadruplé. Et les prisonniers sont pleins : 700 000 détenus en mai 1990. Un million sur cinquante-cinq est supervisé par des policiers correctionnels (2) ; il y a davantage d'attaques armées de vingt à vingt-neuf ans sous mandat judiciaire qu'il n'y en a d'attaques dans des tribunaux d'enseignement (3).

Mais si « une culture de violence infecte la vie américaine » (4), les médias y ont aussi leur part. L'icône dominante a toujours été le pendu pour la loi, le talon et la loi de Lynch, une disposition à glorifier l'esprit de la Frontière, une attirance toute particulière pour les personnages d'exécuteurs poussés à bout par une justice qui ne fait pas son travail (5). L'élection de M. Ronald Rea-

gan, en 1980, ne fit que légitimer ce travers en portant à la présidence un homme nourri de culture hollywoodienne, un apôtre de la loi et de l'ordre, un ancien acteur pour qui il semblait naturel de régler les conflits en frappant du poing sur la table.

Invasion de la télévision, lancement des algues du crime en grève, l'ancien président républicain emprunta plus d'une fois ses références au Clint Eastwood de *Dirty Harry* ou au Charlie Bronson de *Judgment Day*. Dans un pays où la télévision montre douze actes de violence par heure, où chaque jeune arrivé à l'âge de dix-huit ans aura vu 10 000 meurtres défilier sur son petit écran, il n'est pas toujours facile de séparer l'expérience de la violence de sa représentation, l'attraction pour la violence de la réprimer une fois pour toutes.

Certes, M. George Bush a, lors de sa campagne, fait mine d'épouser une société de plus en plus dure et de plus en plus brutale. Cependant, l'électeur



PÉNITENCIER DE L'ÉTAT DE LOUISIANE, JANVIER 1990. Dix-huit ans et demi, le plus jeune Américain à attendre l'exécution.

qui a voté pour l'actuel président l'a rarement fait ainsi par sa promesse d'une « Amérique plus douce et plus tendre ». Car si M. Bush a, en moins de trois mois, réussi à écraser un concurrent démocrate qui le distançait largement au début de la campagne, c'est bien grâce au ton répressif et démagogique de ses discours (6). Pour des millions d'Américains, l'élément déterminant d'un choix qui ne les laisse guère fût le débat sur la peine de mort. M. George Bush était pour, son adversaire contre.

M. Michael Dukakis avait été gouverneur du Massachusetts pendant dix ans. De son bilan, tel qu'il fut évoqué pendant la campagne, il ne surgit rien de bon, si ce n'est une seule chose : il avait autorisé un programme de permissions de sortie grâce auquel un détenu noir s'était évadé. Ce détenu, Willie Horton, avait ensuite violé une femme blanche. Crime et prison : les républicains avaient trouvé l'exemple parfait pour dénoncer le laxisme aristocratique de leurs adversaires démocrates, « libéraux et insoucients ». Ce qui se maintient, les publicités électorales de M. George Bush, associant Willie Horton à M. Michael Dukakis, eurent davantage d'impact que n'importe quel autre élément de la campagne y compris la promesse — désormais fameuse — de « s'opposer à la toute augmentation des impôts. Et, lors d'un des deux grands débats télévisés, le candidat démocrate perdit toutes ses chances lorsqu'il répondit de façon trop raisonnable à la question suivante : « Si une femme Kitty était violée et assassinée, seriez-vous en faveur de la peine de mort ? Tueriez-vous le meurtrier ? »

M. Michael Dukakis se refusa à « glorifier la violence ». M. George Bush, lui, passa ses journées à faire photographier entouré de policiers, rendant hommage aux gardiens de la paix assassinés, promettant de faire passer les meurtriers sur la chaise électrique. L'ensemble fut une sordide que paradoxal : la justice criminelle est constitutionnellement une prérogative des Etats ; le gouvernement fédéral et la Maison Blanche n'ont donc pas grand chose à voir avec le sujet. Depuis l'exécution des époux Rosenberg, en 1953, on ne compte qu'un cas de crime fédéral qui ait été suivi d'une mise à mort. En Iowa, il y a vingt-sept ans (7).

Dans ces conditions, c'est à un niveau local que le leçon de la campagne présidentielle de 1988 a le plus porté. Aucun démocrate n'est parvenu à retrouver dans la situation de M. Michael Dukakis. La question de la peine de mort est devenue le thème presque unique d'une campagne d'extrême droite.

On peut discuter de la valeur du symbole. Il permet surtout d'éviter de parler d'autre chose. En Californie, par exemple, il y a 281 condamnés à mort parmi 85 000 détenus. Personne ne croit que l'exécution de quelques criminels ait quoi que ce soit à voir avec le problème numéro un qui se pose à la plupart des Etats, celui de la surpopulation carcérale. Peines de plus en plus longues, suris de plus en plus nombreux : l'Amérique dépense déjà 17 milliards de dollars par an pour construire et pour entretenir ses prisons. Rien qu'en 1989, le nombre de détenus a progressé de 15 %. Chaque détenu coûte 11 000 dollars à la collectivité, soit,

pour reprendre une comparaison souvent faite par M. Jesse Jackson, deux fois plus que les frais de santé d'une américaine. La construction d'une cellule pénitentiaire supplémentaire revient à 100 000 dollars. Il faudrait que la Californie en construise deux cent cinquante par semaine pour « satisfaire » une demande qui risque d'exploser dans la décennie à venir, lorsque des millions d'Américains issus de la génération du « baby boom » atteindront leur tour l'âge criminel de la délinquance. La question se pose alors de savoir si la réduction des peines et l'incarcération systématique n'imposent pas des dépenses qui seraient mieux employées en amont, au titre de la prévention : pour une majorité, les prisons sont pleines et peu éduqués ; 80 % des détenus contre la propriété sont liés à des affaires de drogue (trafic ou intoxication).

Mais la question ne sera pas posée. Pour la plupart des Américains, le

crime doit se traduire par une condamnation puis par une exécution (8). Dans les cas extrêmes, la mise à mort s'impose. La raison a perdu la partie : même lorsqu'ils font remarquer qu'un Etat abolitionniste comme la Virginie Occidentale a un taux de criminalité inférieur à ceux de tous ses voisins non abolitionnistes (Virginie, Kentucky, Ohio et Maryland), les adversaires de la peine de mort préchent dans le désert.

Pour s'en convaincre, il suffit de voir qui vient de voter ou ce qui se passe dans les trois Etats américains dont le poids démographique et politique s'affirme chaque jour davantage : la Californie, le Texas et la Floride.

Aux deux, le Texas et la Floride ont davantage que les quarante-huit autres Etats réunis (9). Lors des élections primaires démocratiques du mois dernier, les deux candidats au poste de gouverneur du Texas renchérirent sur le thème de la peine de mort, un thème qui dominait l'ensemble de leurs campagnes. Les publicités diffusées par M. Mark White le montrent déambulant au milieu de photos géantes des condamnés exécutés pendant qu'il était gouverneur. Son concurrent, M. Jim Mattox, se vante alors d'avoir « personnellement supervisé l'exécution de trente-deux condamnés ». Il furent tous les deux élus. L'autre par son femme, Ann Richards, elle-même farouchement opposée à la peine de mort.

Même chose en Floride. Affaibli par son opposition à l'avortement, le gouverneur républicain sortant, M. Bob Martinez, opère en ce moment un remarquable tour de force : une publicité dans laquelle il se flatte d'avoir « signé quatre-vingt-dix décrets d'exécution ». Lors de la dernière élection, le 4 mai, le condamné aux temps carcéraux par une élection électrique défilait. Les avocats viennent d'engager une action contre l'Etat de Floride pour « torture ». A la entendre, leur action aurait été brûlée vive. Une enquête est en cours (10).

La Californie a une réputation plus libérale ; l'Etat n'a pas exécuté de condamné depuis 1971. La campagne de changement risque d'être brutale. Plus des trois quarts des Californiens sont favorables à la peine de mort, une proportion à peu près comparable à la moyenne nationale. Et, il y a quatre ans, un référendum d'initiative populaire a mis fin aux mandats de tous les juges libéraux qui siégeaient à la Cour suprême de l'Etat, aux dépens de l'opinion qui réclamait d'avoir bloqué des élections capitales. Les trois candidats au poste de gouverneur font donc de la surenchère sur le sujet.

### Des caméras modernes pour le bourreau californien

ANCIEN maire de San-Francisco, M. Dianne Feinstein a vu sa cote grimper brutalement dès lors qu'elle s'est présentée comme « le seul démocrate en faveur de la peine de mort ». Son adversaire démocrate, M. John Van de Kamp, a dû répliquer aussitôt. Toujours opposé à « philosophiquement » à une peine qu'il jugeait « barbare », il s'est engagé à ne pas tenir compte de sa « philosophie » au cas où il serait élu gouverneur en novembre prochain. Actuel ministre de la justice de l'Etat (state attorney general), il vient de se montrer infatigable dans ses efforts pour accélérer l'exécution d'un criminel. Et ce n'est pas lorsque ceux-ci n'ont pas abouti. Sur l'écrit de la chambre à gaz qui s'ouvre, ses déclarations publicitaires annoncent qu'il « a fait envoyer quarante-deux criminels dans le couloir de la mort ». Cela n'a pas suffi. Entre deux candidats disposés l'un et l'autre à accompagner le mouvement de l'opinion, les électeurs ont choisi celui — celle — qui était le surhomme personnellement en faveur de la peine de mort.

Très vite, le bourreau californien devrait reprendre du service. Déjà, la chaîne de télévision publique KQED a demandé de filmer la prochaine exécution, à San-Francisco, de Robert Harris. Certes, lors du dernier mandat des suppliques, les médias avaient été interdits ; il avait fallu se contenter de croquis pour imaginer la scène. Mais c'était en 1967. Et depuis, comme le KQED, la technologie a beaucoup progressé : les caméras sont devenues plus petites, et il est maintenant possible de filmer sans aucun éclairage spécial. Il paraît, en outre, que la libération de la presse est en jeu.

En juin 1989, la Cour suprême des Etats-Unis a jugé qu'il était pas inconstitutionnel d'exécuter des mineurs de moins de dix-huit ans ainsi que des handicapés mentaux. Assurément, le huitième amendement de la Constitution interdit les « châtiments cruels et inhabituels ». Mais, selon les juges, dès lors que le châtiment devient habituel, il n'est d'être cruel. Or, vingt-deux Etats autorisent l'exécution des mineurs. Ainsi, depuis 1976, trois mineurs ont subi la peine capitale. Aujourd'hui, vingt-sept mineurs attendent la mort (11). Si un jour un habituel d'être cruel, les frontières de la cruauté n'ont pas fini de reculer dans l'Amérique de 1990.

Le Sénat est sur le point d'adopter une loi qui réduirait le nombre des crimes fédéraux passibles de la peine de mort et réduirait le nombre de personnes des crimes fédéraux. (2) En 1989, 10 000 incarcérations, 193 000 condamnations, 1 000 exécutions (US News and World Report, 31 juillet 1989). (3) Trente-sept des cinquante Etats américains appliquent la peine de mort, mais l'écasante majorité des exécutions ont jusqu'à présent eu lieu dans les Etats du Sud (Texas, Floride, Louisiane, Géorgie, Alabama, etc.). (4) *New York Times*, 1<sup>er</sup> juin 1990. (5) Parant, *New York Times*, 1<sup>er</sup> juin 1990. (6) William Rehnquist, président de la Cour suprême, vient de réclamer qu'on accélère l'exécution de leur sentence en réduisant le nombre de leurs voies de recours : l'intervalle moyen entre la condamnation de la peine capitale et son exécution se situe entre sept et huit ans (le texte du discours de M. William Rehnquist a été publié dans le *New York Times* du 16 mai 1990).

## ESPRIT

JUILLET-AOÛT

De l'Islam révolutionnaire au néo-fondamentalisme,  
Olivier Roy

L'Intifada, Jean-François Legrain  
L'expérience artistique, Marc Le Bot  
Récit d'un homme ordinaire, Anne Sorlin  
Dix considérations sur la nouvelle Europe, Timothy Garton Ash  
Quelle Europe, Jean-Marie Lustiger

Les DOM, Le Cambodge, L'Algérie, Hommage à Cassavetes.  
Le droit de vote aux immigrés, Les sondages.

Le numéro : 70,00 FF  
Abonnement 1 an (10 numéros) : 480 FF  
Etudiant : 384 FF. Etranger : 490 FF

212, rue Saint-Martin, 75003 PARIS — CCP Paris 1154-51 W  
Rédaction : Tél. : 48 04 92 90 — Administration et vente : Tél. : 48 04 08 33

مكتبة من الأصل







# Comment pacifier et reconstruire

**M**. Alberto Fujimori, nouveau président péruvien, prend ses fonctions le 26 juillet. Cet « homme de la rue », fils d'immigrés japonais (lire ci-dessous l'article d'Isabelle Lausent-Herrera), a été préféré par les citoyens à M. Mario Vargas Llosa. Son élection révèle la méfiance de la société à l'égard des formations traditionnelles et souligne l'échec du populisme de M. Alan García. M. Fujimori, qui a refusé le recours à un « choc néolibéral », n'a pas proposé, au cours de sa campagne, un programme précis de reconstruction nationale. Les citoyens attendent pourtant de lui qu'il vienne rapidement à bout des innombrables crises que connaît le Pérou : Etat disloqué, économie sinistrée, démocratie malade, guérilla, pauvreté, tensions ethniques...

Par YVES SAINT-GEOURS \*

Les élections générales des 8 avril et 10 juin 1990, au Pérou, se sont déroulées dans un climat très tendu, en raison de la situation de crise extrême dans laquelle se débat le pays et des menaces que font peser les groupes de guérilla, en particulier Sendero Luminoso. Pourtant, les élections ont eu lieu dans les meilleures conditions possibles, et les élus, après dix ans de démocratie, disposent de quelque légitimité. Mais démocratie ne signifie ni paix sociale ni absence de violence et, en Amérique latine, le retour aux libertés ne s'est pas accompagné d'un renforcement concomitant de l'Etat.

L'étatisation progressive de l'économie péruvienne, lancée depuis plus de trente ans, s'est mise à tourner à vide à la fin du régime militaire, à la fin des années 70, après les années du modèle de développement autocratique ; la paysannerie « libérée » des structures oligarchiques par la réforme agraire n'a pu trouver, à la campagne, les nouveaux cadres suffisamment forts pour la mener et créer des rapports sociaux nouveaux. A la fin des années 80, les coopératives se défont, d'anciens unités agraires se rallient dans les zones enclavées, notamment au sud du

\* Historien, ancien directeur de l'Institut français d'études andines.

pays. Faut-il d'une politique agricole cohérente, une bonne part de la paysannerie n'a pas véritablement trouvé sa place dans le marché.

Surtout, les migrations ont conduit les populations déracinées des villes et des zones rurales à trouver des emplois industriels, à l'abri du rapide essoufflement du modèle d'industrialisation adoptée. Ni paysans ni « prolétaires », ces urbains déracinés qui représentent aujourd'hui la population péruvienne - Lima ou Arequipa ayant vu leur population doubler en dix ans - témoignent de la grande difficulté à créer un tissu social.

Dans ces conditions, ni le programme d'aide à l'emploi temporaire (PAIT), ni la micro-régionalisation, lancés à son arrivée au pouvoir par le président García, n'ont eu d'effets probants. En fait, cette population a été frappée beaucoup plus durement par la crise qui, depuis 1987, lui a ôté environ la moitié de son pouvoir d'achat alors que le sous-emploi touche, de près ou de loin, les trois quarts de la population.

Toutes les formes de dégradation ont fort mal compensées par certaines formes d'autoconstruction sociale et de pailleur l'effondrement du tissu social : création de quartier, clubs de mères, réunions de verre de lait... et



LA JOIE DES ÉLECTEURS LE SOIR DU 10 JUIN  
A la recherche d'un autre type de représentation politique

même l'ensemble des activités et commerces « informels » des vendeurs ambulants. Bien que ces formes aient vu, dans ces expressions nouvelles, l'émergence d'une société nouvelle, l'absence de ces formes, en attendant, ce qui frappe, c'est d'abord la disparition du

lien social, le désordre, l'anomie. Malgré les efforts de ces migrants pour maintenir le lien avec leur lieu d'origine et pour s'organiser en vue de conquérir un statut aux services les plus indispensables (eau, transport, enseignement), la société péruvienne est profondément déstructurée.

C'est dans ce cadre que se produit la crise de l'Etat. Le contexte de protestation néolibérale fait croire paradoxalement qu'il y aurait trop d'Etat. Ce fut un des chevaux de bataille de M. Mario Vargas Llosa dans sa campagne. Or, s'il y a une bureaucratie publique et parapublique formant un appareil administratif relativement puissant (mais pléthorique et inefficace), on peut affirmer qu'au Pérou, aujourd'hui, tout simplement il n'y a plus d'Etat. Les pans entiers, l'éducation, la justice, l'éducation, la santé, mais aussi des services publics comme l'eau, l'électricité, les transports, et, plus généralement, le contrôle de l'espace national (1).

Un des aspects de la crise économique durant les trois dernières années est le désengagement réel de l'Etat provoqué par l'hyperinflation et les prélèvements. L'Etat ne prélève plus l'impôt ; entre 1988 et 1989, la fiscalité a baissé de 13,9 % du PIB à 4,3 %, dont 0,8 % pour les impôts directs. Les revenus des sociétés des entreprises publiques ont baissé de 17 % du PIB ; tandis que l'investissement public chutait de 6,5 à 2,3 % (2).

Les rémunérations des employés de l'Etat et des services publics représentent près de la moitié du total des salaires dans le pays. Elles ont baissé depuis 1987. On imagine l'impact sur la consommation et sur l'activité économique. Pourtant, malgré une inflation brutale des dépenses publiques, la dette n'est pas réduite, et le gouvernement de M. Alan García n'a pu obtenir le soutien international, puisqu'il a rompu avec la « communauté financière internationale ».

Après avoir utilisé la création de monnaie pour financer ce déficit, le gouvernement, depuis trois ans maintenant, s'est lancé dans une politique drastique de réduction des liquidités, mais dans un contexte où il n'avait aucune maîtrise des dépenses. Il en est résulté, à la fois, la récession - le PIB a baissé de plus de 10 % en 1988 et, de nouveau, en 1989 - et l'inflation - plus de 2 000 % en 1989 -, sans que la confiance de la masse populaire en des institutions publiques ait le moindre effet sur cette situation. Les anticipations, la

(1) Cf. A. Lausent-Herrera et Alain Labrousse, « Le Pérou se désintègre », *Le Monde diplomatique*, janvier 1990.  
(2) Chiffres du Banco central de reservas, Lima.

## Heurs et malheurs

Par ISABELLE LAUSENT-HERRERA \*

**L'**ÉCRIVAIN Mario Vargas Llosa n'avait certainement pas envisagé que l'une de ses figures asiatiques qui parurent sur la scène - boutiquiers chinois ou agriculteurs japonais - puisse un jour se poser face à lui en rival et, ironie du sort, prétendre gouverner le Pérou à la fin du siècle. La brusque et surprenante apparition, sur la scène politique, de M. Alberto Fujimori a venue rappeler la diversité ethnique de la population du Pérou et les conflits latents d'ordre ethnique face à un pouvoir traditionnellement blanc.

Dernière arrivée de toutes les communautés étrangères installées au Pérou au cours du siècle, la communauté japonaise a fait l'objet de nombreuses critiques au cours de sa résistance à l'intégration. L'importance numérique a toujours été difficile à évaluer. On peut cependant estimer à plus de 33 000 les japonais au Pérou en 1941 et, actuellement, à 70 000 ou 80 000 les japonais et leurs descendants, les *Nisei* pour la deuxième génération et les *Sansei* pour la troisième.

L'immigration japonaise commence en 1897 alors que les efforts de modernisation du Japon de l'ère Meiji ont permis par le poids d'une population rurale encombrante qu'il destine à l'émigration. Le Pérou, privé de la main-d'œuvre chinoise depuis le traité de Tien-Tsin (1874), a grand besoin de travailleurs dociles et a marché. Le Japon, qui depuis 1869 avait une politique migratoire vers l'Amérique, la Californie, le Mexique, et puis le Canada et les Etats-Unis, se trouva confronté à une loi qui protégeait ces pays de l'immigration asia-

tique (tant chinoise que japonaise). C'est donc favorablement que les compagnies d'immigration (subventionnées par le gouvernement impérial) accueillirent les propositions d'Augusto Bernardino Leguia, gérant de la British Sugar Company, futur président du Pérou, d'introduire des travailleurs japonais dans les grands domaines sucriers de la côte péruvienne.

Jusqu'en 1923, des milliers d'hommes et de femmes - en majorité originaires d'Okinawa, - recrutés par ces compagnies, arrivèrent au Pérou à la recherche des meilleures conditions de vie et de l'espoir d'un avenir glorieux au pays. Destinés à l'agriculture, ils passèrent, une fois affranchis de leur contrat, du statut d'ouvrier agricole à celui de fermier et même de propriétaire, rachetant petit à petit les grandes propriétés délaissées comme ce fut le cas dans la vallée de Chancay où M. Okada réussit, avant guerre, à contrôler les trois quarts d'une production régionale qu'il destinait au Japon.

Dans les villes, les migrants japonais se distinguèrent dans le métier de coiffeur dans la corporation acquit une grande importance politico-sociale au sein de la communauté, ainsi que dans les petits métiers liés au commerce, à la distribution et aux services. Entre 1900 et 1924, par exemple, le nombre de leurs commerces passait de 10 à 100 à Lima et Callao, la colonie resta la plus nombreuse, passa de 2 386 à 3 844 ; preuve d'un succès qui indisposait.

Dès leur arrivée on leur reprocha de se marier entre eux et de faire venir des épouses (choisies sur catalogue du Japon, de répugner au mélange des races) ; puis, lorsque leur situation s'améliorait, d'être du *yobiyose* (regroupement familial), forme d'appel de leurs parents au Japon où ils viennent grossir les rangs des employés de la main-d'œuvre. On leur reprocha également leur rapide ascension et la facilité qu'ils avaient de se procurer des capitaux au départ grâce au *tanomoshi* (tontine japonaise). Enfin,

leur organisation en sociétés fermées, leurs nombreuses fêtes (12, avant guerre) et leur presse inquiétante, toutes inquiétaient les relations de plus en plus étroites, sur un arrière-fond nationaliste et militariste, qu'entretenait le gouvernement nippon avec ses ressortissants au Pérou. Les japonais considérés comme japonais par le gouvernement impérial.

En 1930, la communauté japonaise dépassait en nombre les communautés allemande et italienne. Ses firmes commerciales, spécialisées dans l'importation de produits et de cotonnades très appréciées mais redoutées par la population, exportaient sucre, laine et produits du Japon au Pérou. L'agriculture de la zone centrale, dans Pacasmayo et Cañete, les japonais contrôlaient jusqu'à 80 % de la production cotonnière. Autant de faits et d'événements qui préoccupaient et alertèrent l'opinion.

### En quête de matières premières et de marchés

CETTE situation permit à Tokyo d'obtenir, et ce jusqu'après la déclaration du conflit mondial, des privilèges diplomatiques pour ses nombreux émissaires commerciaux, techniciens, scientifiques et militaires chargés, dans le Pérou, de lui fournir les produits qui lui manquaient. Il se s'agissait pour les Mitsubishi Shoji Kaisha, Mitsui Bussan Kaisha, Kanematsu & Co, Kyowa Kogyo Kaisha ou la Pacific Trading Company d'investir dans le Japon et d'obtenir les avantages préférentiels que réclamait le Japon, mais aussi d'obtenir le Japon, une fois la guerre terminée, une place avantageuse pour le Japon, dans le trafic du fer, du guano, de l'anthracite et du sucre. La modernisation de la mine de Sayapullo (département de Cajamarca) dans le sud, financée par les japonais, en est un exemple (1940), enfin de la laine, du coton, du sucre et du

lien social, le désordre, l'anomie. Malgré les efforts de ces migrants pour maintenir le lien avec leur lieu d'origine et pour s'organiser en vue de conquérir un statut aux services les plus indispensables (eau, transport, enseignement), la société péruvienne est profondément déstructurée.

La chute du président Leguia, introducteur et protecteur des japonais en 1930, permit aux mouvements anti-asiatiques d'intensifier leurs campagnes, et aux foules d'assouvir leur mécontentement en provoquant, en août 1930 puis en janvier 1931, les premiers pillages contre les commerces japonais. Le gouvernement de Tokyo, qui, par ailleurs, planifiait une immigration intensive vers le Brésil dans le but d'y implanter des colonies agricoles, ne tint pas à convenir ses relations avec le Pérou. C'est ainsi qu'il usa du fait que les japonais avaient subi des dommages infligés à ses colonies pour obtenir du gouvernement de Sanchez Cerro (1930-1933), puis de celui du président Bustos (1933-1939), des contrats commerciaux privilégiés. L'indulgence de ces gouvernements fut également demandée en matière d'immigration quand le Japon devint leur fournisseur d'armes.

La chute du président Leguia, introducteur et protecteur des japonais en 1930, permit aux mouvements anti-asiatiques d'intensifier leurs campagnes, et aux foules d'assouvir leur mécontentement en provoquant, en août 1930 puis en janvier 1931, les premiers pillages contre les commerces japonais. Le gouvernement de Tokyo, qui, par ailleurs, planifiait une immigration intensive vers le Brésil dans le but d'y implanter des colonies agricoles, ne tint pas à convenir ses relations avec le Pérou. C'est ainsi qu'il usa du fait que les japonais avaient subi des dommages infligés à ses colonies pour obtenir du gouvernement de Sanchez Cerro (1930-1933), puis de celui du président Bustos (1933-1939), des contrats commerciaux privilégiés. L'indulgence de ces gouvernements fut également demandée en matière d'immigration quand le Japon devint leur fournisseur d'armes.

La chute du président Leguia, introducteur et protecteur des japonais en 1930, permit aux mouvements anti-asiatiques d'intensifier leurs campagnes, et aux foules d'assouvir leur mécontentement en provoquant, en août 1930 puis en janvier 1931, les premiers pillages contre les commerces japonais. Le gouvernement de Tokyo, qui, par ailleurs, planifiait une immigration intensive vers le Brésil dans le but d'y implanter des colonies agricoles, ne tint pas à convenir ses relations avec le Pérou. C'est ainsi qu'il usa du fait que les japonais avaient subi des dommages infligés à ses colonies pour obtenir du gouvernement de Sanchez Cerro (1930-1933), puis de celui du président Bustos (1933-1939), des contrats commerciaux privilégiés. L'indulgence de ces gouvernements fut également demandée en matière d'immigration quand le Japon devint leur fournisseur d'armes.

raie de coton, contre les migrants qui avant de s'installer au Pérou avaient combattu en Mandchourie et en Corée. L'atmosphère était lourde quand, le 13 mai 1940, éclata à Lima une violente émeute anti-japonaise accompagnée de pillages. Ce soulèvement populaire eut lieu la veille d'une grande réunion se tenant à Rio-de-Janeiro, entre tous les diplomates japonais en poste en Amérique latine, visant à adopter une stratégie qui leur permettrait d'obtenir plus efficacement les marchés, notamment celui du sucre avec le Brésil et celui des minerais avec la Bolivie. L'attitude de la population péruvienne fut très dure envers le Japon. Les japonais furent expulsés de la Bolivie. L'attitude de la population péruvienne fut très dure envers le Japon. Les japonais furent expulsés de la Bolivie. L'attitude de la population péruvienne fut très dure envers le Japon. Les japonais furent expulsés de la Bolivie.

Dès lors les relations se détériorèrent. On interdit au Japon l'importation de minerais, on ferma les écoles, on mit l'embargo sur les fonds bancaires des entités sociales et industrielles japonaises, les immeubles des ressortissants furent confisqués.

Aidés par les services américains et anglais - eux-mêmes inquiétés par l'infiltration japonaise en Amérique latine - les autorités péruviennes engagèrent une procédure d'extradition des résidents compromis ou soupçonnés d'activités d'espionnage vers des camps d'internement situés aux Etats-Unis, 1 800 japonais résidant au Pérou furent déportés entre avril 1942 et août 1944 à Crystal City au Texas et à l'Alien Internment Camp Santa-Fé au Nouveau-Mexique (1).

A la fin de la guerre le sort de ces familles expulsées et internées aux Etats-Unis restait précaire. Plus de 600 personnes préférèrent rentrer dans un Japon vaincu tandis que plus d'un millier demandèrent à retourner au Pérou rejoindre le reste de leur famille. En 1947, 304 japonais attendaient encore que le Pérou, malgré la pression exercée par les Etats-Unis pour régler humainement ce problème,

(1) Harvey Gardiner, *The Japanese in Peru*, University of New-Mexico, 1975.

\* Chargée de recherche au CNRS, Paris.

مكتبة الأصل



## UNE SOCIÉTÉ DÉSTRUCTURÉE

## un Pérou à la dérive ?

vitesse de circulation de la monnaie, et le comportement des salariés qui convertissent leurs revenus en dollars (environ 1 milliard de dollars provenant du trafic de drogue irriguent le marché et régulent les transactions).

Tout cela se joue dans le sens du désordre et la perte de contrôle. Comme la monnaie, l'État se dissout dans l'hyperinflation. L'État et ses entreprises n'investissent plus, n'entretiennent plus, dépensent tout leur argent à payer - mal - leurs salariés : ils règlent plus leurs dettes, et l'extérieur ni à l'intérieur. Comme l'État est, le plus, confronté à des forces de destruction terroriste, qui ont coûté au pays 15 à 20 milliards de dollars (l'équivalent de la dette extérieure) depuis 1980, on comprend la déliquescence d'une économie qui, depuis bien longtemps, se voulait pourtant forte.

Avant même la violence de la guérilla de Sentier lumineux ou du Mouvement révolutionnaire Tupac Amaru (MRTA), existait l'anomie : l'absence du grand chemin mettant en coupe réglée des districts isolés, vols de détail, violence de la « narco-trafic » dans les zones de production de coca, exactions d'une police ou de militaires rompus, les groupes antiguérilla (le Comando Rodrigo Franco entre autres), violence des rapports sociaux au sein de la *barriada* pour la conquête du lopin, de l'habitat, de l'eau... Au total, et compte tenu de la conquête d'aujourd'hui, on est plus étonné par l'absence d'explosions que par la présence de cette violence multiforme et générale. La forme principale de violence est celle, extrême, fanatique, sectaire, étrange, de Sentier lumineux.

La force de cette organisation relative et elle vient d'abord de la faiblesse de ce qui s'oppose à elle. Quand, précisément, la société est organisée et a su se donner des structures d'encadrement et de représentation, Sentier lumineux éprouve les plus grandes difficultés à progresser. C'est le cas face aux *campesinos* du nord du pays, face aux *indianos* de l'Église ou des partis de gauche dans la région de Ica en 1986, face aux *syndicats* dans les mines de Pasco ou de La Oroya, face aux *chefs* de l'agglomération de Lima. Alors, pour vaincre, la

guérilla tue les cadres et les terroristes laissent ainsi l'emporter.

Ailleurs, comme l'explique Mario Favre (3), c'est bien l'immense secteur de la population qui se trouve hors de la structure de classes - que peut offrir Sentier lumineux en offrant, par une organisation ferme, structurée et hiérarchisée, les cadres, y compris moraux - on marie les gens, on pourchasse les hommes - qui manquent (4). Il s'agit de quelque sorte de *remplacement* d'une société, mais au dehors de celle qui existe, la victoire de cette nouvelle société passant par la disparition totale de la précédente, dont on essaie par éliminer ce qui reste d'autorités et de responsables (5).

La population, lassée d'autres expériences, croit malgré tout en la démocra-

tie, mais elle se méfie de la politique. Les dernières élections municipales (juin 1986) (plus 11 % de votes blancs et nuls) (6) dans un pays où, toutes les fois que l'on vote, on se précipite contre le vote, de la part des *sentieristes* lumineux, sont aussi terribles : menaces de mort à la population et exécutions de plusieurs dizaines de candidats à la chambre législative et aux conseils municipaux. En témoignage de la présence massive des citoyens à la grande manifestation pour la paix, en octobre 1989, l'appel du *Partido Izquierda unida* (gauche unie). Tous exprimaient, face aux violences et assassinats perpétrés par Sentier lumineux, une même aspiration à la liberté.

« Hormis le pouvoir, tout est illusion »

MAIS une extraordinaire distance existe entre, d'une part, la sphère du politique et, d'autre part, la réalité. Loin de représenter simplement les intérêts des groupes sociaux, les partis sont souvent de simples instruments de conquête et de conservation du pouvoir, appliquant à sa manière le maxime d'Abimael Guzmán, le « Président Gonzalo », fondateur de Sentier lumineux : « *Salvo el Poder, todo es ilusión* » (hormis le pouvoir, tout est illusion). C'est le cas de la droite traditionnelle, dont les partis survivent mal hors de Lima, avec leurs caciques et leurs divisions, que la *sentierista* « indépendante » de M. Vargas Llosa n'a pas fait taire.

C'est aussi le cas du parti de M. Alan García, l'APRA, seule organisation vraiment structurée. Et c'est précisément parce qu'elle est structurée, et qu'elle a une partie de l'appareil d'État, qu'elle a pu, malgré le bilan catastrophique du gouvernement de M. Alan García (élu triomphalement en 1985 et appuyé par une majorité absolue dans les deux Chambres), perdre 19 % des voix aux élections générales du 6 avril 1990. Le parti, habitué durant sa longue histoire aux coups durs, s'est ressaisi et a réitéré ses *sentieristas* (7) du Nord. Il n'est cependant plus porteur d'un projet politique crédible.

La gauche, quant à elle, s'est désolée. Du tiers des voix remportés lors des élections de 1985 et 1986, elle a chuté à 11 % des suffrages, et a cessé de représenter une voix de rechange politique. En effet, son programme - elle présentait deux candidats, à la suite de deux années de déchirements - des comportements marqués par le clientélisme et un certain caciquisme lui ont aliéné une opinion écorchée par le comportement de la classe politique.

Les électeurs ont cherché autre chose. En novembre 1989, à Lima, ils ont élu triomphalement un maire sans étiquette, entrepreneur et animateur de

DANS L'ENFER DU PÉROU. - Elisabeth Devillon

« *Tuarek*, Paris, 1990, 216 pages, 90 F.

Reportage au cœur du Pérou profond, à la recherche des insaisissables dirigeants de Sentier lumineux et en particulier du mystérieux « président Gonzalo ». Saillante description, en particulier, de la région de Tocache, dans « l'enfer amazone », petit centre de production de coca où les *sentieristas* affirment de contrôler les routes de la drogue, où s'affrontent les *guérillas* du *Tupac Amaru* (MRTA) et les *sentieristas*.

Un livre qui permet de mieux comprendre les raisons de la victoire à l'élection présidentielle de M. Alberto Fujimori.

J.R.



UN VILLAGE DANS LES ANDES  
Des districts isolés abandonnés à leur sort

télévision. En avril 1990, M. Alberto Fujimori, un inconnu, arrivait en première position des premiers tours de l'élection présidentielle. Deux mois auparavant, il était arrivé à 1 % dans les sondages ! M. Alberto Vargas Llosa, candidat depuis deux ans, avait eu jusqu'alors une image d'indépendant à l'égard du monde politique ; il s'est finalement trouvé absorbé par la tradition traditionnelle... Devenu un politicien comme les autres, il a dû se retirer d'une vieille oligarchie dont on voyait se profiler la restauration, il ne pouvait qu'être rejeté.

Le Pérou, métis ethniquement et culturellement, avec des urbains parfois salariés, des petits entrepreneurs et des « informels », s'est beaucoup mieux retrouvé en M. Fujimori. La population craint la politi-

que, mais elle se méfie de la politique. En avril 1990, M. Alberto Fujimori, un inconnu, arrivait en première position des premiers tours de l'élection présidentielle. Deux mois auparavant, il était arrivé à 1 % dans les sondages ! M. Alberto Vargas Llosa, candidat depuis deux ans, avait eu jusqu'alors une image d'indépendant à l'égard du monde politique ; il s'est finalement trouvé absorbé par la tradition traditionnelle... Devenu un politicien comme les autres, il a dû se retirer d'une vieille oligarchie dont on voyait se profiler la restauration, il ne pouvait qu'être rejeté.

Aujourd'hui, face à Sentier lumineux (qui ne peut être démantelé) et à la nécessaire mise de pacification, un homme sans appareil de masse majoritaire parlementaire (8) saisit les rênes du pouvoir. Le Pérou nouveau trouve-t-il l'occasion de se structurer et de fonder un mode nouveau de gestion politique ?

YVES SAINT-GEORGES.

attention à Ayacucho, les pleins *sentieristas* (source : Junta electoral, Lima).

(7) 60 % des suffrages exprimés à Libertad (Trujillo) ; 52 % à Cajamarca ; 44 % à Lambayeque.

(8) Le *Partido Aprista* (droite) dispose de 100 sièges. Viennent ensuite Cambio 90, le mouvement de M. Fujimori, l'APRA et la gauche. Depuis le début du siècle, les seuls gouvernements à être tombés à la suite d'un coup d'État ont été ceux de 1915, 1930, 1968, qui n'avaient pas une majorité parlementaire.

## de la communauté japonaise

se refusait à accorder. Ce n'est que dans les années 50 que le Pérou accéda à leur supplice.

En 1949, les États-Unis mirent en œuvre la *réhabilitation* de l'économie japonaise. À la fin présents au Japon au Pérou, ils intervinrent auprès des deux pays pour amener à conclure un nouvel accord commercial sur la base de la nation la plus favorisée. Par ce traité le Japon était autorisé d'être approvisionné en sucre, en coton, en antimoine, plomb et anthracite (ce qu'il avait toujours dû obtenir de manière préférentielle) et le Pérou recevait des produits manufacturés, du ciment, des aciers et des équipements électriques. Cet arrangement, qui remplaçait l'ancien traité (1924-1934), servit de base pour une reprise des relations commerciales jusqu'au début des années 1960. Il fut également pour effet de renforcer les relations entre les deux pays, lesquels, toujours grâce à la médiation des États-Unis, signèrent en 1951 un traité de paix (le Pérou avait déclaré la guerre au Japon le 12 février 1945).

Il est évident que le dialogue ne se rétablit réellement, les deux nations durent balayer le spectre des conflits passés : l'immigration et la balance commerciale. Le Pérou accepta enfin en 1955 le rapatriement des déportés japonais, le retour des enfants *nisei* bloqués à Okinawa, la restitution des biens confisqués à l'octroi des visas d'entrée et de sortie libre pour les Japonais et les *Nisei*, il n'en autorisa pour autant le rapatriement d'une politique migratoire japonaise au Pérou (entre 1951 et 1970, seulement 763 Japonais et 56 *Nisei* au Brésil et 84 aux États-Unis). Quant à la balance commerciale, elle resta négative pour le Pérou, avec guerre et frictions entre ces pays, il était évident que les tensions du nouvel accord devaient permettre l'équilibre et même de le rendre favorable au Pérou à condition qu'il lise les *sentieristas* naturelles. Comme par le

passé, et même plus que par le passé, les sont les effets du *sentierisme* Pérou-Japon.

De nouvelles relations avec le même stratégie qu'avant guerre motivèrent la retour d'émigrés commerciaux et de prospecteurs. Cette entreprise de reconquête fut menée à bien grâce aux activités de la *Union* de deux organismes officiels : la *Union* de développement outre-mer du commerce japonais, le JETRO (Japan External Trade Organization) créé en 1958 et à la coopération technique, le JICA (Japan International Cooperation Agency) en 1974.

Parmi les cinquante premières entreprises étrangères ayant des activités au Pérou en 1989, on trouve : Matsushita Electric (marque National) ayant une usine à atelier de fabrication dans le pays ; Toyota del Peru et Nissan Motors présents dans l'assemblage de véhicules ; le complexe minier *Las Lajas* (où les capitaux de la Mitsui) également présents dans Toyota del

Pérou - fortement représentés ; et Ajinomoto, producteur de condiments, des produits alimentaires et acheteur d'épices péruviennes.

Par ailleurs, un certain nombre d'entreprises appartenant à des *Nisei* sont en étroite relation avec les marques japonaises. On retiendra les importateurs d'équipements *Yamaha* (ce moteur est distribué par traditionnellement tenu par des *Nisei* et des *Sansei*) ou de véhicules et motos japonaises comme l'entreprise *Resepana* du groupe *Ychikawa*. D'autres entreprises ont fait plus récemment et investissent dans la fabrication textile, comme la *Tuarek* (dont le groupe Sakata, également représenté dans la distribution d'équipements de communication. La principale entreprise *nisei* est sans doute celle qui réunit le groupe *Ychikawa* et le groupe *Komatsudani*. Leurs activités intègrent toute la chaîne de production : des poulets, des moutons aux groupes d'élevage.

## Fidélité à une culture

LES grandes sociétés de commerce japonaises, les *Sogo Shosha*, telles que Mitsui, Marubeni, Itoh, Mitsubishi et Sumitomo, investissent dans les grands projets péruviens de mise en valeur des ressources minières et pétrolières. C'est le cas, en particulier, du complexe minier de la compagnie Mitsui Mining & Smelting (Compañía minera Santa Luisa, département de Huanuco, cuivre, zinc, argent, plomb). En 1987, dans l'*Andean Report*, cette compagnie figurait la première place parmi les principaux exportateurs de produits traditionnels du Pérou.

Les *Nisei* japonais et produits miniers péruviens dépassent largement la capacité de production des mines sous *Nisei* nippons au Pérou. Au lieu d'acquiescer à d'autres mines, la stratégie consistait à financer la mise en valeur des gisements en contrepartie d'une option préférentielle pour l'achat

de la production à venir. Comme dans le cas du pétrole (financement du *Comité* Norperuano : 856 millions de dollars) ou des dollars engagés en 1974 par un consortium *Japeco* créé pour l'occasion par les sociétés *Japan External Oil*, *Mitsui* et *Marubeni*, les entreprises japonaises n'engagent que peu de leurs capitaux dans l'extraction mais préfèrent financer l'industrie péruvienne, évitant ainsi les risques politiques d'une nationalisation.

La communauté japonaise n'est pas indifférente à l'intérêt que son pays d'origine porte au Pérou. Certains de ses membres cultivent les traditions qui les rapprochent malgré tout d'une culture *hispanique* à laquelle ils ont voulu faire partie. Les collages, les clubs régionaux ou « *son jin* », les activités sportives et les associations culturelles les unissent. Le Japon, toujours *nisei* vis-à-vis de l'Amérique, qui a souffert dans

sa fidélité, participe à la manière à l'ambassade aux activités régies par la Société centrale de Lima, encourageant ainsi le *sentierisme* et le renforcement de la communauté.

D'autres *Nisei* et *Sansei* cherchent plutôt à affirmer leur personnalité péruvienne avec toute la complexité qu'elle représente. Parmi les intellectuels qui rejoignent le second groupe, qui s'expriment dans la revue *Puente* (Pont), nombreux sont ceux qui voient dans la persistance des *son jin* et les activités de la *sentierista* une tentative de « japoniser » la descendance nippon-péruvienne pendant plusieurs générations. Leur point de vue fut en ce sens critiqué lorsqu'en 1981 fut créée la *Panamericana-Nikkei*, dans le but de rassembler tous les *Nisei* améri-

cains. Leurs efforts furent violents et sans appel : « *Aucune position n'y a été adoptée face au peuple et au gouvernement japonais, encore moins face aux compagnies transnationales japonaises et leurs shosha si détestées pour leur attitude raciste et méprisante envers nous seuls les peuples américains* » (2)...

Pour des milliers de descendants japonais, le Pérou est leur seule patrie et, depuis le 10 juin 1990, M. Alberto Fujimori est le président légitime de tous les Péruviens.

ISABELLE LAUSENT-HERRERA.

(2) *Puente*, mai 1981.

VIENT DE PARAÎTRE

WILLY BRANDT

NORD-SUD

FACE À L'URGENCE

Préface de FRANÇOIS MITTERRAND

Illustrations de JEAN LACROIX

192 p., 10 photos, 120 F

En librairie ou par correspondance (+ 3 F port) à EDITIONS HACHETTE 34, BP 100, 34025 Montpellier cedex 1 (tél. : 67 66 23 14)

NORD-SUD  
FACE À L'URGENCE

« L'ordre du monde n'est souvent que le voile du préjugé posé sur le monde. »

Willy Brandt appelle à définir d'autres règles du jeu qui abandonnent un homme sur cinq en dessous du minimum vital, drainent vers le Nord plus d'argent qu'il n'en va vers le Sud, privent — à l'effondrement — les pays les plus démunis de la dette — les pays les plus démunis de la chance de développement autonome. »

FRANÇOIS MITTERRAND  
extraît de la préface



(11) David Hegarty, - *Stability and turbulence in South Pacific politics* -, Strategic and Defence Studies Center, working paper.

...tions, entreprises  
...uliers  
...ants  
...vareur E...

مَكْنَزٌ مِنَ الْأَصْلِ



► FRANCE-MÉTROPOLITAINE : 43 F (port inclus) - \_\_\_\_\_ d'exemplaires : \_\_\_\_\_ x 43 F = \_\_\_\_\_ F  
 ► DOM-TOM et ÉTRANGER : 48 F (port inclus) - \_\_\_\_\_ d'exemplaires : \_\_\_\_\_ x 48 F = \_\_\_\_\_ F

Commande à faire parvenir avec votre règlement à :

**LE MONDE - Service Vente au numéro - 15, rue Falguière, 75501 PARIS CEDEX 15 - FRANCE.**

مكتبة الأصل



## PAR DELA LE CONFLIT DU CACHEMIRE ET LES TENSIONS REGIONALES

## Le réveil politique des musulmans dans l'Inde en crise

**C**ONTRE la volonté des grandes puissances, contre celle aussi des dirigeants d'Islamabad et de New-Delhi, la nouvelle crise du Cachemire peut dégénérer et provoquer un affrontement entre l'Inde et le Pakistan. Mais elle contribue aussi à attiser les tensions, déjà vives, entre communautés de l'Union indienne. Dans ce pays, en effet, le regain du militantisme hindouiste accélère le réveil politique des cent millions de musulmans.

Par ALEXANDRE DASTARAC et M. LEVENT

Puis de six mois après l'imposition de l'indépendance au Cachemire, Mufi Mohammad Sayeed, ministre indien de l'intérieur, n'a pas craint le euphémisme lorsqu'il a reconnu l'existence d'un « problème de sécurité » entre le pouvoir fédéral et la population. Les centaines de morts au cours d'affrontements entre armées séparatistes et lors de tirs aveugles contre la foule, les milliers d'arrestations, le couvre-feu dans les villes, qui ruine l'économie, ont fini d'aliéner une population déjà rendue hostile par les manipulations électorales de 1987 (1). L'indépendance de la région indo-pakistanaise à un niveau régional depuis le conflit de 1971 a cependant fait passer au second plan la dimension proprement « intérieure » du conflit.

L'Inde traverse une crise profonde : ébranlement, depuis le début des années 80, de ses régions périphériques, renforcé de la tension entre communautés, illustrée par l'Union indienne qui s'affirme comme puissance régionale. Le Bharat Dal, parti du premier ministre, M. Vishwanath Prasad Singh, a man-

qué l'occasion d'un nouveau départ lors du changement de gouvernement de janvier 1990. La présence de milliers de soldats et de policiers pour maintenir la rébellion dans l'Etat de Jammu et Cachemire, qui ne compte guère que 6 millions d'habitants, montre qu'à New-Delhi les considérations stratégiques l'emportent sur la volonté de dialogue.

Mufi Sayeed, premier musulman à devenir ministre de l'intérieur au sein du Parti du Congrès (I) au Cachemire avant de se rallier au Janata Dal, a reconnu qu'un sentiment séparatiste avait toujours existé dans la région. L'indépendance de la classe politique semble faire aujourd'hui un constat, même si elle répugne à discuter les modalités du rattachement du Cachemire à l'Union en 1949. Elle n'accuse plus systématiquement le Pakistan et tend à rejeter la responsabilité de la crise sur la gestion passée du Congrès. C'est oublier un peu rapidement que M. Rajiv Gandhi avait multiplié les tentatives de solution politique dans les « points chauds » du pays : au Pendjab, puis en Assam et au Mizoram.

## Une répression souvent aveugle

**O**BJET de dispute entre le Pakistan, mais aussi avec la Chine, l'Etat de Jammu et Cachemire est stratégiquement des plus sensibles pour New-Delhi. La Chine « occupe » toujours, selon l'Inde, une partie du district du Ladakh, l'Alakhi Chin (2), même si, depuis la visite de M. Gandhi à Pékin en décembre 1985, un problème a perdu de sa gravité.

Une répression aveugle et souvent aveugle a contribué à accroître l'audience auprès de la jeunesse cachemirienne du projet de sécession minoritaire. Les tentatives de négociation avec l'opposition engagées en avril dernier par M. George Fernandes, nommé ministre des affaires du Cachemire, ont été minées par le gouverneur, M. Jag Mohan, qui a prononcé, à son arrivée en fonctions en janvier, l'éradiation par les moyens militaires de tous les mouvements illégaux. L'indépendance de la région politique a été toute de suite déléguée à New-Delhi, au sein de la force cachemirienne indienne. Tout en profitant de cette impasse, les formations activistes, souvent liées par la répression, sont elles-mêmes dépassées par les événements. Le président du Front de libération de Jammu et Cachemire (JKLF), M. Amanullah Khan, fondateur en février d'un journal de Karachi : « Il n'y a pas de solution militaire au problème du Cachemire. Une expérience politique aux côtés d'autres mouvements de libération tels que l'OLP, le Polisario ou le FLN m'a montré qu'un mouvement de libération est incapable de réussir s'il ne peut lutter à la fois sur les fronts politique, diplomatique et militaire. »

Le JKLF et la Ligue du peuple de Jammu et Cachemire (JKPL), créés au milieu des années 70, sont les plus puissantes de quelque douze organisations illégales, pour la plupart de formation récente et que caractérise un même activisme anti-indien (3). La JKPL use d'un discours panislamique et serait plutôt liée à un rattachement au Pakistan. Elle est dominée, et divisée, par deux personnalités : M. Shabbir Shah, militant charismatique emprisonné, issu par l'organisation de la jeunesse de la Jama'at i Islami, et M. M.F. Rehmani. Le JKLF, qui a organisé l'enlèvement, en janvier, de la fille du ministre de l'intérieur, se proclame, en revanche, nationaliste et veut fonder un « Etat-providence islamique plus parfait que celui du Pakistan », mais se démarquant du fondamentalisme : il « refuse » le ralliement à la cause des hindous cachemiris, majoritaires au Jammu. Bien que favorable à une indépendance complète, il collabore à une alliance avec le mouvement

le parti de Sardar Abdul Qayyum, président de l'Azad Kashmiri pakistanaise. Cette alliance propose l'union de l'Azad Kashmiri pakistanaise, des « territoires du Nord » du Bangladesh et de Gilgit, et de l'Etat de Jammu et Cachemire, soit un regroupement de quelque 17 millions d'habitants, et le droit de plébiscite entre l'indépendance ou le rattachement soit au Pakistan, soit à l'Inde.

D'autres groupes, plus actifs, tel le Hizbul Mujahideen, brandissent l'étendard de l'islam et cherchent à rallier la masse des musulmans qui ne sont pas d'origine cachemirienne, soit près du tiers de la population de l'Etat. Leur caractère s'apparente à celui des mouvements extrémistes au Sri-Lanka et au Pendjab (4). Des personnalités religieuses jugées trop radicales ont été expulsées après des parodies de procès, des membres du Bhartiya Janata Party (BJP), mouvement fondamentaliste hindouiste ou du Parti communiste indien (PCIM) ont été accusés d'être des espions de New-Delhi et arrêtés. Ces actes de terreur ont entraîné les communautés à une lutte contre les autres, et de nombreux hindous émigrent au Ladakh, au Jammu, ou rejoignent les camps de réfugiés indiens à New-Delhi par le BJP. L'exode frappe notamment les services hospitaliers et éducatifs de Srinagar et aggrave encore la crise.

Le faible degré d'organisation et le flou des programmes de la plupart des groupes, les caractères de civils sans véritable combativité de la part des principaux dirigeants, ajoutent à la confusion et autorisent même les déviances. L'assassinat, le 21 mai, de Mirwaiz Maulvi Mohammad Farooq, dirigeant du Jammu Kashmiri Awami Majlis à Amal, figure politique et religieuse populaire dans la région, a été suivi de la part d'un homme politique se rapprochant des indépendantistes. Le massacre de la procession qui brava le couvre-feu pour transporter le corps et le remplacement de M. Jag Mohan par M. Jirish Saxena comme gouverneur ont été les signes qu'un état de guerre s'était installé au Cachemire (5).

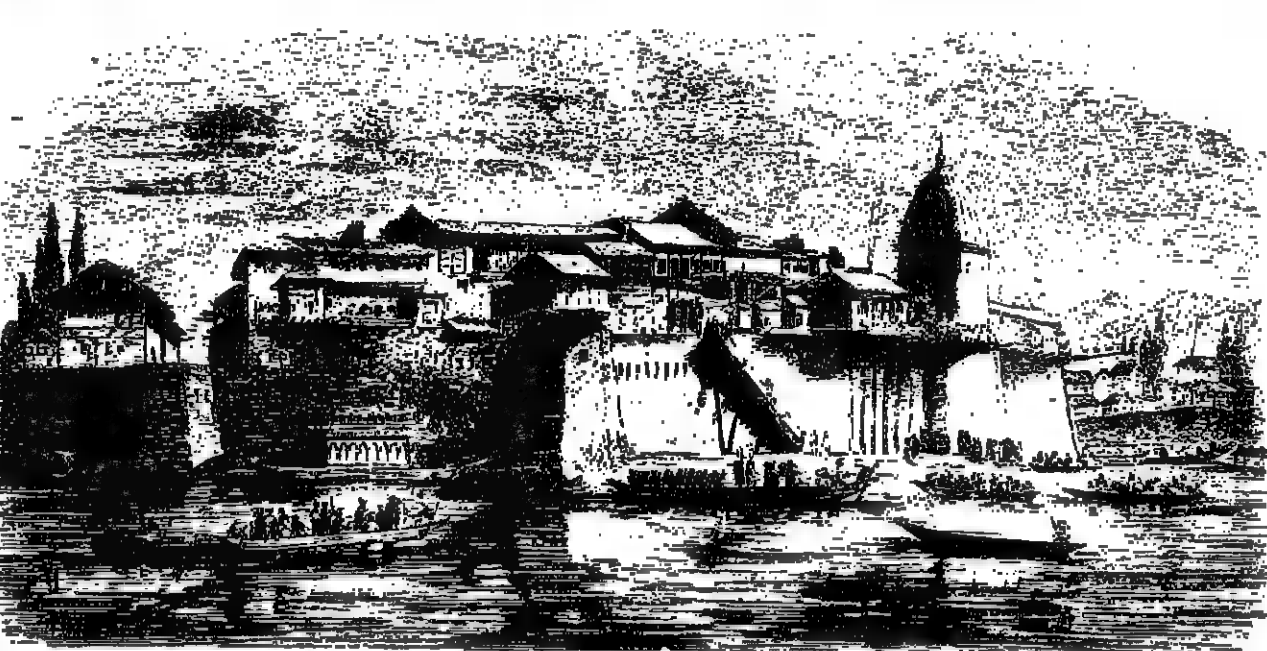
En un sens, le Cachemire symbolise l'affrontement généralisé des communautés et des forces qui tendent à la partition indienne. Peut-être l'affrontement était-il inhérent au règlement du conflit entre le Congrès et la Ligue musulmane, un antagonisme durable sans solution. (6) Cette problématique continue d'alimenter les appréhensions de la classe politique indienne. Faut-il voir dans l'indépendance dans sa dimension géopolitique et « régionaliste » ou, plus profondément,

annonce-t-elle le réveil politique de la communauté musulmane indienne ? La plus importante « minorité » - près de cent millions de membres, soit l'égal de la population du Pakistan - est très hétérogène sur les plans culturel, linguistique et religieux. Constituant environ 13 % de la population totale, elle est fortement représentée dans une dizaine d'Etats. Parmi ceux-ci, le Bihar (14 %), l'Uttar-Pradesh (15 %), le Gujarat (24 %), l'Assam (24 %), sont autant de régions où les troubles entre communautés ont été particulièrement violents pendant la dernière décennie - on a dénombré plus de neuf mille émeutes de type communautaire depuis la partition de 1947 ; le nombre de victimes se comp-

formation professionnelle moderne s'affaiblissent des liens traditionnels de dépendance.

Le philosophe Rajni Khotari, qui, « paradoxalement, est technico-managériale indienne », a écrit plus en une « détermination » sur la « classe », et il est que coïncident de plus en plus « la classe », l'appartenance ethnique et la nationalité (7). Directeur de l'Institut des études islamiques de Bombay, M. Ashraf Ali Engineer, connu pour ses idées libérales, affirme que « la violence communautaire n'est pas le résultat de la religion mais sur les structures sociales et le développement inégal de la population (8). »

ment sur un futur statut du Cachemire. En déclinant le Cachemire le droit à l'indépendance, le Pakistan amoindrirait la portée de sa demande d'un plébiscite. Cette prise de position contribue à calmer l'effervescence, notamment chez les nombreux réfugiés ayant récemment rejoint l'Azad Cachemire ; elle freine aussi le processus qui pourrait remettre en question le statut de l'Azad Cachemire et celui des « territoires du Nord » placés dans la tutelle d'Islamabad. Les conflits militaires ont cessé en mai 1990 autour de Gilgit et la situation est stable. D'importants stocks d'armes indiquent que la région est une région, pour tant étroitement contrôlée, n'est pas



PALAIS DU ROI DU CACHEMIRE A SRINAGAR (1855)  
A l'épicentre d'une crise dangereuse pour tout le sous-continent

tant par milliers. Elles sont de plus en plus fréquentes et sanglantes depuis les années 70. Les enquêtes faites sur les émeutes de mai-juin 1987 à Meerut (Uttar-Pradesh) - il y eut plus de cent morts - ont révélé une « explosion » croissante de la police, mais sa participation aux côtés des émeutiers contre la minorité musulmane. Les affrontements de l'an dernier au Rajasthan, en Uttar-Pradesh et en Assam ont provoqué une « explosion » du gouvernement pakistanaise de M. Benazir Bhutto. Alors que les avis divergent sur les raisons du mal, les organes d'information indiens accordent une large place à ces phénomènes ; certains insistent sur chaque trouble la main des services pakistanaise, mais la plupart sont inquiets du développement de « religions idéologiques ». Le conflit est d'autant plus aigu à Meerut, Agra, Aligarh ou Ahmedabad, par exemple, que les couches musulmanes citadines jouissent d'une

Très affaiblie par le départ au Pakistan d'une grande partie de ses élites, la communauté musulmane indienne s'est longtemps repliée sur son identité religieuse, renforçant la situation de l'enseignement coranique et de l'Urdu à travers des mouvements comme la Jama'at Islami Hind (JIH). D'autres organisations, la Jama'at ul-Hind (JUH) ou la Ligue musulmane de l'Inde indienne, ont joué des alliances tactiques avec le Congrès. Ainsi, la polarisation actuelle est le signe du réveil politique de la communauté, qui n'est pas pour autant sous la seule emprise des courants fondamentalistes (9). Toutefois, les symboles habilement maniés par des personnalités comme M. Syed Shahabuddin, animateur du Comité de coordination de la mosquée d'Ayodhya, ou l'imam Bokhari, de la grande mosquée de Delhi, entretiennent la peur d'une « invasion » inquiète de la mosquée du Rashtriya Swayamsevak Sangh, du BJP et des autres néo-hindouistes du Congrès (10).

## Inquiétudes pakistanaises

**D**EMAIN, l'évocation des « martyrs du Cachemire » n'embrassera pas l'ensemble d'une communauté complexe et peu unifiée par le modèle du Pakistan, lui aussi rongé par les conflits sectaires. Mais elle sera bien utile aux groupes qui cherchent à l'indépendance de l'Etat indien.

Au cours de sa tournée de mai au Proche-Orient, M. Bhutto reprit la déclaration du 11 mars de son ministre des affaires étrangères, M. Sahabzada Yakub Khan, selon laquelle « le Pakistan est opposé à un Etat indépendant au Cachemire, affirmant qu'« une balkanisation de la région serait dangereuse pour la paix et la stabilité de la région ». Les principes fondateurs du mouvement (11). » Vue partagée par M. K. Subrahmanyam, ancien directeur du Centre de recherche et d'analyse de New-Delhi ; il écrit que le Pakistan « devrait savoir qu'aucune action musulmane dans son territoire n'est intéressée à l'indépendance de l'Etat indien ». Le général Zia ul-Haq, ancien chef de l'Etat pakistanais, avait concentré ses efforts sur le front afghan ; il n'avait pas agité la question du Cachemire. La « question du Cachemire » était à l'agenda d'un consensus avec le chef des armées, le général Aslam Beg, et le président Ghulam Ishaq, consensus qui n'avait pas été réalisé depuis sa prise de fonction en novembre 1988.

Les dirigeants de l'Alliance démocratique islamique (IDA) en sont réduits à de périlleuses tentatives de réconciliation. Il y a un spécialiste des affaires pakistanaises.

bié un député de Rawalpindi, a été pris de sa ville des camps « pour les combattants de la liberté ». « Nous pouvons nous en servir pour l'obliger à se fermer », dit-il, ajoutant que le Pakistan « doit jouer au Cachemire la même carte que l'Inde au Bangladesh (13). » Si M. Bhutto est parvenu à priver ses adversaires du monopole du nationalisme, effaçant du même coup le souvenir de la vision de M. Gandhi au Pakistan en juillet 1989, la situation est plus que critique dans la province du Sind lui interdit tout flot-

tement. A Muzaffargarh, capitale de l'Azad Cachemire, les politiciens sont divisés au sujet d'une éventuelle réconciliation avec l'Inde, qui assurerait la prépondérance de Srinagar. L'indépendance ne joue ouvertement la carte « interventionniste ». Sardar Ibrahim Khan ne craint pas de se prononcer sur les thèses indiennes en annonçant la mise au pied d'une « de cent mille » (14). De telles « initiatives », qui certes concernent la scène politique pakistanaise, alimentent cependant la tension entre Islamabad et New-Delhi, d'autant qu'elles bourgeoignent à l'ombre de diverses « agences » alimentées par un colossal marché d'armes clandestin, même par le pourrissage du matériel afghan (15).

Du côté indien, la brutale répression exercée au Cachemire depuis janvier semble avoir mis à l'arrêt en mai l'effort à court terme, elle alimente le ressentiment durable d'une majorité de Cachemiris dont elle disloque un peu plus la société. Sous la surveillance du BJP, qui prône les représailles contre l'Azad Cachemire, et sous le feu des critiques du Parti du Congrès, qui condamne une « dureté irresponsable », le gouvernement de M. V.P. Singh ne peut guère espérer la solution à court terme. Avant d'envisager un plan de reconstruction économique de l'Etat, qu'il ne pourra sans doute éviter, il doit empêcher une jonction de l'Inde avec celle du Pendjab voisin, ce qui rendrait la situation incontrôlable. Le dialogue de l'Inde et du Cachemire pourra alors continuer, les forces de l'indépendance gardant pour longtemps la responsabilité de la « normalisation » d'une question aussi vieille que la partition.

(1) Cf. Alexandre Dastarac et M. Levent, « La montée du péril au Cachemire », *Le Monde diplomatique*, mars 1990.

(2) New-Delhi n'est toujours pas parvenue à résoudre le conflit du Ladakh-Est (Alakhi Chin) dans les frontières du Ladakh-Est.

(3) Les derniers demeurent marginaux, malgré la présence de nombreux mouvements de jeunesse, dont le Mouvement des étudiants islamiques (SIM).

(4) Le Rashtriya Swayamsevak Sangh (RSS), « Corps de volontaires », est un parti néo-hindouiste créé en 1925, et qui fut interdit après l'assassinat du mahatma Gandhi. A signaler aussi le développement du « chauvinisme linguistique » avec la campagne récente « Angrez Hatao », (« Déhors Anglais ! ») lancée dans certains Etats comme l'Uttar-Pradesh avec l'appui des autorités locales favorables à la promotion du hindi.

(5) *Financial Times*, Londres, 25 mai 1990.

(6) K. Subrahmanyam, « Pakistan has no case », *Hindustan Times*, 5 mars 1990, New-Delhi.

(7) *The Illustrated Weekly of India*, 6 mars 1990, New-Delhi.

(8) Les derniers demeurent marginaux, malgré la présence de nombreux mouvements de jeunesse, dont le Mouvement des étudiants islamiques (SIM).

(9) Le Rashtriya Swayamsevak Sangh (RSS), « Corps de volontaires », est un parti néo-hindouiste créé en 1925, et qui fut interdit après l'assassinat du mahatma Gandhi. A signaler aussi le développement du « chauvinisme linguistique » avec la campagne récente « Angrez Hatao », (« Déhors Anglais ! ») lancée dans certains Etats comme l'Uttar-Pradesh avec l'appui des autorités locales favorables à la promotion du hindi.

(10) *Financial Times*, Londres, 25 mai 1990.

(11) K. Subrahmanyam, « Pakistan has no case », *Hindustan Times*, 5 mars 1990, New-Delhi.

(12) *The Illustrated Weekly of India*, 6 mars 1990, New-Delhi.

(13) Les derniers demeurent marginaux, malgré la présence de nombreux mouvements de jeunesse, dont le Mouvement des étudiants islamiques (SIM).

(14) Le Rashtriya Swayamsevak Sangh (RSS), « Corps de volontaires », est un parti néo-hindouiste créé en 1925, et qui fut interdit après l'assassinat du mahatma Gandhi. A signaler aussi le développement du « chauvinisme linguistique » avec la campagne récente « Angrez Hatao », (« Déhors Anglais ! ») lancée dans certains Etats comme l'Uttar-Pradesh avec l'appui des autorités locales favorables à la promotion du hindi.

(15) *Financial Times*, Londres, 25 mai 1990.

L'aguerre d'Alger le destin de la... Pierre Rivet pose... sentant les travaux... de l'Institut d'histo... (CNRS) (1).

On ne peut guère... nement de ses citoi... Disons qu'il n'y... pas de réponse simp...

En ce qui touc... ques Marseille se... rien de provocatio... rie à bien ou lieu... ceux qui savent... nées fin 1988.

Selon les advers... conflit était une... l'économie francis... sans, les départe... Méditerranée étai... irremplaçable pour... politiciens N. l'un m... mie en pleine exalt...

## Dans

DEFENSE NAVE... nement de la... France. Un état... armes biologiques... craté au Kosovo... place d'offre... 2000 P...

DANIELLES... Alain Juppé sur... Europe dans la tr... avril-mai, l'im... dent de l'Union... 2000 P...

LA NOUVELLE... d'après... l'Est - un état... française en 1988... mentel, M. F... Moscovitz, 2000 P...

LA REVUE NO... sur... L'Est et le... un texte de Jean... craté mémorise... 2000 P...

FOREIGN POL... européen... Panama. M... 1990, trimestre... Nouvelle, le... 2000 P...

LE SOUTIEN... textes de MM... Brundt, Albert... Pour mesurer la... de l'Est, le... 2000 P...

ESPRI... l'histoire de la... l'histoire de la... l'histoire de la... 2000 P...

LIGNE... l'histoire de la... l'histoire de la... l'histoire de la... 2000 P...

LIBRAIRIE... l'histoire de la... l'histoire de la... l'histoire de la... 2000 P...

COVOLUTION... l'histoire de la... l'histoire de la... l'histoire de la... 2000 P...

LIBRAIRIE... l'histoire de la... l'histoire de la... l'histoire de la... 2000 P...

LIBRAIRIE... l'histoire de la... l'histoire de la... l'histoire de la... 2000 P...

LIBRAIRIE... l'histoire de la... l'histoire de la... l'histoire de la... 2000 P...

LIBRAIRIE... l'histoire de la... l'histoire de la... l'histoire de la... 2000 P...

LIBRAIRIE... l'histoire de la... l'histoire de la... l'histoire de la... 2000 P...

LIBRAIRIE... l'histoire de la... l'histoire de la... l'histoire de la... 2000 P...

LIBRAIRIE... l'histoire de la... l'histoire de la... l'histoire de la... 2000 P...

LIBRAIRIE... l'histoire de la... l'histoire de la... l'histoire de la... 2000 P...

LIBRAIRIE... l'histoire de la... l'histoire de la... l'histoire de la... 2000 P...

LIBRAIRIE... l'histoire de la... l'histoire de la... l'histoire de la... 2000 P...

LIBRAIRIE... l'histoire de la... l'histoire de la... l'histoire de la... 2000 P...

LIBRAIRIE... l'histoire de la... l'histoire de la... l'histoire de la... 2000 P...

LIBRAIRIE... l'histoire de la... l'histoire de la... l'histoire de la... 2000 P...

LIBRAIRIE... l'histoire de la... l'histoire de la... l'histoire de la... 2000 P...

LIBRAIRIE... l'histoire de la... l'histoire de la... l'histoire de la... 2000 P...

مكتبة الأصل



## LA GUERRE D'ALGÉRIE ET LES FRANÇAIS

## Parenthèse ou mutation ?

La guerre d'Algérie a-t-elle été, dans le destin de la France, une parenthèse ou une mutation ? Jean-Pierre Rioux pose la question en présentant les travaux du récent colloque de l'Institut d'histoire du temps présent (CNRS) (1).

On ne peut guère résumer le foisonnement de ces cinquante-sept contributions. Disons qu'il n'y a, bien entendu, pas de réponse simple...

En ce qui touche l'économie, Jacques Marseille se demande, avec un rien de provocation, si la guerre d'Algérie a bien eu lieu. Il conclut que « pour ceux qui savent compter, elle s'est terminée fin 1958 ».

Selon les adversaires de la guerre, le conflit était une charge écrasante pour l'économie française; pour ses partisans, les départements d'outre-Méditerranée étaient un débouché irremplaçable pour les produits métropolitains. Ni l'un ni l'autre: une économie en pleine expansion a facilement

absorbé les frais de la guerre. Et l'Algérie a toujours eu beaucoup plus besoin de la France que la France de l'Algérie.

Le secteur privé s'est dégagé très vite. Entre 1952 - avant le déclenchement de la révolution - et 1958, 10 milliards de capitaux ont été rapatriés, sur les 38 qui, au total, furent rapatriés sur la métropole.

La défense de l'Algérie française - parce que l'OAS qui en fut la dernière incarnation était fortement marquée par l'extrême droite - apparaît à tort comme monopolisée par la droite.

Bien après le départ du pouvoir de Guy Mollet, cependant, des hommes de gauche continuèrent à siéger dans les mouvements opposés à toute concession à la résistance algérienne.

Les adversaires déterminés de la guerre ont été peu nombreux. La justice condamne en tout, entre 1952 et 1962, quatre cent soixante-dix objec-

teurs de conscience. Les déserteurs et les insoumis ne furent pas plus de quatre cents à cinq cents.

Et les intellectuels ? Ils ont signé une centaine de manifestes et de déclarations. Très peu ont touché un large public. Jean-François Sirinelli, expert en la matière, se demande crûment : « Est-ce que le choc des photos de Paris-Match avec son lectorat de huit millions de Français ne pèse pas davantage que le poids des mots des intellectuels ? »

La recherche historique sur la guerre d'Algérie est désormais en marche, et son apport commence à éclairer une période plus obscure que ne le laissait présumer la médiatisation dont elle fut l'objet.

JEAN PLANCHAIS.

(1) *La Guerre d'Algérie et les Français*, sous la direction de Jean-Pierre Rioux, Fayard, Paris, 1990, 700 pages, 160 F.

## MÉDITERRANÉE : LE NORD CONTRE LE SUD ?

de Bernard Ravenel

## L'Europe et ses marches

Au moment où toute l'attention se concentre sur les problèmes de l'Est, Bernard Ravenel rappelle qu'il en existe aussi au Sud, et particulièrement dans l'espace méditerranéen (1). Il laisse cependant un peu le lecteur sur sa faim.

Cette œuvre d'un historien et d'un militant - ancien responsable des relations internationales du PSU - présente une histoire de la politique de la France en Méditerranée, un recueil d'articles écrits de 1977 à 1989, et une analyse des problèmes de l'interdépendance entre l'Europe et les pays du sud de la Méditerranée. On peut regretter que dans la dernière partie les chiffres économiques ne soient pas plus récents et que l'analyse se limite à l'histoire des rapports agroméditerranéens et aux problèmes écologiques, négligeant en particulier l'étude des phénomènes migra-

toires. L'esprit de domination qui continue d'inspirer les rapports entre les pays européens et les pays de la rive sud, et de montrer les absurdités des conceptions militaires de défense du « flanc sud » de l'OTAN. On voit clairement que la militarisation de nos structures mentales nous conduit à ignorer les vrais problèmes, et que l'interdépendance avec les pays proches de l'Europe - pays à hauts risques sociaux et politiques - ne devrait pas être prise à la légère.

En recommandant une « concertation régionale permettant de passer d'une division du travail imposée par le Nord au Sud à une division du travail négociée », l'auteur préfigure l'idée, formulée plus récemment par les Espagnols et les Italiens d'une CSCEM : conférence sur la sécurité et la coopération en Méditerranée.

MAURICE BERTRAND.

(1) Bernard Ravenel, *Méditerranée : le Nord contre le Sud ?*, L'Harmattan, Paris, 1990, 292 pages, 180 F.

## Dans les revues...

■ DÉFENSE NATIONALE. M. Chevènement définit la politique de défense de la France. Une étude « inquiétante » sur les armes biologiques. Une analyse de la démocratie au Koweït. (Juillet, mensuel, 45 F. - 1, place Joffre, 75006 Paris.)

■ DAMOCLES. Une longue étude par Alain Joxe sur « La France et la sécurité en Europe dans la transition actuelle ». (N° 43, avril-mai, bimestriel, 20 F. - BP 1017, 69201 Lyon Cedex 01.)

■ LA NOUVELLE ALTERNATIVE. Un dossier : « Le passage à l'économie de marché à l'Est ». Un document : « Une institution française en URSS en 1990 ». (N° 18, juin, mensuel, 60 F. - 44, rue de l'Amiral-Mouchet, 75014 Paris.)

■ LA REVUE NOUVELLE. Un dossier sur « L'Est entre la politique et le marché », et un texte de Jean-Claude Williams. « La démocratie méditerranéenne ». (Juillet, mensuel, 240 F. belges - Chancellerie de Gand, 14, 1000 Bruxelles.)

■ FOREIGN POLICY. « La nouvelle relation européenne » : « L'invasion illégale » du Panama ; Moscou et l'ONU. (N° 75, juin 1990, trimestriel, 6,25 dollars - Box 2104, Knoxville, Iowa 50197-2104 États-Unis.)

■ LE SOCIALISME DU FUTUR. Des textes de MM. Mikhail Gorbatchev, Willy Brandt, Alfonso Guerra, Oskar Lafontaine. Pour mesurer la profondeur d'un certain décalage. (N° 1, juin, mensuel, 50 F. - 52, rue de Bourgogne, 75007 Paris.)

■ ESPRIT. Un dossier « Juifs-chrétiens : siège du franc-parler », à l'occasion de l'affaire du cardinal d'Auch, et un dialogue sur le catholicisme entre le président de la RFA, M. Richard von Weizsäcker, et le président tchèque Václav Havel. (N° 162, juin, mensuel, 70 F. - 212, rue Saint-Martin, 75003 Paris.)

■ LIGNES. Des écrivains, des intellectuels, des hommes politiques d'Europe de l'Est s'expriment sur la situation et les perspectives de leur pays. (N° 10, juin, trimestriel, 89 F. - Librairie Seghers, Paris.)

■ COSMOPOLITAIRES. Un dossier très riche sur « L'Europe dans le tourbillon des nationalités ». (N° 16, trimestriel, mai, 60 F. - 71, boulevard Richard-Lenoir, 75011 Paris.)

## BIBLIOGRAPHIE

Les problèmes d'actualité vus par les organisations internationales

Commission économique des Nations unies pour l'Europe

■ ECONOMIC SURVEY OF EUROPE IN 1989-1990 : le rapport annuel sur l'évolution économique des deux Europe, leurs relations et leurs échanges avec le reste du monde. Des chapitres spéciaux sur les réformes en Europe de l'Est. (En anglais, 416 pages, 1990, numéro de vente : E.96.00.E.1, Nations unies, New-York, Genève.)

Organisation de coopération et de développement économiques

■ LE MARCHÉ DU TRAVAIL : QUELLES POLITIQUES POUR LES ANNÉES 90 ? (OCDE, Paris, 1990, 142 pages, 110 F.)

■ L'INCIDENCE DES MIGRATIONS INTERNATIONALES SUR LES PAYS EN DÉVELOPPEMENT, sous la direction de Reginald Appleyard : actes d'un séminaire du Centre de développement. (OCDE, Paris, 1989, 459 pages, 180 F.)

Programme des Nations unies pour le développement

■ RAPPORT MONDIAL SUR LE DÉVELOPPEMENT HUMAIN, 1990. Une approche nouvelle de l'état du monde : cent trente pays classés en fonction d'un indicateur reposant sur l'espérance de vie, le taux d'alphabétisation et le pouvoir d'achat réel des populations. (PNUD, New-York, 1990, 233 pages.)

■ LE DÉBAT. À l'occasion du dixième anniversaire de sa création, la revue de Pierre Nora publie un important numéro spécial autour de trois thèmes : « Un nouveau monde à l'Est » (Pierre Rosanvallon, Jean Baudrillard) ; « France, la démocratie difficile » (Michel Crozier, Paul Yonnet, André Fontaine) ; « Fins de siècle » (Krzysztof Pomian, Gilles Lipovetsky, Marcel Gauchet). (N° 60, mai-août, quadrimestriel, 110 F. - Gallimard, Paris.)

■ ÉTUDES. Interruptions sur le Liban et la Pologne ; Paul Valadier imagine « Un avenir pour l'Europe ». (Juin, mensuel, 45 F. - 14, rue d'Assas, 75006 Paris.)

■ REVUE DES DEUX MONDES. Un article de Claude C. Delvaud sur l'Argentine, année zéro, un entretien avec M. Carlos Menem et un article de Léa J. sur l'Albanie. « Pays des siècles ». (N° 6, juin, mensuel, 55 F. - 170, rue Saint-Germain, 75007 Paris.)

■ ESPACES LATINO-AMÉRICAINS. Numéro spécial consacré à la Colombie. (N° 68, mensuel, 20 F. - BP 3044, 69605 Villeurbanne Cedex.)

■ GOLLAS. Co. journal catho, tendre et gringant, « passe » au grès des 109 évènements de France. Il distille direct type de « conciliabules » (batailles, insinuations, déviances, insinuations, usages), ainsi que des « insinuations » et des « traditionnelles ». (N° 22, juillet, bimestriel, 60 F. - 281 C, cours Emile-Zola, 69100 Villeurbanne.)

■ LA PENSÉE. Un document : « La stratégie des États-Unis à l'égard de l'Afrique latine », défini par le Comité de Santa-Fé. (N° 274, avril, trimestriel, 75 F. - 64, boulevard Auguste-Blanqui, 75013 Paris.)

■ PROBLÈMES ÉCONOMIQUES ET SOCIAUX. Un recueil d'études sur le système politique japonais : est-il immobile ? (N° 633, 25 mai, 26 F. - La Documentation Française, Paris.)

■ LA CHRONIQUE D'AMNESTY INTERNATIONAL. La Chine, répression politique, blocages économiques, contrôle social, et aussi le Tibet. (N° 43, juin, mensuel, 15 F. - 4, rue de la Pierre-Lévy, 75011 Paris.)

■ BULLETIN CRIDEV. Numéro consacré à la Chine et au « grand bond en arrière » depuis un an. (N° 95, juin, mensuel, 12 F. - 41, avenue Jaurès, 35000 Rennes.)

■ LA LETTRE DE SOLAGRAL. Un dossier sur « Échanges et politiques agricoles » : des interrogations sur les négociations du GATT. (N° 93-94, juin-juillet, 17 F. - 133, boulevard Saint-Martin, 75003 Paris.)

■ ÉTUDES INTERNATIONALES. L'avenir de l'Afrique, mercantilisme et industrialisation de l'Afrique, la CNUCED et les rapports Nord-Sud. (Juin, trimestriel, 15 dollars canadiens. - Centre québécois des relations internationales, université Laval, Québec, Qué. C.N. 724.)

■ IFIDA DOSSIER. Trois plans d'analyse : démocratie et espace local, espace régional (« L'Afrique embourbée »), espace mondial : environnement en péril. (N° 77, trimestriel, abonnement annuel : 48 francs suisses. - 4, place du Marché, 1260 Nyon, Suisse.)

■ REVUE TIERS-MONDE. Deux gros dossiers : technologie et développement, secteur informel et développement en Afrique et en Amérique latine. (N° 122, avril-juin, trimestriel, 115 F. - PUF, 14, avenue du Soléil-Téle, BP 90, 91083 Evry Cedex.)

■ CROISSANCE. Un article sur l'exode des cerveaux dans le tiers-monde, un autre sur le défi démographique en Égypte. En dossier : l'aide des immigrants du fleuve Sénégal au développement de leur région. (N° 323, juin, mensuel, 29 F. - 163, boulevard Malesherbes, 75008 Paris Cedex 17.)

■ MIDDLE EAST REPORT. « Afrique du Nord, l'autre frontière de l'Europe » : sous ce titre, une série d'articles sur le Maghreb dont les problèmes très actuels sont vus avec un recul plus marqué que dans la presse française. (N° 163, mars-avril, bimestriel, 3,50 dollars. - MERIP, suite 119, 1500 Massachusetts Ave. NW, Washington DC 20005.)

■ BULLETIN CITIM. « Les Kurdes, un peuple qu'on assassine » : une vue d'ensemble sur le problème. D'autres articles sur la dette du tiers-monde. (N° 95, mai, 10 F. - 70, rue de Bayeux, 14000 Caen.)

■ MONDES EN DÉVELOPPEMENT. Une étude sur le crédit bancaire et le financement des activités économiques en Tunisie, des réflexions de René Gendreau, qui distingue plusieurs zones spécifiques d'évolution du

tiers-monde. (N° 68, trimestriel, 210 francs belges. - 11, avenue des Natades, B-1170 Bruxelles.)

■ ENVIRONNEMENT AFRICAIN. Trois importants livraisons consacrés à « L'Afrique malade de l'ajustement » et, d'une manière plus générale, aux effets de l'ajustement sur l'environnement et la société. (N° 25, 26, 27 et 28 en un volume, périodiques non techniques, abonnement annuel 200 F. - BP 3370, Dakar, Sénégal.)

■ AFRIQUE 2000. Premier numéro d'une revue que dirige M. Edem Kodjo. On y trouve une vision moins négative de l'avenir du continent noir, avec des articles portant, notamment, sur la démocratie et sur le développement dans les années 90. (N° 1, avril-juin, trimestriel, 50 F. - Département IPRI, 39, avenue des Champs-Élysées, 75008 Paris.)

■ GENÈVE-AFRIQUE. En anglais, une passionnante étude sur le passé historique des guerriers igho dans le sud-est du Nigeria ; et en français, un texte sur les nomades Wolof dans l'Ouest central africain. Sur la Namibie d'aujourd'hui : « La bataille pour la libération économique » (en anglais). (Revue semestrielle, vol. XXVII, n° 1-1990, 165 francs suisses. - Case postale 136, CH-1211 Genève 21.)

■ LIAISON ÉNERGIE-FRANCO-PHONIE. Une publication de l'Institut de l'énergie qui paye à son tour l'usage du français (IEEP) créé lors du premier sommet francophone de Paris en 1986. Au sommaire de ce numéro, en particulier, une étude sur la situation énergétique du Gabon. (N° 6, premier trimestre, trimestriel, abonnement annuel 100 F. - Survival International (France), 45, rue de Fankburg-de-Temple, 75010 Paris.)

■ LES ENJEUX FRANCO-PHONES. Un bulletin très utile sur toutes les facettes de la francophonie : associations, publications, institutions internationales, manifestations et tous genres. (N° 2, trimestriel, 20 F. - 4, allée des Carrières, 92130 Issy-les-Moulineaux.)

■ REVUE DU MONDE MUSULMAN ET DE LA MÉDITERRANÉE. Un grand thème : « Les Arabes, les Turcs et la Révolution française », où l'on trouve notamment des articles montrant l'influence des Lumières sur les mouvements d'émancipation du Proche-Orient et du Maghreb. (N° 52-53, 150 F. - Diffusion Edilud.)

■ VICES-VERSAS. Un texte de Medjiba Sadra sur « Islam et politique ». (Avril, trimestriel, 5 dollars canadiens. - 400 McGill, Montréal, Québec, Canada H2Y 9Z9.)

■ CULTURES ET POL. Un important numéro consacré à l'éducation, aux chimères, aux pouvoirs, qui n'est pas la parole, aux idéologies diverses. (Été 1990, bimestriel, 50 F. - 5, rue Sainte-Hélène, 69002 Lyon.)

■ VINGTIÈME SIÈCLE. Un passionnant numéro consacré entièrement au Football, sport du siècle. (N° 26, avril-juin, trimestriel, 90 F. - 44, rue de l'Amiral-Mouchet, 75014 Paris.)

■ NON-VIOLENCE ACTUELLE. Fin du dossier sur « Sport et violence ». Lire aussi un article sur la Nouvelle-Calédonie : « Désarmement et division ». (N° 137, juin, mensuel, 17 F. - 20, rue Diderot, 45202 Montargis Cedex.)

■ SOCIÉTÉ MAGAZINE. Une nouvelle revue qui se veut un intermédiaire entre les chercheurs en sciences humaines et le grand public. Au sommaire de cette livraison on notera, en particulier, une interview de Pierre Vidal-Naquet sur les « révisions » et une étude sur les questions sans réponse du darwinisme. (N° 4, juin, onze numéros par an, 26 F. - BP 271, 75625 Paris Cedex 13.)

■ PARCOURS. Édité par le GREPP Midi-Pyrénées, cette jeune revue présente un sommaire très varié : vérité scientifique, nationalisme en URSS, frontières européennes, protection sociale, attitude devant la mort, etc. (N° 2, deuxième semestre 90, bimestriel, sport du siècle. - N° 26, avril-juin, trimestriel, 90 F. - 44, rue de l'Amiral-Mouchet, 75014 Paris.)

■ MESSAGE DU SECOURS CATHOLIQUE. Le RMI : importance et limites ; les phénomènes de pauvreté. (Juin, mensuel, 10 F. - 106, rue de Bac, 75014 Paris Cedex 07.)

■ LE MOUVEMENT SOCIAL. Une étude sur les classes ouvrières africaines et un passionnant article sur la manière dont les Américains ont contribué à passer le mouvement ouvrier français entre 1944 et 1947. (N° 151, avril-juin, trimestriel, 63 F. - Les Éditions ouvrières, 47, rue Servan, 75011 Paris.)

■ LES DOSSIERS DU MILITANT. Un numéro consacré au long conflit des finances de 1989 et aux conséquences à en tirer sur la notion de « modernité ». (N° 7, mai-juin, 80 F pour cinq numéros. - Fédération CFDT des finances et des affaires économiques - 26, rue Montecarlo, 75009 Paris.)

■ ANIMA JEC. La toute jeune publication de la Jeunesse étudiante chrétienne interroge sur la tâche d'éducation et le rôle des animateurs. (N° 2, avril, trimestriel, 15 F. - 27, rue Lisé, 75005 Paris.)

■ ALLIAGE. Face à la faillite dramatique de l'enseignement des sciences, Alain Vergnaud se demande si, pour les enseignants, la didactique n'est pas une « valeur-refuge ». Également une contribution de Jean Jacques sur le caractère « présentable » de la chimie, trop souvent perçue comme synonyme de poison ou de pollution. (N° 4, été, trimestriel, 49 F. - ANAES, 78, route de Saint-Pierre-de-Francis, 69000 Nice.)

■ SOCIOLOGIE DU TRAVAIL. Une étude sur les « sociétés » et la réalité occultée des différences de classes. Une enquête sur le système de santé et les services sociaux au Québec. (N° 2, bimestriel, avril-juin, 90 F. - Dupont, 11, rue Cosma, 92543 Montrouge Cedex.)

■ SCIENCE ET TECHNOLOGIE. Un dossier sur les répercussions scientifiques, économiques, sociales et culturelles du sida. Également une étude sur la technologie au secours de l'économie en Inde. (N° 26, mai-juin, onze numéros par an, 40 F. - 14, rue de Savoie, 75006 Paris.)

■ PROJET. « Dépeupler les prisons » : un numéro spécial sur l'incarcération, les peines, les politiques pénales, les propositions d'action. (N° 222, été 1990, trimestriel, 50 F. - 14, rue d'Assas, 75006 Paris.)

■ CFTD MAGAZINE. Un dossier sur les risques d'implosion des prisons françaises. (N° 150, juin, mensuel, 16 F. - 4, boulevard de la Vierge, 75005 Paris Cedex 19.)

■ ALTERNATIVES ÉCONOMIQUES. Une enquête sur le travail féminin et une réflexion sur « Les dividendes de la paix : mythe ou réalité ? ». (N° 78, juin, mensuel, 17 F. - 12, rue Chaligny, 21000 Dijon.)

■ LE JOURNAL DE LA PAIX - PAX CHRISTI. Un numéro spécial consacré à la foi et à l'écologie et au « nouvel ordre de sécurité ». (N° 381, juin-juillet-août, 20 F. - 18, rue Coët, BP 133, 94234 Cachan Cedex.)

■ MACHMOUM. Le premier numéro de ce mensuel du mouvement associatif tunisien porte sur « Les immigrés et l'Europe de 1993 », avec des déclarations de Claude Liauzu. (N° 1, juin, mensuel, 10 F. - 21, rue des Messageries, 75010 Paris.)

■ LES TEMPS MODERNES. Une revue et importante étude d'Elio Travero sur l'Auschwitz, l'histoire et les historiens. (N° 527, mensuel, juin, 50 F. - 4, rue Fétou, 75006 Paris.)

■ SILENCE. Numéro hors série consacré à « La menace climatique ». (Hors série n° 3, supplément au n° 130, 30 F. - 4, rue Rodin, 69001 Lyon.)

■ LA RECHERCHE. Une étude sur le gaz naturel, matière première pour l'avenir, et un dossier sur les plantes médicinales montrant comment les laboratoires se mettent à tester la valeur thérapeutique des remèdes traditionnels. (N° 222, juin, mensuel, 32 F. - 57, rue de Seine, 75289 Paris Cedex 04.)

■ J'ACCUSE. Une description des émissions de « télé-réalité ». « La nouvelle drogue douce de l'Italie », par Geneviève de Montgolfière. (N° 4, juin, mensuel, 25 F. - 85, avenue Pierre-Larousse, 92240 Malakoff.)

■ POSTIF. Un dossier sur le cinéma japonais d'hier et d'aujourd'hui. (N° 352, juin, mensuel, 35 F. - 1, quai Conti, 75006 Paris.)

■ L'IMAGE VIDEO. A lire : « Les images de l'information » (Gérard Leblanc) et « Les idéologies pirates des Caraïbes » (Fabrice Drouzy). (N° 4, juin-juillet, bimestriel, 50 F. - 1, boulevard Ney, 75018 Paris.)

■ VIE DES ARTS. Une étude de Maurice Tourigny sur Francis Bacon. (N° 139, juin, trimestriel, 7,5 dollars canadiens. - 500, rue Saint-François-Xavier, Montréal, Québec, Canada.)

■ CHIMÈRES. A lire : des textes de Paul Virilio (« Vitesse, violence du monde »), d'Edgar Morin (« Computo, ergo sum ») et une nouvelle de Raymond Besson (« L'Oubli »). (N° 8, mai, trimestriel, 100 F. - 165, rue d'Alsace, 75014 Paris.)

■ TECHNOLOGIES IDÉOLOGIQUES PRATIQUES. Lire, notamment, dans un numéro consacré à « Psychisme et histoire », une étude de Pierre Tap sur « Histoire individuelle et individualisme dans l'Histoire ». (Vol. VII, n° 1 et 4, trimestriel, 200 F. - Université de Provence, 29, avenue Robert-Schuman, 13621 Aix-en-Provence Cedex.)

■ L'OREILLE GAUCHE. Cette revue sonore (sur quatre cassettes C90), réalisée par le Groupement pour une information progressiste des aveugles et amblyopes (GIPAA), propose des articles sur la politique internationale, l'économie et la culture tirés de la presse écrite ; elle reprend régulièrement, en extenso, des articles du *Monde diplomatique*. (N° 112, juillet-août, bimestriel, abonnement annuel 216 F. - 241, avenue Gambetta, 75020 Paris ; tél. : 43-64-11-11.)

■ HISTORIENS ET GÉOGRAPHES. Dans cette revue qui s'adresse en premier chef aux professeurs d'histoire et de géographie, un très important dossier sur la Révolution française et l'économie. Lire aussi des articles sur l'espace pacifique et sur l'Arménie soviétique. (N° 327, mars-avril, cinq numéros par an, 75 F. - BP 49, 75060 Paris Cedex 02.)

■ NOTRE HISTOIRE. Un dossier sur la Bretagne culte et chrétienne. (N° 67, mensuel, 28 F. - 12, rue Ampère, 75017 Paris.)

■ FRENCH TECHNOLOGY SURVEY. En français et en anglais, une cinquantaine de notes de synthèse comportant les mots-clés sur les innovations technologiques en France - de l'énergie aux nouveaux matériaux - ainsi que sur les programmes européens. Un très bel outil de promotion de l'offre française. (N° 31-32, mars-avril, bimestriel, abonnement annuel : 900 F. - ADITECH, 96, boulevard Auguste-Blanqui, 75013 Paris.)

## Pour les enfants de Tchernobyl

A catastrophe de Tchernobyl, a selon des sources soviétiques, touché environ 800 000 enfants d'Ukraine et de Biélorussie. Tout indique qu'un séjour, fût-il bref, hors des zones touchées permettrait aux jeunes légèrement irradiés de retrouver la santé. Une opération « Solidarité » avec les enfants de Tchernobyl a été lancée à Paris en faveur de mille jeunes des régions de Moguilev et Gomel en Biélorussie parmi les plus affectées par la catastrophe du 28 avril 1986. Elle est organisée sous le patronage de l'UNESCO, à l'initiative de la délégation permanente de l'URSS auprès de l'UNESCO, en coopération avec l'Organisation mondiale du mouvement scout et avec l'appui financier de la fondation Pro-victims (Genève). Ces jeunes seront reçus cet été, pour un mois, par les scouts et les guides dans quinze pays européens : Allemagne fédérale, Belgique, Chypre, Danemark, Espagne, Finlande, France, Grèce, Irlande, Italie, Luxembourg, Norvège, Pays-Bas, Royaume-Uni, Suisse.

D'autre part, une association Les Enfants de Tchernobyl a été créée à Paris (tél. : 45-89-20-06, ou 43-20-25-59). Elle lance un appel aux organismes et aux municipalités susceptibles d'organiser une aide et d'assurer un accueil de jeunes pendant l'été. La mairie de Lutetbach a accepté de participer au mouvement d'entraide. (tél. : 89-42-42-13). Mais l'ampleur des besoins est telle qu'il convient de multiplier d'urgence les initiatives.



## les livres

## APESANTEUR DE LA LANGUE DE BOIS

## L'Albanie sans falbalas

**SPLendeur et DÉcadence DU CAMARADE ZULO**, de Dritero Agolli (traduit de l'albanais par Christian Gut), Gallimard, Paris, 1990, 286 pages, 116 F.

COMMENT est-ce possible ? Une Albanie qui ne serait plus une « contrée de l'âme ». Qui ne serait plus celle de la légende et des mythes. Un pays qui aurait rayé de sa mémoire la trace même des imprécateurs (1). Un pays avec folklore mais sans peuple. Terre à terre. Détruit par le schématisme bureaucratique d'un « camarade Zulo ». Avec pour tout trésor une langue, mais de bois, que l'écrivain traîne dans la boue de la dérision.

Est-ce bien de cela qu'il s'agit dans ce roman de Dritero Agolli qui paraît aujourd'hui en France alors qu'il était publié « là-bas » dès 1972 ? Dans ce cas, comment l'auteur, depuis dix-sept ans président de l'Union des écrivains, justement, a-t-il pu produire une satire aussi crue d'un régime, d'un système, sans être autrement « inquiété » ? Les voies de la censure seraient-elles en Albanie plus impénétrables et paradoxales que celles que l'on connaît à l'est ?

Jusqu'à présent, Ismail Kadare semblait, pour nous, faire cavalier seul, et c'est en partie grâce à ses fresques monumentales — ou intimistes parfois — de la société ou de l'histoire de l'Albanie que celle-ci, malgré son isolement, occupait notre imagination, nourrissait nos fantasmes.

Arrive (2) une sorte d'anti-Kadare, d'antifantasmagorie, avec une satire appuyée des comportements, du langage, des dogmes auxquels souscrit la nomenclature albanaise. Mais la charge est à peine grossie — on s'en rend compte quand on a eu l'occasion de vivre derrière l'ancien rideau de fer. L'auteur y dénonce l'esprit de système, le simplisme — « c'est le héros positif qui doit grimper sur la colline », — le manque de compréhension dont font preuve les dirigeants qui prétendent gouverner les « peuples », « dans une optique scientifique et philosophique » grâce à la « discipline syllabique ».

Dritero Agolli, rencontré à Paris, pense qu'il y a encore beaucoup de gens comme Zulo en Albanie et que « ce sera encore longtemps comme cela », mais, ajoute-t-il, « chez vous il y a aussi des Zulo, à la différence que, chez nous, ils nuisent plus que chez vous, car la vie est collectivisée ».

Ce ne sont pas des « héros », donc, que l'auteur met en scène, mais des arrivistes et des lâches. Le style, « simple », est un remède contre le pathos. Pourtant, au fil du roman, la satire évoque la tragédie : celle d'un pays en train de se fourvoyer.

C'est évidemment l'audace de ce constat, qui étonne. Pour hier. Pour aujourd'hui. Mais pour demain ?

Il n'y a pas de censure officielle en Albanie, plutôt de l'autocensure. Explique l'auteur... Il n'y aurait donc « pas non plus de publications en samizdat... ». Seulement « trois écrivains du passé interdits — Faik Konitza, Ernest Koliqi, Gjigj Fishta. Mais leurs œuvres sont encore commentées et critiquées... ». Pas de grands écrivains en exil comme Soljenitsyne et Kundera. Pas d'écrivains emprisonnés « pour leurs écrits », souligne-t-il. Il cite en exemple le roman de Neshat Tosaj, les *Couteaux*, attaque en règle contre la Securitate (police secrète), publié il y a déjà deux ans environ. « Avant 1985, sa parution aurait été plus difficile... Depuis six à huit mois, beaucoup de choses se sont améliorées... ». (3). A la question de savoir s'il conçoit une transition possible du régime vers un pluralisme démocratique, il répond qu'il ne pense pas que « cela se fasse dans un avenir proche, à cause de l'absence de tradition de vie parlementaire en Albanie ». « Mais, ajoute-t-il, maintenant le temps est venu de réviser quelques aspects pour que la vie soit plus démocratique, pour que les gens parlent sans peur... ».

La grâce de la langue de bois sera dans sa décadence. Comme la splendeur de Zulo était dans sa chute...

MARIE-FRANÇOISE ALLAIN.

(1) Cf. la nouvelle d'Ismail Kadare « Le temps des imprécateurs », *Le Monde diplomatique*, mai 1990, et « Qui a peur des Albanais ? » de Marie-Françoise Allain, *Le Monde diplomatique*, juillet 1987.

(2) Cf. la nouvelle de Dritero Agolli « Le ruban-ja », *Le Monde diplomatique*, mars 1985.

(3) Lire cependant, de Jean-Michel de Waele, « Histoires albanaises », *Manière de voir* n° 7, *Le Monde diplomatique*, janvier 1990.

## EUROPE

LA FINLANDE. — Françoise Thibaut

★ *Librairie générale de droit et de jurisprudence*, Paris, 1990, 228 pages, 130 F.

On a beaucoup parlé dans les années 60 de la « neutralité active » de la Finlande, pays occidental situé aux frontières de l'URSS. Certains médias, et non des moindres, ont même tiré à boulets rouges sur le périple de « finlandisation » du continent européen. Face aux bouleversements qui se produisent à l'est, il était temps de broser le tableau d'une nation quelque peu oubliée. L'auteur s'y est employé avec beaucoup de rigueur, en déclinant les fils de l'histoire. A la lecture de cet ouvrage, on comprend mieux comment les Finlandais sont parvenus à sauvegarder leur indépendance dans un environnement tourmenté. La description des partis politiques, accompagnée de leurs résultats électoraux depuis la seconde guerre mondiale, est une source d'informations de premier ordre.

ÉDOUARD BAILLY.

POUR UNE EUROPE DU LIVRE. — Rémy Lilet

★ *La Documentation française*, Paris, 1990, 188 pages, 78 F.

Un rapport commandité par le secrétariat d'Etat aux relations culturelles internationales, et qui dresse un état de l'édition dans chacun des douze États membres de la CEE. C'est déjà un rassemblement de données extrêmement utiles. L'étude traite ensuite de l'impact de l'acte unique sur l'édition et sur l'avenir du livre en Europe. Un avenir que l'auteur voit largement en langue anglaise. Mais pas forcément avec les seuls opérateurs britanniques tant, au Royaume-Uni, ce secteur est déjà largement infiltré par les groupes allemands, espagnols, français et néerlandais. Quant aux Américains, ils restent encore dans l'expectative mais pourraient bien, eux aussi, se lancer sur le marché européen en concurrençant les Britanniques.

BERNARD CASSEN.

LA CULTURE POPULAIRE EN GRÈCE PENDANT LES ANNÉES 1940-1945. — Antigone Mouchtouris

★ *L'Harmattan*, Paris, 1989, 246 pages, 140 F.

En étudiant les chansons de résistance, Antigone Mouchtouris fait apparaître les mécanismes idéologiques qui aidèrent de nombreux Grecs à devenir des résistants. L'épopée sanglante de la résistance fut sans cesse accompagnée d'une multitude de textes anonymes. Et l'auteur conclut : « Au pays de la rhétorique, la parole accompagne naturellement les événements de l'histoire ».

CHRISTOPHE CHICLET.

BOUKHARINE MA PASSION. — Anna Larina Boukharina

★ *Gallimard*, Paris, 1990, 403 pages, 180 F.

« Des foutes de frappe agaçantes se glissent parfois dans l'histoire, mais la vérité finira par triompher. » Ainsi Nikolai Boukharine, l'enfant chéri du parti (Lénine), dit adieu à sa jeune femme, avant d'être arrêté en mars 1937 : il sera exécuté un an plus tard, à la suite d'un des grands procès staliniens. Le livre que publie aujourd'hui sa femme, rassemblée elle-même des camps, est un étonnant hommage à une génération de bolcheviks profondément attachée au communisme et qui croyait aux « lendemains qui chantera ». L'ouvrage est aussi un inestimable témoignage, sans équivalent, sur le climat du pouvoir dans les années 30 à Moscou et sur l'incroyable myopie de la plupart des anciens compagnons de Lénine face au système que Staline mit en place.

ALAIN GRESH.

## MAGHREB

BERBÈRES AUJOURD'HUI. — Salem Chaker

★ *L'Harmattan*, Paris, 1989, 144 pages, 88 F.

Un essai dense et stimulant, malgré quelques raccourcis discutables, sur la situation des Berbères en Algérie, et plus généralement au Maghreb. L'auteur y propose une histoire de la formation de la conscience berbère moderne, principalement en Kabylie, de la fin du dix-neuvième siècle jusqu'à l'onde de choc du printemps berbère de 1980. L'auteur prend durement à partie l'« Algérie officielle » arabo-islamique, qui, selon lui, nie l'existence d'une identité berbère ou, au mieux, en fait un élément de la préhistoire de l'Algérie et de son folklore. En contrepoint, il montre le dynamisme et la créativité de la langue et de la culture berbères au cours des dernières années, tout en insistant sur leur précarité, tant qu'un enseignement du berbère et son passage à l'écrit ne seront pas pris en charge à grande échelle.

ABDELKADER DIEGHLOUL.

COMBATS D'UN NATIONALISTE MAROCAIN. — Mohamed Hassan Ouazzani

★ *Fondation M. H. Ouazzani* (9, allée Docteur-Farrel), Fès, 1990 ; tome I (1930-1933), 388 pages ; tome II (1933-1937), 328 pages (prix non indiqués).

Engagé dès 1927, à l'âge de dix-sept ans, dans le long combat pour l'indépendance du Maroc, Mohamed H. Ouazzani (décédé en 1978) multiplia les actions, non seulement à Paris et à Rabat mais à travers le monde, pour dénoncer le colonialisme sous toutes ses formes : « Je vous assure — écrit-il en 1932 à l'adresse des colonisés — que nous sommes des hommes comme les autres hommes, que nous sommes susceptibles de nous élever à la conscience de nos-mêmes et que nous pourrions même devenir capables de gérer nous-mêmes notre patrimoine et à collaborer à l'idéal commun de l'humanité ».

Les deux tomes qui paraissent aujourd'hui rassemblent ses écrits des années 1930-1937 : articles de revues, analyses et documents montrant avec quelle passion et quel courage ce grand intellectuel maghrébin, ami de Robert-Jean Longuet qui préface l'ouvrage et avec qui il fonda la célèbre revue *Maghrab*, combattit fébrilement les fascismes, prenant notamment la défense de la République espagnole après la mort du général Franco, le « pacificateur » du Rif.

I. R.

## BIOGRAPHIE

YAMANI — Jeffrey Robinson

★ *Reifond*, Paris, 1989, 341 pages, 120 F.

En brochant un portrait de Cheikh Ahmed Zaki Yamani, Jeffrey Robinson retrace tout à la fois l'histoire de l'Arabie saoudite moderne et celle de l'OPEP, indissociables de la personnalité de celui qui fut si longtemps le très médiatique ministre du pétrole du royaume. Choisi en 1958 par Fayçal, il régna vingt-huit ans durant sur le pétrole saoudien — et sur le marché mondial — avant d'être coopté un jour d'octobre 1986 par le roi Fahd comme un simple serviteur, ce qu'il était en réalité. Ce livre fourmille d'informations, souvent inédites, sur celui que ses nombreux amis appellent simplement « Zaki ». Si Jeffrey Robinson se montre impitoyable pour le roi Fahd — jaloux de la notoriété de son ministre, — il paraît en revanche fasciné par la personnalité de l'ancien ministre.

OLIVIER DA LAGE.

## PACIFIQUE

LES RÊVEURS DU DÉSERT. Aborigènes d'Australie. — Barbara Glowczewski

★ *Plon*, Paris, 1989, 280 pages, 110 F.

Jeune ethnologue, Barbara Glowczewski revient d'Australie où, en dix ans, elle a effectué plusieurs séjours pour dresser un portrait insolite de l'aborigène. La première fois qu'elle est arrivée chez les Warlpiri, elle pensa échapper aux pressions sociales en imaginant que ce peuple pouvait maintenir sa civilisation plus que millénaire. Au nord du continent australien, la Terre d'Arnhem est une réserve désormais envahie par la civilisation technique. Ici, les habitants sont tout à la fois chasseurs et agriculteurs, et dans ce qu'ils croyaient saisir, certains avec finesse, du fonctionnement du monde où ils étaient entrés, Curieux et tragique destin : certains sont devenus rentiers des droits que leur procure l'exploitation des mines dont ils possèdent le sol, d'autres des artistes peintres réputés, d'autres encore simplement pensionnés, sachant profiter des allocations de chômage qui leur sont régulièrement allouées.

Cependant, ce nouveau genre de vie n'a pas effacé leur véritable nature, l'« Alcheringa », le temps des rêves. Leurs ancêtres, des êtres surstylés, n'ont-ils pas modelé leur terre toujours sacrée : n'est-ce pas là qu'ils vivent le jour, qu'ils ont disparu ? Également sacrés, les entrelacs de leurs lignes, qu'ils se peignent sur le corps, poursuivant les traces d'un univers imaginaire, véritable rêve éveillé.

NOËL BALLIF.

## DÉSARMEMENT

UNE DIPLOMATIE DE L'ESPOIR. Le Canada et le désarmement 1945-1988. — Albert Legault et Michel Fortmann

★ *Les Presses de l'université Laval*, Québec, 1988, 38 dollars (diffusé en France par les Éditions Eika, 30, rue de Domrémy, 75013 Paris).

Depuis 1946, le Canada a été associé à part entière aux négociations sur le désarmement, et tous ses dirigeants, de Diefenbaker à Mulroney en passant par Pearson et Trudeau, ont tenté d'apporter une contribution à la solution des problèmes soulevés par la course aux armées nucléaires et le déséquilibre des forces classiques sur le continent européen. Toutefois, l'insignifiance du Canada dans l'espace de la défense américaine, la modeste de sa contribution à la défense de l'Europe, et des dissensions entre le ministère de la Défense et celui des Affaires extérieures ont assigné des limites étroites à son action diplomatique. Il n'en reste pas moins que l'intérêt qu'il porte à ces questions ne s'est pas démenti au fil des ans et que la communauté internationale reconnaît l'importance de son apport à l'élucidation des aspects techniques de la vérification du désarmement.

Telles sont, brièvement résumées, les conclusions auxquelles aboutissent deux universitaires québécois au terme d'une étude monumentale sur la diplomatie du désarmement et sur le rôle spécifique joué à cet égard par le Canada. Pour mener à bien leur projet, ils ont procédé au dépouillement systématique des archives ouvertes à leur attention et ont procédé à une enquête minutieuse dans les milieux où s'est élaborée la politique gouvernementale. En outre, ils ont largement puisé dans la littérature classique consacrée à l'analyse des grandes négociations et ont pris soin de situer la politique du Canada dans le cadre plus vaste de la concertation internationale et du débat qui s'est instauré au sein de l'Organisation des Nations unies. Enfin, ils ont tenté de reconstituer le mécanisme des prises de décision par les fonctionnaires de la Défense et des Affaires extérieures à Ottawa et ont pu observer que les « batailles bureaucratiques » à l'intérieur de l'appareil d'Etat sont parfois plus acharnées que celles qu'il faut livrer avec l'adversaire à la table de négociation.

Le livre d'Albert Legault et Michel Fortmann est un ouvrage de référence indispensable pour quiconque se préoccupe du renforcement de la paix et de la sécurité internationale.

J.K.

## LA HAVANE - NEW-YORK, ALLER ET RETOUR

## Une double désillusion

VOYAGE A LA HAVANE, de Reinaldo Arenas (traduit de l'espagnol par Liliane Hasson), Presses de la Renaissance, Paris, 1990, 179 pages, 92 F.

La trilogie de l'écrivain cubain Reinaldo Arenas, intitulée *Voyage à la Havane*, décrit en fait une série de pérégrinations à Cuba, à New-York, et entre l'île et le continent. Le romancier, exilé aux États-Unis depuis 1980, s'abandonne tout à tour à cette irrévérence ou à ce rythme qui sont à l'origine de son succès (1).

Dans le premier volet, *Tant pis pour Eva*, un couple banal, nourri de mythologie cinématographique, trouve dans l'excentricité des vêtements que l'épouse tricote un prétexte pour se donner à voir, et ainsi masquer, du même coup, le vide des cœurs et des relations. Battant la campagne, après avoir écumé la capitale, ils partent en quête de l'« homme qui ne [les] regarde jamais ». Au terme de ce trajet initiatique vers le spectacle total, l'héroïne flouée ressensera leurs moments de triomphe. Fable allégorique (dont la traduction relève du tour de force) sur l'inversion des valeurs et la dépense vaine qui n'apporte pas plus de bonheur que la rationalité grise de la production planifiée.

Le deuxième voyage, *Mons*, récit posthume d'un exilé cubain qui s'en prend à la *Jocande* exposée pour quelque temps à New-York, est une autre sorte d'allégorie hallucinée sur les rapports tordus, conflictuels entre le créateur, la création et le spectateur.

Le troisième voyage, qui paraît aujourd'hui en français, c'est donc un aller-retour entre La Havane et New-York. L'auteur évoque la poignante histoire d'un personnage en proie à la réprobation sociale pour absence de conformité sexuelle et témoigne d'un terrible gâchis, celui d'une révolution (celle de 1959 à Cuba) dont on attendait qu'elle combattre les préjugés et qui finira, dans certains domaines, par les renforcer. Exilé à New-York, c'est son être même qu'Arenas déserte pour se réfugier dans des habitudes casaniers qui sont autant de remparts dressés à seule fin de contenir son désir. En 1994, retour à Cuba où vivent sa femme et son fils, sa relative aisance matérielle ravive tous les malentendus, mais ce personnage christique, cet homme qui aime les hommes, voit enfin l'amour triompher.

Reinaldo Arenas dit la double désillusion provoquée par une révolution qui s'enlise et par l'exil américain, qui déçoit. Ceux qui se souviennent de sa vision hilarante de New-York dans le *Portier* (2) percevront le changement de ton, car la ville désormais se délite à partir de son centre et n'engendre plus que des monstres.

Dans un très court ouvrage qui paraît simultanément, intitulé *Méditations de Saint-Nazaire* (3), l'auteur, après s'être divertie de créatures clichées européennes à propos de l'Amérique latine (« Nous sommes des créatures magiques et primitives, même si nous avons renoncé au pagne et encore pas toujours : de temps à autre, nous avons un enfant à queue de cochon »), lance un dernier adieu à cette ville ravagée où il pensait trouver un havre de paix : « Déambuler dans Manhattan n'est plus un plaisir, c'est un risque et une calamité ».

ANDRÉ GABASTOU.

(1) Les romans et nouvelles de Reinaldo Arenas ont été publiés en France aux Éditions du Seuil, puis aux Presses de la Renaissance.

(2) *Le Portier*, traduit de l'espagnol par Jean-Marie Saint-Lu, Presses de la Renaissance, Paris, 1988, 197 pages, 98 F. Réédité en juin 1990 en collection de poche (Rivages).

(3) *Méditations de Saint-Nazaire*, traduit de l'espagnol par Liliane Hasson, MEET, Saint-Nazaire, 1990, 59 pages, 65 F.

مكتبة الأصل



## du mois

## SOCIÉTÉ

**LES TROIS BATAILLES DU CHARBON (1936-1947).** — Roland Treppe  
★ La Découverte, « Textes à l'appui », Paris, 1989, 256 pages, 130 F.

Roland Treppe nous plonge dans ces « univers aujourd'hui quasiment transformés en économie », au temps où la France faisait de ses mines le socle de sa production nationale. Elle analyse la politique industrielle qui a été mise en place au nom d'un commun « intérêt national », et quels étaient ses enjeux pour trois partenaires dont les aspirations se conciliaient pas vraiment : les compagnies houillères, l'État et les salariés. À l'époque du Front populaire, sous Vichy et à la Libération, s'est restructuré un secteur industriel capital, aussi bien sur le front des investissements que sur celui du travail.

Roland Treppe soutient que les « trois batailles du charbon » ont d'abord permis à l'État d'améliorer sa maîtrise de l'économie dans une perspective de consolidation du secteur privé, et que les mineurs, s'ils ont beaucoup donné, ont peu reçu, sinon la satisfaction morale de la nationalisation et un prestige certain dans le monde ouvrier.

PHILIPPE VIDELIER.

**L'IMMIGRATION DANS LA CLASSE OUVRIÈRE EN FRANCE.** — Marjorie Tripp  
★ L'Harmattan CIEPI, Paris, 1990, 332 pages, 170 F.

Alors que l'opinion française, les médias, les intellectuels à la mode et la classe politique sont obsédés par la différence culturelle et par un islam qui suscite des réactions répulsives, ce livre (qui résume une longue recherche universitaire) aborde l'immigration en termes avant tout sociologiques.

Les étrangers, ce sont d'abord des travailleurs, qui ont — par millions — accompagné l'histoire de notre industrialisation et font partie de notre classe ouvrière. Une vue d'ensemble, des enquêtes précises (à Billancourt et dans les petites entreprises, dans les banlieues et les quartiers), des tableaux... Beaucoup de choses mises à jour et remises sur leurs pieds — les stratégies patronales, la surexploitation — font de ce livre de Marjorie Tripp un livre de référence.

CLAUDE LIAUZU.

**ALIÉNATION OU AUTOGESTION. Le dilemme de notre temps.** — Victor Leduc  
★ La Grèche, Paris, 1989, 217 pages, 105 F.

Ce sont vingt années de débats philosophiques et politiques que retrace le livre de Victor Leduc, directeur de la revue *Raison présente*. L'ouvrage se présente sous la forme d'un recueil consacré de textes écrits, pour l'essentiel, autour du concept d'aliénation. Outre l'intérêt proprement historique du point de vue de l'évolution d'une problématique marxiste délaissée de tout dogmatisme, *Aliénation ou autogestion* présente l'immense mérite de tenter une analyse particulièrement intelligente et actuelle du fonctionnement des sociétés capitalistes et socialistes, et des pratiques politiques et sociales qui y ont cours.

La nature et l'ampleur des écarts changements à l'Est permettent d'apprécier la pertinence des analyses de Victor Leduc, en même temps qu'elles appellent à les poursuivre, notamment dans le domaine économique.

FRANÇOIS VITRANT.

**LOGIQUES MÉTISSES. Anthropologie de l'identité en Afrique et ailleurs.** — Jean-Loup Amélie  
★ Bibliothèque scientifique Payot, Paris, 1990, 284 pages, 130 F.

Un bilan d'étape, dans une longue pratique du métier d'anthropologue, jalonée d'enquêtes sur les chiefferies peul, bambara, malinké, au Mali et en Guinée.

Au bout de ces études, une constatation : les catégories que l'Occident utilise pour connaître les autres sociétés, la démarche ethnologique même, doivent être remises en cause. Une telle conclusion repose sur une analyse critique serrée de la « raison ethnologique », à l'usage des sociétés non européennes, alors que l'histoire, science du changement, serait monothétique. Débat de spécialistes ? Pas seulement : Jean-Loup Amélie souligne avec force la nécessité de dépasser l'opposition entre universalisme abstrait (celui de nos nouveaux philosophes) et relativisme culturel, tous deux également occidentalistes. Des clefs donc pour le débat, fondamental aujourd'hui, sur la façon de penser le monde.

C. L.

## Henri Rolin : un témoin combattant

Par YVES FLORENNE

VOUÉ à l'enseignement supérieur du « droit des gens », président de la Cour européenne des droits de l'homme, de nationalité belge, tel fut Henri Rolin (1), et cela suffirait à le situer : encore faut-il ajouter qu'il a été titulaire de charges qui le plaçaient à la jonction de la science juridique et d'une responsabilité politique au moins morale. Soit, dira-t-on : si l'on veut bien oublier que les droits de l'homme, même avec des minuscules, sont devenus une déraison, qui n'est même plus hypocrite, mais ouvertement cynique chez des États dit eux-mêmes « de droit ». Reste qu'il n'est pas interdit aux esprits les plus endurcis de faire comme s'il y avait encore à une réalité, certes peu répandue et relative, mais à laquelle il faut s'accrocher, jusqu'à la disparition naturelle, ou accidentelle, de ces derniers entités.

Arrêtons-nous, en nous demandant si la lecture parallèle de la biographie d'Hubert Beuve-Méry (2), et ce qu'elle nous rappelle, ne déstabiliserait pas fatalement. Mais qui ne se sent, à quelque moment, hanté par Cassandre ? Elle désespérât sans quitter l'espérance. Sinon, à quel bon avertir avec cette obstination ? Elle fut donc réduite au pire des esclaves, puis mise à mort. Aujourd'hui, l'esclavage et la mort peuvent être beaucoup moins tragiques, beaucoup mieux vécus, parce que parfaitement, voire agréablement, anesthésiés.

Cette référence préliminaire n'est pas une digression. Le livre d'Henri Rolin commence en 1920, où d'annoncent les « années d'essai ». Dix ans plus tard, commence le temps des tâches illusoires, en attendant l'aveu des « tâches soulèvements ». Et nous voilà, d'un seul bond rapide, aux années 30. Le livre se termine par l'opposition violente d'Henri Rolin à la neutralisation de son pays, suivie de sa protestation résolue contre Munich. Ce qui lui valut aussitôt d'être dénoncé, chez les siens, à la fois comme « neutriste » (une aberration qui a de l'avenir) et comme belliciste, « pourvoyeur de tombeaux ». C'est exactement le moment où Beuve-Méry prononce sa rupture avec le « grand journal » (le *Temps*) qui, sans rien perdre de sa distinction, s'est beaucoup vendu.

Retrouvons-nous en 1920, aux premiers pas de cette démarche qui épouse celle de Briand, ici, attention. Trompé par une fausse nonchalance, sous l'homme de paix, hâlé de tous ces hommes de guerre qui ne voudront pas se battre, on oublie toujours l'autre : celui qui, au pouvoir, ordonne en septembre 1914 ce qui s'appellerait « la Marnes ». Avec dix ans de moins, face à Hitler... Mais, en 1931, il se survivait physiquement à peine, dans le sillage de Laval, à qui il servait d'enseigne et d'alibi, et qui, pour le coup, le neutralisa.

Eloigné du pouvoir, Laval le retrouvera par la grâce de la défaite et un coup de force, pour devenir enfin ce qu'il n'avait jamais cessé d'être.

Mais nous n'en étions encore, avec Henri Rolin, qu'au 10 janvier 1920. Ses rapports, articles, notes et témoignages forment une sorte de journal, officiel ou personnel, d'une histoire de la Société des Nations (SDN) dans ses débuts, ses grands spectacles, ses acteurs, ses coulisses, ses projets, ses espoirs, qui va s'étendre pendant dix années, jusqu'à un couronnement presque fictif : la constitution (toute historique) des « États-Unis d'Europe ».

Une Europe déjà ébranlée. Il y a eu Locarno, l'entrée de l'Allemagne à la SDN, laquelle contrôle son désarmement. Tout va vite. Exclu « même de l'espérance du pouvoir », voici Hitler qui s'y hisse très régulièrement, en veston noir et pantalon rayé. Mais dans ce « calicot » miteux, le peuple allemand voit un héros wagnérien. L'Allemagne quitte la SDN et réarme.

FAUT-IL poursuivre le regard cette marche hallucinante, — du moins pour ces hallucinés qu'on appelle encore les grandes puissances ? Nous savons que deux fois, en 1934 et en 1936, une France qui aurait choisi d'agir seule, pouvait sans délai, probablement sans coup férir, renvoyer Hitler à son néant. Après, le chemin n'est que trop connu jusqu'à Munich et au-delà. Mais l'itinéraire retracé, éclairé par Henri Rolin, retiendra non seulement les spécialistes, mais les passionnés d'histoire, fût-elle lamentable. L'illustre neutraliste belge, violé comme l'avait prévu son adversaire, celui-ci en sonde le principe... pour le principe, et pour délier ses concitoyens de tout « devoir de neutralité morale ». Les Français, eux, auront invité, non pas à être neutres, mais à collaborer avec l'occupant.

Dira-t-on que les jeunes esprits, et même les autres, sont peu soucieux d'apprendre comment ils ont été, plus ou moins longtemps avant de naître, abandonnés, ou traités, sacrifiés d'avance pour des ambitions invincibles, après l'avoir été par l'incapacité, au nom d'une fatalité qui n'existerait pas ? La mémoire n'est jamais inutile. Avec sa fausseté, ou sous d'autres masques, Hitler survit un peu partout. Mieux vaut être averti et sur ses gardes, si l'on craint qu'il sonne une seconde fois...

(1) Henri Rolin. Œuvres, tome I, Éditions Bruylant et Éditions de l'université de Bruxelles, Bruxelles, 480 pages (les volumes suivants sont en chantier).  
(2) Laurent Girelles, *Hubert Beuve-Méry*, Fayard, Paris, 1990 (voir le *Monde diplomatique*, juin 1990).

## CULTURE

**LE MONDE N'EST PAS MALADE, IL ENFANTE.** — Xavier Sallandrin  
★ GEL, 4, rue Cassette, Paris, 1989, 324 pages, 185 F.

On ne cédera pas à la tentation de rappeler Baudelaire : « enfanteur, malade d'arrangements ». Et d'autant moins que l'inspiration est Teilhard de Chardin, et le livre une contribution à la « convergence de la conscience rationnelle avec la foi chrétienne » (le même Baudelaire confessa la seconde, jusqu'à la passion de l'enfer).

Philosophe spiritualiste, nourri de théologie, mais à peine muni de connaissances scientifiques, l'auteur ne nous entretient aucunement d'un prochain avènement d'un monde de bonheur et de paix par la grâce de prodiges économiques et de miracles gorbatchesques, mais de l'apparition, enfin reconnaissable par tous, du « sens de l'homme ».

Ce qui nous change un peu des annonces, déjà vieilles, sur la mort du monde, dans un monde de néant.

Lecture sérieuse, instructive mais nullement inabordable. L'auteur d'ailleurs distribue ses chapitres en trois parties dont chacune a son unité : les textes accessibles à tout lecteur, ceux qui concernent « les plus avertis », les derniers, destinés aux spécialistes.

Y. F.

## POLITIQUE

**LA BALANCE ET L'HORLOGE. La genèse de la pensée libérale en France au XVIII<sup>e</sup> siècle.** — Simone Meyssonnier  
★ Les Éditions de la Passion, Paris, 1989, 360 pages, 140 F.

Le magistral *Tableau économique* du physiocrate de Gournay, loin de surgir ex nihilo en 1756, avait été précédé en France par une longue série de réflexions ouvrant la voie au libéralisme économique. Celles de Vincent de Gournay, lançant en 1753 son célèbre « laissez faire, laissez passer », et, avant lui ou autour de lui, celles de Boisguilbert, de Melon, de l'abbé Morellet, de Viron de la Forbanaud et autres figures oubliées du « premier dix-huitième siècle », que ce volume fait utilement revivre.

Engagés dans l'administration royale (sans se priver de la critique) ou liés au végo, ces auteurs étaient des hommes de terrain, aussi soucieux d'ordre social que d'équilibre financier. Leur libéralisme égalitaire, même s'il préfigure curieusement certaines idées de Keynes, est issu de la crise de l'Ancien Régime français et s'inscrit dans son contexte spécifique.

Cette étude, consacrée à un chapitre peu connu de la pensée libérale, contribue ainsi à relativiser cette dernière, qui prétend si volontiers apporter un message d'essence universelle, sinon absolue.

JEAN CHESNEAUX.

**L'ÉVALUATION DES POLITIQUES ET DES ACTIONS PUBLIQUES. Rapport au premier ministre.** — Patrick Vivret  
★ Documentation française, Paris, 1990, 194 pages, 75 F.

Avant la nomination de M. Michel Rocard à Matignon, Patrick Vivret, s'occupait d'un observatoire chargé de l'évaluation des politiques et des actions publiques. Il est donc naturel que le premier ministre ait confié à son compagnon de route une étude sur ce sujet aussi qu'un premier exercice pratique portant sur le revenu minimum d'insertion (RMI).

Les travaux de la commission animée par Patrick Vivret ont fait apparaître le retard français dans ce domaine et cherchent à tirer avantage de cet inconvénient en bénéficiant des expériences américaines, suédoises et japonaises. La France souffre, du fait de la toute-puissance de son administration, d'un grave handicap. Elle laisse le monopole de l'expertise publique aux grands corps de l'État, ce qui revient à placer l'élite de la haute fonction publique, omnipotente dans les sphères de décision, en situation d'être à la fois juge et partie. Le commissaire Vivret propose donc d'en appeler, à côté des instances administratives actuelles, à la fois aux parlementaires et aux universitaires, voire à des cabinets d'audit privés sous réserve que cette profession sache s'adapter à l'évaluation, ce qui est sensiblement différent de ses préoccupations commerciales actuelles.

Il ne reste plus à espérer que ce rapport ne demeure pas au catalogue de la Documentation française. Le problème posé est en effet crucial dans les démocraties contemporaines où, face au déclin des idéologies, les logiques gestionnaires deviennent vaines.

THIERRY PFISTER.

## ÉCOLOGIE

**POUR UNE ALTERNATIVE VERTE EN EUROPE.** — Pierre Juquin, Carlos Antunes, Penny Kemp, Isabelle Stengers, Wilfrid Tolkamp, Frieder Otto Wolf  
★ La Découverte, Paris, 1990, 128 pages, 55 F.

La question écologique sera la grande affaire de cette décennie, et certainement aussi des suivantes. Et les partis politiques traditionnels qui n'ont pas su percevoir le monde en puissance de la sensibilité verte risquent de l'apprendre à leurs dépens. Les mouvements Verts sont pourtant bien loin d'avoir tiré toutes les conséquences théoriques et pratiques de leur propre logique.

Cet ouvrage, écrit par des intellectuels ou responsables politiques de cinq pays, et paraissant simultanément dans huit langues, est l'un des premiers à ébaucher un corps doctrinal cohérent, opposant le vivant et le social à l'économisme ambiant, et débouchant sur un « écosocialisme ». Une lecture salutaire.

B. C.

## OUVRAGES DE RÉFÉRENCE

**GUIDE DE LA RECHERCHE DANS LES GRANDES ÉCOLES.** — Sous l'égide de la Conférence des grandes écoles  
★ Mediasor, Paris, 1989, 316 pages, 1200 F.

Les grandes écoles ont longtemps eu la réputation de ne pas se préoccuper de la recherche. Ce n'est plus vrai : 2 % de l'effort français en ce domaine (représentant le quart du budget du CNRS) sont aujourd'hui répartis dans leurs laboratoires. Le *Guide* qui vient de paraître dresse, pour chacun des quelque cent établissements membres de la Conférence des grandes écoles, la liste des formations doctorales, des laboratoires et thèmes de recherche, des modalités de valorisation et des accords de collaboration. Un outil de travail qui faisait gravement défaut et qui devrait particulièrement intéresser les industriels et les scientifiques, tant en France qu'à l'étranger.

B. C.

**LE LIVRE DE L'EUROPE. Atlas géographique.** — Sous la direction de Régis Bénéci et Marc Naudou  
★ Stock-Édition n° 1, Paris, 1990, 317 pages, 188 F.

Rédigé avec un évident souci pédagogique par des professeurs de classes préparatoires, cet ouvrage — mi-livre, mi-atlas — est un superbe outil de travail pour les étudiants. Chacun des Douze fait l'objet d'un traitement séparé pour les questions démographiques et économiques, mais la majeure partie de ce livre (étapes de la construction européenne, institutions, grands défis et réponses de la CEE, l'Europe et le monde, le bilan de la Communauté, etc.) est traité de manière transversale. Un remarquable appareil documentaire (chronologie, extraits de textes fondamentaux, adresses utiles, bibliographies, index) complète cet ouvrage qui, à l'heure actuelle, n'a aucun concurrent dans l'édition française.

B. C.

**SUPPLÉMENTS À L'ENCYCLOPÆDIA UNIVERSALIS**

★ Encyclopædia Universalis, Paris, 1990, 2 volumes, 1 978 pages, 978 F.

Ces deux volumes, qui viendront actualiser l'édition de l'Encyclopædia éditée depuis 1964, mais dont l'intérêt se justifie pleinement. Près de trois cents articles de synthèse, superbement illustrés, sur les avancées des connaissances dans les domaines les plus divers. Et comme d'habitude, l'encyclopédie s'efforce d'attirer le concours des meilleurs spécialistes. Le champ couvert est immense et se divise en deux grandes parties : les enjeux et le savoir. Les enjeux sont traités en une trentaine d'articles : de « L'Europe des historiens » par René Girault à « La typologie des conflits » par Pierre Dabizade. Les savoirs sont, eux, présentés dans l'ordre alphabétique, d'« académisme » (pour la photo) à « zones franches ». Un placement de connaissances dans lequel on se plonge avec délectation.

B. C.

**GRAND ATLAS DE LA SECONDE GUERRE MONDIALE.** — Sous la direction de John Kegan (traduit de l'anglais par Roland Gungay)  
★ Larousse-The Times, Paris, 1990, 288 pages, 350 F.

Professeur à la célèbre académie militaire britannique de Sandhurst, John Kegan renvoie, avec l'aide de nombreux spécialistes, l'ensemble des opérations du « plus grand conflit de l'histoire du monde ». Un chapitre spécial est consacré à « La France dans la guerre » écrit par Philippe Masson, professeur à l'École de guerre navale.

Les auteurs décrivent, à l'aide de quelque 450 cartes, d'une centaine de diagrammes et d'abondants tableaux et photos, les stratégies adoptées par les différents protagonistes du conflit. Batailles terrestres, aériennes et maritimes sont très précieusement expliquées, ainsi que leur contexte politique et diplomatique.

Un glossaire et un important index rendent plus claire la lecture de cet ouvrage que complète une chronologie sur la situation mondiale de 1920 à 1945.

I. R.

## HISTOIRE

**ESQUISSE D'UNE HISTOIRE COMPARÉE DES DÉVELOPPEMENTS DANS LE MONDE JUSQU'À VERS 1850.** — Jean Piel  
★ Éditions Erasmus, Paris, 1989, 295 pages, 140 F.

Préparée à l'intention des étudiants d'un cursus interdisciplinaire sur les pays en voie de développement, présentée sous une forme didactique pédagogique (y compris par sa riche bibliographie bien structurée), cette « esquisse » (au sens du dix-huitième siècle) annonce une réflexion fondamentale sur les rythmes et les lignes de force de l'histoire mondiale jusqu'au milieu du dix-neuvième siècle, c'est-à-dire jusqu'au moment où le modèle occidental de croissance industrielle est devenu hégémonique et réalise à son profit l'interconnexion généralisée des marchés de la planète.

La démarche retenue ici est triplement pluraliste. Pluralité des formes sociales (et pas seulement sociales), dont l'originalité ne peut se définir par le seul critère économique et quantitatif. Pluralité des développements propres à l'Amérique latine, à l'Afrique, au Proche-Orient, à l'Asie, à l'Extrême-Orient — mais le Pacifique est négligé dans ce vaste panorama.

Pluralité des rythmes historiques, de la révolution néolithique aux grands voyages de découverte. À ce titre, cette esquisse est une précieuse contribution à la réflexion critique sur les pièges intellectuels et politiques de l'eurocentrisme.

J. C.

الزمن  
1310



## DANS UNE EUROPE LIVRÉE AUX MARCHANDS

## Le droit d'auteur, produit commercial comme les autres

Par BERNARD EDELMAN \*

COMME la guerre pour les militaires, l'art est devenu une chose trop sérieuse pour qu'on l'abandonne aux artistes. Désormais, règne une industrie culturelle qui représente, au minimum, 2 % à 3 % du produit intérieur brut (PIB) des pays développés et, au maximum, 5 % à 6 %. Aux États-Unis, son pourcentage est même plus élevé que celui de l'agriculture, de l'industrie électrique ou de l'industrie automobile. Cela donne la mesure : la « culture » est, décidément, une affaire trop importante pour être laissée aux mains des créateurs.

Aussi voit-on des institutions tout à fait solennelles – l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), l'Organisation internationale du travail (OIT) et même l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT) – s'inquiéter de sa bonne santé et se pencher sur le berceau du petit prodige. Car, si le bébé est florissant, il est guetté par la pire des maladies : le piratage.

Les pirates modernes – ceux de l'audiovisuel et des logiciels – sont armés des dernières découvertes de l'informatique et de l'électronique ; ils ne hantent plus l'île de la Tortue, mais les laboratoires. Le pirate moderne contraint les ingénieurs, pour empêcher la reproduction des cassettes audio-numériques, à mettre au point des dispositifs hautement élaborés – système copycode de CBS, système R-DAT japonais, système Periscope... (1). Et, surtout, le piratage a permis à la CEE de produire un important document de 237 pages, intitulé : *Livre vert sur le droit d'auteur et le défi technologique. Problèmes de droit d'auteur appelant une action immédiate*, daté du 20 juin 1988.

Dans ce document, d'une lecture ingrate, il est paradoxalement très peu question de culture, de création, etc. d'auteur, au point que le professeur Schricker, du Max-Planck Institute de Munich, a pu dire que le Livre vert traite d'un « droit d'auteur sans auteur » (2). La CEE, en effet, s'est résolument tournée vers les seuls partenaires dignes d'intérêt – les producteurs – et les seuls objectifs qui lui paraissent sérieux – la police du marché et la concurrence. Ce document – et telle est, pour nous, sa valeur générale – nous donne à lire, en clair, la vision que se fait la technocratie européenne de la culture, après qu'elle nous ait dit l'idée qu'elle se faisait de la bioéthique (3), et avant qu'elle ne nous dise un jour ou l'autre l'idée qu'elle se fait de l'homme (4). Ce n'est donc pas une vaine controverse de juriste qui alimentera notre analyse, mais une inquiétude profonde sur le destin du droit d'auteur.

Pouvons-nous, devons-nous nous laisser griser par l'ivresse du marché et des investissements ? Pouvons-nous, devons-nous approuver un « réalisme économique » qui, par petites touches, nous introduit dans le système du copyright où les « auteurs » véritables ne sont autres que les producteurs, et les œuvres des marchandises, qui devraient librement circuler sur le marché : où la seule loi est celle du profit et où le créateur, enfin, n'est que l'infime

\*Auteur de la *Propriété littéraire et artistique*, PUF, « Que sais-je ? », Paris, 1989 et co-auteur, avec Marie-Angèle Hermitte, de *L'homme, la nature et le droit*, Bourgois, Paris, 1988.

rouage d'un système qui le dépasse, l'alibi culturel d'une industrie qui, la plupart du temps, se moque de la culture ? Pis encore : devrions-nous laisser la CEE, elle qui n'a aucune compétence en la matière, s'arroger le droit de traiter de notre identité culturelle ?

On ne rentrera pas dans le détail de ce document, mais il faut simplement montrer que la logique économique qui y est à l'œuvre emporte deux conséquences majeures : la subordination du droit des auteurs au droit des producteurs ; l'incorporation du droit d'auteur dans une politique commerciale internationale.

La Commission de Bruxelles part d'un double constat. D'une part, elle observe que « le centre de gravité de l'activité économique des pays industrialisés a continué à se déplacer, s'éloignant de la production de biens revêtant principalement le caractère d'articles de base au profit de la fabrication de produits à forte valeur ajoutée grâce à l'application de la technologie, du savoir-faire et de la créativité. Le rendement supérieur et les attributs matériels de ces produits, tels que leur forme ou leur image, constituent leurs atouts essentiels dans la concurrence » (5). D'autre part, la Commission relève l'extrême vulnérabilité de ces produits : alors que, par exemple, le développement d'une puce de semi-conducteur représente un investissement de 100 millions de dollars, sa reproduction coûterait de 50 000 à 100 000 dollars (6).

Le marché de l'audiovisuel et de l'informatique est donc gangrené par le piratage (en 1984, la perte a été de 1,2 milliard de dollars pour les phonogrammes, par exemple), ce qui devrait conduire à une politique rigoureuse de ce marché. Or, poursuit la Commission, puisque la piraterie est, avant tout, un problème économique et que le producteur doit supporter les risques économiques de sa production, c'est à lui, au premier chef, d'en assurer la défense. Il faut donc lui en donner les moyens juridiques en concentrant entre ses mains le maximum de droits d'auteur. En clair, les droits des auteurs se déplacent des créateurs aux producteurs, puisque l'œuvre, en son essence, n'est somme toute qu'un produit « à forte valeur ajoutée ».

## Comme à la Bourse

CETTE logique conduit à un double dérapage : d'un côté, on met en place une conception parfaitement mercantile de l'auteur ; de l'autre, les droits des producteurs sont supérieurs aux droits des auteurs.

Pour la Commission, un auteur n'est rien d'autre qu'un entrepreneur d'un nouveau genre. Dans un paragraphe suavement intitulé « Considérations culturelles » apparaît l'idée que le seul objectif d'un créateur consiste à « valoriser » sa création par la recherche d'un vaste marché, de sorte qu'en retour il pourrait réinvestir avec profit (7). La Commission se doit, en conséquence, de « stimuler » la créativité par l'appât du gain, et de la diffuser vite et loin. L'auteur devrait, à la limite, faire une étude de marché, calculer les recettes d'un concours et suivre, à la Bourse des ventes publiques, la hausse ou la baisse de son « point ».

Le mépris de l'auteur artisan a d'ailleurs amené la Commission à ignorer le problème

crucial de la reprographie. Alors qu'elle porte toute son attention sur le piratage des phonogrammes, des vidéogrammes et des logiciels, elle n'a cure du danger qui menace l'écrit. Pourtant, selon une récente enquête, 6,6 milliards de copies sont réalisées à partir d'œuvres protégées chaque année en France (8) et « la photocopie pratiquement suée l'édition musicale. Toutes dispositions doivent être prises pour éviter qu'elle ne mette maintenant en péril l'édition scientifique (9) ».

Par ailleurs, l'intérêt porté par la Commission aux produits à forte plus-value a pour effet de minoriser les droits des auteurs. Ainsi, par exemple, en matière de création de logiciels, alors que la loi française du 3 juillet 1985 reconnaît aux auteurs un droit moral restreint, la Commission propose sa suppression totale ou, à tout le moins, « la possibilité d'autoriser [sa] cession contractuelle (10) », ce qui signifierait son arrêt de mort et créerait le risque d'une contagion dans tous les autres domaines. À l'inverse, lorsque la jurisprudence refuse, à juste titre, de protéger une pure et simple compilation (11), la Commission conseille de donner à « l'exploitant d'une base de données (...) une protection contre la copie du mode de compilation (12) ». De même, enfin, elle propose de subordonner, concernant les œuvres audiovisuelles, les droits des auteurs au fonctionnement du marché : « La protection assurée par le droit d'auteur aux œuvres audiovisuelles ne devrait pas porter atteinte au fonctionnement d'un marché concurrentiel pour de telles œuvres ni au développement de nouvelles technologies audiovisuelles. Le droit d'auteur devrait au contraire fournir une part importante de l'environnement juridique favorisant la créativité, l'innovation et la concurrence (13) ».

## Mépris de l'art

EN effectuant de tels choix, la Commission non seulement excède ses compétences mais encore manifeste une conception parfaitement méprisante de l'art. En effet, d'un côté, comme l'a fait remarquer M. Moller, qui dirige la délégation de la RFA dans les instances internationales du droit d'auteur, « étant donné que le droit d'auteur ou le *Urheberrecht* ne fait pas partie seulement du système légal d'un pays, mais de la culture, et que le système lui-même constitue ainsi un bien culturel, la Commission n'a aucune compétence pour l'échanger contre un autre système (14) ». De l'autre côté, elle oublie qu'un support en soi – bande magnétique, cassette vierge... – n'a aucune valeur, ou fort peu, et qu'il n'en acquiert que par la vertu de l'œuvre qui s'y incorpore.

Cette vision purement industrielle, ou, si l'on préfère, purement quantitative, de la culture a une autre conséquence majeure dans les relations internationales. La CEE, à l'évidence, œuvre dans le sens d'une application des usages du commerce international au droit d'auteur. On peut le constater dans l'intégration progressive du droit d'auteur dans la compétence du GATT et du « nouvel instrument de politique commerciale » (15). Au cours de l'Uruguay round, le GATT a lancé, en septembre 1986, une initiative qui vise à établir un cadre multilatéral de règles et de disciplines relatives au commerce international des mar-



chandes de contrefaçon. Il n'est pas exclu que ces règles puissent aussi valoir pour d'autres choses que les marques de fabrique.

Par ailleurs, le « nouvel instrument de politique commerciale », si on l'applique à la piraterie, permettrait une police fort efficace. En vertu de cet instrument, en effet, la Commission peut réagir rapidement contre des pratiques commerciales illicites de pays tiers, incompatibles non seulement avec le droit international mais encore avec les « règles généralement admises ». Autrement dit, si un Etat qui n'est pas partie d'un traité auquel ont adhéré la plupart des pays développés ne le respecte pas, il ne sera pas sanctionné au titre du droit international, mais au titre de la violation des « règles généralement admises », précisément celles qui sont élaborées au titre du commerce international (GATT).

Ce n'est plus tant le développement de la culture qu'on a en vue, mais la protection de certains marchés. Ainsi, le message culturel, qui était l'essentiel, s'évanouit dans le support qui devient le seul produit digne de protection.

On peut s'interroger sur le sort culturel réservé aux pays sous-développés. Alors que, par exemple, la convention universelle sur le droit d'auteur (révision de Paris, 24 juillet 1971) prévoyait des licences en faveur de ces pays (de traduction et de reproduction, même audiovisuelle), désormais les impératifs économiques pourraient bien les rendre caduques.

L'Europe des marchands semblait déjà l'emporter sur l'Europe des droits de l'homme. Elle risque bien de l'emporter aussi sur l'Europe de la culture.

(1) Audio and Video-Cassette Equipment Study in West-Germany, France and the U.K., Editions Marplan, octobre 1985.

(2) Cité par Margret Moller, « A propos du Livre vert », *Revue internationale du droit d'auteur*, Paris, juillet 1989.

(3) Cf. *Le Monde diplomatique*, décembre 1988.

(4) Ainsi qu'a témoigné le projet de séquençage (déchiffrement) du génome humain.

(5) Livre vert... op. cit., 1-2.2.

(6) Livre vert... op. cit., 1-2.4.

(7) Livre vert... op. cit., 1-4.1 à 1-4.6.

(8) Christine Ferrand, « Les éditeurs prennent les armes contre la reprographie sauvage », *Livres hebdo*, Paris, 1988.

(9) Patrick Cahart, « Le livre français a-t-il un avenir ? », *Documentation française*, Paris, décembre 1987.

(10) Livre vert... op. cit., 5-6.27.

(11) Cour de cassation, 2 mai 1989.

(12) Livre vert... op. cit., 6-4.9.

(13) Livre vert... op. cit., 3-10.3.

(14) Margret Moller, op. cit., p. 53.

(15) Règlement CEE, n° 2641/84 du conseil, *Journal officiel des Communautés européennes*, 20 septembre 1984. Lire Bourgois et Laurent, « Le nouvel instrument de politique commerciale », *Revue trimestrielle de droit européen*, Paris, janvier-mars 1985.

## Dans ce numéro :

PAGE 2 :

Courrier des lecteurs.

PAGE 3 :

LIBERIA : La guerre civile, l'om de Monrovia, par Michel Galy.

PAGES 4 et 5 :

TEMPÊTE SUR LA COOPÉRATION : « Démocratie » et développement : ces mots piégés, par Claude Wauthier.

- Multipartisme et répression au Zaïre, par Colette Braeckman. - A nouveau, des millions de vies menacées par la famine, par Claire Brinet.

PAGE 6 :

La guerre inavouée du Natal, par Arlene Bonzon.

PAGE 7 :

Le football, c'est la guerre, par Ignacio Ramonet.

PAGES 8 et 9 :

CHEZ LES PALESTINIENS DES DEUX RIVES, par notre envoyé spécial Alain Gresh.

PAGE 10 :

TURQUIE : Coûteuse facture du libéralisme, par Ahmet et Janine Saboun.

PAGE 11 :

Du rideau de fer au mur d'argent, suite de l'article de Claude Julien.

PAGE 12 :

Electrochoc allemand pour une Europe en gène : Sur le front de l'union politique, par Bernard Cassen.

PAGE 13 :

L'extrême droite sur les ruines d'une gauche sans projet, suite de l'article de Christian de Bré. Dans la presse française : la « marée verte » de l'islamisme algérien (I.R.).

PAGES 14 et 15 :

UNION SOVIÉTIQUE : Les Russes sont de retour, par Jean-Marie Charrier. - Naissance d'une opinion publique, par Claude Wauthier.

PAGES 16 et 17 :

Sortir du boudoir militaire, rebâtir une économie civile (J.D.). - La logique d'armement, sources de déclin, par Alain Arnaud.

PAGE 18 :

L'explosion faillite des caisses d'épargne américaines, par Jacques Decourcy.

PAGE 19 :

A LA RECHERCHE DU COBAYE IDÉAL, par Jacques Testart.

PAGES 20 et 21 :

Une autre justice pénale pour l'Europe du grand marché, par Dominique Verrier.

PAGE 22 :

Mortelles surenchères électorales aux États-Unis, par Serge Halimi.

PAGE 23 :

HAÏTI : L'ombre du doute sur la démocratie, par Jean-Pierre Alam.

PAGES 24 et 25 :

PÉROU : Comment pacifier un pays à la dérive, par Yves Saint-Geours.

- Heurs et malheurs de la communauté japonaise, par Isabelle Lemaire-Herrera.

PAGES 26 et 27 :

Le Pacifique Sud rongé par une modernité destructrice, par Jean Chesneau.

PAGE 28 :

INDE : Le réveil politique des musulmans, par Alexandre Dastur et M. Léves.

PAGE 29 :

Dans les revues...

PAGES 30 et 31 :

« Œuvres » d'Henri Rolin, par Yves Florenne. - « Splendeur et décadence du commandant Zulo », de Octavio Aguiló, par M.-F. Allia.

- « Voyage à La Havane », de Reinaldo Arenas, par André Gauthier.

Le Monde diplomatique du mois de juin 1990 a été tiré à 174 000 exemplaires.

Juillet 1990



## CENTRE D'ÉTUDES DIPLOMATIQUES ET STRATÉGIQUES

## CYCLE D'ENSEIGNEMENT DIPLOMATIQUE SUPÉRIEUR

Réservé aux diplomates, aux fonctionnaires internationaux et aux cadres supérieurs. Cycle de conférences, de séminaires et de voyages d'études sanctionné par un diplôme d'études diplomatiques supérieures de 3<sup>e</sup> cycle (convention avec le doctorat de sociologie politique de l'Université Paris-X).

3<sup>e</sup> CYCLE SPÉCIALISÉ D'ÉTUDES STRATÉGIQUES ET POLITIQUES DE DÉFENSE

Formation sous le parrainage du Centre DROIT ET DÉFENSE de l'Université Paris-V.

Inscription à l'ÉCOLE DES HAUTES ÉTUDES INTERNATIONALES : Établissement libre d'enseignement supérieur fondé en 1999 (Directeur : M. Pascal CHAIGNEAU).

4, place Saint-Germain-des-Près, 75006 PARIS. Tél. : (1) 43-22-68-06.

مكتبة الأصل